Alexis de Tocqueville
1805-1859

(2009)

TEXTES ÉCONOMIQUES

ANTHOLOGIE CRITIQUE

Par Jean-Louis BENOÎT et Eric KESLASSY

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Alexis de Tocqueville

TEXTES ÉCONOMIQUES. ANTHOLOGIE CRITIQUE.

Une anthologie réalisée par Jean-Louis Benoît et Éric Keslassy. Édition numérique des Classiques des sciences sociales, mai 2009.

[Autorisation formelle accordée, le 14 mai 2009, par MM. Benoît et Keslassy de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : jeanlouis.benoit0612@orange.fr
Keslassy.Eric@wanadoo.fr

- 1) Site de [Jean-Louis Benoît](#).
- 2) Site d' [Éric Keslassy](#).

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 mai 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Alexis de Tocqueville
TEXTES ÉCONOMIQUES.
ANTHOLOGIE CRITIQUE.

Une anthologie réalisée par Jean-Louis Benoît et Éric Keslassy. Édition numérique des Classiques des sciences sociales, mai 2009.

SOMMAIRE

[Table des matières](#)

[Avertissement à la présente édition numérique](#)

[Les auteurs](#)

[Alexis de Tocqueville : Quelques dates...](#)

[Tocqueville économiste](#)

[Première partie](#) : Économie et paupérisme

[Deuxième partie](#) : Économie et société

[Bibliographie](#)

Table des matières

SOMMAIRE

Avertissement à la présente édition numérique

Les auteurs

Alexis de Tocqueville: quelques dates

TOCQUEVILLE ECONOMISTE

Première partie

ÉCONOMIE ET PAUPÉRISME

Chapitre I. D’où vient le paupérisme ?

1. L’indivision de la propriété foncière.
2. Industrialisation et frustration relative.

Chapitre II. Pour une nouvelle approche de *La Démocratie en Amérique*

1. L’irrésistible progression de la démocratie.
2. De l’« état social » aristocratique à l’« état social » démocratique.
3. L’émergence d’une vaste classe moyenne profondément matérialiste.
4. La reprise du thème de la frustration relative.
5. Les ravages du paupérisme.
6. Une attirance pour l’industrie ?
7. Une aristocratie d’un type nouveau

Chapitre III. Les remèdes

1. Lutter contre paupérisme.
 - A. Les colonies agricoles
 - B. La charité privée
 - C. Les associations charitables
2. Prévenir le paupérisme
 - A. Préférer la petite propriété foncière
 - B. La propriété industrielle
 - C. L’épargne ouvrière

Chapitre IV. Entre marche et État

1. Contre l'intervention systématique de l'État
 - A. La très ferme opposition à la charité légale
 - B. Le refus de l'inscription du droit au travail dans la Constitution de 1848
2. Non au libéralisme économique
 - A. De l'existence des crises
 - B. L'État doit se pencher sur la question des salaires des ouvriers de la grande industrie
 - C. Un véritable programme social

Chapitre V. Conclusion

Deuxième partie **ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ**

Chapitre I. L'économie dans l'histoire

1. Les mutations historiques de l'Europe occidentale depuis la seconde moitié du Moyen-Age ont été à la fois politiques, économiques et sociales
 - A. De la société féodale au triomphe de l'économie marchande et de la bourgeoisie d'affaires
 - B. Une première forme de démocratie
 - C. Le mécanisme démocratique : un processus d'interaction
2. Déclin de la féodalité, montée en puissance de la bourgeoisie
 - A. La noblesse française forme une caste
 - B. La réaction nobiliaire à la veille de la Révolution
3. La situation économique de la France à la veille de la Révolution
 - A. Le règne de Louis XIV a été ruineux pour l'ensemble du pays et de la population
 - B. À l'inverse les données quantitatives font apparaître que le règne de Louis XVI connut, globalement, une véritable prospérité économique
 - C. L'inégalité devant l'impôt et le goût des places

4. [Une société déstructurée en quête d'une impossible réforme](#)
 - A. [Une société déstructurée: le contraste entre l'état économique global du pays et son état social](#)
 - B. [L'influence des économistes, ou de l'impossible réforme au surgissement de la Révolution](#)
 - C. [Le despotisme de l'État ou les prémices du socialisme](#)

[Chapitre II.](#) De la monarchie de juillet à la révolution de 1848

1. [Un vibrant éloge de la liberté du commerce](#)
2. [Libéralisme économique et intervention de l'État](#)
 - A. [Développement conjoint des richesses industrielles et du paupérisme, l'exemple de Manchester.](#)
 - B. [Les limites du libéralisme économique selon Tocqueville](#), la nécessité d'une politique sociale et d'une certaine intervention de l'État: le cas de la ligne Paris-Cherbourg
 - a. [Il faut obtenir la création d'une véritable ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg.](#)
 - b. [La réalisation de la liaison ferroviaire Paris-Cherbourg représente un enjeu capital pour l'économie de la Basse-Normandie.](#)
 - c. [Stratégie du discours, géopolitique et géostratégie](#)
 - C. [Les dimensions économiques du problème social des enfants trouvés et abandonnés](#)

[Chapitre III.](#) Les données socio-économiques et politiques de la situation française de 1830 à 1848.

1. [La division de la société en deux classes antagonistes](#)
2. [Les causes socio-économiques et politiques de la révolution de 1848](#)
3. [Une victoire sans lendemain de la classe ouvrière](#)
4. [Ouvriers contre paysans](#)
5. [Une vigoureuse condamnation du socialisme](#)
6. [Les régimes démocratiques seront agités et conservateurs](#)
7. [Les élections d'avril 1848 marquent la première défaite du courant révolutionnaire](#)
8. [La fin du mouvement révolutionnaire](#): les paysans contre les ouvriers, la province contre Paris, la Garde Nationale choisit la légitimité

Chapitre IV. Économie et société dans les grands rapports de Tocqueville, la question pénitentiaire et l'abolition de l'esclavage

1. Économie et système pénitentiaire, économie du système pénitentiaire.
 - A. Bilan d'un système en échec: Une faillite morale sociale et économique
 - B. Les causes générales de l'échec du système pénitentiaire et les causes particulières qui lient ce phénomène à l'économie
 - C. L'économie du système pénitentiaire
 - D. Un anticapitalisme carcéral: confier le travail des prisonniers à des entrepreneurs privés pervertit totalement le système et ruine toute tentative de remise en ordre moral des détenus
2. Les dimensions économiques de l'esclavage et de l'abolition de l'esclavage
 - A. Une mauvaise querelle dans le goût de l'air du temps.
 - B. La condamnation de l'esclavage au nom de l'argument économique.
Les prédécesseurs de Tocqueville ont déjà ouvert le débat
 - C. L'esclavage ruine l'économie d'un pays: l'exemple américain
 - D. L'indemnisation des colons obéit à un double objectif: obtenir le vote du projet de loi et laisser un pays économiquement viable
3. Les dimensions économiques de la colonisation en Algérie

Chapitre V. Conclusion.

Bibliographie

TEXTES ÉCONOMIQUES.
ANTHOLOGIE CRITIQUE.

Avertissement à l'édition numérique
des Classiques des sciences sociales.

[Retour à la table des matières](#)

Le texte du présent ouvrage, rédigé par Jean-Louis Benoît et Eric Keslassy, a déjà été publié dans une édition française, à de très légères variantes près. Aujourd'hui, les deux auteurs ont choisi de confier à Jean-Marie Tremblay la mise en ligne du texte sur le site Les Classiques des sciences sociales, afin de permettre à un plus grand nombre de chercheurs, et de lecteurs désireux d'en savoir plus sur Alexis de Tocqueville, de disposer de la quasi-totalité des textes de son oeuvre touchant à l'économie. Les lecteurs pourront ainsi se faire leur opinion propre en ayant accès directement à l'ensemble du corpus économique tocquevillien et prendre du champ vis-à-vis d'une vulgate qui en a fait, bien à tort, un pseudo-précurseur des économistes ultra- ou néo-libéraux qui ont orienté, depuis trente ans l'économie mondiale dans le sens que l'on connaît et dont on voit aujourd'hui les résultats !

Bien cordialement.

JLB , 23 juin 2009.

TEXTES ÉCONOMIQUES.
ANTHOLOGIE CRITIQUE.

LES AUTEURS

[Retour à la table des matières](#)

Jean-Louis Benoît est agrégé et docteur ès lettres. Après avoir été chargé de cours à l'Université de Caen, il a enseigné dans les classes Préparatoires aux Grandes Ecoles à Saint-Lô. En 1990, il a créé et mis en place le colloque international L'Actualité de Tocqueville dont les actes ont été publiés en 1991 dans les Cahiers de philosophie politique et juridique (n° 19) du Centre de Publications de l'Université de Caen.

En 2005, il a été l'un des trois organisateurs du colloque du bicentenaire de la naissance de Tocqueville, avec Françoise Mélonio et Olivier Zunz, colloque dont la première partie s'est déroulée au Centre Culturel de Cerisy la Salle, et la Beinecke Library de l'Université Yale de New Haven, les actes du colloque ont été publiés dans la Tocqueville/Review/La Revue Tocqueville, Vol. XXVII, n° 2 – 2006-08-25.

Il a publié de nombreux ouvrages consacrés à Tocqueville (travail sur le corpus tocquevillien, biographie, ouvrages à l'intention des étudiants et candidats aux concours, ouvrage de recherche approfondie...), qui figurent dans la bibliographie, et de très nombreux articles dans des revues de philosophie politique, dont quelques-uns sont accessibles sur ce site, à l'adresse :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/benoit_jean_louis/benoit_jean_louis.html

Il a en outre fait de très nombreuses conférences sur la pensée et l'œuvre de Tocqueville auprès des publics les plus variés, en France comme aux Etats-Unis.

Dans le présent ouvrage, il s'est occupé principalement de la rédaction de la seconde partie « Economie et société ».

Eric Keslassy est docteur en sociologie (Paris-Dauphine). Enseignant certifié en Sciences Economiques et Sociales, il donne des cours de sciences politiques à l'Université Paris VII et des cours de sociologie à l'ENSTA (Ecole Nationale Supérieure de Techniques Avancées). Auteur de *Le libéralisme de Tocqueville à l'épreuve du paupérisme* (L'Harmattan, 2000), il a publié de nombreux ouvrages dont *Démocratie et égalité* (Bréal, 2003) et *De la discrimination positive* (Bréal, 2004). Il a souvent participé au débat public en publiant des tribunes dans la presse nationale et en rédigeant le rapport de l'Institut Montaigne intitulé Ouvrir les grandes écoles à la diversité (2006). Il vient de publier une note Ouvrir la politique à la diversité (Institut Montaigne, 2009).

Dans le présent ouvrage, il s'est plus particulièrement attaché à la rédaction de la première partie « Economie et paupérisme ».

TEXTES ÉCONOMIQUES.
ANTHOLOGIE CRITIQUE.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE

Quelques dates *

[Retour à la table des matières](#)

1805	Naissance à Paris
1821	Lecture de Rousseau, Montesquieu et Voltaire
1826	Rédaction de ses thèses de fin d'études en droit
1826-1827	Voyage en Italie et en Sicile
1827	Nomination comme juge auditeur au tribunal de Versailles ; Tocqueville fait la connaissance de Beaumont
1828	Début de la liaison avec Marie Mottley
1830	Prestation de serment au régime de Louis Philippe
1831- 1832	Voyage en Amérique
1833	Du système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France qui reçoit le prix Monthyon de l'Académie française Premier voyage en Angleterre

* Il n'entre pas dans la vocation de cette chronologie d'être exhaustive. Une biographie plus complète a été publiée dans les *Textes essentiels* (Pocket Agora, 2000, p. 363-365) par Jean-Louis Benoît. La biographie de référence reste encore le *Alexis de Tocqueville* (Hachette Pluriel, 1984) d'André Jardin.

- 1835** *De la Démocratie en Amérique* (tome I)
 Mémoire sur le paupérisme
 Second voyage en Angleterre et séjour en Irlande
 Mariage avec Mary Mottley
- 1836** L'État social et politique de la France avant et depuis 1789
 Tocqueville hérite du château familial et du titre de comte (qu'il se refuse à porter)
 Voyage en Suisse
- 1837** Échec aux élections législatives de Valognes
 Rédaction du *Second mémoire sur le paupérisme*
 Lettres sur l'Algérie
- 1838** Élection à l'Académie des sciences morales et politiques
- 1839** Élection comme député de Valognes
 Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. de Tracy, relative aux esclaves des colonies françaises
- 1840** *De la Démocratie en Amérique* (tome II)
- 1841** Premier voyage en Algérie
 Élection à l'Académie française
- 1842** Réélection au siège de député de Valognes
 Élection au Conseil général de la Manche dans le canton Montebourg/Sainte-Mère-Église
- 1843** Lettres sur la situation intérieure de la France
 Rapport sur les enfants trouvés
- 1844** Rapport sur les enfants trouvés
 Rapport parlementaire sur la réforme des prisons
 Rapport sur la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg
- 1844-1845** Tocqueville participe à la direction du journal *Le Commerce*
- 1845** Rapport sur les enfants trouvés

- Rapport sur la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg
- 1846** Réélection comme député de Valognes
Second voyage en Algérie
Rapport sur les enfants trouvés
Rapport sur la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg
Premiers contacts pour former la « Jeune gauche »
- 1847** Projets de loi relatifs aux crédits demandés pour l'Algérie
Question financière
Fragments pour une politique sociale
- 1848** Discours du 27 janvier 1848
Élection au « suffrage universel » comme conseiller général de la Manche
Election à l'Assemblée constituante
Discours sur le droit au travail
- 1849** Premier voyage en Allemagne
Élection à l'Assemblée législative
Ministre des Affaires étrangères de juin à octobre
Élection président du Conseil général de la Manche
- 1850** Réélection à la présidence du Conseil général de la Manche
Voyage en Italie
- 1850- 1851** Rédaction des Souvenirs qui paraîtront en 1893
- 1851** Réélection à la présidence du Conseil général de la Manche
Tocqueville est rapporteur de la commission de révision de la Constitution
Tocqueville signe le décret de déchéance de Louis-Napoléon Bonaparte
- 1852** Réélection à la présidence du Conseil général de la Manche pour la dernière fois
Rapport sur la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg
Démission du Conseil général de la Manche

1854	Second voyage en Allemagne
1856	<i>L'Ancien Régime et la Révolution</i>
1857	Dernier voyage en Angleterre
1859	Mort à Cannes

TOCQUEVILLE ÉCONOMISTE

[Retour à la table des matières](#)

On connaît en Alexis de Tocqueville (1805-1859) l'homme politique, le philosophe politique, l'historien ou même le sociologue. Trop souvent, on oublie ou on minore l'économiste ! Pourtant, la pertinence de l'ensemble de l'œuvre de Tocqueville ne peut se dégager totalement si l'on ne tient pas compte de la dimension économique qui est la sienne. En effet, les textes majeurs de cet ensemble, c'est-à-dire *De la Démocratie en Amérique* (1835 et 1840)¹, *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856) ou les *Souvenirs* contiennent des passages entiers que l'on peut qualifier d'économiques. De même, les deux *Mémoires sur le paupérisme* (1835 et 1837), les discours prononcés sur des questions fondamentales comme le droit au travail (1848) et les écrits de 1847 comme *De la classe moyenne et du peuple*, les réflexions autour de la Question financière et les *Fragments pour une politique sociale* sont des textes dont la portée économique est capitale.

Négliger cet aspect de l'œuvre revient à amputer la pensée de Tocqueville de l'un de ses axes fondamentaux qui éclaire, d'une manière décisive, les positions politiques et sociales de l'auteur. Le libéralisme de Tocqueville ne fait aucun doute sur le plan politique, en revanche, en matière d'économie les choses sont beau-

¹ Nous utiliserons tout au long de l'ouvrage la terminologie, désormais usuelle, permettant de distinguer les deux tomes de *La Démocratie en Amérique* comme suit : la première *Démocratie* (1835) et la seconde *Démocratie* (1840).

coup plus complexes et difficiles à cerner. Ne se présentait-il pas lui-même comme un « libéral d'une espèce nouvelle ² ».

Textes à l'appui, nous avons décidé de prendre au sérieux son affirmation !

Notre objectif n'est pas d'enrôler la pensée de Tocqueville sous une bannière ou une autre, mais de donner au lecteur - étudiant, chercheur ou tout simplement « honnête homme » du siècle qui commence – les moyens de se forger sa propre opinion sur une position économique et sociale particulière ; démarche qui n'était guère aisée dans la mesure où la pensée économique de Tocqueville est disséminée à travers les Oeuvres Complètes. Il n'existait pas jusqu'à présent d'ouvrage entièrement consacré à la pensée et aux textes économiques et sociaux de Tocqueville.

Nous avons souhaité combler ce manque éditorial et mettre en évidence la véritable cohérence existant entre les livres déjà connus du grand public et des textes injustement délaissés, voire oubliés. Notre problématique générale repose sur deux axes majeurs : Économie et paupérisme et Économie et société. Mais l'enchaînement des prises de position de Tocqueville dans le domaine économique n'est possible qu'en tenant compte de la dimension diachronique ; il faut donc les aborder en tenant compte de la perspective historique qui est la leur, ce qui n'est possible qu'en référence à l'œuvre même d'Alexis de Tocqueville qui conclut ainsi la première Démocratie :

« Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-Américains.

Tous deux ont grandi dans l'obscurité ; et tandis que les regards des hommes étaient occupés ailleurs, ils se sont placés tout à coup au premier rang des nations, le monde a appris presque en même temps leur naissance et leur grandeur.

Tous les autres peuples paraissent avoir atteint à peu près les limites qu'a tracées la nature, et n'avoir plus qu'à conserver ; mais eux sont en croissance : tous les autres sont arrêtés ou n'avancent qu'avec mille ef-

² Lettre à Eugène Stoffels, 24 juillet 1836, *Correspondance et œuvres posthumes*, tome V, 1866, p. 431.

forts ; eux seuls marchent d'un pas aisé et rapide dans une carrière dont l'œil ne saurait encore apercevoir la borne.

L'Américain lutte contre les obstacles que lui oppose la nature ; le Russe est aux prises avec les hommes. L'un combat le désert et la barbarie, l'autre la civilisation revêtue de toutes ses armes : aussi les conquêtes de l'Américain se font-elles avec le bloc du laboureur, celles du Russe avec l'épée du soldat.

Pour atteindre son but, le premier s'en repose sur l'intérêt personnel, et laisse agir, sans les diriger, la force et la raison des individus.

Le second concentre en quelque sorte dans un homme toute la puissance de la société.

L'un a pour principal moyen d'action la liberté ; l'autre, la servitude.

Leur point de départ est différent, leurs voies sont diverses ; néanmoins, chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde ³ ».

Le XXe siècle a vu s'affronter, pratiquement jusqu'à son terme, deux conceptions de l'homme et de l'économie qui se sont partagés le monde. De la fin de la Seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin, l'Union soviétique et les États-Unis ont régné en maîtres sur les destinées de la planète.

Dès 1835, Tocqueville affirmait que les États-Unis et ce qui n'était alors que la Russie se partageraient le monde, non pas tant en raison des systèmes économiques - puisque le marxisme n'était pas né et qu'il n'était pas vraisemblable que la Russie organisant autour d'elle l'Union soviétique pût un jour se déclarer le pays du « socialisme réel » -, qu'en raison de leur immense potentiel de développement.

Alors que l'espace politique des pays d'Europe était limité – malgré les perspectives coloniales de la France et surtout de l'Angleterre -, États-Unis et Russie

³ O. C, I, 1, p. 430-431 (Nous utiliserons le sigle O. C. pour désigner les tomes et volumes de l'édition des Œuvres Complètes de Tocqueville publiés chez Gallimard).

disposaient d'un espace gigantesque, d'un poids ou de potentialités démographiques considérables. De plus, alors que l'Europe était constituée de vieilles nations, les États-Unis, pays de la démocratie la plus achevée, connaissaient la vitalité des pays neufs, entreprenants, sans frontière ; les habitants sans complexes pouvaient se risquer à tout entreprendre puisque la mobilité sociale dépassait tout ce qu'on avait pu voir précédemment. Les atouts de la Russie étaient inverses : le pays n'était-il pas le moins avancé d'Europe sur la voie de la démocratie ; l'immensité de l'espace dont il disposait, la population la plus importante du continent, la coercition qui subsistait dans les faits et les mentalités devaient permettre à ce pays qui avait vaincu Napoléon de devenir l'un des deux plus puissants du monde.

Si Tocqueville entrevoit avec une précision parfois troublante les faits à venir ce n'est pas en raison d'un prophétisme d'essence mystérieuse, mais d'une remarquable capacité de synthèse et de déduction logique, particulièrement mise en œuvre dans la seconde Démocratie qui se constitue presque exclusivement sur un modèle hypothético-déductif. En effet, Tocqueville déduit de l'essence de la démocratie et des réalités historiques et sociologiques des pays dans lesquels elle surgit, les formes normales ou pathologiques qu'elle pourra revêtir. C'est pourquoi il voit mieux que les autres et avant les autres toutes les dérives possibles de ce qu'il considère non seulement comme un régime politique mais surtout comme un « état social ». Dans cette vision synthétique qui est la sienne, Tocqueville associe l'ensemble des champs de l'histoire, du politique, du sociologique, l'esprit des lois et des peuples, mais également une vision économique du monde, et ce, dès les premières lignes de la première Démocratie : le surgissement et le développement de la démocratie ont à voir avec l'économie, ils procèdent de lui et modèlent son développement.

Cela nous explique comment et pourquoi la pensée de Tocqueville interpelle avec tant de force nos contemporains ; n'est-il pas l'un des penseurs de référence du libéralisme au moment où le modèle soviétique, caricature du marxisme, a sombré ; au moment où le socialisme tente difficilement de (se) survivre dans la sociale-démocratie.

Une lecture attentive de Tocqueville nous livre en effet une véritable pensée économique, jusqu'à présent trop souvent ignorée, qui pose déjà les problèmes majeurs d'aujourd'hui : le développement économique engendre de façon quasi inéluctable la pauvreté de masse – le paupérisme –, ce qui renvoie à la fois aux

problèmes de l'assistance, de la politique sociale et du droit au travail, sans négliger que les remèdes engendrent parfois avoir des effets pervers qui peuvent même renforcer la dérive initiale.

Tocqueville estime qu'il faut créer un système de participation et une banque des pauvres, seuls moyens de faire accéder l'individu à une forme de propriété, même minimale garantissant par là même sa dignité et sa liberté. Tocqueville fait l'éloge de la liberté du commerce, mais juge que l'État, cessant de tout régenter de façon néo-colbertiste, doit participer à la mise en place d'une véritable politique sociale et contrôler pour partie l'aménagement du territoire - notamment en mettant en place une politique des transports, seul moyen d'éviter la paupérisation de régions entières. Il considère de même qu'il appartient à l'Etat de se préoccuper de la situation alarmante des enfants trouvés, et que c'est là une de ses missions essentielles.

Ainsi, Tocqueville traite-t-il des thèmes économiques avec une approche qui les place à l'intersection du politique, de l'économique et du social, de même qu'il pense que les grands problèmes politiques sont en même temps des problèmes économiques. Mais la dimension économique des problèmes n'est pas la seule en cause ; il n'existe pas de volonté politique réelle qui ne se donne les moyens de sa mise en place, qu'il s'agisse de l'abolition de l'esclavage ou de la réforme pénitentiaire. Il faut lire Tocqueville pour comprendre pourquoi aujourd'hui, comme hier, la politique pénitentiaire et carcérale est et ne peut être qu'un échec en France, à moins d'opérer une révolution culturelle et mentale de l'idéologie française.

On le voit, si Tocqueville ne fut pas un économiste au sens premier du mot comme Bastiat, Say ou comme les socialistes du XIXe siècle, la pensée et l'analyse économiques font partie intégrante de son œuvre : l'une ne va pas sans l'autre, l'une ne se comprend pas sans l'autre.

Mais le lecteur a déjà compris que la pensée économique de Tocqueville ne se réduit pas à ses attaques antisocialistes et qu'il est maladroit et vain de vouloir faire de lui le parangon du néo- ou de l'ultra-libéralisme contemporain.

L'ouvrage que nous livrons aujourd'hui Alexis de Tocqueville, Textes économiques, Anthologie critique a pour objectif de présenter, sinon de façon totalement exhaustive, du moins de la façon la plus complète possible l'ensemble des

textes de Tocqueville ayant trait à l'économie, qu'il s'agisse d'économie au sens premier du terme ou des implications de l'économie dans la sphère sociale et politique. Nous les avons organisés en problématiques complémentaires, permettant ainsi de révéler une nouvelle articulation de son œuvre prise dans son ensemble, nous efforçant d'introduire ces textes afin d'en souligner la portée exacte, ce qui ne peut se faire si on ne les replace pas dans leur dimension diachronique. Enfin, nous avons donné la référence précise de ces textes afin de permettre au lecteur de poursuivre s'il le souhaite son approche.

Première partie

ÉCONOMIE

ET PAUPÉRISME

[Retour à la table des matières](#)

Bien que fondamental, le thème du paupérisme a été trop souvent négligé dans les travaux consacrés à l'œuvre de Tocqueville ⁴. Une analyse précise des textes se rapportant à la misère de masse liée à l'industrialisation massive qui naît au XIXe siècle permet pourtant de renouveler, de compléter, voire de réévaluer l'approche de la pensée de l'auteur de *La Démocratie en Amérique*.

Les différents écrits que Tocqueville consacre à la question sociale permettent en effet de déterminer d'une façon plus pertinente la nature exacte de son libéralisme. Certes, on y retrouve le notable effrayé par les mouvements de foule et les périodes de chaos, ainsi que le libéral attaché à la défense des libertés politiques et au droit de propriété, mais ces textes socio-économiques nous permettent de découvrir un publiciste et un penseur qui accorde une place majeure à l'économie. Le politique est alors soucieux de maintenir la cohésion de la société par le biais d'un État actif... Ces préoccupations sociales, qui échappent à la doxa entourant l'œuvre de Tocqueville, trouvent leur origine dans les deux voyages que celui-ci effectue en Angleterre en 1833 et 1835 ⁵. En visitant les fabriques, ce qu'il n'avait pas fait en Amérique, il observe les ravages du paupérisme et prend conscience que la progression de l'égalité des conditions n'est pas aussi universelle qu'il le pensait. Le *Mémoire sur le paupérisme* qu'il présente en 1835 à l'Académie de Cherbourg et quelques-unes des plus belles pages de la seconde *Démocratie* expliquent comment l'industrie peut engendrer une « nouvelle aristocratie » ; entendons par là, une « aristocratie » d'un type nouveau, une aristocratie manufacturière, beaucoup plus dure que toutes celles qui l'ont précédée...

Pour Tocqueville, la science politique nouvelle à laquelle il entend contribuer, doit donc non seulement lutter contre les effets dévastateurs du paupérisme existant, mais encore tenter de prévenir son installation afin d'assurer la pérennité du fait démocratique.

⁴ Voir : *Le Libéralisme de Tocqueville à l'épreuve du paupérisme*, L'Harmattan – 2002 – par Éric Keslassy.

⁵ Tocqueville effectue son premier voyage seul en juillet-août 1833 ; en 1835, Tocqueville et Beaumont visitent l'Angleterre et l'Irlande pendant cinq mois (avril-août).

Mais que faire ? Comment agir ? Sous quelle forme ? La charité individuelle n'est-elle pas insuffisante et aléatoire ? La charité légale ne présente-t-elle pas autant, sinon plus, d'effets pervers que d'avantages ? Il faut donc chercher d'autres moyens pour sortir de ce « fléau social » qui commence à gagner une France qui débute son industrialisation.

Tocqueville observe d'ailleurs que l'industrialisation est la raison majeure du développement du paupérisme, notamment parce qu'elle engendre une frustration relative dévastatrice. Pourtant, ralentir la croissance industrielle pour revenir à une conception agrarienne reviendrait à casser le développement économique de la France. Tocqueville pense tout de même que la division de la propriété foncière commencée avant la Révolution et poursuivie depuis lors est riche d'enseignements. Elle possède une valeur à la fois morale et économique : contrairement au petit paysan anglais chassé par les enclosures, le paysan français travaille et économise pour acheter le lopin ou les hectares de terre dont il veut devenir propriétaire ; il est donc, à l'instar des cultivateurs normands que Tocqueville côtoie dans le Cotentin, un travailleur courageux, actif et responsable parce que propriétaire ou accédant à la propriété.

Il convient donc de transférer ce modèle dans le monde urbain et industriel. Comment faire pour sortir le prolétariat d'une aliénation dégradante sinon en lui permettant d'échapper à la misère absolue et de devenir responsable : il envisage alors, en 1837, la possibilité de ce qu'on appellera par la suite la participation qui permettrait à l'ouvrier d'accéder à une forme au moins partielle de propriété. Ce faisant, il réfléchit à la généralisation des associations industrielles ouvrières, et il envisage la possibilité et l'opportunité de créer une « banque des pauvres ».

Dix ans plus tard, en 1847, lorsqu'il est chargé par la « Jeune gauche » - parti politique qu'il tente de créer avec d'autres députés pour trouver sa place à l'Assemblée - de rédiger un programme politique, il considère désormais qu'il appartient au législateur de formuler les bases d'un projet d'assistance sociale dépendant de l'État. Contrairement à Adam Smith, il ne fait pas confiance aux vertus de la « main invisible » comme régulateur du marché ! Dans le cadre de ses activités locales, Tocqueville, conseiller général, puis président du Conseil général de la

Manche ⁶, estime qu'il appartient à l'Etat de régler la question des enfants trouvés et de permettre l'achèvement de la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg ⁷.

La pensée économique et sociale de Tocqueville est donc très loin de l'interprétation faite habituellement à partir de la lecture de son vibrant Discours sur le droit au travail prononcé en septembre 1848 ; ce violent réquisitoire qui fait suite aux journées de juin affirme de façon péremptoire que tout Etat qui attenterait à la propriété et à la liberté du travail mettrait, de facto, en péril l'ensemble des libertés – que les régimes marxistes qualifieront de « bourgeoises » ou de « formelles » -. Mais il n'incarne pas à lui seul, pas plus que la célèbre citation sur l'« État immense et tutélaire », la vision tocquevillienne du rôle de l'Etat dans le champ économique et social !

Les textes qui suivent doivent donc renouveler la réflexion sur l'œuvre de Tocqueville et permettre de rétablir une vérité intellectuelle : Tocqueville, incontestablement libéral sur le plan politique, ne fut pas véritablement libéral sur le plan économique, et encore moins dans le sens qu'on donne habituellement à cette expression aujourd'hui ! Sa pensée ne doit plus être enfermée dans la « maison » libérale sans aucune autre forme de précision et les penseurs néo-libéraux ne peuvent guère puiser dans ses écrits, la légitimité historique et intellectuelle qu'ils recherchent traditionnellement chez les grands auteurs du XIXe siècle.

⁶ Tocqueville fut conseiller général du canton de Montebourg-Sainte-Mère-Eglise (les deux cantons étaient alors réunis) de 1842 à 1852, et président du conseil général de la Manche, de 1849, jusqu'à sa démission en 1852.

⁷ Les textes se rapportant à ces questions sont présentés dans la seconde partie de cet ouvrage en II – 2 – 2 et II – 2 – 3.

Première partie : Économie et paupérisme

Chapitre I

D'où vient le paupérisme ?

[Retour à la table des matières](#)

Le paupérisme est un phénomène qui apparaît au XIXe siècle. Il n'est pas vain de mentionner que cette expression est d'origine anglaise car le paupérisme est l'une des conséquences directes de la très forte progression de l'activité industrielle. Mais la nécessité de forger un nouveau terme s'explique aussi par le fait que la perception de la pauvreté a changé. En effet, sous les traits du paupérisme, véritable « fléau social », l'indigence ne peut plus être conçue comme un accident individuel mais comme la condition forcée d'une grande partie des membres de la société.

Cette misère de masse, permanente, provient en premier lieu d'un décrochage collectif : la situation misérable qui existe dans le monde rural oblige les paysans à entrer dans les grandes cités urbaines pour trouver du travail. Ce faisant, ils se coupent du réseau des solidarités qui continuait à les prendre en charge en cas de grosses difficultés. Ces « protections rapprochées » (famille, charité chrétienne...) sont bien sûr beaucoup moins présentes dans les villes. L'avènement d'un véritable capitalisme, qui se traduit notamment par une concurrence féroce entre ouvriers, permet aux patrons de fixer les salaires à un niveau très bas. On parle alors de « minimum de subsistance » ! Très rapidement, le statut d'ouvrier est assimilé à celui de pauvre. Le travail ne protège plus de la « désaffiliation sociale »⁸ comme cela a toujours été le cas avant l'industrialisation : le paupérisme ne s'explique pas par l'absence de travail, il naît au sein même du travail industriel ! La misère

⁸ Cette expression est empruntée à Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1995.

ne s'abat plus seulement sur les vagabonds et les mendiants, elle frappe de plein fouet les ouvriers qui doivent subir des conditions de travail insoutenables et des conditions d'existence très difficiles. Dès lors, la question sociale se formule explicitement à partir du début des années 1830 et devient une préoccupation des notables : la cohésion sociale est d'autant plus menacée que les masses laborieuses sont observées comme une « classe dangereuse ». La bourgeoisie craint vivement ce qu'elle perçoit comme une menace pour l'ordre politique, social, moral et économique qui garantit son pouvoir. Pour réagir, il lui faut comprendre d'où vient le paupérisme ; la première partie de cet ouvrage est donc consacrée aux réponses que Tocqueville donne à cette question.

1 – L'indivision de la propriété foncière.

[Retour à la table des matières](#)

C'est à la suite de son premier voyage en Angleterre que Tocqueville a commencé à réfléchir au paupérisme. Initialement, il se rend dans sa « seconde patrie intellectuelle » pour mieux comprendre ce qu'il a observé en Amérique (institutions, vie sociale...) ! Il souhaite également savoir si la révolution violente que l'on promet à l'Angleterre est une réalité : certains, en France, considèrent que la fin de l'aristocratie anglaise comme proche.

Voulant assister à la « dernière représentation d'une belle pièce »⁹, Tocqueville est surpris : la noblesse anglaise, beaucoup plus ouverte que l'ancienne aristocratie française, n'est pas menacée d'une façon radicale. S'il y a bien une transformation sociale, celle-ci se fait en douceur.

Au cours de ce séjour outre-Manche, il approche la question du paupérisme notamment en assistant à une séance de justice de paix. C'est alors que les effets pervers de la loi sur les pauvres, sur lesquels nous reviendrons plus loin, lui sautent aux yeux. Bien que son enquête ne soit pas très approfondie, il s'interroge déjà sur les raisons de la progression de cette misère collective qui atteint

⁹ Lettre du 3 juillet 1833 de Tocqueville à la comtesse de Pisieux, *Oeuvres*, I, Pléiade, Gallimard, 1991, p. 1372.

l'Angleterre. A ce moment là, l'indivision de la propriété foncière lui paraît être une explication majeure. Nous pouvons citer extrait d'un texte que Tocqueville a intitulé « Dernières impressions sur l'Angleterre » :

« Le nombre des pauvres augmente ici dans une progression effrayante, ce qui doit être attribué en partie aux vices de la loi, mais la cause première et permanente du mal se trouve, suivant moi, dans l'extrême indivision de la propriété foncière. En Angleterre le nombre des personnes qui possèdent tend plutôt à diminuer qu'à croître, et le nombre des prolétaires s'augmente au contraire sans cesse avec la population. Un pareil ordre de choses, joint à l'élévation des taxes qui fait que le riche ne peut pas employer le pauvre comme il le ferait, si une si grande part de son argent n'entrait pas dans les coffres de l'Etat, un pareil ordre de choses ne peut qu'engendrer indéfiniment la misère. Eh bien! et c'est ce qui m'a le plus frappé, cette vérité non seulement n'est pas généralement ressentie, mais n'est aperçue que par un petit nombre. La pensée du partage, même graduel et successif des terres, comme remède à tant de maux, n'est nullement présente à l'imagination du public. Quelques spéculateurs la conçoivent, quelques agitateurs cherchent à l'exploiter. Mais la masse à mon extrême surprise ne s'en empare nullement encore. Les Anglais ont encore l'esprit imbu de cette doctrine pour le moins contestable, que les grandes propriétés sont nécessaires au perfectionnement de l'agriculture. Et ils semblent encore convaincus que l'inégalité extrême des fortunes est l'ordre naturel des choses. Remarquez que je ne parle point ici des riches, mais de la classe moyenne et même en grande partie des pauvres. Tant que l'imagination des Anglais n'aura pas brisé cette entrave et ne sera pas entrée dans un autre ordre d'idées, les chances d'une révolution violente sont peu à craindre, car, quoi qu'on en dise, ce sont les idées qui remuent le monde et non d'aveugles besoins. Certes quand la Révolution française a éclaté l'esprit humain chez nous avait déjà dépassé de bien loin toutes ces limites.

En résumé, l'Angleterre me paraît dans une situation critique en ce que certains événements, qu'il est possible de prévoir, peuvent d'un moment à l'autre la mettre dans un état de révolution violente. Mais si les choses suivent leur cours naturel, je ne crois pas que cette révolution arrive et je vois

beaucoup de chances pour que les Anglais parviennent à modifier leur état politique et social avec un grand malaise sans doute, mais sans convulsion et sans guerre civile.

J'ai dit qu'une révolution violente était une chose possible quoique non probable ¹⁰ ».

L'indivision des terres étant une explication importante du paupérisme, Tocqueville souhaite le maintien de la petite propriété foncière pour lutter contre la progression de la misère de masse. Nous reviendrons sur cette solution un peu plus loin...

2 – Industrialisation et frustration relative.

[Retour à la table des matières](#)

De retour d'Angleterre, Tocqueville continue de réfléchir aux raisons favorisant le développement du paupérisme. En effet, entre janvier et avril 1835, soit après la sortie de la première Démocratie et avant son second séjour en Angleterre, il se lance dans la rédaction d'une petite étude à destination d'une « société savante » de sa province dont il est devenu membre en 1834 : la Société Royale académique de Cherbourg. Il semble avoir choisi lui-même le thème du paupérisme pour cette étude qui lui permettrait de flatter les notables locaux, particulièrement intéressés par les questions liées à la charité, et ce, en vue de sa future candidature à la députation. Le Mémoire sur le paupérisme (1835), souvent présenté à tort comme le seul écrit de Tocqueville qui traite d'économie, se découpe en deux parties. Nous reproduisons ci-dessous l'intégralité de la première titrée « Du développement progressif du paupérisme chez les modernes ».

Tocqueville s'appuie d'abord sur la petite enquête menée en Angleterre, mais sa principale source est constituée par l'ouvrage de Villeneuve-Bargemont, pro-

¹⁰ O. C., V, 2, p. 41-42.

moteur du catholicisme social, intitulé *Economie politique chrétienne* (1834) ¹¹. Cette lecture a considérablement influencé l'analyse de Tocqueville : comme « M. de Villeneuve », il lie paupérisme et industrialisation. D'ailleurs, le *Mémoire sur le paupérisme* s'ouvre sur la constatation déjà faite par Villeneuve-Bargemont (mais aussi par beaucoup d'autres) d'un paradoxe : les pays qui connaissent l'opulence sont aussi ceux qui renferment le plus de pauvres ! Comment l'expliquer ? Pour répondre, Tocqueville pose le problème de la progression de la misère de masse dans le cadre du développement de la civilisation : plus la société se complexifie, plus les inégalités sont importantes ! La frustration relative et l'industrialisation sont alors présentées comme deux explications fondamentales de la montée de l'indigence collective : seule une économie qui s'industrialise permet la diffusion de biens qui doivent être acquis sous peine de ressentir une violente frustration :

« Lorsqu'on parcourt les diverses contrées de l'Europe, on est frappé d'un spectacle très extraordinaire et en apparence inexplicable.

Les pays qui paraissent les plus misérables sont ceux qui, en réalité, comptent le moins d'indigents, et chez les peuples dont vous admirez l'opulence, une partie de la population est obligée pour vivre d'avoir recours aux dons de l'autre.

Traversez les campagnes de l'Angleterre, vous vous croirez transporté dans l'Eden de la civilisation moderne. Des routes magnifiquement entretenues, de fraîches et propres demeures, de gras troupeaux errant dans de riches prairies, des cultivateurs pleins de force et de santé, la richesse plus éblouissante qu'en aucun pays du monde, la simple aisance plus ornée et plus recherchée qu'ailleurs; partout l'aspect du soin, du bien-être et des loisirs; un air de prospérité universelle qu'on croit respirer dans l'atmosphère elle-même et qui fait tressaillir le cœur à chaque pas : telle apparaît l'Angleterre aux premiers regards du voyageur.

¹¹ *Économie politique chrétienne, ou Recherches sur la nature et les causes du paupérisme en France et en Europe, et sur les moyens de le soulager et de le prévenir* par le Vicomte Alban de Villeneuve-Bargemont, Paulin, 1834.

Pénétrez maintenant dans l'intérieur des communes; examinez les registres des paroisses, et vous découvrirez avec un inexprimable étonnement que le sixième des habitants de ce florissant royaume vit aux dépens de la charité publique.

Que si vous transportez en Espagne et surtout en Portugal la scène de vos observations, un spectacle tout contraire frappera vos regards. Vous rencontrerez sur vos pas une population mal nourrie, mal vêtue, ignorante grossière, vivant au milieu de campagnes à moitié incultes et dans des demeures misérables; en Portugal cependant le nombre des indigents est peu considérable. M. de Villeneuve estime qu'il se trouve dans ce royaume un pauvre sur vingt-cinq habitants. Le célèbre géographe Balbi avait précédemment indiqué le chiffre d'un indigent sur quatre-vingt-dix-huit habitants.

Au lieu de comparer entre elles des contrées étrangères, opposez les unes aux autres les diverses parties du même empire et vous arriverez à un résultat analogue : vous verrez croître proportionnellement, d'une part, le nombre de ceux qui vivent dans l'aisance, et, de l'autre, le nombre de ceux qui ont recours pour vivre aux dons du public.

La moyenne des indigents en France, suivant les calculs d'un écrivain consciencieux ^a dont je suis loin, du reste d'approuver toutes les théories, est d'un pauvre sur vingt habitants. Mais on remarque entre les différentes parties du royaume d'immenses différences. Le département du Nord qui est à coup sûr le plus riche, le plus peuplé et le plus avancé en toute chose, compte près du sixième de sa population auquel les secours de la charité sont nécessaires. Dans la Creuse, le plus pauvre et le moins industriel de tout nos départements, il ne se rencontre qu'un indigent sur cinquante-huit habitants. Dans cette statistique la Manche est indiquée comme ayant un pauvre sur vingt-six habitants.

Je pense qu'il n'est pas impossible de donner une explication raisonnable de ce phénomène. L'effet que je viens de signaler tient à plusieurs causes générales qu'il serait long d'approfondir, mais qu'on peut au moins indiquer.

^a M. de Villeneuve. (Note de Tocqueville)

Ici, pour bien faire comprendre ma pensée, je sens le besoin de remonter pour un moment jusqu'à la source des sociétés humaines. Je descendrai ensuite rapidement le fleuve de l'humanité jusqu'à nos jours.

Voici les hommes qui se rassemblent pour la première fois. Ils sortent des bois; ils sont encore sauvages; ils s'associent non pour jouir de la vie, mais pour trouver les moyens de vivre. Un abri contre l'intempérie des saisons, une nourriture suffisante, tel est l'objet de leurs efforts. Leur esprit ne va pas au-delà de ces biens et s'ils s'obtiennent sans peine, ils s'estiment satisfaits de leur sort et s'endorment dans leur oisive aisance. J'ai vécu au milieu des peuplades barbares de l'Amérique du Nord; j'ai plaint leur destinée, mais eux ne la trouvaient point cruelle. Couché au milieu de la fumée de sa hutte, couvert des grossiers vêtements, ouvrage de ses mains ou produit de sa chasse, l'Indien regarde en pitié nos arts, considérant comme un assujettissement fatigant et honteux les recherches de notre civilisation; il ne nous envie que nos armes.

Parvenus à ce premier âge des sociétés, les hommes ont donc encore très peu de désirs, ils ne ressentent guère que des besoins analogues à ceux qu'éprouvent les animaux; ils ont seulement découvert dans l'organisation sociale le moyen de les satisfaire avec moins de peine. Avant que l'agriculture leur soit connue, ils vivent de la chasse; du moment qu'ils ont appris l'art de faire produire à la terre des moissons, ils deviennent cultivateurs. Chacun tire alors du champ qui lui est échu en partage de quoi pourvoir à sa nourriture et celle de ses enfants. La propriété foncière est créée et avec elle on voit naître l'élément le plus actif du progrès.

Du moment où les hommes possèdent la terre, ils se fixent. Ils trouvent dans la culture du sol des ressources abondantes contre la faim. Assurés de vivre, ils commencent à entrevoir qu'il se rencontre dans l'existence humaine d'autres sources de jouissances que la satisfaction des premiers et des plus impérieux besoins de la vie.

Tant que les hommes avaient été errants et chasseurs, l'inégalité n'avait pu s'introduire parmi eux d'une manière permanente. Il n'existait point de signe extérieur qui pût établir d'une façon durable la supériorité d'un homme et surtout d'une famille sur une autre famille ou sur un autre

homme; et ce signe eût-il existé, on n'aurait pu le transmettre à ses enfants. Mais dès l'instant où la propriété foncière fut connue et où les hommes eurent converti les vastes forêts en riches guérets et en grasses prairies, de ce moment, on vit des individus réunir dans leurs mains beaucoup plus de terre qu'il n'en fallait pour se nourrir et perpétuer la propriété dans les mains de leur postérité. De là l'existence du superflu; avec le superflu naît le goût des jouissances autres que la satisfaction des besoins les plus grossiers de la nature physique.

C'est à cet âge des sociétés qu'il faut placer l'origine de presque toutes les aristocraties.

Tandis que quelques hommes connaissent déjà l'art de concentrer dans les mains d'un petit nombre, avec la richesse et le pouvoir, presque toutes les jouissances intellectuelles et matérielles que peut présenter l'existence, la foule à demi sauvage ignore encore le secret de répandre l'aisance et la liberté sur tous. À cette époque de l'histoire du genre humain, les hommes ont déjà abandonné les grossières et orgueilleuses vertus qui avaient pris naissance dans les bois; ils ont perdu ces avantages de la barbarie, sans acquérir ce que la civilisation peut donner. Attachés à la culture du sol comme à leur seule ressource, ils ignorent l'art de défendre les fruits de leurs travaux. Placés entre l'indépendance sauvage qu'ils ne peuvent plus goûter, et la liberté civile et politique qu'ils ne comprennent point encore, ils sont livrés sans recours à la violence et à la ruse, et se montrent prêts à subir toutes les tyrannies, pourvu qu'on les laisse vivre ou plutôt végéter près de leurs sillons.

C'est alors que la propriété foncière s'agglomère outre mesure; que le gouvernement se concentre dans quelques mains. C'est alors que la guerre, au lieu de mettre en péril l'état politique des peuples ainsi qu'il arrive de nos jours, menace la propriété individuelle de chaque citoyen; que l'inégalité atteint dans le monde ses extrêmes limites et qu'on voit s'étendre l'esprit de conquête qui a été comme le père et la mère de toutes les aristocraties durables.

Les Barbares qui ont envahi l'Empire romain à la fin du IV^e siècle étaient des sauvages qui avaient entrevu ce que la propriété foncière pré-

sente d'utile et qui voulurent s'attribuer exclusivement les avantages qu'elle peut offrir. La plupart des provinces romaines qu'ils attaquèrent étaient peuplées par des hommes attachés depuis longtemps déjà à la culture de la terre, dont les mœurs s'étaient amollies parmi les occupations paisibles des champs et chez lesquels cependant la civilisation n'avait point encore fait d'assez grands progrès pour les mettre en état de lutter contre l'impétuosité primitive de leurs ennemis. La victoire mit dans les mains des Barbares, seulement le gouvernement, mais la propriété des tiers. Le cultivateur, de possesseur devint fermier. L'inégalité passa dans les lois; elle devint un droit après avoir été un fait. La société féodale s'organisa et l'on vit naître le Moyen Âge. Si l'on fait attention à ce qui se passe dans le monde depuis l'origine des sociétés, on découvrira sans peine que l'égalité ne se rencontre qu'aux deux bouts de la civilisation. Les sauvages sont égaux entre eux parce qu'ils sont tous également faibles et ignorants. Les hommes très civilisés peuvent tous devenir égaux parce qu'ils ont tous à leur disposition des moyens analogues d'atteindre l'aisance et le bonheur. Entre ces deux extrêmes se trouvent l'inégalité des conditions, la richesse, les lumières, le pouvoir des uns, la pauvreté, l'ignorance et la faiblesse de tous les autres.

D'habiles et savants écrivains ont déjà travaillé à faire connaître le Moyen Âge; d'autres y travaillent encore et parmi eux il nous est permis de compter le secrétaire de la Société académique de Cherbourg. Je laisse donc cette grande tâche à des hommes plus capables que moi de la remplir; je ne veux ici qu'examiner un coin de l'immense tableau que les siècles féodaux déroulent à nos yeux.

Au XII^e siècle, ce qui a été appelé depuis le tiers état n'existait pour ainsi dire point encore. La population n'était divisée qu'en deux catégories: d'un côté ceux qui cultivaient le sol sans le posséder; de l'autre ceux qui possédaient le sol sans le cultiver.

Quant à cette première classe de la population, j'imagine que, sous certains rapports, son sort était moins à plaindre que celui des hommes du peuple de nos jours. Ces hommes, qui en faisaient partie avec plus de liberté, d'élévation et de moralité que les esclaves de nos colonies, se trouvaient cependant dans une position analogue. Leurs moyens d'existence étaient presque toujours assurés; l'intérêt du maître se rencontrait sur ce

point d'accord avec le leur. Bornés dans leurs désirs aussi bien que dans leur pouvoir, sans souffrance pour le présent, tranquilles sur un avenir qui ne leur appartenait pas, ils jouissaient de ce genre de bonheur végétatif dont il est aussi difficile à l'homme très civilisé de comprendre le charme que de nier l'existence.

L'autre classe présentait un spectacle opposé. Là se rencontrait avec un loisir héréditaire l'usage habituel et assuré d'un grand superflu. Je suis loin de croire cependant qu'au sein même de cette classe privilégiée la recherche des jouissances de la vie fût poussée aussi loin qu'on le suppose généralement. Le luxe peut facilement exister au sein d'une nation encore à moitié barbare, mais non l'aisance. L'aisance suppose une classe nombreuse dont tous les membres s'occupent simultanément à rendre la vie plus douce et plus aisée. Or, dans les temps dont je parle, le nombre de ceux que le soin de vivre ne préoccupait pas uniquement était très petit. L'existence de ces derniers était brillante, fastueuse, mais non commode. On mangeait avec ses doigts dans des plats d'argent et d'acier ciselé; les habits étaient couverts d'hermine et d'or et le linge était inconnu; on logeait dans des palais dont l'humidité couvrait les murs, et l'on s'asseyait sur des sièges de bois richement sculptés près d'immenses foyers où se consumaient des arbres entiers sans répandre la chaleur autour d'eux. Je suis convaincu qu'il n'est pas aujourd'hui de ville de province dont les habitants aisés réunissent dans leur demeure plus de véritables commodités de la vie et ne trouvent plus de facilité à satisfaire les mille besoins que la civilisation fait naître, que le plus orgueilleux baron du Moyen Âge.

Si nous attachons nos regards sur les siècles féodaux nous découvrons donc que la grande majorité de la population vivait presque sans besoins et que le reste n'en éprouvait qu'un petit nombre. La terre suffisait pour ainsi dire à tous, l'aisance n'était nulle part; partout le vivre.

Il était nécessaire de fixer ce point de départ pour faire bien comprendre ce que je vais dire.

À mesure que le temps suit son cours, la population qui cultive la terre conçoit des goûts nouveaux. La satisfaction des plus grossiers besoins ne

saurait plus la contenter. Le paysan, sans quitter ses champs, veut s'y trouver mieux logé, mieux couvert; il a entrevu les douceurs de l'aisance et il désire se les procurer. D'un autre côté, la classe qui vit de la terre sans cultiver le sol étend le cercle de ses jouissances; ses plaisirs sont moins fastueux, mais plus compliqués, plus variés. Mille besoins inconnus aux nobles du Moyen Âge viennent aiguillonner leurs descendants. Un grand nombre d'hommes qui vivaient sur la terre et de la terre quittent alors les champs et trouvent moyen de pourvoir à leur existence en travaillant à satisfaire ces besoins nouveaux qui se manifestent. La culture, qui était l'occupation de tous, n'est plus que celle du plus grand nombre. À côté de ceux qui subsistent des produits du sol sans travailler, se place une classe nombreuse qui vit en travaillant de son industrie mais sans cultiver le sol.

Chaque siècle, en s'échappant des mains du Créateur, vient développer l'esprit humain, étendre le cercle de la pensée, augmenter les désirs, accroître la puissance de l'homme; le pauvre et le riche, chacun dans sa sphère, conçoit l'idée de jouissances nouvelles qu'ignoraient leurs devanciers. Pour satisfaire ces nouveaux besoins auxquels la culture de la terre ne peut suffire, une portion de la population quitte chaque année les travaux des champs pour s'adonner à l'industrie.

Si l'on considère attentivement ce qui se passe en Europe depuis plusieurs siècles, on demeure convaincu qu'à mesure que la civilisation faisait des progrès, il s'opérait un grand déplacement dans la population. Les hommes quittaient la charrue pour prendre la navette et le marteau; de la chaumière ils passaient dans la manufacture; en agissant ainsi, ils obéissaient aux lois immuables qui président à la croissance des sociétés organisées. On ne peut donc pas plus assigner un terme à ce mouvement qu'imposer des bornes à la perfectibilité humaine. La limite de l'un comme des autres n'est connue que de Dieu.

Quelle a été, quelle est la conséquence du mouvement graduel et irrésistible que nous venons de décrire ?

Une somme immense de biens nouveaux a été introduite dans le monde; la classe qui était restée à la culture de la terre a trouvé à sa disposition une foule de jouissances que le siècle précédent n'avait pas connues ; la

vie du cultivateur est devenue plus douce et plus commode; la vie du grand propriétaire plus variée et plus ornée ; l'aisance s'est trouvée à la portée du plus grand nombre, mais ces heureux résultats n'ont point été obtenus sans qu'il fallût les payer.

J'ai dit qu'au Moyen-Âge l'aisance n'était nulle part, le vivre partout. Ce mot résume d'avance ce qui va suivre. Lorsque la presque totalité de la population vivait de la culture du sol, on rencontrait de grandes misères et des mœurs grossières, mais les besoins les plus pressants de l'homme étaient satisfaits. Il est très rare que la terre ne puisse au moins fournir à celui qui l'arrose de ses sueurs de quoi apaiser le cri de la faim. La population était donc misérable, mais elle vivait. Aujourd'hui la majorité est plus heureuse, mais il se rencontre toujours une minorité prête à mourir de besoin si l'appui du public vient à lui manquer.

Un pareil résultat est facile à comprendre. Le cultivateur a pour produit des denrées de première nécessité. Le débit peut en être plus ou moins avantageux, mais il est à peu près sûr; et si une cause accidentelle empêche l'écoulement des fruits du sol, ces fruits fournissent au moins de quoi vivre à celui qui les a recueillis et lui permettent d'attendre des temps meilleurs.

L'ouvrier, au contraire, spéculé sur des besoins factices et secondaires que mille causes peuvent restreindre, que de grands événements peuvent entièrement suspendre. Quels que soient le malheur des temps, la cherté ou le bon marché des denrées, il faut à chaque homme une certaine somme de nourriture sans laquelle il languit et meurt, et l'on est toujours assuré de lui voir faire des sacrifices extraordinaires pour se les procurer ; mais des circonstances malheureuses peuvent porter la population à se refuser certaines jouissances auxquelles elle se livrait sans peine en d'autres temps. Or c'est le goût et l'usage de ces jouissances sur lesquels l'ouvrier compte pour vivre. S'ils viennent à lui manquer, il ne lui reste aucune ressource. Sa moisson, à lui, est brûlée; ses champs sont frappés de stérilité, et pour peu qu'un pareil état se prolonge, il n'aperçoit qu'une horrible misère et la mort.

Je n'ai parlé que du cas où la population restreindrait ses besoins. Beaucoup d'autres causes peuvent amener le même effet : une production exagérée chez les régnicoles, la concurrence des étrangers...

La classe industrielle qui sert si puissamment au bien-être des autres est donc bien plus exposée qu'elles aux maux subits et irrémédiables. Dans la grande fabrique des sociétés humaines, je considère la classe industrielle comme ayant reçu de Dieu la mission spéciale et dangereuse de pourvoir à ses risques et périls au bonheur matériel de toutes les autres. Or, le mouvement naturel irrésistible de la civilisation tend sans cesse à augmenter la quantité comparative de ceux qui la composent. Chaque année, les besoins se multiplient et se diversifient, et avec eux croît le nombre des individus qui espèrent se créer une plus grande aisance en travaillant à satisfaire ces besoins nouveaux qu'en restant occupés de l'agriculture : grand sujet de méditation pour les hommes d'État de nos jours !

C'est à cette cause qu'il faut principalement attribuer ce qui se passe au sein des sociétés riches, où l'aisance et l'indigence se rencontrent dans de plus grandes proportions qu'ailleurs. La classe industrielle, qui fournit aux jouissances du plus grand nombre, est exposée elle-même à des misères qui seraient presque inconnues, si cette classe n'existait pas.

Cependant d'autres causes encore contribuent au développement graduel du paupérisme.

L'homme naît avec des besoins, et il se fait des besoins. Il tient les premiers de sa constitution physique, les seconds de l'usage et de l'éducation. J'ai montré qu'à l'origine des sociétés les hommes n'avaient guère que des besoins naturels, ne cherchant qu'à vivre; mais à mesure que les jouissances de la vie sont devenues plus étendues, ils ont contracté l'habitude de se livrer à quelques-unes d'entre elles, et celles-là ont fini par leur devenir presque aussi nécessaires que la vie elle-même. Je citerai l'usage du tabac, parce que le tabac est un objet de luxe qui a pénétré jusque dans les déserts et qui a créé parmi les sauvages une jouissance factice, qu'il faut à tout pris se procurer. Le tabac est presque aussi indispensable aux Indiens que la nourriture; ils sont aussi tentés de recourir à la charité de leurs semblables, quand ils sont privés de l'un, que quand l'autre leur manque. Ils

ont donc une cause de mendicité inconnue à leurs pères. Ce que j'ai dit pour le tabac s'applique à une multitude d'objets dont on ne saurait se passer dans la vie civilisée. Plus une société est riche, industrielle, prospère, plus les jouissances du plus grand nombre deviennent variées et permanentes ; plus elles sont variées et permanentes, plus elles s'assimilent par l'usage et l'exemple à de véritables besoins. L'homme civilisé est donc infiniment plus exposé aux vicissitudes de la destinée que l'homme sauvage. Ce qui n'arrive au second que de loin en loin et dans quelques circonstances, peut arriver sans cesse et dans des circonstances très ordinaires au premier. Avec le cercle de ses jouissances, il a agrandi le cercle de ses besoins et il offre une plus large place aux coups la fortune. De là vient que le pauvre d'Angleterre paraît presque riche au pauvre de France; celui-ci à l'indigent espagnol. Ce qui manque à l'Anglais n'a jamais été en la possession du Français : il en est ainsi à mesure qu'on descend l'échelle sociale. Chez les peuples très civilisés, le manque d'une multitude de choses cause la misère; dans l'état sauvage, la pauvreté consiste qu'à ne pas trouver de quoi manger.

Les progrès de la civilisation n'exposent pas seulement les hommes à beaucoup de misères nouvelles; ils portent encore la société à soulager des misères auxquelles, un état à demi policé, on ne songerait pas. Dans un pays où la majorité est mal vêtue, mal logée, mal nourrie, qui pense à donner au pauvre un vêtement propre, une nourriture saine, une commode demeure? Chez les Anglais, où le plus grand nombre, possesseur de tous ces biens, regarde comme un affreux malheur de ne pas en jouir, la société croit devoir venir au secours de ceux qui en sont privés, et guérit les maux qu'elle n'apercevrait même pas ailleurs.

En Angleterre, la moyenne des jouissances que doit espérer un homme dans la vie est placée plus haut que dans aucun autre pays du monde. Ceci facilite singulièrement l'extension du paupérisme dans ce royaume.

Si toutes ces réflexions sont justes, on concevra sans peine que plus les nations sont riches, plus le nombre de ceux qui ont recours à la charité publique doit se multiplier, puisque deux causes très puissantes tendent à ce résultat: chez ces nations, la classe la plus naturellement exposée aux besoins augmente sans cesse, et d'un autre côté, les besoins s'augmentent et

se diversifient eux-mêmes à l'infini; l'occasion de se trouver exposé à quelques-uns devient plus fréquente chaque jour.

Ne nous livrons donc point à de dangereuses illusions sur l'avenir des sociétés, fixons sur l'avenir des sociétés modernes un regard calme et tranquille. Ne nous laissons pas enivrer par le spectacle de sa grandeur; ne nous décourageons pas à la vue de ses misères. À mesure que le mouvement actuel de la civilisation se continuera, on verra croître les jouissances du plus grand nombre; la société deviendra plus perfectionnée, plus savante; l'existence sera plus aisée, plus douce, plus ornée, plus longue; mais en même temps, sachons le prévoir, le nombre de ceux qui auront besoin de recevoir l'appui de leurs semblables pour recueillir une faible part de tous ces biens, le nombre de ceux-là s'accroîtra sans cesse. On pourra ralentir ce double mouvement; les circonstances particulières dans lesquelles les différents peuples sont placés précipiteront ou suspendront son cours; mais il n'est donné à personne de l'arrêter. Hâtons-nous donc de chercher les moyens d'atténuer les maux inévitables qu'il est déjà facile de prévoir ¹². »

Ainsi, en provoquant une frustration irrépressible, le monde moderne génère du paupérisme. Dans l'esprit de Tocqueville, l'industrialisation et la frustration relative sont liées ! Ces deux thèmes seront d'ailleurs repris dans la seconde Démocratie. En tenir compte permet d'analyser autrement l'ouvrage majeur du « Montesquieu du XIXe siècle ».

¹² O. C, XVI, p. 117-126.

Première partie : Économie et paupérisme

Chapitre II

Pour une nouvelle approche de *La démocratie en Amérique*

1 - L'irrésistible progression de la démocratie.

[Retour à la table des matières](#)

Dans ses *Souvenirs*, Tocqueville reconnaît avoir versé quelques larmes devant le spectacle de la déchéance de Charles X pour lequel il avait conservé « un reste d'affection héréditaire ¹³ ». Cependant, moins d'un mois après la chute du régime, il s'était trouvé, le 16 août 1830, devant un choix existentiel. En effet, nommé juge auditeur au tribunal de Versailles en 1827, il devait, à ce titre, prêter serment au nouveau roi Louis Philippe. Soucieux de ne pas rater le train de l'Histoire et cédant aux pressions de son entourage ¹⁴, il se résout, en dépit de son éducation légitimiste ¹⁵, à cet acte qui le blesse. Ces circonstances le poussent à former le projet d'un voyage en Amérique : prendre du recul pour mieux trouver sa place au retour, lorsque la situation politique de la France se sera stabilisée ! En outre, revenir avec un ouvrage original lui permettrait,

¹³ *Souvenirs*, Partie II, Chapitre 1.

¹⁴ Les biographes de Tocqueville ont longtemps affirmé le contraire. Il aura fallu attendre la publication de la *Correspondance familiale* (1998) dirigée par Jean-Louis Benoît pour établir la vérité. En effet, Tocqueville écrit à Marie Mottley, qui n'était encore que sa maîtresse : « C'est mon père, mon frère et B.[Beaumont] qui m'y ont déterminé. Leurs raisons étaient sans réplique... » (O. C., XIV, p. 377)

¹⁵ Rémusat écrivait de Tocqueville qu'il « dédaignait le légitimisme sans haïr les légitimistes », in *Mémoires de ma vie*, Plon, 1958-1967.

sans doute, de trouver sa place tant sur le plan politique que sur le plan académique :

« À présent, supposez que sans cesser d'être magistrat et de faire courir mes droits d'ancienneté, je passe en Amérique. Quinze mois s'écoulent ; les partis se dessinent en France, on voit clairement quel est celui qui est incompatible avec la tranquillité et la grandeur de son pays ; on revient donc avec une opinion nette et prononcée de libre de tout engagement avec qui que ce soit au monde. Ce voyage, à lui seul, vous a tiré de la classe la plus vulgaire, les connaissances que vous avez acquises chez un peuple aussi célèbre achèvent de vous sortir de la foule. Vous savez ce que c'est au juste une vaste république, pourquoi elle est praticable ici, impraticable là ! [...] si le moment est favorable, une publication quelconque peut avertir le public de votre existence et fixer sur vous l'attention des partis ¹⁶. »

La suite lui a donné raison...

Tocqueville et son ami Beaumont ¹⁷ obtiennent de Montalivet, garde des Sceaux, un congé officiel de dix huit mois pour étudier le système pénitentiaire américain. Mais là n'est pas cependant l'objet principal du voyage ! Outre la volonté d'échapper à des circonstances politiques et sociales pénibles, Tocqueville veut découvrir une démocratie vivante, une démocratie en actes, et vérifier la justesse de l'hypothèse qui l'habite depuis quelques temps. Dès 1825, en effet, il est assuré que le processus qui conduit à l'égalisation progressive des conditions est inéluctable :

¹⁶ Lettre de Tocqueville à Charles Stoffels, 4 octobre 1830.

¹⁷ Tocqueville et Gustave de Beaumont ont fait connaissance au tribunal de Versailles où ce dernier était substitut. Au lendemain des Trois Glorieuses, il se trouvent dans la même situation délicate et décident de partir en Amérique. C'est le début d'une étroite amitié qui, malgré une brouille passagère, devait se maintenir leur vie durant.

« Je suis aussi profondément convaincu qu'on puisse l'être de quelque chose dans ce monde, que nous sommes irrésistiblement entraînés par nos lois et par nos mœurs vers l'égalité presque complète des conditions. (...) Il y a déjà dix ans que je pense une partie des choses que je t'exposais tout à l'heure. Je n'ai été en Amérique que pour m'éclairer sur ce point. Le système pénitentiaire était un prétexte : je l'ai pris comme un passeport qui devait me faire entrer partout aux États-Unis ¹⁸. »

Le voyage américain allait donc permettre à Tocqueville d'estimer la valeur de son intuition en étudiant les pratiques, les lois et les mœurs d'une société démocratique. Il parvient à acquérir la certitude que l'état social démocratique va s'étendre immanquablement à l'Europe. Cette forte conviction est exposée d'une manière remarquable dans l'introduction de la première *Démocratie* :

« Parmi les objets nouveaux qui, pendant mon séjour aux États-Unis, ont attiré mon attention, aucun n'a plus vivement frappé mes regards que l'égalité des conditions. Je découvris sans peine l'influence prodigieuse qu'exerce ce premier fait sur la marche de la société; il donne à l'esprit public une certaine direction, un certain tour aux lois; aux gouvernants des maximes nouvelles, et des habitudes particulières aux gouvernés.

Bientôt je reconnus que ce même fait étend son influence fort au-delà des mœurs politiques et des lois, et qu'il n'obtient pas moins d'empire sur la société civile que sur le gouvernement : il crée des opinions, fait naître des sentiments, suggère des usages et modifie tout ce qu'il ne produit pas.

Ainsi donc, à mesure que j'étudiais la société américaine, je voyais de plus en plus, dans l'égalité des conditions, le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre, et je le retrouvais sans cesse devant moi comme un point central où toutes mes observations venaient aboutir. Alors je reportai ma pensée vers notre hémisphère, et il me sembla que j'y distinguais quelque chose d'analogue au spectacle que m'offrait le nouveau monde. Je vis l'égalité des conditions qui, sans y avoir atteint comme aux

¹⁸ Lettre à Kergolay, 1835, O.C., XIII, 1, p. 373-375.

États-Unis ses limites extrêmes, s'en rapprochait chaque jour davantage; et cette même démocratie qui régnait sur les sociétés américaines, me parut en Europe s'avancer rapidement vers le pouvoir.

De ce moment j'ai conçu l'idée du livre qu'on va lire.

Une grande révolution démocratique s'opère parmi nous : tous la voient, mais tous ne la jugent point de la même manière. Les uns la considèrent comme une chose nouvelle, et, la prenant pour un accident, ils espèrent pouvoir encore l'arrêter; tandis que d'autres la jugent irrésistible, parce qu'elle leur semble le fait le plus continu, le plus ancien et le plus permanent que l'on connaisse dans l'histoire. [...¹⁹]

Lorsqu'on parcourt les pages de notre histoire, on ne rencontre pour ainsi dire pas de grands événements qui depuis sept cents ans n'aient tourné au profit de l'égalité.

Les croisades et les guerres des Anglais déciment les nobles et divisent leurs terres; l'institution des communes introduit la liberté démocratique au sein de la monarchie féodale ; la découverte des armes à feu égalise le vilain et le noble sur le champ de bataille ; l'imprimerie offre d'égales ressources à leur intelligence; la poste vient déposer la lumière sur le seuil de la cabane du pauvre comme à la porte des palais ; le protestantisme soutient que tous les hommes sont également en état de trouver le chemin du ciel. L'Amérique, qui se découvre, présente à la fortune mille routes nouvelles, et livre à l'obscur aventurier les richesses et le pouvoir.

Si, à partir du XI^e siècle, vous examinez ce qui se passe en France de cinquante en cinquante années, au bout de chacune de ces périodes, vous ne manquerez point d'apercevoir qu'une double révolution s'est opérée dans l'état de la société. Le noble aura baissé dans l'échelle sociale, le roturier s'y sera élevé; l'un descend, l'autre monte. Chaque demi-siècle les rapproche, et bientôt ils vont se toucher.

¹⁹ La partie coupée est donnée au lecteur dans la deuxième partie de cet ouvrage en I – 1 - 1.

Et ceci n'est pas seulement particulier à la France. De quelque côté que nous jetions nos regards, nous apercevons la même révolution qui se continue dans tout l'univers chrétien.

Partout on a vu les divers incidents de la vie des peuples tourner au profit de la démocratie; tous les hommes l'ont aidée de leurs efforts : ceux qui avaient en vue de concourir à ses succès et ceux qui ne songeaient point à la servir; ceux qui ont combattu pour elle, et ceux mêmes qui se sont déclarés ses ennemis; tous ont été poussés pêle-mêle dans la même voie, et tous ont travaillé en commun, les uns malgré eux, les autres à leur insu, aveugles instruments dans les mains de Dieu.

Le développement graduel de l'égalité des conditions est donc un fait providentiel, il en a les principaux caractères : il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine ; tous les événements, comme tous les hommes, servent à son développement.

Serait-il sage de croire qu'un mouvement social qui vient de si loin pourra être suspendu par les efforts d'une génération ? Pense-t-on qu'après avoir détruit la féodalité et vaincu les rois, la démocratie reculera devant les bourgeois et les riches ? S'arrêtera-t-elle maintenant qu'elle est devenue si forte et ses adversaires si faibles ? ²⁰ »

Ainsi la marche vers l'égalité des conditions est-elle inévitable notamment parce qu'elle ne cesse d'enregistrer depuis sept siècles des succès qui la renforcent. De plus, en dépit de la survivance de quelques apparences contraires, ce phénomène aurait pénétré profondément les mœurs, y compris en Europe. Cette « révolution sociale » est « un fait accompli ou prêt à s'accomplir » ²¹. Rien ne semble être en mesure de la contenir ! L'auteur de *La Démocratie*, a acquis la certitude qu'aucun gouvernement ne pourrait arrêter le développement de cette tendance à l'égalisation des conditions : nécessairement, elle devait triompher partout ! En 1835, persuadé qu'il n'y aurait pas un seul domaine de la civilisation

²⁰ O.C., I, 1, p. 1 et 3-4.

²¹ *Ibid.*, I, 1, p. 11

européenne qui y échapperait, Tocqueville annonce l'avènement irrésistible de l'« état social » démocratique...

2 – De l'« État social » aristocratique à l'« État social » démocratique.

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville est un sociologue du changement social : il analyse le passage d'une société traditionnelle à une société moderne ce qui revient à étudier les modalités qui président au remplacement de la société aristocratique par la société démocratique. À la différence de ses prédécesseurs comme Montesquieu ou de ses contemporains comme Guizot, qui ne voient dans la démocratie qu'une forme de gouvernement, Tocqueville établit que la démocratie ne correspond pas seulement à un régime politique mais également à un « État social ». Ainsi, la naissance de ce nouvel « État social » entraîne le surgissement démocratique, mais la démocratie engendre à son tour des modifications de l'« État social ». Pour Tocqueville, il existe une interrédaction entre la démocratie et l'« État social » qui permet de la définir ²².

Dès lors, l'« État social » démocratique du monde moderne ne se réduit pas à la seule participation des citoyens à la gestion de leurs affaires ; il naît et ne peut naître que de l'égalité de plus en plus grande des conditions. Interprétation originale qui fait de la démocratie l'antithèse de la société aristocratique et non plus uniquement l'opposé de la monarchie ou de l'absolutisme.

²² Les deux tomes de *La Démocratie en Amérique* établissent comment l'égalisation des conditions qui s'opère progressivement engendre le processus qui aboutit à la démocratie. La démocratie qui s'instaure renforce ensuite naturellement l'égalisation des conditions. Tocqueville souligne constamment le fonctionnement spécifique des actions conjointes et réciproques de la société sur l'individu et de l'individu sur la société. On pourrait parler de dialectique, mais ce serait surcharger ce mot d'un sens inhabituel. Françoise Mélonio utilise l'expression « circularité des causes et des effets ». Nous préférons employer le mot interrédaction que Jean-Louis a introduit dans sa thèse de doctorat : *Tocqueville moraliste* – Honoré Champion, Paris, 2004 - et que nous utiliserons tout au long de l'ouvrage.

En 1835 comme en 1840, la première comme la seconde Démocratie établissent de constantes comparaisons et oppositions entre les mœurs, les lois et la vie politique caractéristiques de l'« état social » aristocratique et de l'« État social » démocratique ²³. La « société aristocratique » est à la fois stable, organisée et particulièrement fermée ; la mobilité sociale y est quasi inexistante. La société aristocratique est en effet une société d'ordre où règne un très fort esprit de hiérarchie. Les distinctions de naissance et de métiers créent entre les individus une séparation permanente et infranchissable : « La puissance de quelques sujets élevait des barrières insurmontables » ²⁴. Ainsi, dans la société aristocratique, les inégalités sont inscrites dans les mœurs, et, Tocqueville y revient maintes fois, l'ancienne aristocratie s'est instituée en véritable caste dans les monarchies occidentales, exception faite de la monarchie anglaise. L'égalité n'existe alors qu'entre pairs ; il convient distinguer absolument noblesse d'épée ou de robe, gentilshommes ou bourgeois, maîtres ou serviteurs. Les seuls liens existant entre les classes sociales sont de l'ordre de la préséance ou des obligations réciproques, du rang à tenir, de l'obéissance et/ou du commandement.

La « société démocratique » se caractérise à l'inverse, par la fluidité et la mobilité de la structure sociale :

« Mais voici que les rangs se confondent; les barrières élevées entre les hommes s'abaissent; on divise les domaines, le pouvoir se partage, les lumières se répandent, les intelligences s'égalisent; l'état social devient démocratique, et l'empire de la démocratie s'établit enfin paisiblement dans les institutions et dans les mœurs ²⁵. »

Certes, il existe toujours un maître et un serviteur, mais leurs places deviennent interchangeables. De plus, si l'un continue à servir l'autre, c'est uniquement en vertu de la seule légitimité possible de l'obéissance dans la société démocratique.

²³ Tocqueville ne prétend pas décrire la réalité des sociétés aristocratique et démocratique mais plutôt des « états extrêmes ». Suivant Max Weber, nous dirions aujourd'hui des « idéaux types ».

²⁴ O. C., I, 1, p. 6.

²⁵ O. C., I, 1, p. 7.

que : le contrat librement établi qui donne au maître le droit de commander et au serviteur le devoir d'obéir. Contrat limité dans le temps et résiliable ! En démocratie, maître et serviteur sont comme l'officier et le soldat : en dehors de l'armée qui impose une hiérarchie, ils sont des citoyens. Ainsi, dans les temps démocratiques, les deux classes sociales, maîtres et valets, ont un regard différent sur leurs positions respectives : la subordination et la domination ne sont plus subies ; elles sont d'autant mieux acceptées que chacun des individus peut, éventuellement, accéder à n'importe quel statut social. L'« État social » démocratique inclut dans sa nature même une mobilité sociale qui est, en principe, sans limites. Eventualité très peu probable dans la « société aristocratique » régie par des différences héréditaires.

En effet, la société démocratique offre la possibilité d'accéder à une position sociale supérieure c'est-à-dire également à un bien-être supérieur. Les inégalités qui subsistent sont alors plus supportables car, au moins en théorie, chacun peut prendre la place de l'autre. L'*homo democraticus* bénéficie d'une égalité statutaire avec ses congénères : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ²⁶ ».

Les hommes acquièrent une équivalence de statut, et, dans le même temps, l'égalité progresse ; présente au niveau de la loi, des mœurs et de l'opinion publique, elle encourage les citoyens à se voir et à se vivre comme égaux. Ils intériorisent l'égalité comme une norme dont l'inconscient démocratique fait une valeur essentielle ! L'esprit d'égalité qui caractérise la démocratie permet aux citoyens de se considérer comme égaux, ou au moins comme semblables, indépendamment des inégalités réelles de leur situation. Une culture démocratique peut alors émerger.

Ainsi, l'égalité des conditions, qui s'impose avec une telle force à Tocqueville lors de son voyage en Amérique, est-elle constituée de trois éléments complémentaires : l'égalité politique qui implique un Etat de droit, l'équilibre des pouvoirs et la souveraineté du peuple, l'égalité des chances et l'égalité des considérations. S'il ne s'agit pas d'une égalité de fait, c'est-à-dire d'une égalité qui existe

²⁶ Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, article 1, 26 août 1789.

toujours dans la réalité, on ne peut cependant pas réduire l'égalité des conditions à l'égalité de droit...L'égalité progresse lentement mais concrètement.

Dans la seconde *Démocratie*, le chapitre de intitulé : « *Comment la démocratie modifie les rapports du serviteur et du maître* » illustre parfaitement l'opposition entre l'« État social » aristocratique et l'« État social » démocratique :

« Chez les peuples aristocratiques, le pauvre est apprivoisé, dès l'enfance, avec l'idée d'être commandé. De quelque côté qu'il tourne ses regards, il voit aussitôt l'image de la hiérarchie et l'aspect de l'obéissance.

Dans les pays où règne l'inégalité permanente des conditions; le maître obtient donc aisément de ses serviteurs une obéissance prompte; complète, respectueuse et facile, parce que ceux-ci révèrent en lui, non seulement le maître, mais la classe des maîtres. Il pèse sur leur volonté avec tout le poids de l'aristocratie.

Il commande leurs actes; il dirige encore jusqu'à un certain point leurs pensées. Le maître, dans les aristocraties, exerce souvent, à son insu même; un prodigieux empire sur les opinions, les habitudes, les mœurs de ceux qui lui obéissent, et son influence s'étend beaucoup plus loin encore que son autorité.

Dans les sociétés aristocratiques, non seulement il y a des familles héréditaires de valets, aussi bien que des familles héréditaires de maîtres; mais les mêmes familles de valets se fixent, pendant plusieurs générations, des mêmes familles de maîtres (ce sont comme des lignes parallèles qui ne se confondent point ni ne se séparent); ce qui modifie prodigieusement les rapports mutuels de ces deux ordres de personnes.

Ainsi, bien que sous l'aristocratie, le maître et le serviteur n'aient entre eux aucune, ressemblance naturelle; que la fortune, l'éducation, les opinions, les droits les placent, au contraire, à, une immense distance sur l'échelle des êtres, le temps finit cependant par les lier ensemble. Une longue communauté de souvenirs les attache, et, quelque différents qu'ils

soient, ils s'assimilent; tandis que, dans les démocraties, où naturellement ils sont presque semblables, ils restent toujours étrangers l'un à l'autre.

Chez les peuples aristocratiques, le maître en vient donc à envisager ses serviteurs comme une partie inférieure et secondaire de lui-même, et il s'intéresse souvent à leur sort, par un dernier effort de l'égoïsme.

De leur côté, les serviteurs ne sont pas éloignés de se considérer sous le même point de vue, et ils s'identifient quelquefois à la personne du maître, de telle sorte qu'ils en deviennent enfin l'accessoire, à leurs propres yeux comme aux siens.

Dans les aristocraties, le serviteur occupe une position subordonnée, dont il ne peut sortir; près de lui se trouve un autre homme, qui tient un rang supérieur qu'il ne peut perdre. D'un côté, l'obscurité, la pauvreté, l'obéissance à perpétuité; de l'autre, la gloire, la richesse, le commandement à perpétuité. Ces conditions sont toujours diverses et toujours proches, et le lien qui les unit est aussi durable qu'elles-mêmes.

Dans cette extrémité, le serviteur finit par se désintéresser de lui-même; il s'en détache; il se déserte en quelque sorte, ou plutôt il se transporte tout entier dans son maître; c'est là qu'il se crée une personnalité imaginaire. Il se pare avec complaisance des richesses de ceux qui lui commandent; il se glorifie de leur gloire, se rehausse de leur noblesse, et se repaît sans cesse d'une grandeur empruntée, à laquelle il met souvent plus de prix que ceux qui en ont la possession pleine et véritable.

Il y a quelque chose de touchant et de ridicule à la fois dans une si étrange confusion de deux existences.

Ces passions de maîtres transportées dans des âmes de valets y prennent les dimensions naturelles du lieu qu'elles occupent; elles se rétrécissent et s'abaissent. Ce qui était orgueil chez le premier devient vanité puérile et prétention misérable chez les autres. Les serviteurs d'un grand se montrent d'ordinaire fort pointilleux sur les égards qu'on lui doit, et ils tiennent plus à ses moindres privilèges que lui-même.

On rencontre encore quelquefois parmi nous un de ces vieux serviteurs de l'aristocratie; il survit à sa race et disparaîtra bientôt avec elle.

Aux États-Unis, je n'ai vu personne qui lui ressemblât. Non seulement les Américains ne connaissent point l'homme dont il s'agit, mais on a grand-peine à leur en faire comprendre l'existence. Ils ne trouvent guère moins de difficulté à le concevoir que nous n'en avons nous-mêmes à imaginer ce qu'était un esclave chez les Romains, ou un serf au Moyen Âge. Tous ces hommes sont en effet, quoique à des degrés différents, les produits d'une même cause. Ils reculent ensemble loin de nos regards et fuient chaque jour dans l'obscurité du passé avec l'état social qui les a fait naître.

L'égalité des conditions fait, du serviteur et du maître, des êtres nouveaux, et établit entre eux de nouveaux rapports.

Lorsque les conditions sont presque égales, les hommes changent sans cesse de place; il y a encore une classe de valets et une classe de maîtres; mais ce ne sont pas toujours les mêmes individus, ni surtout les mêmes familles qui les composent; et il n'y a pas plus de perpétuité dans le commandement que dans l'obéissance.

Les serviteurs ne formant point un peuple à part, ils n'ont point d'usages, de préjugés ni de mœurs qui leur soient propres; on ne remarque pas parmi eux un certain tour d'esprit ni une façon particulière de sentir; ils ne connaissent ni vices ni vertus d'état, mais ils partagent les lumières, les idées, les sentiments, les vertus et les vices de leurs contemporains; et ils sont honnêtes ou fripons de la même manière que les maîtres.

Les conditions ne sont pas moins égales parmi les serviteurs que parmi les maîtres.

Comme on ne trouve point, dans la classe des serviteurs, de rangs marqués ni de hiérarchie permanente, il ne faut pas s'attendre à y rencontrer la bassesse et la grandeur qui se font voir dans les aristocraties de valets aussi bien que dans toutes les autres.

Je n'ai jamais vu aux États-Unis rien qui pût me rappeler l'idée du serviteur d'élite, dont en Europe nous avons conservé le souvenir; mais je n'y ai point trouvé non plus l'idée du laquais. La trace de l'un comme de l'autre y est perdue.

Dans les démocraties, les serviteurs ne sont pas seulement égaux entre eux; on peut dire qu'ils sont, en quelque sorte, les égaux de leurs maîtres.

Ceci a besoin d'être expliqué pour le bien comprendre.

À chaque instant, le serviteur peut devenir maître et aspire à le devenir; le serviteur n'est donc pas un autre homme que le maître.

Pourquoi donc le premier a-t-il le droit de commander et qu'est-ce qui force le second à obéir ? L'accord momentané et libre de leurs deux volontés. Naturellement ils ne sont point inférieurs l'un à l'autre, ils ne le deviennent momentanément que par l'effet du contrat. Dans les limites de ce contrat, l'un ce le serviteur et l'autre le maître; en dehors, ce sont deux citoyens, deux hommes.

Ce que je prie le lecteur de bien considérer, c'est que ceci n'est point seulement la notion que les serviteurs se forment à eux-mêmes de leur état. Les maîtres considèrent la domesticité sous le même jour, et les bornes précises du commandement et de l'obéissance sont aussi bien fixées dans l'esprit de l'un que dans celui de l'autre.

Lorsque la plupart des citoyens ont depuis longtemps atteint une condition à peu près semblable, et que l'égalité est un fait ancien et admis, le sens public, que les exceptions n'influencent jamais, assigne, d'une manière générale, à la valeur de l'homme, de certaines limites au-dessus ou au-dessous desquelles il est difficile qu'aucun homme reste longtemps placé.

En vain la richesse et la pauvreté, le commandement et l'obéissance mettent accidentellement de grandes distances entre deux hommes, l'opinion publique, qui se fonde sur l'ordre ordinaire des choses, les rapproche du commun niveau et crée entre eux une sorte d'égalité imaginaire, en dépit de l'inégalité réelle de leurs conditions.

Cette opinion toute puissante finit par pénétrer dans l'âme même de ceux que leur intérêt pourrait armer contre elle; elle modifie leur jugement en même temps qu'elle subjugue leur volonté.

Au fond de leur âme, le maître et le serviteur n'aperçoivent plus entre eux de dissemblance profonde, et ils n'espèrent ni ne redoutent d'en ren-

contrer jamais. Ils sont donc sans mépris et sans colère, et ils ne se trouvent ni humbles ni fiers en se regardant.

Le maître juge que dans le contrat est la seule origine de son pouvoir, et le serviteur y découvre la seule cause de son obéissance. Ils ne se disputent point entre eux sur la position réciproque qu'ils occupent; mais chacun voit aisément la sienne et s'y tient.

Dans nos armées, le soldat est pris à peu près dans les mêmes classes que les officiers et peut parvenir aux mêmes, emplois; hors des rangs, il se considère comme parfaitement égal à ses chefs, et il l'est en effet; mais sous le drapeau il ne fait nulle difficulté d'obéir, et son obéissance, pour être volontaire et définie, n'est pas moins prompte, nette et facile.

Ceci donne une idée de ce qui se passe dans les sociétés démocratiques entre le serviteur et le maître. Il serait insensé de croire qu'il pût jamais naître entre ces deux hommes aucune de ces affections ardentes et profondes qui s'allument quelquefois au sein de la domesticité aristocratique, ni qu'on dût y voir apparaître des exemples éclatants de dévouement.

Dans les aristocraties, le serviteur et le maître ne s'aperçoivent que de loin en loin, et souvent ils ne se parlent que par intermédiaire. Cependant, ils tiennent d'ordinaire fermement l'un à l'autre.

Chez les peuples démocratiques, le serviteur et le maître sont fort proches; leurs corps se touchent sans cesse, leurs âmes ne se mêlent point; ils ont des occupations communes, ils n'ont presque jamais d'intérêts communs.

Chez ces peuples, le serviteur se considère toujours comme un passant dans la demeure de ses maîtres. Il n'a pas connu leurs aïeux et ne verra pas leurs descendants; il n'a rien à en attendre de durable. Pourquoi confondrait-il son existence avec la leur, et d'où lui viendrait ce singulier abandon de lui-même ? La position réciproque est changée; les rapports doivent l'être ²⁷. »

²⁷ O. C., I, 2, p. 186-190.

3 – L'émergence d'une vaste classe moyenne profondément matérialiste.

[Retour à la table des matières](#)

Avec la progression de l'égalité des conditions, la démocratie voit sa structure sociale se modifier : l'uniformisation des modes de vie et des niveaux de vie se traduit par l'émergence d'une vaste classe moyenne. En sociologue averti, Tocqueville établit comment la société démocratique suppose et implique à la fois un corps social dans lequel les classes supérieures et les classes populaires auront moins d'importance ²⁸ :

« Je n'ignore pas que, chez un grand peuple démocratique, il se rencontre toujours des citoyens très pauvres et des citoyens très riches; mais les pauvres, au lieu d'y former l'immense majorité de la nation comme cela arrive toujours dans les sociétés aristocratiques, sont en petit nombre, et la loi ne les a pas attachés les uns aux autres par les liens d'une misère irrémédiable et héréditaire.

Les riches de leur côté, sont clairsemés et impuissants ; ils n'ont point de privilèges qui attirent les regards; leur richesse même, n'étant plus incorporée à la terre et représentée par elle, est insaisissable et comme invisible. De même qu'il n'y a plus de races de pauvres, il n'y a plus de races de riches; ceux-ci sortent chaque jour du sein de la foule, et y retournent sans cesse. Ils ne forment donc point une classe à part, qu'on puisse aisément définir et dépouiller ; et, tenant d'ailleurs par mille fils secrets à la masse de leurs concitoyens, le peuple ne saurait guère les frapper sans s'atteindre lui-même. Entre ces deux extrémités de sociétés démocratiques, se trouve une multitude innombrable d'hommes presque pareils, qui, sans être

²⁸ Tocqueville anticipe ici sur les travaux de certains sociologues contemporains comme, par exemple, Henri Mendras, qui évoque « la moyennisation de la société » ou encore la montée d'une « classe moyenne généralisée » dans nos sociétés (*La Seconde Révolution française : 1965-1984*, Gallimard, 1988).

précisément ni riches ni pauvres, possèdent pas assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie ²⁹. »

La classe moyenne est animée par une véritable « passion du bien-être matériel » ; son matérialisme engendre une véritable frustration relative...

4 – La reprise du thème de la frustration relative.

[Retour à la table des matières](#)

Le premier *Mémoire sur le paupérisme* retenait la frustration relative comme une explication fondamentale de l'accroissement de la misère de masse. Tocqueville utilise de nouveau cette idée dans *La Démocratie en Amérique* :

« La première et la plus vive des passions que l'égalité fait naître, je n'ai pas besoin de le dire, c'est l'amour de cette même égalité ³⁰. »

Cette passion pour l'égalité, à la fois morale et subjective, est donc un sentiment dominant de (et dans) la société démocratique. Il pousse les individus à se lancer dans une course à l'égalité ce qui implique de toujours se mettre à la recherche d'un bien-être matériel supérieur. Mais chacun se référant à la situation sociale de celui qui se trouve au-dessus de lui, c'est l'insatisfaction qui devient la règle : la frustration est généralisée puisque l'égalité n'est jamais absolue.

En effet, plus l'égalité progresse objectivement, favorisée par cette passion égalitaire, plus l'inégalité résiduelle est ressentie comme insupportable, ce qui appelle en réponse une nouvelle revendication égalitaire ; ainsi, ce que René Girard ³¹ appellera le conflit mimétique engendre une forme de mouvement (social) perpétuel !

²⁹ O. C., I, 2, p. 259.

³⁰ O. C., I, 2, p. 101.

³¹ L'ensemble de l'œuvre de René Girard multiplie les références au conflit mimétique à partir de perspectives multiples : littéraires, religieuses, philosophiques auxquelles le lecteur pourra se reporter avec profit.

La démocratie est donc à l'origine d'un mécanisme auto-entretenu : la recherche de l'égalité révèle l'inégalité ! La frustration est d'autant plus vive que l'objet désiré, la satisfaction à atteindre sont à portée de vue : le citoyen s'approche assez de son objectif pour souhaiter l'atteindre et pour croire la réussite possible, mais sans jamais pouvoir véritablement y parvenir. L'égalité demeure donc une quête du Graal, impossible et interminable, dont Tocqueville dévoile la nature et le statut en expliquant au lecteur *« pourquoi les Américains se montrent si inquiets au milieu de leur bien-être »* :

« On rencontre encore quelquefois, dans certains cantons retirés de l'ancien monde, de petites populations qui ont été comme oubliées au milieu du tumulte universel et qui sont restées immobiles quand tout remuait autour d'elles. La plupart de ces peuples sont fort ignorants et fort misérables; ils ne se mêlent point aux affaires du gouvernement et souvent les gouvernements les oppriment. Cependant, ils montrent d'ordinaire un visage serein et ils font souvent paraître une humeur enjouée.

J'ai vu en Amérique les hommes les plus libres et les plus éclairés, placés dans la condition la plus heureuse qui soit au monde; il m'a semblé qu'une sorte de nuage couvrait habituellement leurs traits; ils m'ont paru graves et presque tristes jusque dans leurs plaisirs.

La principale raison de ceci est que les premiers ne pensent point aux maux qu'ils endurent, tandis que les autres songent sans cesse aux biens qu'ils n'ont pas.

C'est une chose étrange de voir avec quelle sorte d'ardeur fébrile les Américains poursuivent le bien-être, et comme ils se montrent tourmentés sans cesse par une crainte vague de n'avoir pas choisi la route la plus courte qui peut y conduire.

L'habitant des États-Unis s'attache aux biens de ce monde comme s'il était assuré de ne point mourir, et il met tant de précipitation à saisir ceux qui passent à sa portée, qu'on dirait qu'il craint à chaque instant de cesser de vivre avant d'en avoir joui. Il les saisit tous, mais sans les étreindre, et il les laisse bientôt échapper de ses mains pour courir après des jouissances nouvelles.

Un homme, aux Etats-Unis, bâtit avec soin une demeure pour y passer ses vieux jours, et il la vend pendant qu'on en pose le faîte; il plante un jardin, et il le loue comme il allait en goûter les fruits; il défriche un champ, et il laisse à d'autres le soin d'en récolter les moissons. Il embrasse une profession, et la quitte un lieu dont il part peu après pour aller porter changeants désirs. Ses affaires privées lui donnent-elles quelque relâche, il se plonge aussitôt dans le tourbillon de la politique. Et quand, vers le terme d'une année remplie de travaux, il lui reste encore quelques loisirs, il promène çà et là dans les vastes limites des Etats-Unis sa curiosité inquiète. Il fera aussi cinq cent lieues en quelques jours, pour se mieux distraire de son bonheur.

La mort survient enfin et elle l'arrête avant qu'il se soit lassé de cette poursuite inutile d'une félicité complète qui fuit toujours.

On s'étonne d'abord en contemplant cette agitation singulière que font paraître tant d'hommes heureux, au sein même de leur abondance. Ce spectacle est pourtant aussi vieux que le monde; nouveau, c'est de voir tout un peuple qui le donne.

Le goût des jouissances matérielles doit être considéré comme la source première de cette inquiétude secrète qui se révèle dans les actions des Américains, et de cette inconstance dont ils donnent journellement l'exemple.

Celui qui a renfermé son cœur dans la seule recherche des biens de ce monde est toujours pressé, car il n'a qu'un temps limité pour les trouver, s'en emparer et en jouir. Le souvenir de la brièveté de la vie l'aiguillonne sans cesse. Indépendamment des biens qu'il possède, il en imagine à chaque instant mille que la mort l'empêchera de goûter, s'il ne se hâte. Cette pensée le remplit de trouble, de craintes et de regrets, et maintient son âme dans une sorte de trépidation incessante qui le porte à changer à tout moment de desseins et de lieu.

Si au goût du bien-être matériel vient se joindre un état social dans lequel la loi ni la coutume ne retiennent plus personne à sa place, ceci est une grande excitation de plus pour cette inquiétude d'esprit : on verra alors

les hommes changer continuellement de route, de peur de manquer le plus court chemin qui doit les conduire au bonheur.

Il est d'ailleurs facile de concevoir que, si les hommes qui recherchent avec passion les jouissances matérielles désirent vivement, ils doivent se rebuter aisément; l'objet final étant de jouir, il faut que le moyen d'y arriver soit prompt et facile, sans quoi la peine d'acquérir la jouissance surpasserait la jouissance. La plupart des âmes y sont donc à la fois ardentes et molles, violentes et énervées. Souvent la mort y est moins redoutée que la continuité des efforts vers le même but.

L'égalité conduit par un chemin plus direct encore à plusieurs des effets que je viens de décrire.

Quand toutes les prérogatives de naissance et de fortune sont détruites, que toutes les professions sont ouvertes à tous, et qu'on peut parvenir de soi-même au sommet de chacune d'elles carrière immense et aisée semble s'ouvrir devant l'ambition des hommes, et ils se figurent volontiers qu'ils sont appelés à de grandes destinées. Mais c'est là une vue erronée que l'expérience corrige tous les jours. Cette même égalité qui permet à chaque citoyen de concevoir de vastes espérances rend tous les citoyens individuellement faibles. Elle limite de tous côtés leurs forces, en même temps qu'elle permet à leurs désirs de s'étendre.

Non seulement ils sont impuissants par eux-mêmes, mais ils trouvent à chaque pas d'immenses obstacles qu'ils n'avaient point aperçus d'abord.

Ils ont détruit les privilèges gênants de quelques-uns de leurs semblables; ils rencontrent la concurrence de tous. La borne a changé de forme plutôt que de place. Lorsque les hommes sont à peu près semblables et suivent une même route, il est bien difficile qu'aucun d'entre eux marche vite et perce à travers la foule uniforme qui l'environne et le presse.

Cette opposition constante qui règne entre les instincts que fait naître l'égalité et les moyens qu'elle fournit pour les faire tourmenter et fatiguer les âmes.

On peut concevoir des hommes arrivés à un certain degré de liberté qui les satisfasse entièrement. Ils jouissent alors de leur indépendance sans

inquiétude et sans ardeur. Mais les hommes ne fonderont jamais une égalité qui leur suffise.

Un peuple a beau faire des efforts, il ne parviendra pas à rendre les conditions parfaitement égales dans son sein; et s'il avait le malheur d'arriver à ce nivellement absolu et complet, il resterait encore l'inégalité des intelligences, qui, venant directement de Dieu, échappera toujours aux lois.

Quelque démocratique que soit l'état social et la constitution politique d'un peuple, on peut donc compter que chacun des citoyens apercevra toujours près de soi plusieurs points qui le dominant, et l'on peut prévoir qu'il tournera obstinément ses regards de ce seul côté. Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil, quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir de l'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande.

Chez les peuples démocratiques, les hommes obtiendront aisément une certaine égalité; ils ne sauraient atteindre celle qu'ils désirent. Celle-ci recule chaque jour devant eux, mais sans se dérober à leurs regards, et, en se retirant, elle les attire à sa poursuite. Sans cesse ils croient qu'ils vont la saisi, et elle échappe sans cesse à leurs étreintes. Ils la voient d'assez près pour connaître ses charmes, ils ne l'approchent pas assez pour en jouir, et ils meurent avant d'avoir savouré pleinement ses douceurs.

C'est à ces causes qu'il faut attribuer la mélancolie singulière que les habitants des contrées démocratiques font souvent voir au sein de leur abondance, et ces dégoûts de la vie qui viennent quelquefois les saisir au milieu d'une existence aisée et tranquille.

On se plaint en France que le nombre des suicides s'accroît; en Amérique le suicide est rare, mais on assure que la démence est plus commune que partout ailleurs.

Ce sont là des symptômes différents du même mal.

Les Américains ne se tuent point, quelque agités qu'ils soient, parce que la religion leur défend de le faire, et que chez eux le matérialisme n'existe pour ainsi dire pas, quoique la passion du bien-être matériel soit générale.

Leur volonté résiste, mais souvent leur raison fléchit.

Dans les temps démocratiques les jouissances sont plus vives que dans les siècles d'aristocratie, et surtout le nombre de ceux qui les goûtent est infiniment plus grand; mais, d'une autre part, il faut reconnaître que les espérances et les désirs y sont plus souvent déçus, les âmes plus émues et plus inquiètes, et les soucis plus cuisants ³². »

5 – Les ravages du paupérisme.

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville n'a pas saisi d'emblée la dimension essentielle du paupérisme ; ainsi, en 1831-1832, lorsqu'il se rend aux États-Unis, il ne se préoccupe pas véritablement d'examiner des ravages de l'industrialisation. Certes, l'Amérique est un pays neuf et encore très majoritairement agraire, mais il ne choisit pas un itinéraire lui permettant d'observer les quelques centres industriels et urbains qui commencent à se développer. Comme nous l'avons déjà indiqué, c'est son premier séjour en Angleterre qui lui permet de découvrir l'importance de la question du paupérisme. Il est aidé en cela par sa rencontre avec l'économiste Nassau Senior qui prépare une réforme de la Loi sur les Pauvres afin d'en corriger les inconvénients. Tocqueville commence alors à mesurer la gravité de cette misère de masse, ce mal nouveau qui naît d'un développement industriel engendrant simultanément un accroissement des richesses et de la pauvreté collective. Misère sociale quasiment irréductible et qui, sauf à accepter une régression économique, va inéluctablement gagner la France pendant son processus de développement industriel. Industrialisation par ailleurs tout à fait nécessaire ! Il appartient donc au politique de tenter de trouver des solutions à ce fléau moderne qui traversera le siècle.

³² O. C., I, 2, p. 142-145.

De ce premier voyage en Angleterre, de ses conversations avec Nassau Senior, après avoir assisté à séance de justice de paix où il a pu observer les effets pervers de la charité légale, il conclut : « l'état des pauvres est la plaie la plus profonde de l'Angleterre. » ³³

Comme les autres voyageurs de son temps, Tocqueville est frappé et choqué par le contraste saisissant qui existe entre l'opulence des citoyens britanniques les plus riches et la complète indigence des plus pauvres :

« Un Français qui voit pour la première fois l'Angleterre est frappé de l'aspect d'aisance qu'elle présente et il ne saurait concevoir ce qui fait que le peuple se plaint. Sous ce vernis brillant se cachent des misères très profondes ³⁴. »

La lecture de l'ouvrage de Villeneuve-Bargemont et la rédaction de son premier *Mémoire sur le paupérisme* permettent à Tocqueville d'affiner sa réflexion et d'approfondir ses connaissances sur le paupérisme. Mais c'est au cours de son second voyage en Angleterre, qui intervient après la sortie de la première *Démocratie*, qu'il perçoit véritablement les ravages de la misère de masse, notamment en visitant les cités industrielles de Birmingham et Manchester.

Les deux villes sont toutefois dans des situations très différentes ! L'activité principale à Birmingham est la métallurgie : industrie qui permet aux ouvriers, souvent spécialisés et qualifiés, de bénéficier de bons salaires. Les fabriques restent des petites unités ce qui favorise les relations entre les travailleurs et les patrons. A Manchester, le changement de décors est saisissant ! Dans ce bastion de la production de textile, les propriétaires du capital profitent de la concurrence entre les ouvriers pour baisser les salaires ; cet état de fait provient en particulier de l'immigration massive de travailleurs irlandais qui, peu formés, acceptent des

³³ O. C., V, 2, p. 41.

³⁴ *Ibid.*, V, 2, p. 30. Ces lignes sont rédigées à la fin du voyage. Dès le début, il écrivait à sa mère : « la portion de l'Angleterre que j'ai parcourue jusqu'à présent n'a rien de pittoresque; mais vous me voyez tout étourdi de l'excessive richesse qu'on y remarque. Ce ne sont que parcs, maisons de campagne, équipages, laquais, chevaux; luxe universel qui bien souvent, dit-on, couvre la misère, mais qui du moins la cache merveilleusement aux yeux de l'étranger » (O. C., XIV, p. 172).

rémunérations très basses. Le contraste entre la minorité des riches patrons et la masse laborieuse très pauvre est saisissant et quasiment insupportable :

Caractère particulier de Manchester

« La grande ville manufacturière des tissus, fils, cotons... comme Birmingham l'est des ouvrages de fer, de cuivre et d'acier.

Circonstance favorable : à dix lieues du plus grand port de l'Angleterre, lequel est le port d'Europe le mieux placé pour recevoir sûrement et en peu de temps les matières premières d'Amérique. À côté les plus grandes mines de charbon de terre pour faire marcher à bas prix ses machines. À vingt-cinq lieues, l'endroit du monde où on fabrique le mieux ces machines. Trois canaux et un chemin de fer pour transporter rapidement dans toute l'Angleterre et sur tous les points ses produits.

À la tête des manufactures, la science, l'industrie, l'amour du gain, le capital anglais. Parmi les ouvriers des hommes qui arrivent d'un pays où les besoins de, l'homme se réduisent presque à ceux du sauvage peuvent travailler à très bas prix ; qui, le pouvant, forcent les ouvriers anglais qui veulent établir une concurrence à faire à peu près comme eux. Ainsi, réunion des avantages d'un peuple pauvre et d'un peuple riche, peuple éclairé et d'un peuple ignorant, de la civilisation et de la barbarie.

Comment s'étonner que Manchester qui a déjà 300 000 âmes s'accroisse sans cesse avec une rapidité prodigieuse ?

Autres différences entre Birmingham et Manchester

À Birmingham, presque toutes les maisons occupées par une seule famille; à Manchester, une portion de la population dans des caves humides ou trop chaudes, puantes et malsaines : treize ou quinze individus dans la même. À Birmingham, chose très rare. À Manchester, eaux stagnantes, rues mal pavées ou non pavées. Lieux d'aisance insuffisants. Toutes ces choses presque inconnues à Birmingham. À Manchester quelques grands capitalistes, des milliers de pauvres ouvriers, peu de classe moyenne. À Birmingham peu de grandes manufactures, beaucoup de petits industriels.

À Manchester les ouvriers réunis par mille, deux mille ou trois mille dans les manufactures. À Birmingham les ouvriers travaillent chez eux ou dans de petits ateliers en compagnie du maître lui-même. À Manchester on a surtout besoin des femmes et des enfants. À Birmingham, particulièrement des hommes, peu des femmes. De l'aveu des habitants de Manchester, la population ouvrière de Birmingham est mieux portante, plus aisée, mieux réglée et plus morale que celle de Manchester ³⁵. »

À Manchester Tocqueville découvre, *in situ*, l'immensité du paupérisme, cette pathologie sociale qu'il considère comme le corollaire d'une industrialisation massive. Se rendant dans une maison de bienfaisance et dans un quartier appelé « Petite Irlande », en référence à la fois aux nombreux irlandais qui y vivent et à la misère absolue qui se développe dans leur pays d'origine, il est frappé par l'importance considérable de l'indigence collective. Il nous fait part de son expérience dans une page remarquable qu'on pourrait croire sortie de Zola (mais l'écriture des *Rougon-Macquart* ne commencera que trente-cinq ans plus tard !). Il décrit avec précision et lyrisme la misère des taudis ouvriers en se lançant dans un récit horrifié du dénuement et de l'insupportable inégalité des conditions qui règne dans la société industrielle. En effet, cette expérience « directe » de la misère indique à Tocqueville que l'égalité des conditions n'est pas universelle. Le paupérisme ne remet-il pas en cause l'affirmation que le monde moderne sera inévitablement démocratique ?

³⁵ O. C., V, 2, p. 78-79.

Aspect extérieur de Manchester ^a

« Une plaine ondulée, ou plutôt une réunion de petites collines. Au bas de ces collines, un fleuve de peu de largeur (l'Irwell), qui coule lentement vers la mer d'Irlande. Deux ruisseaux (le Medlock et l'Irk) qui circulent au milieu des inégalités du sol et, après mille circuits, viennent se décharger dans le fleuve. Trois canaux, faits de main d'homme ^b, et qui viennent unir sur ce même point leurs eaux tranquilles et paresseuses. Sur ce terrain aquatique, que la nature et l'art ont contribué à arroser, sont jetés comme

-
- ^A 60 000 Irlandais.
 Division politique : cinq ou six townships.
 Absence évidente de gouvernement.
 Partis politiques : les très riches d'un côté, les classes ouvrières de l'autre.
 Misère. Bons salaires *actuellement*. Qu'est-ce donc dans un autre temps ?
 7.000 votants à la dernière élection, un grand nombre de *tenpounders* ne votant pas, parce que ne paient point de rates.
 Candidat réformiste, majorité de 1500 [voix].
 Crainte que le peuple a des soldats.
 Union politique : lors de l'arrivée de Lord Wellington, union des riches et des pauvres. Impulsion qui en résulte.
 Incapacité des pauvres à agir quand isolés.
 Sociétés charitables. *Provided Society*. Effort des classes moyennes pour conserver la direction des basses classes et pour établir des liens avec elles.
 Séparation des classes, bien plus grande à Manchester qu'à Birmingham.
 Pourquoi ? Grands capitaux, immenses manufactures.
 Trois semaines de cessation de travail détruiraient la société. Paroles du Dr Key.
 Séance de la société statistique
 Rapport d'un ministre : Le cinquième des paroissiens le dimanche dans son église. *Dire de Key* : 75.000 sur 300.000. Proportion beaucoup plus grande encore dans les basses classes que dans les hautes. Ouvriers protestants restant chez eux le dimanche ou allant au cabaret.
 Population ouvrière absorbée dans les jeux de la matière, brutalisée.
 Absence évidente de gouvernement que présente Manchester. Bons et mauvais effets qui en résultent. Désordre, saleté, imprévoyance. Effort, activité, libertés individuelles.
 L'industrie de Manchester s'étend tous les jours.
 Gages : tendance générale à diminuer, mais pas maintenant. (Note de Tocqueville)
- ^b Rochdale/Bridgewater/Ashton and Stockport Canal. (Note de Tocqueville)

au hasard des palais, des chaumières, de larges demeures. Tout, dans l'apparence extérieure de la cité, atteste la puissance individuelle de l'homme; rien le pouvoir régulier de la société. La liberté humaine y révèle à chaque pas sa force capricieuse et créatrice. Nulle part ne se montre l'action lente et continue du gouvernement.

Trente ou quarante manufactures s'élèvent au sommet des collines que je viens de décrire. Leurs six étages montent dans les airs, leur immense enceinte annonce au loin la centralisation de l'industrie. Autour d'elles ont été semées comme au gré des volontés les chétives demeures du pauvre. Entre elles s'étendent ^c des terrains incultes, qui n'ont plus les charmes de la nature champêtre, sans présenter encore les ornements des villes. La terre y est déjà remuée, déchirée, entrouverte en endroits, mais elle n'est point encore couverte, de demeures de l'homme. Ce sont les landes de l'industrie. Les rues qui attachent les uns aux autres les membres encore mal joints de la grande cité présentent, comme tout le reste, l'image d'une œuvre hâtée et incomplète; effort passager d'une population ardente au gain, qui cherche à amasser de l'or, pour avoir d'un seul coup tout le reste, et, en attendant, méprise les agréments de la vie. Quelques-unes de ces rues sont pavées, mais le plus grand nombre présente un terrain inégal et fangeux, dans lequel s'enfonce le pied du passant ou le char du voyageur. Des tas d'ordures, des débris d'édifices, des flaques d'une eau dormante et croupie se montrent çà et là le long de la demeure des habitants ou sur la surface bosselée et trouée des places publiques. Nulle part n'a passé le niveau du géomètre et le cordeau de l'arpenteur.

Parmi ce labyrinthe infect, du milieu de cette vaste et sombre carrière de briques s'élancent de temps en temps de beaux édifices de pierre dont les colonnes corinthiennes surprennent les regards de l'étranger. On dirait une ville du Moyen Âge, au milieu de laquelle se déploient les merveilles du XIX^e siècle. Mais qui pourrait décrire l'intérieur de ces quartiers placés à l'écart, réceptacles du vice et de la misère, et qui enveloppent et servent de leurs hideux replis les vastes palais de l'industrie ? Sur un terrain plus

^c Demeures du pauvre. [Au milieu de cette immense carrière de brique circulent une multitude de rues que le hasard bien plus que la volonté humaine semble avoir tracées.] (Note de Tocqueville)

bas que le niveau du fleuve et dominé de toutes parts par d'immenses ateliers s'étend un terrain marécageux, que des fossés fangeux tracés de loin en loin ne sauraient dessécher ni assainir. Là aboutissent de petites rues tortueuses et étroites, que bordent des maisons d'un étage, dont les ais mal joints et les carreaux osés annoncent de loin comme le dernier asile que puisse occuper l'homme entre la misère et la mort. Cependant les êtres infortunés qui occupent ces réduits excitent encore l'envie de quelques-uns de leurs semblables. Au-dessous de leurs misérables demeures se trouve une rangée de caves à laquelle conduit un corridor demi-souterrain. Dans chacun de ces lieux humides et repoussants nu entassés pêle-mêle douze ou quinze créatures humaines ^d.

Tout autour de cet asile de la misère, l'un des ruisseaux dont j'ai décrit plus haut le cours, traîne lentement ses eaux et fétides et bourbeuses; ses eaux, que les travaux de l'industrie ont teintes de mille couleurs, ne sont point renfermées dans des quais; les maisons se sont élevées au hasard sur ses bords. Souvent du haut de ses rives escarpées, on l'aperçoit qui semble s'ouvrir péniblement un chemin au milieu des débris du sol, de demeures ébauchées ou de ruines récentes. C'est le Styx de ce nouvel enfer.

Levez la tête, et tout autour de cette place, vous verrez s'élever les immenses palais de l'industrie. Vous entendrez le bruit des fourneaux, les sifflements de la vapeur. Ces vastes demeures empêchent l'air et la lumière de pénétrer dans les demeures humaines qu'elles dominent, elles les enveloppent d'un perpétuel brouillard; ici est l'esclave, là le maître. Là, les richesses de quelques-uns; ici, la misère du plus grand nombre. Là, les forces organisées d'une multitude produisent, au profit d'un seul, ce que la société n'avait pas encore su donner; ici, la faiblesse individuelle se montre plus débile et plus dépourvue encore qu'au milieu des déserts. Ici les effets, là les causes.

Une épaisse et noire fumée couvre la cité. Le soleil paraît au travers comme un disque sans rayons. C'est au milieu de ce jour incomplet que

^d Tel est Manchester, marais infecte d'où coule l'or. Linge tendu interceptant les rues. Foyer de charbon éclairant ce réduit et y entretenant une chaleur lourde et humide. Point de sièges. (Note de Tocqueville)

s'agitent sans cesse 300 000 créatures humaines. Mille bruits s'élèvent incessamment du milieu de ce labyrinthe humide et obscur, mais ce ne sont point les bruits ordinaires qui sortent des murs des grandes villes.

Les pas d'une multitude *affairée*, le craquement des roues qui frottent les unes contre les autres leur circonférence dentelée, les cris de la vapeur qui s'échappe de la chaudière, les battements réguliers des métiers, le roulement pesant des chars qui apportent, tels sont les seuls bruits qui frappent incessamment votre oreille. Nulle part vous n'entendrez le [pas] des chevaux entraînant le riche habitant vers sa demeure ou ses plaisirs. Nulle part, les élans de la joie, les éclats du plaisir, l'harmonie des instruments qui annoncent un jour de fête. Nulle part, vous ne verrez l'oisive aisance promenant ses loisirs au milieu des rues de la cité ou allant chercher de simples jouissances dans les campagnes environnantes. Une multitude parcourt sans cesse ces rues sombres et à demi éclairées, mais ses pas sont brusques, ses regards distraits, son aspect sombre et rude. Le bruit des roues fait retentir jour et nuit les échos de la cité. Mais ce sont des chars pesamment [chargés] que traînent d'un pas tranquille et lourd [les chevaux]

C'est au milieu de ce cloaque infect que le plus grand fleuve de l'industrie humaine prend sa source et va féconder l'univers. De cet égout immonde, l'or pur s'écoule. C'est là que l'esprit humain se perfectionne et s'abrutit, que la civilisation produit ses merveilles et que l'homme civilisé redevient presque sauvage. C'est au milieu [*interrompu*] ³⁶. »

Certaines lignes de ce passage doivent surprendre le lecteur familier de la doxa qui entoure l'œuvre de Tocqueville en découvrant soudain chez ce « libéral » des accents qui annoncent déjà ceux de l'enquête de Engels sur la condition de la classe ouvrière en Angleterre intitulée *Situation des classes laborieuses en Angleterre, en France et en Allemagne* (1845). Cette étude, prélude au marxisme, offre une peinture pareillement apocalyptique des quar-

³⁶ O. C., V, 2, p. 79-82.

tiers miséreux de Manchester... A l'instar d'Engels, Tocqueville annonce t'il Marx ? ³⁷

Tocqueville et Marx sont témoins de la même réalité et leurs analyses convergent parfois lorsqu'il s'agit de décrire la misère ouvrière et de dénoncer l'aliénation du prolétariat, mais elles **sont** diamétralement opposées, lorsqu'il s'agit, par exemple, de juger le ralliement de la Garde Nationale à la légalité en juin 1848 : pour Tocqueville, elle sauve la liberté, pour Marx, elle trahit la classe ouvrière !

Mais en 1835, à Manchester, cette ville industrielle par excellence, Tocqueville ne tergiverse pas lorsqu'il s'agit de dénoncer l'exploitation des hommes par d'autres hommes ! En entrant dans les manufactures anglaises, il constate les terribles conditions de travail imposées par l'industrialisation : salaires en baisse, temps de travail extrêmement long, division du travail particulièrement contraignante, travail des femmes et des enfants... Ainsi, Tocqueville visite la « Manufacture de M. Mc Connel, une des plus grandes filatures de Manchester » où « 1500 ouvriers » s'activent « soixante neuf heures par semaine ³⁸. »

« *Average des wages* ³⁹ : 11 sh[illings] par semaine. « Ces gages suffisent, dit M. Mc Connel, pour donner de l'aisance à l'ouvrier industriel, mais en général, l'ouvrier est imprévoyant. A 6 sh[illings] par semaine, il a grand-peine à vivre.

Dans cette manufacture, les gages ont une tendance à baisser. On invente sans cesse des procédés qui rendent le travail de l'homme moins nécessaire et, augmentant la concurrence des ouvriers, diminuent le prix du travail ⁴⁰. »

³⁷ À la suite de cette question volontairement provocatrice, signalons tout de même qu'à notre connaissance dans les 29 volumes des *Oeuvres Complètes* déjà parus – sur les 30 prévus –, Tocqueville ne cite et ne nomme pas une seule fois Marx alors que Marx évoque Tocqueville.

³⁸ O. C., V, 2, p. 82-83.

³⁹ Moyenne des salaires.

⁴⁰ O. C., V, 2, p. 83.

Les autres conclusions sont tout aussi fermes :

« Quel être tout matériel doit nécessairement devenir un homme qui fait la même chose pendant douze heures environ tous les jours de sa vie, excepté le dimanche ? Quelle soit de repos ou de distraction vive il doit avoir le dimanche ? Aussi, à Manchester, les ouvriers restent couchés ce jour là ou passent la journée au cabaret ⁴¹. »

C'est encore pour des raisons morales qu'il dénonce l'utilisation d'une main d'œuvre composée majoritairement de femmes et d'enfants :

« Les trois quarts des ouvriers dans la manufacture de M. Mc Connel sont des femmes et des enfants. Système destructif de l'instruction et dangereux pour la moralité des familles, mais nécessairement amené par cette circonstance que ces manufactures n'exige pas un grand déploiement de forces matérielles et que le travail des femmes et des enfants suffisant, il est moins coûteux de se le procurer que celui des hommes ⁴². »

*Dans la longue description des faubourgs industriels de Manchester, Tocqueville **qui** n'hésite pas à employer les termes « maîtres » et « esclaves », envisage que la montée du capitalisme industriel puisse aboutir, le cas échéant, à la constitution d'une « nouvelle aristocratie ».*

⁴¹ O. C., V, 2, p. 82.

⁴² O. C., V, 2, p. 83.

6 – Une attirance pour l'industrie ?

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque Tocqueville achève, en 1839, la seconde Démocratie, il envisage avec plus de netteté et de recul, le phénomène de la montée de l'industrialisation comme consubstantiel au nouvel état social démocratique. Fort de l'acquis de son expérience anglaise, il peut mieux juger désormais la situation qu'il a rencontrée aux États-Unis sept ans auparavant. Il prend conscience que la forme moderne de la démocratie qui se met en place est en interréaction avec l'état social et économique du pays et que la course au bien-être et la mobilité sociale engendrent un développement économique fondé sur l'industrie, aux dépens de l'agriculture qui demeure un facteur de stabilité mais qui ne permet pas d'enrichissement rapide ; aussi devra-t-elle, elle-même, prendre une forme nouvelle, multipliant les échanges, les achats et les ventes des exploitations, rapprochant ainsi, d'une certaine façon l'agriculture de l'organisation industrielle, comme aux États-Unis.

Les individus des temps démocratiques, toujours à la recherche d'un bien-être supérieur, ne se satisfont pas des résultats qu'ils pourraient attendre de la seule agriculture ; parce que les jouissances matérielles y sont moins importantes et plus longues à acquérir que dans l'industrie, la classe moyenne préfère s'adonner une activité plus immédiatement rentable :

Ce qui fait pencher tous les Américains vers les professions industrielles

« Je ne sais si de tous les arts utiles l'agriculture n'est celui qui se perfectionne le moins vite chez les nations démocratiques. Souvent même on dirait qu'il est stationnaire, parce que plusieurs autres semblent courir.

Au contraire, presque tous les goûts et les habitudes qui naissent de l'égalité conduisent naturellement les hommes vers le commerce et l'industrie.

Je me figure un homme actif, éclairé, libre, aisé, plein de désirs. Il est trop pauvre pour pouvoir vivre dans l'oisiveté; il est assez riche pour se sentir au-dessus de la crainte immédiate du besoin, et il songe à améliorer son sort. Cet homme a conçu le goût des jouissances matérielles; mille autres s'abandonnent à ce goût sous ses yeux; lui-même a commencé à s'y livrer, et il brûle d'accroître les moyens de le satisfaire davantage. Cependant la vie s'écoule, le temps presse. Que va-t-il faire ?

La culture de la terre promet à ses efforts des résultats presque certains, mais lents. On ne s'y enrichit que peu à peu et avec peine. L'agriculture ne convient qu'à des riches qui ont déjà un grand superflu, ou à des pauvres qui ne demandent qu'à vivre. Son choix est fait : il vend son champ, quitte sa demeure et va livrer à quelque profession hasardeuse, mais lucrative ⁴³.

Or, les sociétés démocratiques abondent en gens de cette espèce; et, à mesure que l'égalité des conditions devient plus grande, leur foule augmente.

La démocratie ne multiplie donc pas seulement le nombre des travailleurs; elle porte les hommes à un travail plutôt qu'à un autre; et, tandis qu'elle les dégoûte de l'agriculture, elle la dirige vers le commerce et l'industrie. ^a

⁴³ Une fois encore, Tocqueville est comparatiste : il confronte ici la situation de l'agriculture anglaise, celle de l'agriculture française et celle de l'agriculture américaine. En Angleterre, du fait des enclosures, les exploitations sont très grandes ; dans une lettre qu'il adresse à sa femme le 11 juillet 1857 (O.C., XIV, p. 620), Tocqueville constate que les terres de son hôte, Lord Hatherton, représentent une superficie plus de vingt fois supérieures à l'ensemble des fermes qui dépendent du château de Tocqueville. En France, les cultivateurs multiplient les achats de petits lopins de terres sur lesquels ils se fixent et n'en bougent pas. En Amérique, l'agriculteur défriche une terre qu'il revend comme un bien marchand banal avant de repartir s'installer plus loin.

^a On a remarqué plusieurs fois que les industriels et les commerçants étaient possédés du goût immodéré des jouissances matérielles, et on a accusé de cela le commerce et l'industrie; je crois qu'ici on a pris l'effet pour la cause.

Ce n'est pas le commerce et l'industrie qui suggèrent le goût des jouissances matérielles aux hommes, mais plutôt ce goût qui porte les hommes vers

Cet esprit se fait voir chez les plus riches citoyens eux-mêmes.

Dans les pays démocratiques, un homme, quelque opulent qu'on le suppose, est presque toujours mécontent de sa fortune, parce qu'il se trouve moins riche que son père et qu'il craint que ses fils ne le soient moins que lui. La plupart des riches des démocraties rêvent donc sans cesse aux moyens d'acquérir des richesses, et ils tournent naturellement les yeux vers le commerce et l'industrie, qui leur paraissent les moyens les plus prompts et les plus puissants de se les procurer. Ils partagent sur ce point les instincts du pauvre sans avoir ses besoins, ou plutôt ils sont poussés par le plus impérieux de tous les besoins : celui de ne pas déchoir.

Dans les aristocraties, les riches sont en même temps les gouvernants. L'attention qu'ils donnent sans cesse à de grandes affaires publiques les détourne des petits soins que demandent le commerce et l'industrie. Si la volonté de quelqu'un d'entre eux dirige néanmoins par hasard vers le négoce, la volonté du corps vient aussitôt lui barrer la route; car on a beau se soulever contre l'empire du nombre, on n'échappe jamais complètement à son joug, et, au sein même des corps aristocratiques refusent le plus opiniâtrement de reconnaître les droits de la majorité nationale, il se forme une majorité particulière qui gouverne.

Dans les pays démocratiques, où l'argent ne conduit pas au pouvoir celui qui le possède, mais souvent l'en écarte, les riches ne savent que faire de leurs loisirs. L'inquiétude et la grandeur de leurs désirs, l'étendue de leurs ressources, le goût de l'extraordinaire, que ressentent presque toujours ceux qui s'élèvent, de quelque manière que ce soit, au-dessus de la foule, les pressent d'agir. La seule route du commerce leur est ouverte.

les carrières industrielles et commerçantes, où ils espèrent se satisfaire plus complètement et plus vite.

Si le commerce et l'industrie font augmenter le désir du bien-être, cela vient de ce que toute passion se fortifie à mesure qu'on s'en occupe davantage, et s'accroît par tous les efforts qu'on tente pour l'assouvir. Toutes les causes qui font prédominer dans le cœur humain l'amour des biens de ce monde, développent l'industrie et le commerce. L'égalité est une de ces causes. Elle favorise le commerce, non pas directement en donnant aux hommes le goût du négoce, mais indirectement en fortifiant et généralisant dans leurs âmes l'amour du bien-être. (Note de Tocqueville)

Dans les démocraties, il n'y a rien de plus grand ni de plus brillant que le commerce; c'est lui qui attire les regards du public et remplit l'imagination de la foule; vers lui toutes les passions énergiques se dirigent. Rien ne saurait empêcher les riches de s'y livrer, ni leurs propres préjugés, ni ceux d'aucun autre. Les riches des démocraties ne forment jamais un corps qui ait ses mœurs et sa police; les idées particulières de leur classe ne les arrêtent pas et les idées générales de leur pays les poussent. Les grandes fortunes qu'on voit au sein d'un peuple démocratique ayant, d'ailleurs, presque toujours une origine commerciale, il faut que plusieurs générations se succèdent avant que leurs possesseurs aient entièrement perdu les habitudes du négoce.

Resserrés dans l'étroit espace que la politique leur laisse, les riches des démocraties se jettent donc de toutes parts dans le commerce; là ils peuvent s'étendre et user de leurs avantages naturels; et c'est, en quelque sorte, à l'audace même et à la grandeur de leurs entreprises industrielles qu'on doit juger le peu de cas qu'ils auraient fait de l'industrie, s'ils étaient nés au sein d'une aristocratie.

Une même remarque est de plus applicable à tous les hommes des démocraties, qu'ils soient pauvres ou riches.

Ceux qui vivent au milieu de l'instabilité démocratique ont sans cesse sous les yeux l'image du hasard et ils finissent par aimer toutes les entreprises où le hasard joue un rôle.

Ils sont donc tous portés vers le commerce, non seulement à cause du gain qu'il leur promet, mais par l'amour des émotions qu'il leur donne.

Les États-Unis d'Amérique ne sont sortis que depuis un demi-siècle de la dépendance coloniale dans laquelle les tenait l'Angleterre ; le nombre des grandes fortunes y est fort petit, et les capitaux encore rares. Il n'est pas cependant de peuple sur la terre qui ait fait des progrès aussi rapides que les Américains dans le commerce et l'industrie. Ils forment aujourd'hui la seconde nation maritime du monde; et, bien que leurs manufactures aient à lutter contre des obstacles naturels presque insurmontables, elles ne laissent pas de prendre chaque jour de nouveaux développements.

Aux États-Unis, les plus grandes entreprises industrielles s'exécutent sans peine, parce que la population tout entière se mêle d'industrie, et que le plus pauvre aussi bien que le plus opulent citoyen unissent volontiers en ceci leurs efforts. On est donc étonné chaque jour de voir les travaux immenses qu'exécute sans peine une nation qui ne renferme pour ainsi dire point de riches. Les Américains ne sont arrivés que d'hier sur le sol qu'ils habitent, et ils y ont déjà bouleversé tout l'ordre de la nature à leur profit. Ils ont uni l'Hudson au Mississipi et fait communiquer l'océan Atlantique avec le golfe du Mexique, à travers plus de cinq cents lieues de continent qui séparent ces deux mers. Les plus longs chemins de fer qui aient été faits jusqu'à nos jours sont en Amérique.

Mais ce qui me frappe le plus aux États-Unis, ce n'est pas la grandeur extraordinaire de quelques entreprises industrielles, c'est la multitude innombrable des petites entreprises.

Presque tous les agriculteurs des États-Unis ont joint quelque commerce à l'agriculture; la plupart ont fait de l'agriculture un commerce.

Il est rare qu'un cultivateur américain se fixe pour toujours sur le sol qu'il occupe. Dans les nouvelles provinces de l'Ouest principalement, on défriche un champ pour le revendre et non pour le récolter; on bâtit une ferme dans la prévision que, l'état du pays venant bientôt à changer par suite de l'accroissement de ses habitants, on pourra en obtenir un bon prix.

Tous les ans un essaim d'habitants du Nord descend vers le Midi et vient s'établir dans les contrées où croissent le coton et la canne à sucre. Ces hommes cultivent la terre dans le but de faire produire en peu d'années de quoi les enrichir, et ils entrevoient déjà le moment où ils pourront retourner dans leur patrie jouir de l'aisance ainsi acquise. Les Américains transportent donc dans l'agriculture l'esprit du négoce, et leurs passions industrielles se montrent là comme ailleurs ⁴⁴.

⁴⁴ En Amérique, l'acquisition rapide des richesses provient d'une économie marchande et industrielle. L'agriculture tend à prendre modèle sur cette forme économique qui, du même coup, la conduit de façon cyclique vers des crises majeures.

Les Américains font d'immenses progrès en industrie, parce qu'ils s'occupent tous à la fois d'industrie; et pour cette même cause ils sont sujets à des crises industrielles très inattendues et très formidables.

Comme ils font tous du commerce, le commerce est soumis chez eux à des influences tellement nombreuses et si compliquées, qu'il est impossible de prévoir à l'avance les embarras qui peuvent naître. Comme chacun d'eux se mêle plus ou moins d'industrie, au moindre choc que les affaires y éprouvent, toutes les fortunes particulières trébuchent en même temps, et l'Etat chancelle.

Je crois que le retour des crises industrielles est une maladie endémique chez les nations démocratiques de nos jours. On peut la rendre moins dangereuse, mais non la guérir, parce qu'elle ne tient pas à un accident, mais au tempérament même de ces peuples ⁴⁵. »

7 – Une aristocratie d'un type nouveau

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, paradoxalement, la démocratie qui se caractérise par la passion du bien-être et la recherche de l'égalité engendre-t-elle simultanément l'expansion industrielle et le paupérisme qui en est la conséquence apparemment inévitable.

En 1835, la première Démocratie avançait la thèse que la progression de l'égalité des conditions et donc de la démocratie était inéluctable. Tocqueville n'hésitait pas à affirmer avec force :

« Il me paraît hors de doute que tôt ou tard nous arriverons, comme les Américains, à l'égalité presque complète des conditions ⁴⁶. »

⁴⁵ O. C., I, 2, p. 160-163.

⁴⁶ O. C., I, 1, p. 15.

En étant directement confronté au paupérisme au cours de son second voyage en Angleterre, il constate que ce fléau social provient directement de l'industrialisation croissante qui engendre à la fois et corrélativement de très grandes richesses et une extrême pauvreté. La nouvelle « classe-caste » des grands capitaines d'industrie risque alors de se constituer en une espèce d'aristocratie nouvelle.

Dès le *Second Mémoire sur le paupérisme* (1837), Tocqueville écrit :

« L'industrie a conservé la forme aristocratique chez les nations modernes, alors que de toutes parts on voyait disparaître les institutions et les mœurs que l'aristocratie avait fait naître.

L'expérience, jusqu'à présent, a fait voir que pour se livrer avec quelque espérance de succès à la plupart des entreprises commerciales, il fallait de grands capitaux concentrés dans un petit nombre de mains ^a. On rencontre donc quelques individus qui possèdent de grandes richesses et qui font travailler pour leur compte une multitude d'ouvriers qui ne possèdent rien. Tel est le spectacle que présente de nos jours l'industrie française. C'est exactement ce qui se passait chez nous au Moyen-Âge et qu'on voit encore arriver dans une grande partie pour l'industrie agricole ⁴⁷. »

En 1840, la seconde Démocratie reprend cette idée que l'industrie pourrait donner naissance à une nouvelle forme d'aristocratie ; la démocratie, favorisant les progrès de l'industrie, s'administrerait un poison qui la détruirait.

Reprenant une image qui flotte dans l'air du temps ⁴⁸, Tocqueville considère que le capitalisme industriel peut être qualifié d'« aristocratie manufacturière » ! Alors que sous l'effet de l'égalité des conditions les inégalités s'amointrissent dans la société globale et que les différences sociales sont moins marquées,

^a Il faut substituer une *propriété* mobilière à une *propriété* foncière. (Note de Tocqueville)

⁴⁷ O. C., XVI, p. 144.

⁴⁸ Par exemple, dans l'*Economie politique chrétienne*, Villeneuve-Bargemont parlait de « féodalité nouvelle » pour caractériser le monde industriel.

l'industrie fait exception. Exception très dangereuse ! Véritable anomalie, elle est un « monstre dans l'état social » ! La toute puissance des entrepreneurs industriels réduit les ouvriers à la condition d'esclave des temps modernes. En provoquant une nouvelle forme d'asservissement, les capitalistes s'enrichissent au détriment des travailleurs : alors que la classe des patrons et la classe des prolétaires diffèrent en tout point, elles restent pourtant attachées comme celle des maîtres et des serviteurs des temps aristocratiques. Le monde industriel génère une forme radicale de dépendance : l'ouvrier « semble né pour obéir » et le patron pour commander. Par conséquent, la mobilité sociale ascendante est inexistante : peut-on envisager, au milieu du XIXe siècle, qu'un ouvrier accède au « rang » de patron ?

Reprenant l'exemple de la manufacture d'épingle popularisé par Adam Smith dans *La richesse des Nations* (1776), Tocqueville fustige le comportement des capitalistes qui s'enrichissent en provoquant l'aliénation des masses laborieuses.

Profondément marqué par ce qu'il a vu à Manchester, Tocqueville dénonce une « aristocratie manufacturière » encore plus impitoyable que l'« aristocratie territoriale » car elle provoque la paupérisation des ouvriers sans jamais se soucier d'eux en dehors de l'usine. Alors que l'ancienne noblesse considérait qu'elle avait un devoir de protection à l'égard de ses vassaux, l'aristocratie industrielle se considère comme dégagée de toute obligation, renvoyant les ouvriers, devenus inutiles en temps de crise, à la charité publique ⁴⁹.

⁴⁹ Cette critique virulente de la privatisation des profits et de la socialisation des déficits prouve à l'évidence, à qui en douterait encore, que Tocqueville n'a jamais été un libéral absolu en économie !

Comment l'aristocratie pourrait sortir de l'industrie ⁵⁰

« J'ai montré comment la démocratie favorisait les développements de l'industrie et multipliait sans mesure le nombre des industriels; nous allons voir par quel chemin détourné l'industrie pourrait bien à son tour ramener les hommes vers l'aristocratie.

On a reconnu que quand un ouvrier ne s'occupait tous les jours que du même détail, on parvenait plus aisément, plus rapidement et avec plus d'économie à la production générale de l'œuvre.

On a également reconnu que plus une industrie était entreprise en grand, avec de grands capitaux, un grand crédit, plus ses produits étaient à bon marché.

Ces vérités étaient entrevues depuis longtemps, mais on les a démontrées de nos jours. Déjà on les applique à plusieurs industries très importantes, et successivement les moindres s'en emparent.

Je ne vois rien dans le monde politique qui doive préoccuper, davantage le législateur que ces deux nouveaux axiomes de la science industrielle.

Quand un artisan se livre sans cesse et uniquement à la fabrication d'un seul objet, il finit par s'acquitter de ce travail avec une dextérité singulière. Mais il perd, en même temps, la faculté générale d'appliquer son esprit à la direction du travail. Il devient chaque jour plus habile et moins industriel, et l'on peut dire qu'en lui l'homme se dégrade à mesure que l'ouvrier se perfectionne. Que doit-on attendre d'un homme qui a employé vingt de sa vie à faire des têtes d'épingles? et à quoi peut désormais s'appliquer chez lui cette puissante intelligence humaine, qui a souvent remué

⁵⁰ Le lecteur aura compris que Tocqueville ne prend pas ici le mot *aristocratie* en son sens usuel, mais dans un sens plus proche de l'étymologie du terme : *aristoi*, c'est-à-dire les meilleurs. Dans une société industrielle, les industriels les plus puissants qui, possédant les leviers de l'économie risquaient de s'emparer de la totalité du pouvoir politique dans une société de classe dont ils formeraient la caste dominante. Hypothèse que Tocqueville rejette dans l'avant dernier paragraphe du chapitre. Il précise, toutefois, que cette menace demeure la plus importante pour la démocratie.

le monde, sinon à rechercher le meilleur moyen de faire des têtes d'épingles !

Lorsqu'un ouvrier a consumé de cette manière une portion considérable de son existence, sa pensée s'est arrêtée pour jamais près de l'objet journalier de ses labeurs; son corps a contracté certaines habitudes fixes dont il ne lui est plus permis de se départir. En un mot, il n'appartient plus à lui-même, mais à la profession qu'il a choisie. C'est en vain que les lois et les mœurs ont pris soin de briser autour de cet homme toutes les barrières et de lui ouvrir de tous côtés mille chemins différents vers la fortune: une théorie industrielle plus puissante que les mœurs et les lois l'a attaché à un métier, et souvent à un lieu qu'il ne peut quitter. Elle lui a assigné dans la société une certaine place dont il ne peut sortir. Au milieu du mouvement universel, elle l'a rendu immobile.

À mesure que le principe de la division du travail reçoit une application plus complète, l'ouvrier devient plus faible, plus borné et plus dépendant. L'art fait des progrès, l'artisan rétrograde. D'un autre côté, à mesure qu'il se découvre plus manifestement que les produits d'une industrie sont d'autant plus parfaits et d'autant moins chers que la manufacture est plus vaste et le capital plus grand, des hommes très riches et très éclairés se présentent pour exploiter des industries qui, jusque-là, avaient livrées à des artisans ignorants ou malaisés. La grandeur des efforts nécessaires et l'immensité des résultats à obtenir les attirent.

Ainsi donc, dans le même temps que la science industrielle abaisse sans cesse la classe des ouvriers, elle élève celle des maîtres.

Tandis que l'ouvrier ramène de plus en plus son intelligence à l'étude d'un seul détail, le maître promène chaque jour ses regards sur un plus vaste ensemble, et son esprit s'étend en proportion que celui de l'autre se resserre. Bientôt il ne faudra plus second que la force physique sans l'intelligence ; le premier a besoin de la science, et presque du génie pour réussir. L'un ressemble de plus en plus à l'administrateur d'un vaste empire, et l'autre à une brute.

Le maître et l'ouvrier n'ont donc ici rien de semblable, et ils diffèrent chaque jour davantage. Ils ne se tiennent que comme les deux anneaux ex-

trêmes d'une longue chaîne. Chacun occupe une place qui est faite pour lui, et dont il ne sort point. L'un est dans une dépendance continuelle, étroite et nécessaire de l'autre, et semble né pour obéir, comme celui-ci pour commander.

Qu'est-ce ceci, sinon de l'aristocratie ?

Les conditions venant à s'égaliser de plus en plus dans le corps de la nation, le besoin des objets manufacturés s'y généralise et s'y accroît, et le bon marché qui met ces objets à la portée des fortunes médiocres, devient un plus grand élément de succès.

Il se trouve donc chaque jour que des hommes plus opulents et plus éclairés consacrent à l'industrie leurs richesses et leurs sciences et cherchent, en ouvrant de grands ateliers et en divisant strictement le travail, à satisfaire les nouveaux désirs qui se manifestent de toutes parts.

Ainsi, à mesure que la masse de la nation tourne à la démocratie, la classe particulière qui s'occupe d'industrie devient plus aristocratique. Les hommes se montrent de plus en plus semblables dans l'une et de plus en plus différents dans l'autre, l'inégalité augmente dans la petite société en proportion qu'elle décroît dans la grande.

C'est ainsi que, lorsqu'on remonte à la source, il semble qu'on voie l'aristocratie sortir par un effort naturel du sein même de la démocratie.

Mais cette aristocratie-là ne ressemble point à celles qui l'ont précédée.

On remarquera d'abord que, ne s'appliquant qu'à l'industrie et à quelques-unes des professions industrielles seulement, elle est une exception, un monstre, dans l'ensemble de l'état social.

Les petites sociétés aristocratiques que forment certaines industries au milieu de l'immense démocratie de nos jours renferment, comme les grandes sociétés aristocratiques des anciens temps, quelques hommes très opulents et une multitude très misérable.

Ces pauvres ont peu de moyens de sortir de leur condition et de devenir riches, mais les riches deviennent sans cesse des pauvres, ou quittent le négoce après avoir réalisé leurs profits. Ainsi, les éléments qui forment la classe des pauvres sont à peu près fixes; mais les éléments qui compo-

sent la classe des riches ne le sont pas. A vrai dire, quoiqu'il y ait des riches, la classe des riches n'existe point; car ces riches n'ont pas d'esprit ni d'objet communs, de traditions ni d'espérances communes. Il y a donc des membres, mais point de corps.

Non seulement les riches ne sont pas unis solidement entre eux, mais on peut dire qu'il n'y a pas de lien véritable entre le pauvre et le riche.

Ils ne sont pas fixés à perpétuité l'un près de l'autre; à chaque instant l'intérêt les rapproche et les sépare. L'ouvrier dépend en général des maîtres, mais non de tel maître. Ces deux hommes se voient à la fabrique et ne se connaissent pas ailleurs, et tandis qu'ils se touchent par un point, ils restent fort éloignés par tous les autres. Le manufacturier ne demande à l'ouvrier que son travail, et l'ouvrier n'attend de lui que le salaire. L'un ne s'engage point à protéger, ni l'autre à défendre, et ils ne sont liés d'une manière permanente, ni par l'habitude, ni par le devoir.

L'aristocratie que fonde le négoce ne se fixe presque jamais au milieu de la population industrielle qu'elle dirige; son but n'est point de gouverner celle-ci, mais de s'en servir.

Une aristocratie ainsi constituée ne saurait avoir une grande prise sur ceux qu'elle emploie; et, parvint-elle à les saisir un moment, bientôt ils lui échappent. Elle ne sait pas vouloir et ne peut agir.

L'aristocratie territoriale des siècles passés était obligée par loi, ou se croyait obligée par les mœurs, de venir au secours de ses serviteurs et de soulager leurs misères. Mais l'aristocratie manufacturière de nos jours, après avoir appauvri et abruti les hommes dont elle se sert, les livre en temps de crise à la charité publique pour les nourrir. Ceci résulte naturellement de ce qui précède. Entre l'ouvrier et le maître, les rapports sont fréquents, mais il n'y a pas d'association véritable.

Je pense qu'à tout prendre, l'aristocratie manufacturière que nous voyons s'élever sous nos yeux est une des plus dures qui aient paru sur la terre; mais elle est en même temps une des plus restreintes et des moins dangereuses.

Toutefois, c'est de ce côté que les amis de la démocratie doivent sans cesse tourner avec inquiétude leurs regards; car, si jamais l'inégalité permanente des conditions et l'aristocratie pénètrent de nouveau dans le monde, on peut prédire qu'elles y entreront par cette porte ⁵¹. »

Ce chapitre témoigne de la conscience aiguë de Tocqueville pour les inégalités et que sa connaissance de la condition ouvrière est remarquable. Pourtant, ces pages sont méconnues, absentes de la vulgate tocquevillienne, occultées ou ignorées alors qu'elles éclairent une partie du cheminement intellectuel de l'auteur de *La Démocratie en Amérique* entre 1835 et 1840, de la nécessaire prise en compte du paupérisme aux prises de position sur la question sociale à la veille de la révolution de 1848.

⁵¹ O. C., I, 2, p. 164-167.

Première partie : Économie et paupérisme

Chapitre III

Les remèdes

[Retour à la table des matières](#)

Puisque la pérennité de la démocratie est remise en cause par la progression du paupérisme, Tocqueville envisage les moyens de combattre, ou au moins de prévenir la montée de l'indigence collective. Les masses laborieuses font peur : le spectre d'une révolution commence à apparaître ! Il faut réussir à préserver l'ordre politique mais également les ordres social, moral et économique... Au-delà, la volonté que manifeste Tocqueville d'empêcher l'émergence du paupérisme, et de trouver un remède et/ou à ses effets démontre d'une manière décisive à quel point il ne croit pas à l'autorégulation du marché : la « main invisible » ne peut pas, à elle seule, résoudre la question sociale ! La loi de l'offre et de la demande ne conduit pas spontanément à l'harmonie générale...

1 – Lutter contre paupérisme.

Tocqueville comprend très vite que les solutions envisagées pour lutter contre le paupérisme sont insuffisantes. Le mal est profond !

A – Les colonies agricoles

[Retour à la table des matières](#)

Le premier moyen destiné à combattre le paupérisme examiné par Tocqueville est celui des colonies agricoles. Remède dans l'air du temps, cette solution est notamment défendue par des légitimistes, comme Villeneuve-Bargemont, qui cultivaient la nostalgie d'une France entièrement rurale ! N'ayant jamais milité pour un tel « retour en arrière », on peut considérer que Tocqueville n'est pas favorable aux colonies agricoles. D'ailleurs, il expose cette idée uniquement dans les appendices du Système pénitentiaire aux Etats-Unis et son application en France (1833). Sans doute parce que cela lui semble un procédé artificiel d'endiguement de l'exode rural, il ne l'évoque plus jamais par la suite et, notamment, ne croit pas bon d'y revenir dans ses Mémoires sur le paupérisme pourtant largement consacrés aux solutions ⁵². Dans le texte qui suit, Tocqueville se contente d'informer le lecteur du principe des colonies agricoles : celles-ci consistent à fixer le pauvre sur une terre, jusqu'ici considérée comme inculte, tout en lui permettant, à terme, d'en devenir le propriétaire grâce à une société de bienfaisance. Le succès des expériences menées aux Pays-Bas a donné l'idée au gouvernement de reprendre ce système dans un but répressif en créant des colonies agricoles forcées.

⁵² Tocqueville n'est guère un partisan des colonies, quel qu'en soit le type ; il ne croit aux vertus ni des colonies pénitentiaires, ni des colonies destinées à endiguer le paupérisme (pas plus les colonies de type saint-simonien ou fouriériste qu'Enfantin voudrait instituer en Algérie, pas davantage aux colonies militaires de Bugeaud). Quant à la colonisation politique proprement dite, nous verrons plus loin qu'il pense que la France est peu apte à mettre en place de bonnes colonies mais que, cependant, la colonisation de l'Algérie, bien que très mal engagée, pourrait être nécessaire d'un point de vue géopolitique et géostratégique. Mais il souligne également, dès 1847, les risques de tragédie si l'Etat français colonisateur poursuit ses maladresses vis-à-vis des colonisés.

Appendice n°1 : Colonies agricoles

« Dans tous les États de l'Europe, sans en excepter ceux même où l'art de l'agriculture a été le plus perfectionné, on rencontre encore de très vastes étendues de territoire dont le sol aride a rebuté l'industrie et qui sont restées dans le domaine de tous, faute d'avoir trouvé un maître qui voulût se donner la peine de les fertiliser.

À côté de ces champs inutiles se trouve souvent placée une population de prolétaires à laquelle manquent à la fois le sol et les moyens d'existence. En France, on compte près de deux millions de pauvres, et les terres incultes forment plus du septième de la superficie du royaume.

L'expérience cependant a fait connaître que la plupart de ces terrains ainsi abandonnés par l'homme, peuvent devenir productifs, lorsqu'on consacre à leur culture des capitaux suffisants et des efforts continus.

De là est née l'idée des colonies agricoles : on a compris qu'il était peut-être facile de fixer le pauvre sur ces champs négligés par l'industrie du riche, et qu'on pouvait, en lui avançant l'argent nécessaire et en le soumettant à des règlements utiles, le mettre à même de fertiliser le sol qu'on lui livrait.

Si l'expérience réussissait, on obtenait ainsi un résultat favorable à la fois au pauvre, qui échangeait sa misère contre l'aisance du fermier et à la société tout entière, qui voyait s'augmenter ses ressources et son bien-être sans être obligée de s'imposer aucun nouveau sacrifice.

C'est en Hollande qu'on a essayé pour la première fois de réduire ces théories en pratique; et, jusqu'à présent, on peut dire que le succès a dépassé les espérances.

La société qui tenta cette belle entreprise se forma à La Haye en 1818, avec l'approbation mais non sous la direction du gouvernement; son exemple fut suivi dans la Belgique en 1822.

D'après les statuts de l'association, tout individu qui fournit la somme de 3 florins (6 fr. 12 cent.) en devient membre, et, comme tel, il concourt à la direction des affaires et à la nomination des administrateurs.

À l'aide des fonds que lui fournissaient les dons volontaires de ses membres, la société acquérait une vaste étendue de terrains incultes qu'elle divisait ensuite en lots de trois hectares et demi : 1 300 florins (2 743 fr.) devaient suffire à acheter, défricher et ensemen- cer ces trois hectares. Elle y plaçait alors le pauvre et sa famille, pouvant former en tout huit individus.

On sent que de pareils fermiers doivent se présenter dans un grand état de dénuement; ils sont souvent peu habitués au travail, ils ne possèdent point les instruments nécessaires; enfin la terre qu'on leur confie produit peu pendant les années qui suivent le défrichement.

La société de bienfaisance, qui a donné asile au pauvre, n'a garde de l'abandonner à ses propres ressources; elle lui fournit au contraire tout ce qui peut lui être utile, instruments, troupeaux, vêtements, vivres; mais elle les lui fournit à titre d'avances seulement; seize ans forment le temps qu'on a jugé nécessaire pour que le nouvel arrivant puisse s'habituer à ses de- voirs, rendre le terrain entièrement, productif, et s'acquitter complètement des avances qu'a faites la société en sa faveur.

En retour des avantages qu'on lui accorde, et qui ne peuvent le dé- grader, puisqu'en réalité ils ne constituent qu'un prêt, le colon est tenu à suivre la direction des administrateurs de l'établissement, à se soumettre à certaines prescriptions morales, et enfin à livrer chaque année la plus grande partie des produits de sa récolte, qui servent à l'acquitter envers la société. Une fois les avances de celle-ci couvertes (et nous avons vu qu'il était calculé qu'elles devaient l'être au plus tard en seize ans), le colon rentre dans l'exercice de tous ses droits; il devient un véritable fermier, et ses rapports avec la colonie ne diffèrent en rien de ceux d'un autre fermier avec son maître. On évalue le prix de chaque ferme à 50 florins (105 fr.) par année.

Les rentes que se fait ainsi la société, et le surplus de l'argent prove- nant des donations de ses membres, doivent être employés à acheter de nouveaux terrains et à fonder gratuitement de nouvelles fermes.

On voit par cet exposé que la société de bienfaisance des Pays-Bas n'avait en vue qu'un but purement philanthropique et charitable. Elle eut

soin de stimuler l'ardeur de ses membres en leur accordant des privilèges : tout homme, comme nous l'avons fait remarquer, pouvait, en payant la somme de 6 francs, devenir membre de l'association de bienfaisance; mais tous les membres ne jouissaient pas des mêmes avantages.

Ceux qui donnaient à la société 1 600 florins (3 376 fr.), une fois payés, acquéraient à perpétuité le droit de désigner la famille pauvre, qu'il leur plaisait de faire admettre dans un des lots. Le même droit était accordé à celui qui, pendant seize ans, payait pour chacun des pauvres qu'il plaçait sur la colonie la somme de 23 florins (48 fr. 53 cent.), montant des secours annuels réputés nécessaires au nouveau colon pendant seize ans, pour rendre productif le terrain qu'on lui confiait et le cultiver sans aide.

Le succès des colonies agricoles en Hollande fut bientôt constaté par l'expérience.

Beaucoup de communes et d'administrations publiques ne tardèrent point à acheter le droit d'y envoyer à perpétuité des indigents; et le gouvernement conçut enfin l'idée de traiter lui-même avec la société, afin de se décharger sur elle d'une de l'entretien des vagabonds et des enfants trouvés que les lois mettaient à sa charge.

C'est ce traité entre le gouvernement et l'association qui donna naissance aux colonies agricoles forcées.

On sent que le plan originaire de la société n'était point applicable à des enfants, auxquels on ne pouvait confier la culture des terres, et encore moins peut-être à des repris de justice, que le vice plus que l'infortune avait ordinairement conduits dans les dépôts de mendicité.

Et d'abord il était naturel de croire que leurs travaux seraient moins productifs que ceux des hommes faits et des pauvres libres. En conséquence, la société exigea qu'on lui payât pendant seize ans la somme annuelle de 45 florins (94 fr. 95 cent.) pour se charger d'un enfant, et celle de 35 florins (73 fr. 85 cent.) pour admettre dans ses établissements un pauvre qui sortirait des dépôts de mendicité.

L'administration de la colonie forcée devait également reposer sur bases différentes de celles de la colonie libre: pour surveiller facilement les nouveaux colons, on les réunit dans un seul emplacement; on leur donna un vêtement particulier, pour leur rendre la fuite moins facile; on les fit travailler sous la direction de gardiens, et on les soumit à une discipline sévère: au lieu de leur livrer une exploitation tout entière, on ne les traita que comme des ouvriers à tâche dont une juste indemnité encourageait les efforts, et qui étaient remis dans le sein de la société lorsque leur conduite à la colonie avait fourni à l'État des garanties suffisantes.

Les colonies forcées ne prospérèrent pas moins que les colonies libres : leurs succès, en quelques endroits, parurent même plus grands et plus rapides. Il était moins difficile, en effet, de contraindre un détenu au travail que de persuader au colon libre de quitter ses habitudes d'oisiveté et de combattre son ignorance.

Les colonies agricoles de la Hollande et de la Belgique contenaient jà en 1829 plus de 9 000 détenus, enfants trouvés ou colons libres. Dans l'espace de dix années, une vaste étendue du territoire avait été livrée pour la première fois à l'agriculture et au développement de la population du royaume. L'État avait trouvé dans cette révolution des gages de tranquillité, le trésor public une nouvelle source de revenus et une plus grande encore d'économies : en effet, l'enfant et le mendiant coûtaient une fois moins cher dans la colonie agricole que dans les hôpitaux et les dépôts de mendicité ; et le gouvernement, en payant pendant seize ans cette somme déjà réduite, acquérait de plus le droit de s'en affranchir à jamais.

Dans le court tableau que nous venons de tracer des colonies agricoles, notre but n'a été que de faire comprendre le système sur lequel elles reposent. Quant à ceux qui désireraient connaître en détail cette belle institution, nous ne saurions mieux faire que de les renvoyer à l'excellent ouvrage que M. Huerne de Pommeuse ⁵³ vient de publier à ce sujet ⁵⁴. »

B – La charité privée

⁵³ Il s'agit de Des colonies agricoles et de leurs avantages, Huzard, 1832.

⁵⁴ O. C., IV, 1, p. 309-312.

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville reprend son analyse des moyens employés pour combattre le paupérisme dans la seconde partie du premier Mémoire sur le paupérisme. Il commence par opérer une distinction fondamentale : « Il y a deux espèces de bienfaisances » ⁵⁵. Il s'agit bien sûr de la charité légale, sur laquelle nous reviendrons plus loin, et la charité privée. La vision de la charité privée que nous propose Tocqueville repose principalement sur son expérience ⁵⁶ : comme son père, il a souvent organisé, durant l'hiver, une distribution de pain aux pauvres du village et embauché pour divers travaux, non immédiatement nécessaires, ceux qui, trop faibles, n'étaient pas employés par les autres propriétaires. Cela correspond à un choix éthique : accorder des secours aux plus nécessiteux est un devoir pour un « aristocrate ». La charité privée possède de nombreuses vertus : tout d'abord, elle permet de créer un lien social, fondé sur la reconnaissance, entre le riche et le pauvre. Ensuite, contrairement à la charité légale, elle n'installe pas l'indigent dans une dépendance à l'égard de l'Etat puisqu'elle n'est pas systématique. Mais c'est là précisément sa faiblesse : son caractère aléatoire la rend inopérante à endiguer une misère massive et permanente... La charité privée n'est donc plus une solution satisfaisante car elle s'avère très largement insuffisante pour lutter contre le paupérisme :

« [La bienfaisance privée] (...) porte chaque individu à soulager, suivant ses moyens, les maux qui se trouvent à sa portée. [elle] est aussi vieille que le monde; elle a commencé avec les misères humaines : le christianisme en a fait une vertu divine, et l'a appelée la charité. (...) vertu privée, elle échappe à l'action sociale; (...) l'aumône individuelle établit des liens précieux entre le riche et le pauvre. Le premier s'intéresse par le bienfait même au sort de celui dont il a entrepris de soulager la misère ; le second, soutenu par des secours qu'il n'avait pas droit d'exiger et que peut-être il

⁵⁵ O. C., XVI, p. 126.

⁵⁶ Les témoignages de Tocqueville sur sa propre pratique de la charité privée sont relativement nombreux. Le lecteur pourra les retrouver dans certaines des lettres adressées à son père qui sont publiées dans la *Correspondance familiale* (O.C., XIV, p. 289, 318 et 321).

n'espérait pas obtenir, se sent attiré par la reconnaissance. Un lien moral s'établit entre ces deux classes que tant d'intérêts et de passions concourent à séparer, et divisés par la fortune, leur volonté les rapproche ; (...) je reconnais que la charité individuelle produit presque toujours des effets utiles. Elle s'attache aux misères les plus grandes, elle marche sans bruit derrière la mauvaise fortune, et répare à l'improviste et en silence les maux que celle-ci a faits. Elle se montre partout où il y a des malheureux à secourir; elle croît avec leurs souffrances, et cependant on ne peut sans imprudence compter sur elle, car mille accidents pourront retarder ou arrêter sa marche; on ne sait où la rencontrer et elle n'est point avertie par le cri de toutes les douleurs. (...)

[La charité particulière] ne saurait produire que des effets utiles. Sa faiblesse même garantit contre ses dangers; elle soulage beaucoup de misères et n'en fait point naître. Mais en présence du développement progressif des classes industrielles, et de tous les maux que la civilisation mélange aux biens inestimables qu'elle produit, la charité individuelle paraît bien faible. Suffisante au Moyen Âge, quand l'ardeur religieuse lui donnait une immense énergie, et lorsque sa tâche était moins difficile à remplir, le deviendrait-elle de nos jours où le fardeau qu'elle doit supporter est lourd, et où ses forces sont affaiblies ? La charité individuelle est un agent puissant que la société ne doit point mépriser, mais auquel il serait imprudent de se confier : elle est un des moyens et ne saurait être le seul ⁵⁷. »

C – Les associations charitables

[Retour à la table des matières](#)

L'immensité du paupérisme rendant la charité privée impuissante à contrarier ses avancées, Tocqueville évoque dans le premier Mémoire sur le paupérisme la possibilité de confier la charité à des associations :

⁵⁷ O. C., XVI, p. 126, p. 131-132, p. 137 et p. 138-139.

« J'admets que l'association des personnes charitables, en régularisant les secours, pourrait donner à la bienfaisance individuelle plus d'activité et plus de puissance ⁵⁸. »

Forme nouvelle de la charité privée, les associations charitables semblent opérationnelles.⁵⁹ Toutefois, dans un premier temps, Tocqueville ne s'y attarde pas ; il reprend néanmoins cette idée dans une Lettre sur le paupérisme en Normandie, vraisemblablement destinée à son frère Hippolyte, dans laquelle il prône l'organisation à l'échelon communal d'un système de charité collective : une sorte de fond social de solidarité reposant sur le libre engagement de chacun. Cet écrit, qui n'a pu être daté, traduit aussi le souci constant de Tocqueville de préserver l'ordre public...

Lettre sur le paupérisme en Normandie

« [Il faut éviter] d'encourager l'imprévoyance et les vices en voulant satisfaire les besoins.

Dans les cas, heureusement rares parmi nous, où une misère inévitable atteint l'homme valide, il faut du moins que le secours soit toujours le prix d'un travail.

Ces principes généraux une fois admis, les conséquences qui en découlent ne sont pas difficiles à trouver ^a.

Je pense qu'il faudrait former dans les communes des associations libres auxquelles on pourrait donner le nom d'association communale pour l'extinction du vagabondage et de la mendicité. Ces associations n'auraient aucun caractère politique; leur but étant d'atteindre un mal qui

⁵⁸ O. C., XVI, p. 137

⁵⁹ Dans une lettre du 24 novembre 1855 adressée à son père, Tocqueville regrette qu'une organisation de ce type ne soit pas mise en place dans sa commune : « Tous mes efforts pour amener de bons rapports entre le curé et le maire n'ont point abouti et je vois qu'on établira point de bureau de charité, ni de secours régulier. J'en suis fâché ; mais n'y puis rien. » (O. C., XIV, p. 318)

^a Facilité ensuite de renvoyer tous les pauvres citoyens. Ministère public qui s'adresse à la commune pour savoir. (Note de Tocqueville)

frappe également tous les partis, les hommes de tous les partis y seraient également conviés. Elles n'auraient rien d'hostile au gouvernement mais elles auraient une existence en dehors de lui.

Il ne faudrait pas réunir pour chaque association plus de deux ou trois communes afin que le cercle d'action ne fût pas trop étendu. Il serait même à désirer qu'on n'eût à agir que sur une seule.

L'association se composerait de tous ceux qui voudraient consacrer chaque année une somme quelconque au soulagement des pauvres de la commune.

Tous les souscripteurs se réuniraient une fois par an et nommeraient dans leur sein une commission de trois, cinq ou sept membres (suivant l'étendue des communes) pour distribuer les secours de la manière que j'ai indiquée plus haut. Tous les souscripteurs, quelle que fût leur part contributive, auraient le droit d'être choisis pour membres de la commission administrative. Chaque année avant de cesser leurs fonctions, les membres de la commission rendraient compte aux souscripteurs de l'emploi des fonds; leurs opérations seraient contrôlées par leurs successeurs.

Si les membres de l'association tombaient dans le besoin pendant le cours de l'année, ils auraient droit au secours avant tous autres.

Tous les ans à une époque fixée un des membres de chaque commission se rendrait à Cherbourg. Là on se communiquerait de part et d'autre ce qui aurait été fait dans l'année et on composerait de tous ces documents un rapport général qui serait publié ainsi que le nom des souscripteurs.

Il est facile d'indiquer en peu de mots quels seraient les avantages d'un pareil système.

D'abord on n'aurait pas à craindre que de pareilles associations augmentassent le nombre des pauvres, puisque nul ne pourrait compter d'avance sur les secours des associés et que ces derniers seraient toujours libres de l'accorder ou de le refuser suivant leur volonté.

On ne risquerait pas non plus de faire de la bienfaisance un fardeau insupportable, puisque nul ne serait obligé de rester dans l'association.

D'un autre côté les associés et les communes retireraient un profit évident d'un semblable système.

Tel qui ne donne rien aujourd'hui parce que la faible offrande que sa fortune lui permet de faire n'est d'aucune utilité, en restant isolée, donnerait volontiers à l'association parce que son argent venant à se confondre avec le fonds social contribuerait alors efficacement à soulager les misères de ses voisins. Il n'y a pas jusqu'aux pauvres eux-mêmes, qui, une fois que l'association serait bien entendue, [ne] mettraient le produit des épargnes de l'été dans ses mains afin d'avoir un droit à ses bienfaits pendant l'hiver ^b. Le pauvre ferait dans les campagnes ce que l'ouvrier fait dans les villes, lorsqu'il place ses faibles économies dans une caisse d'épargne ^c. De son côté le riche cultivateur aurait moins à donner parce que la charité faite par l'association serait plus puissante et plus productive que la charité individuelle. On aurait tout à la fois moins d'aumônes et moins de pauvres.

Le fonds social étant employé d'une manière systématique et suivant un plan arrêté, une somme peu considérable suffirait pour soulager une multitude de misères. Il arriverait pour la charité, ce qui arrive tous les jours pour l'industrie où un grand nombre de particuliers peu riches parviennent en s'associant et en versant chacun de très petites sommes à mettre à fin de très grandes entreprises.

On verrait donc d'abord disparaître des communes où l'association existerait, ces misères profondes qui menacent la propriété de l'homme aisé plus encore que l'existence de l'indigent. Car, il faut bien que les riches comprennent que la Providence les a rendus solidaires des pauvres et qu'il n'y a pas de malheurs entièrement isolés dans ce monde. Il y aurait donc moins de vol, de maraudages et de désordres de toutes espèces dans la commune, parce qu'il s'y trouverait moins de besoins pressants à satisfaire.

Comme l'association pourrait suivre une marche fixe et serait maîtresse de refuser des dons, elle ne laisserait pas gaspiller ses bienfaits comme

^b ce serait une sorte d'assurance mutuelle contre la mendicité. (Note de Tocqueville)

^c On pourrait même établir de vraies caisses d'épargne à l'usage des pauvres des campagnes. Idée à examiner. (Note de Tocqueville)

la charité individuelle. Et si elle faisait travailler ce serait toujours au profit de la commune.

Les communes retireraient encore un autre avantage du système d'association que je propose : comme il serait réglé que l'association n'accorde ses dons que sous la condition qu'on ne mendierait pas, on verrait disparaître ces habitudes avilissantes qui ôtent à la pauvreté une partie de son aspect respectable, qui dépravent l'enfance et font le plus souvent succéder une génération de voleurs à une génération d'indigents^d. Si le pauvre dédaignait les bienfaits de l'association pour s'en tenir aux ressources précaires et honteuses de la mendicité, nul ne serait obligé en conscience à fournir à ses besoins; et s'il s'obstinait à suivre ses habitudes vicieuses, les lois sévères portées contre les mendiants devraient lui être appliquées sans pitié.

Ce n'est pas tout encore : une fois qu'une association serait établie dans une commune, la Commune pourrait repousser de son sein tous les indigents étrangers. Car, se chargeant de ses pauvres, elle doit exiger que toutes les autres fassent de même. Les habitants d'une commune où une association semblable existerait, seraient donc fondés en droit comme en raison à refuser tout secours aux mendiants étrangers, et le maire usant à la rigueur du pouvoir que lui donne la loi, pourrait avec toute justice leur faire vider le territoire.

Si le système dont je parle se généralisait dans l'arrondissement, l'autorité supérieure pourrait à son tour prendre la même mesure et les tribunaux n'hésiteraient pas à condamner les vagabonds qui bravant la raison et la loi continueraient à vouloir chercher fortune parmi nous. Mais les vagabonds n'auraient pas même l'idée d'y venir. Dans une commune des environs de Paris (Mareuil) un certain nombre de propriétaires s'associèrent (quoique sur des bases moins générales). Non seulement ils détruisirent la mendicité dans la commune, mais depuis ce temps on n'y entend plus parler de mendiants étrangers. Ils savent qu'ils n'ont à espérer aucune aumône et ils ne

^d J'ai remarqué en exerçant les fonctions du ministère public que plus de la moitié des voleurs avaient été mendiants dans leur enfance. (Note de Tocqueville)

viennent pas. Cette même commune ne souffre plus jamais depuis ce temps du maraudage. [...] ⁶⁰ »

2 – Prévenir le paupérisme

[Retour à la table des matières](#)

En finissant son premier Mémoire sur le paupérisme, Tocqueville concède que les solutions envisagées pour lutter contre le paupérisme ne répondent que très imparfaitement au problème. Il faut donc chercher ailleurs et trouver des méthodes permettant de prévenir le paupérisme : à défaut d'éradiquer ce « fléau social », il est impératif à la fois de tout mettre en œuvre pour l'empêcher de naître et d'en « atténuer » les conséquences !

« Que reste-t-il donc à faire ? De quel côté tourner ses regards ? Comment adoucir les maux qu'on a la faculté de prévoir, mais non de guérir ?

Jusqu'ici j'ai examiné les moyens lucratifs de la misère. Mais n'existe-t-il que cet ordre de moyens ? Après avoir songé à soulager les maux ne serait-il pas utile de chercher à les prévenir ? Ne saurait-on empêcher le déplacement rapide de la population, de telle sorte que les hommes ne quittent la terre et ne passent à l'industrie qu'autant que cette dernière peut facilement répondre à leurs besoins ? La somme des richesses nationales ne peut-elle continuer à augmenter, sans qu'une partie de ceux qui produisent ces richesses aient à maudire la prospérité qu'ils font naître ? Est-il impossible d'établir un rapport plus fixe et plus régulier entre la production et la consommation des matières manufacturées ? Ne peut-on pas faciliter aux classes ouvrières l'accumulation de l'épargne qui, dans les temps de calamité industrielle, leur permette d'attendre sans mourir le retour de la fortune ?

Ici l'horizon s'étend de toutes parts devant moi. Mon sujet s'agrandit; je vois une carrière qui s'ouvre, mais je ne puis dans ce moment la parcourir.

⁶⁰ O. C., XVI, p. 158-161.

Le présent mémoire, trop court pour ce que j'avais à traiter, excède déjà cependant les bornes que j'avais cru devoir me prescrire. Les mesures à l'aide desquelles on peut espérer de combattre d'une manière préventive le paupérisme seront l'objet d'un second ouvrage dont je compte faire hommage l'année prochaine à la Société académique de Cherbourg ⁶¹. »

C'est donc dans son Second Mémoire sur le paupérisme, dont la rédaction semble être entreprise en 1837 mais laissé inachevé, que Tocqueville va s'intéresser aux moyens de prévenir la misère de masses : maintien de la petite propriété foncière, associations ouvrières et possibilité de favoriser l'épargne des plus démunis...

⁶¹ O. C., XVI, p. 139.

A – Préférer la petite propriété foncière

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville s'est rapidement montré opposé à une agriculture privilégiant les grandes propriété foncière comme cela se pratique en Angleterre⁶². En 1835, il décide de prolonger son séjour anglais en Irlande, au moment où ce pays est frappé par une indigence endémique, ce qui renforce sa conviction. S'interrogeant sur la division qui paraît exister entre le peuple et les propriétaires irlandais, l'évêque de Carlow lui explique que celle-ci est non seulement extrême mais qu'elle « semple plutôt croître que décroître. Depuis la dernière élection où les candidats catholiques l'ont emporté les deux grandes familles dont je parlais ont introduit un nouveau système de culture. Ils ont chassé presque tous les petits fermiers. Une seule a chassé cent cinquante familles. Ils ont agrandi leurs fermes et introduit des fermiers protestants. Il en est ainsi dans la plupart des comtés. Cet agrandissement des fermes est un grand malheur. Il diminue le nombre de bras nécessaire à la terre et, comme la grande masse de la population en Irlande n'a pas d'autres débouchés que la terre, il cause une affreuse misère. »⁶³ Dans son Second Mémoire sur le paupérisme, après avoir précisé le champ de son étude, il affirme clairement sa préférence pour la petite propriété, telle qu'elle existe en France⁶⁴,

⁶² En Angleterre, Tocqueville s'étonne fréquemment que l'idée de diviser les grandes propriétés foncières ne soit pas entrée dans les mœurs. Par exemple, le 8 mai 1835, il déplore que « lorsque le pauvre voit auprès de lui un propriétaire qui, à lui tout seul, possède la moitié d'un comté, il ne lui vient pas dans l'idée que cette immense propriété, divisée entre tous les habitants du voisinage, pourrait donner à chacun d'eux de l'aisance (...) » (O. C., V, 2, p. 48).

⁶³ O. C., V, 2, p. 107.

⁶⁴ Depuis le fin de la seconde Guerre mondiale, et, singulièrement depuis la mise en place de la PAC, (Politique Agricole Commune) les gouvernements successifs, ainsi que les organisations syndicales professionnelles, les coopératives agricole et le Crédit agricole ont choisi une voie diamétralement opposée. La mode a été au remembrement à la création de grands ensembles, et il faudrait désormais oser envisager de faire le bilan. !

La France est devenue le second exportateur des denrées agricoles mondiales ; mais quel est le bilan réel ? Certes la France est passée d'une production déficitaire à une production largement excédentaire, mais quel est le coût

afin de prévenir le paupérisme : les paysans français restent ainsi nombreux à pouvoir, grâce à la détention d'un sol, disposer de quelques garanties devant les revers de la fortune. En outre, il devient responsable et prévoyant. Le sentiment d'ordre est également intériorisé grâce à la propriété, ce qui est loin d'être négligeable pour un Tocqueville toujours inquiet des mouvements de foule !

réel de cette mutation : coût immédiat, coût à long terme, coût écologique, coût social ?

Des mutations étaient absolument nécessaires ; il fallait moderniser, restructurer et augmenter les unités de production. Mais fallait-il aboutir à un système dans lequel il est devenu impossible de savoir quel est le prix réel des productions ? Dans lequel les agriculteurs tirent une large partie de leurs revenus des seules subventions de la PAC ; politique qui conduit à surproduire grâce à des subventions des marchandises dont il reste ensuite à subventionner le stockage, l'écoulement ou la destruction ! (Cette formule a en outre l'inconvénient éthique et politique majeur de jouer de façon directe sur la production et les revenus des agricultures du tiers-monde : les gros producteurs, Etats-Unis et France, contraints d'écouler leurs surplus à des prix qui n'ont rien à voir avec le coût réel de la production cassent véritablement les économies agricoles des pays les plus pauvres et sont ainsi directement responsables d'une nouvelle paupérisation qui aboutit à la malnutrition et à toutes les conséquences qui en découlent...)

Comment évaluer le coût écologique d'une mutation qui aboutit, dans certaines régions, à la pollution généralisée des nappes phréatiques ? Et le coût social : les campagnes sont vidées, sauf dans les zones de « rurbanisation » ; les trois quarts des exploitations ont aujourd'hui disparu. Les agriculteurs qui sont restés - après avoir œuvré à la disparition des plus faibles - sont désormais, pour partie, dans une situation kafkaïenne ! Tous dépendants du marché et des subventions, endettés, pour la plupart, débordés par la tâche, dans les régions laitières et d'élevage principalement, et condamnés parfois, *de facto*, au célibat ! Bref, une autre vision, plus pragmatique, eût sans doute été moins coûteuse !

Remarque : Signalons deux faits récents qui soulignent la justesse de cette note rédigée voici cinq ans. D'une part les ruptures alimentaires qui ont provoqué des famines en 2008 dans les pays pauvres, victimes des politiques agricoles des Etats-Unis et de l'Europe qui ont détruit leur agriculture vivrière, d'autre part, la reconnaissance, par Edgard Pisani, qui a été l'un des principaux responsables de l'orientation qui a été donnée depuis l'origine à la P.A.C. , qu'il a fait fausse route, qu'il aurait fallu faire d'autres choix, qu'il faudrait revenir à un autre modèle avec des exploitations de taille moyenne...Le problème est que le mal est fait et que les réformes souhaitées relèvent du vœu pieux ! Ajoutons pour finir que Pisani raconte comment il a été choisi par de Gaulle ...pour avoir déclaré ne rien connaître à la question !!!

« J'ai essayé de montrer dans un précédent article que, de nos jours, la charité privée et la charité publique étaient impuissantes à guérir les misères des classes pauvres; il me reste à rechercher les moyens dont on pourrait se servir pour prévenir que ces misères ne naissent ^a.

Un pareil sujet est presque sans limites naturelles et je sens le besoin de me poser à moi-même des bornes qu'il ne m'indique point ^b. Parmi ceux que leur position place sur les limites du besoin et auxquels le sujet de cet article se rapporte, il convient d'établir deux grandes catégories : d'un côté se trouvent les pauvres qui appartiennent aux classes agricoles; de l'autre, les pauvres qui dépendent des classes industrielles. Ces deux faces de mon sujet doivent être conduites à part et examinées en détail autant du moins que les limites étroites du présent travail le permettent.

Je ne ferai que toucher ce qui a rapport aux classes agricoles, parce que les grandes menaces de l'avenir ne viennent pas de là.

En France, les substitutions sont abolies et l'égalité des partages a pénétré dans les mœurs en même temps qu'elle s'est établie dans les lois. Il est donc certain qu'en France la propriété foncière ne se trouvera jamais agglomérée en quelques mains, ainsi que cela se voit encore dans une partie de l'Europe ^c.

Or la division de la terre qui peut nuire pendant un temps du moins, aux progrès de l'agriculture en empêchant l'agglomération des capitaux

^a J'ai cherché à montrer dans un précédent article comment le paupérisme tendait naturellement à croître à mesure que les sociétés deviennent plus civilisées et plus riches. (Note de Tocqueville)

^b Pourquoi je ne cherche pas les moyens de prévenir la misère des classes agricoles.

Pourquoi je n'examine que superficiellement les moyens d'empêcher les crises dans les classes ouvrières.

La certitude des crises étant admise, la question est de savoir comment mettre les ouvriers en état de les supporter. C'est là le vrai sujet de l'article. (Note de Tocqueville)

^c Pas de grands malheurs à prévenir, mais du mieux à faire.

Routes, banques, association. Créer d'autres propriétés que la propriété foncière qui ne peut suffire à tous. (Note de Tocqueville)

dans les mains de propriétaires qui auraient le désir d'innover, produit cet immense bien qu'elle prévient le développement du paupérisme dans les classes agricoles. Lorsque le paysan ne possède aucune partie du sol comme chez les Anglais, les caprices ou l'avidité des maîtres peuvent lui infliger tout à coup d'affreuses misères. Cela se comprend sans peine. Le même nombre d'hommes n'est point nécessaire à tous les genres de culture, ni demandé par toutes les méthodes de culture ^d.

Lorsque vous convertissez par exemple des champs de blé en pâturage, un berger peut aisément remplacer cent laboureurs. Quand, au lieu de vingt petites fermes vous en faites une grande, cent hommes pourront suffire à cultiver les mêmes champs qui réclamaient quatre cents bras. Au point de vue de l'art, il y a peut-être eu progrès à convertir les champs de blé en prairies, et les petites fermes en grands domaines, mais le paysan aux dépens de qui de pareilles expériences sont faites ne peut manquer d'en souffrir. J'ai entendu dire à un riche propriétaire écossais qu'un changement dans la manière d'administrer ses terres et de les cultiver avait forcé trois mille paysans à quitter leurs demeures et à aller chercher fortune ailleurs. La population agricole de ce canton de l'Écosse s'est donc trouvée tout à coup exposée aux mêmes misères qui frappent sans cesse les populations industrielles quand de nouvelles machines viennent à se découvrir ^e.

Des événements semblables qui font naître le paupérisme dans les classes agricoles, l'accroissent en outre démesurément dans les classes industrielles. Les hommes qui sont ainsi arrachés violemment à la culture de la terre cherchent un refuge dans les ateliers et les manufactures. La classe industrielle ne s'accroît donc pas seulement d'une manière naturelle et fragmentaire suivant les besoins de l'industrie, mais tout à coup et par un procédé artificiel suivant les misères

^d La centralisation de l'industrie dans les mains de quelques capitalistes. Id. de la population manufacturière dans les villes.

La concentration des ouvriers dans les seuls travaux de l'industrie... sont autant de causes puissantes de malaise. Ouvrages de Malthus. Chez nous la plus grande des industries, celle de la terre est décentralisée. (Note de Tocqueville)

^e Note sur l'Irlande. (Note de Tocqueville)

des classes agricoles, ce qui ne tarde pas à produire un trop-plein et à détruire la balance qui doit toujours exister entre la consommation et la production ^f.

L'agglomération de la propriété foncière dans un petit nombre de mains n'a pas seulement pour résultat accidentel d'attirer la misère sur une portion de la classe agricole, elle suggère à un grand nombre d'agriculteurs des idées et des habitudes qui doivent nécessairement et à la longue les rendre misérables.

Que voyons-nous chaque jour nous-mêmes sous nos yeux ? Quels sont parmi les membres des classes inférieures ceux qui se livrent le plus volontiers à tous les excès de l'intempérance et qui aiment à vivre comme si chaque jour n'avait pas de lendemain ? Lesquels montrent en toute chose le plus d'imprévoyance ? Qui contracte ces mariages précoces et imprudents qui semblent n'avoir pour objet que de multiplier le nombre des malheureux sur la terre.

La réponse est facile. Ce sont les prolétaires, ceux qui n'ont sous le soleil d'autre propriété que celle de leurs bras. À mesure que ces mêmes hommes viennent à posséder une portion quelconque du sol, quelque petite qu'elle soit, n'apercevez-vous pas que leurs idées se modifient et que leurs habitudes changent ? N'est-il pas visible qu'avec la propriété foncière la pensée de l'avenir leur arrive ? Ils deviennent prévoyants du moment qu'ils sentent avoir quelque chose de précieux à perdre. Dès qu'ils se croient les moyens de se mettre eux et leurs enfants hors des atteintes de la misère, ils prennent des mesures énergiques pour lui échapper et ils cherchent par des privations momentanées à s'assurer un bien-être durable. Ces gens-là ne sont pas encore des riches, mais ils ont déjà les qualités qui font naître la richesse. Franklin avait coutume de dire qu'avec de l'ordre, de l'activité et de l'économie, le chemin de la fortune était aussi aisé que celui du marché. Il avait raison.

Ainsi donc ce n'est pas la pauvreté qui rend l'agriculteur imprévoyant et désordonné; car avec un très petit champ, il peut encore être fort pauvre.

^f Peut-être cela plus loin lorsque je dirai pourquoi la misère de la classe industrielle est moins à craindre chez nous. (note de Tocqueville)

C'est l'absence entière de toute propriété, c'est la dépendance absolue du hasard.

J'ajoute que parmi les moyens de donner aux hommes le sentiment de l'ordre, l'activité et l'économie, je n'en connais pas de plus puissant que de leur faciliter les abords de la propriété foncière. Je citerai encore ici l'exemple des Anglais. Les paysans en Angleterre sont peut-être à tout prendre plus éclairés et ils ne se montrent pas moins industrieux que parmi nous. Pourquoi vivent-ils en général dans cette insouciance brutale du lendemain dont nous n'avons pas même l'idée ? D'où vient dans un peuple froid ce goût désordonné pour l'intempérance ? Il est facile de le dire : en Angleterre, les lois et les habitudes se sont combinées de manière à ce qu'aucune portion du sol ne tombât jamais dans la possession du pauvre. Son bien-être et même son existence ne dépendent donc jamais de lui-même, mais de la volonté des riches sur laquelle il ne peut rien et qui à leur gré lui refusent ou lui accordent le travail. N'ayant aucune influence directe et permanente sur son propre avenir, il cesse de s'en occuper et oublie volontiers qu'il existe.

Le moyen le plus efficace de prévenir le paupérisme parmi les classes agricoles est donc assurément la division de la propriété foncière. Cette division existe parmi nous en France, on n'a donc point à craindre qu'il ne s'établisse jamais dans leur sein de grandes et permanentes misères. Mais on peut encore beaucoup accroître l'aisance de ces classes et y rendre les maux individuels moins cruels et plus rares. Le devoir du gouvernement et de tous les gens de bien est d'y travailler ^h 65. »

^h Insérer ici peut-être tout ce que je puis dire sur les améliorations à apporter au sort des classes agricoles. C'est un peu hors de mon sujet, mais ce serait utile. (Note de Tocqueville)

⁶⁵ O. C., XVI, p. 140-143.

B – La propriété industrielle

[Retour à la table des matières](#)

Le Second Mémoire sur le paupérisme envisage également la possibilité de faire participer les ouvriers à la vie économique de sa manufacture. Il s'agit de responsabiliser le prolétaire en divisant la propriété industrielle. La mise en application des associations ouvrières lui semble très difficile : idée « féconde » certes, mais pas encore « mûre » !

« À mon avis, tout le problème à résoudre est. donc celui-ci : Trouver un moyen de donner à l'ouvrier industriel comme au petit agriculteur l'esprit et les habitudes de la propriété.

Deux moyens principaux se présentent ^a : le premier, et celui qui au premier abord semble le plus efficace consisterait à donner à l'ouvrier un intérêt dans la fabrique. Ceci produirait pour les classes industrielles des effets semblables à ce qu'amène la division de la propriété foncière parmi la classe agricole.

Ce serait sortir des limites de cet écrit que d'examiner tous les plans qui ont été successivement proposés pour arriver à ce résultat.

Je me contenterai donc de dire brièvement que ces plans pour réussir ont toujours rencontré un de ces deux obstacles : d'une part les capitalistes entrepreneurs d'industrie se sont presque tous montrés peu enclins à donner à leurs ouvriers une portion proportionnelle des profits ou à placer dans l'entreprise les petites sommes que ceux-ci auraient pu leur confier. Je pense que dans leur propre intérêt, ils ont grand tort de ne point le faire, mais il ne serait ni juste ni utile de les y obliger.

D'une autre part, lorsque les ouvriers ont voulu se passer des capitalistes, s'associer entre eux, réunir des fonds et gérer eux-mêmes à l'aide d'un syndicat leur industrie, ils n'ont pu réussir. Le désordre n'a pas tardé à s'in-

^a Intérêt dans les fabriques. Epargne des salaires. (Note de Tocqueville)

roduire dans l'association, ses agents ont été infidèles, ses capitaux insuffisants ou mal assurés, son crédit presque nul, ses relations commerciales fort restreintes. Bientôt une concurrence ruineuse forçait l'association à se dissoudre. Ces tentatives ont été souvent renouvelées sous nos yeux, particulièrement depuis sept ans, mais toujours en vain.

Je suis porté à croire cependant qu'un temps s'approche où un grand nombre d'industries pourront être conduites de cette manière. À mesure que nos ouvriers acquerront des lumières plus étendues et que l'art [de] s'associer dans des buts honnêtes et paisibles fera des progrès parmi nous, lorsque la politique ne se mêlera point aux associations industrielles et que le gouvernement, rassuré sur leur objet, ne refusera pas à ces dernières sa bienveillance et son appui, on les verra se multiplier et prospérer. Je pense que dans des siècles démocratiques comme les nôtres, l'association en toutes choses doit peu à peu se substituer à l'action prépondérante de quelques individus puissants.

L'idée des associations industrielles d'ouvriers me paraît donc devoir être féconde, mais je ne la crois pas mûre. Il faut donc, quant à présent, chercher des remèdes ailleurs ⁶⁶. »

C – L'épargne ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Dans le Second Mémoire sur le paupérisme, Tocqueville s'intéresse à la possibilité de créer une « banque des pauvres » afin de prévenir le paupérisme : il s'agirait d'associer les caisses d'épargne et les monts de piété. Il espère ainsi cumuler les avantages des deux institutions tout en supprimant leurs inconvénients : on doit alors notamment pouvoir combiner un taux d'emprunt au plus bas et un taux d'épargne au plus haut. Tocqueville cherche également à éviter de nombreux écueils comme l'instabilité économique qui peut déclencher une instabilité politique... En outre, l'Etat ne doit pas perdre de l'argent avec le système institué et/ou se servir des fonds épargnés pour ali-

⁶⁶ O. C., XVI, p. 146-147.

menter une charité légale qui ne dirait pas son nom. Pour autant, il faut éviter la centralisation des capitaux ! Tocqueville apparaît également soucieux de ne pas permettre aux riches de faire du profit avec l'argent des pauvres. Mais son moralisme s'exprime aussi dans l'ambition de donner les moyens aux pauvres d'agir, au moins partiellement, sur leur situation sociale et économique ; bref, il convient de les responsabiliser et, simultanément de leur donner une part de liberté, et de les contraindre à l'assumer ! La prévoyance est une vertu essentielle pour prévenir le paupérisme :

« Puisqu'on ne peut donner aux ouvriers un intérêt de propriétaire dans la fabrique, on peut au moins leur faciliter à l'aide des salaires qu'ils retirent de la fabrique la création d'une propriété indépendante.

Favoriser l'épargne sur les salaires et, offrir à des ouvriers une méthode facile et sûre de capitaliser ces épargnes et de leur faire produire des revenus, tels sont donc les seuls moyens dont la société puisse se servir de nos jours dans le but de combattre les mauvais effets de la concentration des propriétés mobilières dans les mêmes mains et afin de donner à la classe industrielle l'esprit et les habitudes de la propriété qu'une grande portion de la classe agricole possède.

Toute la question ^a se réduit donc à chercher les moyens qui peuvent permettre au pauvre de capitaliser et de rendre productives ses épargnes.

Le premier de ces moyens et le seul qu'on ait employé jusqu'ici en France est l'établissement de caisses d'épargne.

Je vais donc parler avec quelque développement des caisses d'épargne, Les caisses d'épargne de France diffèrent quelque peu les unes des autres par le détail de l'administration. Mais en définitive, on peut toutes les

^a [Ces vérités qui, de notre temps, sont devenues de plus en plus frappantes, ont amené la création de tous ces établissements fondés dans le but de favoriser l'accumulation de l'épargne des ouvriers et son placement. Les principaux et les plus efficaces de ces établissements sont les caisses d'épargne. Les caisses d'épargne me paraissent quant à présent le moyen le plus sûr et le plus énergique qui ait été découvert pour prévenir le développement du paupérisme dans les classes industrielles et de placer ces classes dans une position analogue à celle des agriculteurs] (Note de Tocqueville)

considérer comme des établissements au moyen desquels les pauvres placent leurs économies dans les mains de l'Etat qui se charge de les faire valoir et de leur servir un intérêt de 4%.

Il en est à peu près ainsi en Angleterre ^b, sinon que l'intérêt servi par l'État y est un peu moins élevé que parmi nous.

Un pareil remède n'offre-t-il pas de grands dangers ?

Je remarque d'abord que, chez nous, l'État qui donne aux pauvres 4% de leur argent pourrait aisément emprunter à 2,5% ou à 3%. C'est donc au moins 1% de plus que l'État paie sans nécessité et par des considérations particulières à son créancier. La somme qui en résulte doit être considérée comme le produit d'une véritable taxe des pauvres que le gouvernement lève sur tous les contribuables pour secourir les plus nécessiteux d'entre eux.

L'État voudra-t-il longtemps supporter cette charge ? Le pourra-t-il ? C'est ce qui reste fort douteux.

Le montant des caisses d'épargne s'est élevé chez nous en peu d'années à plus de 100 millions. En Angleterre, il est en ce moment à 400 millions ^c. Dans l'Écosse qui ne compte que 2 300 000 habitants, l'épargne des pauvres se monte à près de 400 millions.

Si les classes pauvres de France apportaient au Trésor Public 4 à 500 millions, ce qui, dans un délai donné est possible et même probable, dont il faudrait payer l'intérêt à 4%, serait-il en position de les accepter ? Lors même que l'intérêt serait réduit, ce qui serait déjà un grand malheur, une pareille somme ne serait-elle pas souvent beaucoup plus embarrassante qu'utile ?

^b C'est-à-dire cette portion des îles Britanniques qui comprend l'Angleterre proprement dite, le pays de Galles et l'Irlande. (Note de Tocqueville)

^c En Angleterre, 500 millions d'épargne. Législation. Acte gouvernemental du règne de George IV. En Angleterre, le produit des caisses d'épargne est versé dans la Banque et appliqué au rachat de la dette publique. (Note de Tocqueville)

La constitution actuelle de nos caisses d'épargne est donc gênante pour le Trésor. Offre-t-elle aux pauvres eux-mêmes, à la nation en général toutes les garanties désirables ? Je ne le pense point.

Quel emploi l'État peut-il faire de ces sommes qu'on dépose dans ses mains de tous les coins de la France ?

Va-t-il les employer à pourvoir aux besoins journaliers du Trésor ? Mais les besoins du Trésor sont bornés et l'accroissement des caisses d'épargne ne l'est. Il arrive donc un moment où l'État recevant plus qu'il ne peut dépenser est contraint de laisser accumuler dans ses mains d'immenses capitaux improductifs. C'est ce que nous avons vu dernièrement. Au moment où la dernière loi sur les caisses d'épargne a été présentée (février 1837), le Trésor avait en caisse à la Banque 64 millions dont il payait 4 % aux propriétaires et qui ne lui rapportaient rien, et qui étaient entièrement soustraits à la circulation, mesure toujours fâcheuse.

C'est ce qui faisait dire à un des orateurs qui ont pris part à la discussion de la dernière loi qu'il fallait créer des dépenses pour consommer les capitaux, idée qui a été développée par d'autres orateurs qui ont parlé de grands travaux publics qui seraient entrepris avec l'épargne des ouvriers. Comme ces travaux ne seraient pas ou pourraient ne pas être productifs pour l'État, tout ceci se réduirait en définitive à grever chaque année la masse des contribuables de l'intérêt des sommes que les pauvres déposent dans le Trésor Public. Ce serait évidemment la taxe des pauvres sous un autre nom.

Si l'État n'emploie pas l'argent des caisses d'épargne à pourvoir aux besoins journaliers du Trésor; il faut qu'il le place de manière à lui rapporter des intérêts. Or, il est facile de voir qu'il n'y a qu'un placement convenable, c'est l'achat de rente. L'État n'est détenteur de l'argent des caisses d'épargne qu'à la condition de le rendre à la première demande des déposants, il ne peut donc placer lui-même l'argent des déposants qu'à la même condition, c'est-à-dire avec la faculté de réaliser à volonté pour payer son créancier. Or, il n'y a que les rentes négociables sur la place qui puissent offrir en grand cette facilité. L'État, qu'il soit représenté par le Trésor ou par la Caisse des Dépôts et Consignations, ne peut donc

placer l'argent des pauvres qu'en rentes. Ceci a plusieurs inconvénients très graves, mais en particulier cet inconvénient-ci : lorsque les pauvres déposent, on achète continuellement des rentes et on les achète à un haut prix, précisément parce qu'on en achète beaucoup à la fois; lorsqu'il y a panique ou misère réelle et que les pauvres redemandent leur argent, il faut pour les payer vendre des rentes et les vendre à bas prix, pour la raison qu'on en vend beaucoup à la fois. L'État est donc placé dans cette position déplorable qu'il doit toujours acheter cher et vendre à bon marché, c'est-à-dire perdre.

Cet exposé est exact et je ne pense pas que personne à présent songe à le contester.

Ainsi le dépôt de l'argent des pauvres dans les mains de l'État est ou peut aisément devenir très onéreux à l'État et, ce qu'il y a de pis, il peut lui imposer des charges dont il est impossible de prévoir d'avance l'étendue.

Ce n'est pas tout. Est-il conforme à l'intérêt général du pays et à sa sûreté ? Sous le point de vue économique, je pense qu'il est nuisible d'attirer sans cesse vers le centre tous les petits capitaux disponibles des provinces, lesquels pourraient servir à féconder les localités. Je sais qu'une partie de ces capitaux reviennent aux localités sous forme de traitements aux fonctionnaires, de travaux publics... Mais ce retour de l'argent du centre vers les extrémités se fait lentement et inégalement ; les plus fortes sommes sont souvent répandues dans les provinces qui ont le moins fourni au Trésor et qui, étant plus pauvres et plus arriérées, ont plus besoin qu'on leur ouvre des routes, qu'on leur creuse des canaux... D'ailleurs ce n'est jamais qu'une partie des épargnes des pauvres qui retourne aux pauvres sous forme de salaires ou d'améliorations sociales. La grande masse, surtout d'après la nouvelle loi, va se perdre dans les fonds publics et reste dans les mains du commerce et des rentiers de Paris.

Si je considère le système actuel sous le point de vue purement politique, ses dangers me frappent bien plus encore.

Pour moi je ne puis croire qu'il soit sage de déposer toute la fortune des classes pauvres d'un grand royaume dans les mêmes mains et pour ainsi dire dans un seul lieu, de telle sorte qu'un événement, improbable

sans doute, mais possible, puisse ruiner d'un seul coup leurs seules et dernières ressources et porter au désespoir des populations entières qui, n'ayant plus rien à perdre, seraient aisément précipitées sur le bien d'autrui.

Depuis cent ans, l'État a fait plus d'une fois banqueroute l'Ancien Régime l'a fait, la Convention l'a fait. Durant les cinquante dernières années, le gouvernement de la France a été radicalement changé sept fois et il a été remanié un grand nombre d'autres. Pendant le même espace, les Français ont eu 25 ans de guerre terrible et deux invasions presque complètes de leur territoire. Il est pénible de rappeler ces faits, mais la prudence demande qu'on ne les oublie point. Est-ce dans un siècle de transition comme le nôtre, dans un siècle qui est appelé forcément, par sa position, par sa nature, à de longues agitations, est-ce dans un pareil siècle qu'il est sage de remettre dans les mains du gouvernement, quels que soient sa forme et son représentant actuel, la fortune entière d'un si grand nombre d'hommes ? Je ne puis le croire et il faut qu'on me prouve que la chose est nécessaire pour que je m'y soumette ^d.

D'ailleurs, ce qu'il faut craindre, ce n'est pas seulement que le gouvernement s'empare du capital prêté par les pauvres, c'est que le prêteur lui-même par son imprudence mette son créancier dans l'impossibilité de rendre et le force de faire banqueroute.

Quel est l'objet des caisses d'épargne ? De permettre au pauvre d'accumuler peu à peu pendant les années de prospérité des capitaux dont il pourra se servir dans les temps de misère. Il est donc dans l'essence même des caisses d'épargne que le remboursement soit toujours exigible et par petites sommes, c'est-à-dire en espèces ^e.

^d C'est ici que devrait se placer l'argument sur l'avantage d'intéresser le peuple à la stabilité politique. (Note de Tocqueville)

^e Essence de ce prêt d'être toujours *remboursable* et en *espèce*.

Au lieu de banqueroutes séparées, une banqueroute générale sèmerait au même moment partout l'alarme.

Je sais que sans nier ces dangers, on répond par l'avantage d'intéresser dans la stabilité du gouvernement du gouvernement les classes pauvres.

Les moyens sont plus faciles à mesure que le pauvre est plus éclairé et plus intelligent. (Note de Tocqueville)

À un moment de crise nationale, dans un temps de révolution, alors que des craintes réelles ou imaginaires sur la solvabilité du Trésor Public, s'empareraient tout à coup de l'esprit du peuple, il serait donc possible qu'en peu de jours l'État fût mis en demeure de payer en numéraire plusieurs centaines de millions de francs. Ce qui cependant ne pourrait se faire. Or, qui oserait calculer l'effet que produirait sur toutes les classes indigentes d'un grand royaume comme la France, l'annonce d'un pareil événement ?

Dans le louable dessein de dissiper les craintes mal fondées que la dernière loi sur les caisses d'épargne avait fait naître dans l'esprit des classes ouvrières de Paris, M. Charles Dupin ⁶⁷ a dernièrement essayé d'établir qu'en France les dépôts aux caisses d'épargne ne pourront dépasser de certaines limites fixes, qu'il a fixées au maximum, à environ 250 millions, somme déjà considérable, mais à laquelle cependant l'État pourrait sans doute faire face ^f.

Afin de prévenir l'argument qu'on ne peut manquer de tirer de l'exemple de l'Angleterre et surtout de celui de l'Écosse où sur une population d'un peu plus de 2 millions d'habitants, les caisses d'épargne, fondées depuis 36 [sic] ans seulement, ont déjà reçu des dépôts pour une valeur de 400 millions de francs, M. Ch. Dupin fait remarquer qu'en Angleterre les classes inférieures ne pouvant arriver à posséder la terre, ne peuvent employer leurs économies qu'en les déposant à la caisse d'épargne.

Le fait est vrai, mais la conséquence qu'on en tire est singulièrement exagérée. Que l'épargne soit faite dans le but d'acheter de la terre ou des rentes peu importe. Le fait générateur, c'est l'épargne et non l'objet final de l'épargne.

Je vais encore plus loin et je dis que, si en France la confiance réelle et absolue dans la solvabilité des caisses d'épargne venait à s'établir parmi les

⁶⁷ Tocqueville fait référence à l'étude de Charles Dupin, La Caisse d'épargne et les ouvriers, leçon donnée au Conservatoire royal des arts et manufactures le 22 mars 1837, 1837.

^f Il faudrait que l'Etat vendît tout à coup, par conséquent à vil prix, une masse énorme de rentes afin de payer les pauvres à mesure qu'ils se présenteraient. (Note de Tocqueville)

classes agricoles, on verrait, proportion gardée, affluer dans ces caisses infiniment plus d'argent que l'Angleterre n'y verse. La cause en est simple : chez nous, le paysan est économe, mais il n'économise que dans un seul but, l'achat de la terre. Son argent n'a donc qu'un seul emploi ou n'a pas d'emploi. Il y a donc en France beaucoup plus qu'ailleurs de petits capitaux disponibles pour la caisse d'épargne et qui en prendraient nécessairement le chemin, si une crainte instinctive et que l'expérience ne peut manquer d'affaiblir, ne les retenait encore dans les mains de ceux qui les possèdent.

Il est évident qu'à mesure que les lumières croîtront et que l'habitude de chercher un emploi à ses économies de chaque jour se répandra parmi les classes pauvres de France, le petit propriétaire foncier lui-même au lieu d'amasser sou sur sou dans quelque coin de sa demeure la somme qui doit lui permettre d'augmenter sa terre, laissant ainsi pendant une longue suite d'années un petit capital improductif et exposé à mille accidents, il est évident, dis-je, que ce petit agriculteur portera ses économies à la caisse d'épargne voisine avec l'idée de les en retirer un jour pour faire l'acquisition territoriale qu'il désire. Les caisses d'épargne forment précisément le seul placement convenable pour ces sortes de gens qui, ne voulant acheter la terre que dans leur voisinage immédiat et par petite portion, ont besoin d'avoir toujours leur capital disponible afin d'être toujours en état de saisir à l'instant même les rares occasions qui se présentent.

Le goût de la terre qui possède le paysan français n'empêche donc point ou empêche fort peu l'accroissement des dépôts faits dans la caisse d'épargne. En réalité, ces dépôts n'ont de limite que dans la faculté qu'aura le pauvre d'épargner et dans le plus ou moins de lumière qui lui fera voir avec plus ou moins de netteté que son intérêt est de ne pas laisser l'épargne improductive et exposée.

Voilà ce qu'il faut bien voir car les peuples, comme les individus, ne gagnent rien à se dérober la vérité. Les uns et les autres doivent au contraire la considérer fixement afin de voir si à côté du mal, on n'aperçoit pas, par hasard, un remède.

Que résulte-t-il de tout ce qui précède ?

En résumé, je suis loin de dire que les caisses d'épargne, avec la constitution que nous leur avons donnée, offrent un péril actuel : elles n'en présentent aucun. Je crois même que, quand on ne pourrait trouver un moyen de faire disparaître la chance [de] ce péril à venir, il faudrait encore créer des caisses d'épargne. Les maux physiques et moraux que causent l'imprvoyance et le paupérisme sont présents et immenses, les maux qu'amènerait à la longue le remède sont éloignés et n'arriveront peut-être jamais. Cette considération suffit pour me déterminer ^g.

Tout ce que je veux dire, c'est qu'il serait imprudent de croire avoir trouvé dans les caisses d'épargne, telles que nous les voyons de nos jours, un remède assuré aux maux de l'avenir et qu'il faut se garder de voir leur institution comme une sorte de panacée universelle. Au lieu de s'endormir sur cette fausse sécurité, les économistes et les hommes d'État de nos jours devraient tendre d'une part à améliorer la constitution des caisses d'épargne et de l'autre à créer d'autres ressources aux économies des pauvres.

Les caisses d'épargne sont un excellent moyen pour faire naître chez le pauvre l'idée de faire des économies et de faire rapporter des intérêts à leurs économies. Mais ces caisses ne sauraient devenir avec sécurité, à tout jamais, le seul lieu de dépôt pour les épargnes du pauvre.

Examinons succinctement ces deux questions.

Je ne prétends pas rechercher ni surtout indiquer toutes les améliorations qui pourraient être introduites dans le système des caisses d'épargne. Ce serait dépasser les limites de cet article. Je veux seulement indiquer le principe général qui me paraît devoir être adopté et l'une des applications les plus faciles de ce principe.

Le gouvernement au lieu de s'efforcer d'attirer autant que possible le produit des caisses d'épargne dans le Trésor et dans les fonds publics devrait tendre de tout son pouvoir à donner, sous sa garantie, à ces petits ca-

^g En résumé, le trésor public laisse aux pauvres tous les avantages d'un placement sur l'Etat et il se charge de tous les risques. (Note de Tocqueville)

pitiaux un emploi local et qui expose le moins l'État à un recours universel et soudain ^h. Voilà le principe.

Quant à l'application, voici ce que j'ai à dire :

Il existe maintenant dans toutes les villes de France des banques de prêts sur gage qu'on nomme monts-de-piété. Ces monts-de-piété sont des établissements fort usuraires puisqu'ils prêtent généralement sans courir aucun risque à 12%. Il est vrai que l'argent qu'ils amassent de cette manière sert à doter les hospices, de telle sorte que ces monts-de-piété peuvent être considérés comme des établissements à l'aide desquels on ruine le pauvre afin de lui préparer un asile dans sa misère.

Ce simple exposé parle de lui-même. Il est évident que, dans l'intérêt des classes indigentes et dans l'intérêt de l'ordre et de la morale publique, il faut se hâter de donner aux revenus des hôpitaux d'autres sources.

Du moment où le lien qui unit les monts-de-piété et les hôpitaux serait brisé, rien n'est plus naturel que d'unir les monts-de-piété aux caisses d'épargne et de faire de ces deux choses une seule et même entreprise ⁱ.

Dans ce système, l'administration recevrait d'une main les épargnes des uns et de l'autre les remettrait. Les pauvres qui ont de l'argent à prêter le déposeraient dans les mains d'une administration qui, moyennant gage, le remettrait aux pauvres qui auraient besoin d'emprunter. L'administration ne serait qu'un intermédiaire entre ces deux classes. En réalité, ce serait le pauvre économe ou momentanément favorisé par la fortune qui prêterait à intérêt son épargne au pauvre prodigue ou malheureux.

Quoi de plus simple, de plus praticable et de plus moral à la fois qu'un pareil système : les épargnes des pauvres placées de cette manière ne feraient courir aucun risque ni à l'État ni aux pauvres eux-mêmes, car il n'y a rien de plus sûr au monde qu'un placement sur gage.

^h local [de telle sorte qu'ils fructifient à la localité même.] (Note de Tocqueville)

ⁱ Ce serait une véritable banque des pauvres dont les pauvres fourniraient le capital. (Note de Tocqueville)

L'intérêt de l'argent emprunté n'étant alors employé qu'à servir l'intérêt des épargnes déposées par le pauvre, on pourrait obtenir à la fois ces deux résultats si utiles : on n'aurait plus besoin de demander un intérêt usuraire au pauvre qui emprunte sur gage et on pourrait donner un intérêt plus élevé au pauvre qui dépose son épargne. L'un pourrait être aisément réduit à 7% et l'autre élevé à 5% ce qui serait un double bien.

Il pourrait, il est vrai, se rencontrer des moments de misère publique où les déposants à la caisse d'épargne viendraient redemander leur argent, tandis que le nombre des emprunteurs au mont-de-piété s'accroîtrait outre mesure. L'administration recevrait alors moins des uns et elle serait obligée de fournir plus aux autres.

Il est facile de voir que le péril qu'on signale ici n'est qu'apparent et non réel.

Il n'y a pas d'établissement qui jouisse de plus de crédit qu'une maison de prêt sur gage. Ceux qui lui prêtent de l'argent ne courent aucun risque parce qu'ils ont pour garantie de leur créance le gage lui-même. C'est pour cette raison que les monts-de-piété ont toujours trouvé à emprunter à bas prix lors même que l'État ou les particuliers étaient sans crédit. Si donc l'administration dont je parle se trouvait momentanément privée des épargnes de certains pauvres, elle emprunterait pour faire face elle-même aux emprunts sur gage que d'autres pauvres viendraient lui faire, et elle y trouverait encore son profit car elle emprunterait à 5% et prêterait à 7%.

Je ne prétends point du reste être l'inventeur du système que j'expose ici ^j. La réunion du mont-de-piété et de la caisse d'épargne a eu lieu depuis [] ans dans l'une de nos villes les plus importantes et les plus avancées sous le rapport des institutions philanthropiques et populaires, la ville de Metz. Au moyen de cette réunion, les administrateurs de la caisse d'épargne ont pu servir 5 % au lieu de 4 % aux déposants qui avaient moins de [] francs et les administrateurs du mont-de-piété (qui sont les mêmes personnes) ont été en état de baisser l'intérêt du prêt sur gage à 7%, tandis qu'à Paris on ne traite encore qu'à 12%. De plus, les

^j Nécessité de laisser subsister les caisses d'épargnes actuelles à côté de ces établissements. (Note de Tocqueville)

frais d'administration de ces deux établissements ont diminué de moitié depuis que les deux établissements ont été réunis en un seul. Enfin, et pour compléter le tableau, il faut ajouter que la caisse d'épargne de Metz ainsi que le mont-de-piété ont traversé la Révolution de 1830 et la crise financière qui a suivi sans éprouver d'embarras notable ^k.

Les idées que j'expose n'ont donc pas seulement pour elles le raisonnement, mais l'expérience. Pourquoi le gouvernement qui, dans ces derniers temps, a montré une véritable sollicitude pour les intérêts matériels des classes indigentes, ne cherche-t-il pas à profiter de cette utile expérience ? D'où vient que, loin de provoquer l'union des caisses d'épargne et des monts-de-piété, il résiste chaque jour aux demandes qui lui sont adressées dans ce but ? Je ne puis [que] difficilement le comprendre. Si l'on parvenait jamais à attirer réellement dans les mains de l'État toutes les épargnes des pauvres, la ruine des pauvres et celle de l'État lui-même ne pourraient manquer d'arriver. Le gouvernement croirait-il sa sécurité intéressée à lier l'existence des classes ouvrières à la sienne de telle sorte qu'on ne puisse le détruire sans les ruiner ? Je ne puis donc croire à une entreprise si périlleuse. Pour moi, j'avoue que je vois, dans la combinaison que j'indique, le plus puissant moyen dont on puisse user pour retirer des caisses d'épargne leurs avantages en évitant une partie de leurs périls. Je dis

^k Indiquer la brochure de Viville. (Note de Tocqueville).

Il s'agit sans doute de *Sur l'organisation des caisses d'épargnes et des monts-de-piété* (1832). Le père de Tocqueville fut le préfet de Metz de 1817 à 1823 où il participa à la mise en place de la troisième caisse d'épargne de France. Peut-être suite à cette influence paternelle, Tocqueville semble beaucoup tenir à l'épargne ouvrière. Dans une lettre du 10 juillet 1838 adressée à son frère Edouard, il regrette les difficultés que rencontre la caisse d'épargne de Valognes, ce « pays dévot, [qui] paralyse cette caisse. Conçois-tu une pareille folie et de plus dangereux imbéciles ? L'irritation que ces faits causent et plusieurs autres détails que je ne puis te donner me font du reste apercevoir avec chagrin que la religion est bien plus ébranlée dans ce pays-ci que je ne le pensais et qu'il y reste bien plus d'habitudes religieuses que de croyances. Si notre évêque vit longtemps (et il est jeune et fort) il avancera bien le travail de décomposition qui est déjà visible. Tout cela est triste, très triste ; mais qu'y faire ? » (O. C, XIV, p. 201) Tocqueville fait allusion à « Monseigneur Robiou, qui semble avoir voulu faire respecter la vieille interdiction prononcée par l'Eglise du prêt par intérêt. » (O. C., XIV, p. 201, note 1) [note des auteurs].

une partie car il est évident que le remède proposé peut, dans un temps donné, devenir insuffisant.

Si les administrateurs de la caisse d'épargne ne pouvaient employer les économies du pauvre qu'à prêter sur gage, ce placement étant borné et l'épargne ne l'étant pas, il arriverait sans doute un jour qu'on serait obligé de refuser une partie des nouveaux déposants, ce qui serait un grand mal, puisqu'il en résulterait dans l'esprit du pauvre un doute continuel sur le placement de ses économies et par conséquent une grande tentation de ne pas économiser.

Je ne voudrais donc pas que l'État fermât d'une manière définitive ses caisses à l'épargne du pauvre. Je laisserais subsister la législation telle qu'elle existe de nos jours; seulement je n'autoriserais les caisses d'épargne à verser leurs fonds au Trésor que quand les monts-de-piété ne leur offriraient plus d'emploi. De cette manière, on aurait tous les avantages de l'institution et on aurait évité la plus grande partie de ses dangers.

Mais ce n'est point encore assez. Tant que le pauvre ne voudra placer son argent qu'à la condition de pouvoir le retirer à sa volonté et tant qu'on n'aura pas offert des moyens faciles et sûrs de le placer autrement, on n'arrivera point à des résultats tout à la fois grands et sûrs⁶⁸. »

⁶⁸ O. C., XVI, p. 147-157.

Première partie : Économie et paupérisme

Chapitre IV

Entre marché et État

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville ne passe pas habituellement pour un défenseur de l'intervention économique et sociale de l'État. En effet, certains passages de son œuvre sont très souvent convoqués pour démontrer que les effets néfastes de l'État providence avaient été perçus dès le milieu du XIXe siècle. Le plus célèbre d'entre eux est sans conteste celui qui est tiré de La seconde Démocratie :

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans

l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leur successions, divise leurs héritages; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? ⁶⁹ »

Cette citation est toujours utilisée pour illustrer l'idée que Tocqueville est un des « pères fondateurs » du libéralisme économique ! Répétée inlassablement, elle fait oublier ou, pire encore, elle cherche à occulter une vision plus nuancée de l'œuvre du grand penseur du XIXe siècle. En effet, s'il se lance dans une critique extrêmement sévère des théories socialistes, Tocqueville ne croit pas pour autant aux vertus spontanées du capitalisme. À aucun moment, il ne pense que laisser fonctionner librement le marché puisse être suffisant pour combattre le paupérisme. L'Etat a un rôle à jouer comme l'indique le programme social qu'il rédige pour la « Jeune gauche » à la veille de la révolution de 1848. La pensée économique et sociale de Tocqueville n'est pas celle d'un libéral sur le plan économique, au moins dans le sens habituellement convenu que l'on donne à cette expression !

1 – Contre l'intervention systématique de l'État

[Retour à la table des matières](#)

Afin d'apporter des réponses à la question sociale, qui se manifeste avec plus d'intensité encore à la fin des années 1840, Tocqueville n'est pas favorable à une intervention systématique de l'Etat dans le champ économique et social et il dénonce très violemment les idées socialistes qui le préconisent !

⁶⁹ O. C., I, 2, p. 324.

A – La très ferme opposition à la charité légale

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir évoqué la charité privée, la seconde partie du Mémoire sur le paupérisme considère longuement la question de la charité légale (ou publique). Tocqueville y démontre avec force à quel point une aide permanente de l'Etat à destination des pauvres n'est pas souhaitable. Un jugement aussi net provient du fait que Tocqueville a pu observer un tel système mis en application. En effet, depuis 1601, sous l'impulsion d'Elisabeth Ière, l'Angleterre avait accordé un droit à l'assistance connu sous le nom de Loi sur les Pauvres (« Poor Law ») : sous le contrôle des juges de paix, chaque paroisse doit organiser le travail des pauvres valides et se taxer pour secourir les invalides. En 1833, au cours de son voyage outre-Manche, Tocqueville assiste à une séance de justice de paix destinée à régler les litiges quant à la distribution des secours administratifs. Il en livre le compte rendu exhaustif dans le texte ci-dessous. Des documents envoyés plus tard par Nassau Senior lui confirment ses conclusions initiales quant à la dégradation morale induite par la charité légale. En effet, Tocqueville n'a aucun mal à démontrer que dans la pratique, il est très difficile, voire impossible, de réussir à distinguer celui qui a véritablement besoin de l'aide sociale de celui qui cherche seulement à profiter de la loi. Dès lors, la charité légale s'apparente à une prime pour l'oisiveté...

« [La charité légale], moins instinctive, plus raisonnée, moins enthousiaste, et souvent plus puissante, porte la société elle-même à s'occuper des malheurs de ses membres et à veiller systématiquement au soulagement de leurs douleurs. Celle-ci est née du protestantisme et ne s'est développée que dans les sociétés modernes.

[...][Elle] est au contraire [de la charité privée] produite et régularisée par la société. C'est donc de celle-là qu'il faut spécialement nous occuper.

Il n'y a pas, au premier abord, d'idée qui paraisse plus belle et plus grande que celle de la charité publique.

La société, jetant un regard continu sur elle-même, sondant chaque jour ses blessures et s'occupant à les guérir; la société, en même temps qu'elle assure aux riches la jouissance de leurs biens, garantissant les pauvres de l'excès de leur misère, demande aux uns une portion de leur superflu pour accorder aux autres le nécessaire. Il y a certes là un grand spectacle en présence duquel l'esprit s'élève et l'âme ne saurait manquer d'être émue.

Pourquoi faut-il que l'expérience vienne détruire une partie de ces belles illusions ?

Le seul pays de l'Europe qui ait systématisé et appliqué en grand les théories de la charité publique est l'Angleterre.

À l'époque de la révolution religieuse qui changea la face de l'Angleterre, sous Henri VIII, presque toutes les communautés charitables du royaume furent supprimées, et comme les biens de ces communautés passèrent aux nobles et ne furent point partagés entre les mains du peuple, il s'ensuivit que le nombre de pauvres alors existants resta le même, tandis que les moyens de pourvoir à leurs besoins étaient en partie détruits. Le nombre des pauvres s'accrut donc outre mesure, et Élisabeth, la fille de Henri VIII, frappée de l'aspect repoussant des misères du peuple, songea à substituer aux aumônes que la suppression des couvents avait fort réduites, une subvention annuelle, fournie par les communes.

Une loi promulguée dans la quarante-troisième année du règne de cette princesse, dispose que dans chaque paroisse des inspecteurs des pauvres seront nommés; que ces inspecteurs auront le droit de taxer les habitants à l'effet de nourrir les indigents infirmes, et de fournir du travail aux autres. À mesure que le temps avançait dans sa marche, l'Angleterre était de plus en plus entraînée à adopter le principe de la charité légale. Le paupérisme croissait plus rapidement dans la Grande-Bretagne que partout ailleurs. Des causes générales et d'autres spéciales à ce pays produisaient ce triste résultat. Les Anglais ont devancé les autres nations de l'Europe dans la voie de la civilisation; toutes les réflexions que j'ai faites précédemment leur sont donc particulièrement applicables, mais il en est d'autres qui ne se rapportent qu'à eux seuls.

La classe industrielle d'Angleterre ne pourvoit pas seulement aux besoins et aux jouissances du peuple anglais, mais d'une grande partie de l'humanité. Son bien-être ou ses misères dépendent donc non seulement de ce qui arrive dans la Grande-Bretagne, mais en quelque façon de tout ce qui se passe sous le soleil. Lorsqu'un habitant des Indes réduit sa dépense et resserre sa consommation, il y a un fabricant anglais qui souffre. L'Angleterre est donc le pays du monde où l'agriculteur est tout à la fois le plus puissamment attiré vers les travaux de l'industrie et s'y trouve le plus exposé aux vicissitudes de la fortune.

Il arrive depuis un siècle chez les Anglais un événement qu'on peut considérer comme un phénomène, si l'on fait attention au spectacle offert par le reste du monde. Depuis cent ans, la propriété foncière se divise sans cesse dans les pays connus ; en Angleterre elle s'agglomère sans cesse. Les terres de moyenne grandeur disparaissent dans les vastes domaines; la grande culture succède à la petite. Il y aurait sur ce sujet à donner des explications qui peut-être ne manqueraient pas de quelque intérêt, mais elles m'écarteraient de mon sujet : le fait me suffit, il est constant. Il en résulte que tandis que l'agriculteur est sollicité par son intérêt de quitter la charrue et d'entrer dans les manufactures, il est, en quelque façon, poussé malgré lui à le faire par l'agglomération de la propriété foncière. Car, proportion gardée, il faut infiniment moins de travailleurs pour cultiver un grand domaine qu'un petit champ. La terre lui manque et l'industrie l'appelle. Ce double mouvement l'entraîne. Sur vingt-cinq millions d'habitants qui peuplent la Grande-Bretagne, il n'y en a plus que neuf millions qui s'occupent à cultiver le sol; quatorze ou près, des deux tiers suivent les chances périlleuses du commerce et de l'industrie ^a.

Le paupérisme a donc dû croître plus vite en Angleterre que dans des pays dont la civilisation eût été égale à celle des Anglais. L'Angleterre ayant une fois admis le principe de la charité légale n'a pu s'en départir. Ainsi la législation anglaise des pauvres ne présente-t-elle, depuis deux cents ans, qu'un long développement des lois d'Élisabeth. Près de deux

^a En France, la classe industrielle ne forme encore que le quart de la population. (Note de Tocqueville)

siècles et demi se sont écoulés depuis que le principe de la charité légale a été pleinement admis chez nos voisins, et l'on peut juger maintenant les conséquences fatales qui ont découlé de l'adoption de ce principe. Examinons-les successivement.

Le pauvre, ayant un droit absolu aux secours de la société, et trouvant en tous lieux une administration publique organisée pour les lui fournir, on vit bientôt renaître et se généraliser dans une contrée protestante les abus que la Réforme avait reprochés avec raison à quelques-uns des pays catholiques. L'homme, comme tous les êtres organisés, a une passion naturelle pour l'oisiveté. Il y a pourtant deux motifs qui le portent au travail : le besoin de vivre, le désir d'améliorer les conditions de l'existence. L'expérience a prouvé que la plupart des hommes ne pouvaient être suffisamment excités au travail que par le premier de ces motifs, et que le second n'était puissant que sur un petit nombre. Or, un établissement charitable, ouvert indistinctement à tous ceux qui sont dans le besoin, ou une loi qui donne à tous les pauvres, quelle que soit l'origine de la pauvreté, un droit au secours du public affaiblit ou détruit le premier stimulant et ne laisse intact que le second. Le paysan anglais comme le paysan espagnol, s'il ne se sent pas le vif désir de rendre meilleure la position dans laquelle il est né et de sortir de sa sphère, désir timide et qui avorte aisément chez la plupart des hommes; le paysan de ces deux contrées, dis-je, n'a point d'intérêt au travail, ou s'il travaille, il n'a point d'intérêt à l'épargne; il reste donc oisif ou dépense inconsidérément le fruit précieux de ses labeurs. Dans l'un et l'autre de ces pays, on arrive par des causes différentes à ce résultat, que c'est la partie la plus généreuse, la plus active, la plus industrieuse de la nation qui consacre ses secours à fournir de quoi vivre à ceux qui ne font rien ou font un mauvais usage de leur travail.

Nous voilà certes bien loin de la belle et séduisante théorie que j'exposais plus haut. Est-il possible d'échapper à ces conséquences funestes d'un bon principe ? Pour moi, j'avoue que je les considère comme inévitables.

Ici l'on m'arrête en disant : vous supposez que, quelle que soit la cause de la misère, la misère sera secourue; vous ajoutez que les secours du public soustrairont les pauvres à l'obligation du travail ; c'est poser en fait ce qui reste douteux. Qui empêche la société, avant d'accorder le secours, de

s'enquérir des causes du besoin ? Pourquoi la condition du travail ne serait-elle pas imposée à l'indigent valide qui s'adresse à la pitié du public ? Je réponds que les lois anglaises ont conçu l'idée de ces palliatifs; mais elles ont échoué, et cela se comprend sans peine.

Il n'y a rien de si difficile à distinguer que les nuances qui séparent un malheur immérité d'une infortune que le vice a produite. Combien de misères sont tout à la fois le résultat de ces deux causes ! Quelle connaissance approfondie du caractère de chaque homme et des circonstances dans lesquelles il a vécu, suppose le jugement d'un pareil point; que de lumières, quel discernement sûr, quelle raison froide et inexorable ! Où trouver le magistrat qui aura la conscience, le temps, le talent, les moyens de se livrer à un pareil examen; qui osera laisser mourir de faim le pauvre parce que celui-ci meurt par sa faute; qui entendra ses cris et raisonnera sur ses vices ! À l'aspect des misères de nos semblables, l'intérêt personnel lui-même se tait; l'intérêt du trésor public en serait-il plus puissant ? Et si l'âme du surveillant des pauvres demeurerait inaccessible à ces émotions, toujours belles, lors même qu'elles égarent, restera-t-elle fermée à la crainte ? Tenant dans ses mains les douleurs ou les joies, la vie ou la mort d'une portion considérable de ses semblables, de la portion la plus désordonnée, la plus turbulente, la plus grossière, ne reculera-t-il pas devant l'exercice de ce terrible pouvoir ? Et si l'on rencontre l'un de ces hommes intrépides, en trouvera-t-on plusieurs ? Cependant de pareilles fonctions ne peuvent être exercées que sur un petit territoire; il faut donc en revêtir un grand nombre de citoyens. Les Anglais ont été obligés de placer des surveillants des pauvres dans chaque commune. Qu'arrive-t-il donc infailliblement de tout ceci ? La misère étant constatée, les causes de la misère restent incertaines : l'une résulte d'un fait patent, l'autre [est] prouvée par un raisonnement toujours contestable; le secours ne pouvant faire qu'un tort éloigné à la société, le refus du secours un mal instantané aux pauvres et au surveillant lui-même, le choix de ce dernier ne sera pas douteux. Les lois auront déclaré que la misère innocente sera seule secourue, la pratique viendra au secours de toutes les misères. Je ferai des raisonnements analogues et également appuyés sur l'expérience quant au second point.

On veut que l'aumône soit le prix du travail. Mais d'abord existe-t-il toujours des travaux publics à faire; sont-ils également répartis sur toute la surface du pays de manière qu'on ne voie jamais dans un district beaucoup de travaux à exécuter et peu de personnes à pourvoir; dans un autre, beaucoup d'indigents à secourir et peu de travaux à exécuter ? Si cette difficulté se présente à toutes les époques, ne devient-elle pas insurmontable lorsque par suite du développement progressif de la civilisation, des progrès de la population, de l'effet de la loi des pauvres elle-même, le nombre des indigents atteint comme en Angleterre le sixième, d'autres disent le quart de la population totale ?

Mais en supposant même qu'il se rencontrât toujours des travaux à exécuter, qui se chargera d'en constater l'urgence, d'en suivre l'exécution, d'en fixer le prix ? Le surveillant. Cet homme, indépendamment des qualités d'un grand magistrat, aura donc les talents, l'activité, les connaissances spéciales d'un bon entrepreneur d'industrie; il trouvera dans le sentiment du devoir, ce que l'intérêt personnel lui-même serait peut-être impuissant à créer : le courage de contraindre à des efforts productifs et continus la portion la plus inactive et la plus vicieuse de la population. Serait-il sage de s'en flatter ? Est-il raisonnable de le croire ? Sollicité par les besoins du pauvre, le surveillant imposera un travail fictif, ou même, comme cela se pratique presque toujours en Angleterre, donnera le salaire sans exiger le travail. Il faut que les lois soient faites pour les hommes et non en vue d'une perfection idéale que la nature humaine ne comporte pas, ou dont elle ne présente que de loin en loin des modèles.

Toute mesure qui fonde la charité légale sur une base permanente et qui lui donne une forme administrative, crée donc une classe oisive et paresseuse, vivant aux dépens de la classe industrielle et travaillante. C'est là, sinon son résultat immédiat, du moins sa conséquence inévitable. Elle reproduit tous les vices du système monacal, moins les hautes idées de moralité et de religion qui souvent venaient s'y joindre. Une pareille loi est un germe empoisonné, déposé au sein de la législation ; les circonstances, comme en Amérique, peuvent empêcher le germe de prendre des développements rapides, mais non le détruire; et si la génération actuelle échappe à son influence, il dévorera le bien-être des générations à venir.

Si vous étudiez de près l'état des populations chez lesquelles une pareille législation est depuis longtemps en vigueur, vous découvrirez sans peine que les effets n'agissent pas d'une manière moins fâcheuse sur la moralité que sur la prospérité publique, et qu'elle déprave les hommes plus encore qu'elle ne les appauvrit.

Il n'y a rien qui, en général, élève et soutienne plus haut l'esprit humain que l'idée des droits. On trouve dans l'idée du droit quelque chose de grand et de viril qui ôte à la demande son caractère suppliant, et place celui qui réclame sur le même niveau que celui qui accorde. Mais le droit qu'a le pauvre d'obtenir les secours de la société a cela de particulier, qu'au lieu d'élever le cœur de l'homme qui l'exerce il l'abaisse. Dans les pays où la législation n'ouvre pas un pareil recours, le pauvre, en s'adressant à la charité individuelle, reconnaît, il est vrai, son état d'infériorité, par rapport au reste de ses semblables; mais il le reconnaît en secret et pour un temps; du moment où un indigent est inscrit sur la liste des pauvres de sa paroisse, il peut, sans doute, réclamer avec assurance des secours, mais qu'est-ce que l'obtention de ce droit, sinon la manifestation authentique de la misère, de la faiblesse, de l'inconduite de celui qui en est revêtu ? Les droits ordinaires sont conférés aux hommes en raison de quelque avantage personnel acquis par eux sur leur semblable. Celui-ci est accordé en raison d'une infériorité reconnue. Les premiers mettent cet avantage en relief et le constatent; le second place en lumière cette infériorité et la légalise.

Plus les uns sont grands et assurés, plus ils honorent; plus l'autre est permanent et étendu, plus il dégrade.

Le pauvre qui réclame l'aumône au nom de la loi est donc dans une position plus humiliante encore que l'indigent qui la demande à la pitié de ses semblables au nom de celui qui voit d'un même œil et qui soumet à d'égales lois le pauvre et le riche.

Mais ce n'est pas tout encore; (...) la charité légale (...) laisse substituer l'aumône, mais elle lui ôte sa moralité. Le riche, que la loi dépouille d'une partie de son superflu, sans le consulter, ne voit dans le pauvre qu'un avide étranger appelé par le législateur au partage de ses biens. Le pauvre, de son côté, ne sent aucune gratitude pour un bienfait qu'on ne peut lui re-

fuser et qui ne saurait d'ailleurs le satisfaire; car l'aumône publique, qui assure la vie, ne la rend pas plus heureuse et plus aisée que ne le ferait l'aumône individuelle; la charité légale n'empêche donc point qu'il n'y ait dans la société des pauvres et des riches, que les uns ne jettent auteur d'eux des regards pleins de haine et de crainte, que les autres ne songent à leurs maux avec désespoir et avec envie. Loin de tendre à unir dans un même peuple ces deux nations rivales qui existent depuis le commencement du monde et qu'on appelle les riches et les pauvres, elle brise le seul lien qui pouvait s'établir entre elles, elle les range chacune sous sa bannière, elle les compte, et les mettant en présence, elle les dispose au combat.

J'ai dit que le résultat inévitable de la charité légale était de maintenir dans l'oisiveté le plus grand nombre de pauvres et d'entretenir leurs loisirs aux dépens de ceux qui travaillent.

Si l'oisiveté dans la richesse, l'oisiveté héréditaire, achetée par des services ou des travaux, l'oisiveté entourée de la considération publique, accompagnée du contentement d'esprit, intéressée par les plaisirs de l'intelligence, moralisée par l'exercice de la pensée; si cette oisiveté, dis-je, a été la mère de tant de vices, que sera-ce d'une oisiveté dégradée, acquise par la lâcheté, méritée par l'inconduite, dont on jouit au milieu de l'ignominie et qui ne devient supportable qu'à mesure que l'âme de celui qui la souffre achève de se corrompre et de se dégrader ?

Qu'espérer d'un homme dont la position ne peut s'améliorer, car il a perdu la considération de ses semblables, qui est la condition première de tous les progrès; dont la fortune ne saurait devenir pire, car, s'étant réduit à la satisfaction des plus pressants besoins, il est assuré qu'ils seront toujours satisfaits ? Quelle action reste-t-il à la conscience et à l'activité humaine dans un être ainsi borné de toutes parts, qui vit sans espoir et sans crainte, parce qu'il connaît l'avenir, comme fait l'animal, parce qu'il ignore les inconstances de la destinée, concentré ainsi que lui dans le présent et dans ce que le présent peut offrir de jouissances ignobles et passagères à une nature abrutie ?

Lisez tous les livres écrits en Angleterre sur le paupérisme ; étudiez les enquêtes ordonnées par le parlement britannique ; parcourez les discus-

sions qui ont eu lieu à la chambre des lords et à celle des communes sur cette difficile question; une seule plainte retentira à vos oreilles : on déplore l'état de dégradation où sont tombées les classes inférieures de ce grand peuple ! Le nombre des enfants naturels augmente sans cesse ; celui des criminels s'accroît rapidement ; la population indigente se développe outre mesure ; l'esprit de prévoyance et d'épargne se montre de plus en plus étranger au pauvre; tandis que dans le reste de la nation les lumières se répandent, les mœurs s'adoucissent, les goûts deviennent plus délicats, les habitudes plus polies, lui, reste immobile, ou plutôt il rétrograde; on dirait qu'il recule vers la barbarie, et placé au milieu des merveilles de la civilisation, il semble se rapprocher par ses idées et par ses penchants de l'homme sauvage.

La charité légale n'exerce pas une moins funeste influence sur la liberté du pauvre que sur sa moralité. Ceci se démontre aisément : du moment où l'on fait aux communes un devoir strict de secourir les indigents, il s'ensuit immédiatement et forcément cette conséquence que les communes ne doivent de secours qu'aux pauvres qui sont domiciliés sur leur territoire; c'est le seul moyen équitable d'égaliser la charge publique qui résulte de la loi, et de la proportionner aux moyens de ceux qui doivent la supporter. Or, comme dans un pays où la charité publique est organisée, la charité individuelle est à peu près inconnue, il en résulte que celui que des malheurs ou des vices rendent incapable de gagner sa vie, est condamné, sous peine de mort, à ne pas quitter le lieu où il est né. S'il s'en éloigne, il ne marche qu'en pays ennemi ; l'intérêt individuel des communes, bien autrement puissant et bien plus actif que ne saurait l'être la police nationale la mieux organisée, dénonce son arrivée, épie ses démarches, et s'il veut se fixer dans un nouveau séjour, le désigne à la force publique qui le ramène au lieu du départ. Par leur législation sur les pauvres, les Anglais ont immobilisé un sixième de leur population. Ils l'ont attaché à la terre comme l'étaient les paysans du Moyen Âge. La glèbe forçait l'homme à rester malgré sa volonté dans le lieu de sa naissance; la charité légale l'empêche de vouloir s'en éloigner. Je ne vois que cette différence entre les deux systèmes. Les Anglais ont été plus loin, et ils ont tiré du principe de la bienfaisance publique des conséquences plus funestes encore et auxquelles je

pense qu'il était permis d'échapper. Les communes anglaises sont tellement préoccupées de la crainte qu'un indigent ne vienne à tomber à leur charge et n'obtienne un domicile dans leur sein, que quand un étranger dont l'extérieur n'annonce pas l'opulence s'établit momentanément au milieu d'elles, ou lorsqu'un malheur inattendu vient à le frapper, l'autorité municipale se hâte de lui faire demander caution contre sa misère à venir, et si l'étranger ne peut fournir cette caution, il faut qu'il s'éloigne.

Ainsi, la charité légale n'a pas seulement ravi la liberté locomotive aux pauvres d'Angleterre, mais à tous ceux que la pauvreté menace. Je ne saurais, je pense, mieux compléter ce triste tableau qu'en transcrivant ici le morceau suivant et que je trouve dans mes notes sur l'Angleterre.

Je parcourais en 1833 la Grande-Bretagne, d'autres étaient frappés de la prospérité intérieure du pays ; moi, je songeais à l'inquiétude secrète qui travaillait visiblement l'esprit de tous ses habitants. Je pensais que de grandes misères devaient se cacher sous ce manteau brillant que l'Europe admire. Cette idée me porta à examiner avec une attention toute particulière le paupérisme, cette plaie hideuse et immense qui est attachée à un corps plein de force et de santé.

J'habitais alors la maison d'un grand propriétaire du sud de l'Angleterre ⁷⁰; c'était le temps où les juges de paix se réunissent pour prononcer sur les réclamations que font entendre les pauvres contre leurs communes ou les communes contre les pauvres. Mon hôte était juge de paix, et je le suivais régulièrement au tribunal. Je trouve dans mes notes de voyage cette peinture de la première audience à laquelle j'assistai : elle résume en quelques mots et met en relief tout ce qui précède. Je transcris avec une extrême exactitude afin de laisser au tableau le simple cachet de la vérité.

« Le premier individu qui se présente devant les juges de paix est un vieillard, sa figure est franche et vermeille, il est coiffé d'une perruque et couvert d'un excellent habit noir, il a tout l'air d'un rentier, il s'approche pourtant de la barre et réclame avec emportement contre l'injustice des

⁷⁰ Il s'agit de Lord Radnor qui a reçu Tocqueville quelques jours en septembre 1833 dans sa demeure (Longford Castle).

administrateurs de sa commune. Cet homme est un pauvre, et l'on vient de diminuer injustement la part qu'il recevait dans la charité publique. On remet la cause pour entendre les administrateurs de la commune.

« Après ce frais et pétulant vieillard, paraît une jeune femme enceinte, dont les vêtements annoncent une pauvreté récente et qui porte sur ses traits flétris l'empreinte des douleurs. Elle expose que son mari est parti il y a quelques jours pour un voyage de mer, que depuis lors elle n'a reçu de lui ni nouvelles ni secours, elle réclame l'aumône publique, mais l'administrateur des pauvres hésite à la lui accorder. Le beau-père de cette femme est un marchand aisé, il habite la ville même où le tribunal tient ses séances, et on espère aussi qu'il voudra bien, dans l'absence de son fils, se charger de l'entretien de sa belle-fille : les juges de paix font venir cet homme; mais il refuse de remplir les devoirs que la nature lui impose et que la loi ne lui commande pas. Les magistrats insistent ; ils cherchent à faire naître le remords ou la compassion dans l'âme égoïste de cet homme, leurs efforts échouent, et la commune est condamnée à payer le secours qu'on réclame.

« Après cette pauvre femme abandonnée, viennent cinq ou six hommes grands et vigoureux. Ils sont dans la force de la jeunesse, leur démarche est ferme et presque insultante. Ils se plaignent des administrateurs de leurs villages qui refusent de leur donner du travail, ou, à défaut de travail, un secours.

« Les administrateurs répliquent que la commune n'a en ce moment aucuns travaux à exécuter; et quant au secours gratuit, il n'est pas dû, disent-ils, parce que les demandeurs trouveraient facilement un emploi de leur industrie chez les particuliers s'ils le voulaient.

« Lord X ⁷¹ avec lequel j'étais venu me dit : vous venez de voir dans un cadre étroit une partie des nombreux abus que produit la loi des pauvres. Ce vieillard, qui s'est présenté le premier, a très probablement de quoi vivre, mais il pense qu'il a le droit d'exiger qu'on l'entretienne dans l'aisance, et il ne rougit pas de réclamer la charité publique, qui a perdu aux yeux du peuple son caractère pénible et humiliant. Cette jeune femme,

⁷¹ Lord Radnor.

qui paraît honnête et malheureuse, serait certainement secourue par son beau-père si la loi des pauvres n'existait pas, mais l'intérêt fait taire chez ce dernier le cri de la honte, et il se décharge sur le public d'une dette qu'il devrait seul acquitter. Quant à ces jeunes gens qui se sont présentés les derniers, je les connais, ils habitent mon village; ce sont de très dangereux citoyens, et de fait, mauvais sujets; ils dissipent en peu d'instant dans les cabarets l'argent qu'ils gagnent parce qu'ils savent que l'État viendra à leur secours; ainsi, vous voyez qu'à la première gêne, causée par leur faute, ils s'adressent à nous.

« L'audience continua. Une jeune femme se présente à la barre, le surveillant des pauvres de sa commune la suit, un enfant l'accompagne; elle s'approche sans donner le moindre signe d'hésitation, la pudeur ne fait pas même incliner son regard. Le surveillant l'accuse d'avoir eu, en commerce illégitime, l'enfant qu'elle porte dans ses bras.

« Elle en convient sans peine. Comme elle est indigente et que l'enfant naturel, si le père restait inconnu, tomberait, avec sa mère, à la charge de la commune, le surveillant la somme de nommer le père; le tribunal lui fait prêter serment. Elle désigne un paysan du voisinage. Celui-ci, qui est présent à l'audience, reconnaît très complaisamment l'exactitude du fait, et les juges de paix le condamnent à entretenir l'enfant. Le père [et] la mère se retirent sans que cet incident cause la moindre émotion dans l'assemblée accoutumée à de semblables spectacles.

« Après cette jeune femme s'en présente une autre. Celle-ci vient volontairement; elle aborde les magistrats avec la même insouciance effrontée qu'a montrée la première. Elle se déclare enceinte et nomme le père de l'enfant qui doit naître; cet homme est absent. Le tribunal remet à un autre jour pour le faire citer.

« Lord X me dit : voici encore de funestes effets produits par les mêmes lois. La conséquence la plus directe de la législation sur les pauvres est de mettre à la charge du public l'entretien des enfants abandonnés qui sont les plus nécessiteux de tous les indigents. De là est né le désir de décharger les communes de l'entretien des enfants naturels que leurs parents seraient en état de nourrir. De là aussi cette recherche de la paternité pro-

voquée par les communes et dont la preuve est délaissée à la femme. Car quel autre genre de preuve peut-on se flatter d'obtenir en pareille matière ? En obligeant les communes à se charger des enfants naturels et en leur permettant de rechercher la paternité, afin d'alléger ce poids accablant, nous avons facilité autant qu'il était en nous l'inconduite des femmes dans les basses classes. La grossesse illégitime doit presque toujours améliorer leur situation matérielle. Si le père de l'enfant est riche, elles peuvent se décharger sur lui du soin d'élever le fruit de leurs communes erreurs; s'il est pauvre, elles confient ce soin à la société : les secours qu'on leur accorde de part ou d'autre dépassent presque toujours les besoins du nouveau-né. Elles s'enrichissent donc par leurs vices mêmes, et il arrive souvent que la fille qui a été plusieurs fois mère fait un mariage plus avantageux que la jeune vierge qui n'a que ses vertus à offrir. La première a trouvé une sorte de dot dans son infamie. »

Je répète que je n'ai rien voulu changer à ce passage de mon journal; je l'ai reproduit dans les mêmes termes, parce qu'il m'a semblé qu'il rendait avec simplicité et vérité les impressions que je voudrais faire partager au lecteur.

Depuis mon voyage en Angleterre la loi des pauvres a été modifiée. Beaucoup d'Anglais se flattent que ces changements exerceront une grande influence sur le sort des indigents, sur leur moralité, sur leur nombre. Je voudrais pouvoir partager ces espérances, mais je ne saurais le faire. Les Anglais de nos jours ont consacré de nouveau dans la nouvelle loi le principe admis il y a deux cent cinquante ans par Élisabeth. Comme cette princesse, ils ont imposé à la société l'obligation de secourir le pauvre. C'en est assez; tous les abus que j'ai essayé de décrire sont renfermés dans le premier principe comme le plus grand chêne dans le gland qu'un enfant peut cacher dans sa main. Il ne lui faut que du temps pour se développer et pour croître. Vouloir établir une loi qui vienne d'une manière régulière permanente, uniforme au secours des indigents, sans que le nombre des indigents augmente, sans que leur paresse croisse avec leurs besoins, leur oisiveté avec leurs vices, c'est planter le gland et s'étonner qu'il en paraisse une tige, puis des fleurs, plus tard des feuilles, enfin des fruits qui se répandant au loin feront sortir un jour une verte forêt des entrailles de la terre.

Je suis certes bien loin de vouloir faire ici le procès à la bienfaisance qui est tout à la fois la plus naturelle, la plus belle et la plus sainte des vertus. Mais je pense qu'il n'est pas de principe si bon dont on ne puisse admettre comme bonnes toutes les conséquences. Je crois que la bienfaisance doit être une vertu mâle et raisonnée, non un goût faible et irréfléchi; qu'il ne faut pas faire le bien qui plaît le plus à celui qui donne, mais le plus véritablement utile à celui qui reçoit ; non pas celui qui soulage le plus complètement les misères de quelques-uns, mais celui qui sert au bien-être du plus grand nombre. Je ne saurais calculer la bienfaisance que de cette manière; comprise dans un autre sens, elle est encore un instinct sublime, mais elle ne mérite plus à mes yeux le nom de vertu. (...)

Je reconnais non seulement l'utilité mais la nécessité d'une charité publique appliquée à des maux inévitables, tels que la faiblesse de l'enfance, la caducité de la vieillesse, la maladie, la folie ; j'admets encore son utilité momentanée dans ces temps de calamités publiques qui de loin en loin échappent des mains de Dieu, et viennent annoncer aux nations sa colère. L'aumône de l'État est alors aussi instantanée, aussi imprévue, aussi passagère que le mai lui-même.

J'entends encore la charité publique, ouvrant des écoles aux enfants des pauvres et fournissant gratuitement à l'intelligence les moyens d'acquiescer par le travail les biens du corps.

Mais je suis profondément convaincu que tout système régulier, permanent, administratif, dont le but sera de pourvoir aux besoins du pauvre, fera naître plus de misères qu'il n'en peut guérir, dépravera la population qu'il veut secourir et consoler, réduira avec le temps les riches à n'être que les fermiers des pauvres, tarira les sources de l'épargne, arrêtera l'accumulation des capitaux, comprimera l'essor du commerce, engourdira l'activité et l'industrie humaines et finira par amener une révolution violente dans l'État, lorsque le nombre de ceux qui reçoivent l'aumône sera devenu presque aussi grand que le nombre de ceux qui la donnent et que l'indigent ne pouvant plus tirer des riches appauvris de quoi pourvoir à ses besoins trouvera plus facile de les dépouiller tout à coup de leurs biens que de demander leurs secours.

Résumons en peu de mots tout ce qui précède.

La marche progressive de la civilisation moderne augmente graduellement, et dans une proportion plus ou moins rapide, le nombre de ceux qui sont portés à recourir à la charité.

Quel remède apporter à de pareils maux ?

L'aumône légale se présente d'abord à l'esprit ; l'aumône légale sous toutes ses formes, tantôt gratuite, tantôt cachée sous la forme d'un salaire, tantôt accidentelle et passagère dans certains temps, tantôt régulière et permanente dans d'autres. Mais un examen approfondi ne tarde pas à démontrer que ce remède qui semble tout à la fois si naturel et si efficace, est d'un emploi très dangereux; qu'il n'apporte qu'un soulagement trompeur et momentané aux douleurs individuelles, et qu'il envenime les plaies de la société, quelle que soit la manière dont on l'emploie ⁷². »

B – Le refus de l'inscription du droit au travail dans la Constitution de 1848

[Retour à la table des matières](#)

Le 27 janvier 1848, avant tous les autres députés, Tocqueville annonce qu'un nouveau vent révolutionnaire allait se lever sur le pays. Il fait preuve de cette formidable intuition politique dans un discours prononcé, d'un ton grave, à la chambre des députés :

« On dit qu'il n'y a point de péril, parce qu'il n'y a pas d'émeute; on dit que, comme il n'y a point de désordre matériel à la surface de la société, les révolutions sont loin de nous.

Messieurs, permettez-moi de vous dire que je crois que vous vous trompez. Sans doute, le désordre n'est pas dans les faits, mais il est entré bien profondément dans les esprits. Regardez ce qui se passe au sein de ces classes ouvrières qui, aujourd'hui, je le reconnais, sont tranquilles. Il

⁷² O. C., XVI, p. 126-138.

est vrai qu'elles ne sont pas tourmentées par les passions politiques proprement dites, au même degré où elles en ont été tourmentées jadis; mais ne voyez-vous pas que leurs passions, de politiques, sont devenues sociales ?

Ne voyez-vous pas qu'il se répand peu à peu dans leur sein des opinions, des idées, qui ne vont point seulement à renverser telles lois, tel ministère, tel gouvernement même, mais la société, à l'ébranler sur les bases lesquelles elle repose aujourd'hui ? N'écoutez-vous pas ce qui se dit tous les jours dans leur sein ? N'entendez-vous pas qu'on y répète sans cesse que tout ce qui se trouve au-dessus d'elles est incapable et indigne de les gouverner; que la division des biens faite jusqu'à présent dans le monde est injuste; que la propriété repose sur des bases qui ne sont pas les bases équitables ? Et ne croyez-vous pas que, quand de telles opinions prennent racine, elles se répandent d'une manière presque générale, elles descendent profondément dans les masses, elles doivent amener tôt ou tard, je ne sais pas quand, je ne sais comment, mais elles doivent amener tôt ou tard les révolutions les plus redoutables ?

Telle est, messieurs, ma conviction profonde ; que nous nous endormons à l'heure qu'il est sur un volcan (Réclamations), j'en suis profondément convaincu (Mouvements divers.)⁷³. »

Moins d'un mois plus tard, les faits donnent raison à Tocqueville ! En lisant Owen, Fourier et surtout Louis Blanc, il avait compris que les idées socialistes réussiraient très facilement à séduire les masses laborieuses. En février 1848, suivant la théorie développée par Louis Blanc dans *L'Organisation du travail* (1840), les ouvriers ont pour principale revendication que leur soit accordé un droit au travail. L'expérience ratée des ateliers nationaux⁷⁴, qui s'achève dans

⁷³ O. C., III, 2, p. 750-751.

⁷⁴ Le décret du 26 février 1848 avait instauré le « droit au travail ». Suivant l'idée des ateliers sociaux proposé par Louis Blanc, des ateliers nationaux sont alors créés afin de résoudre la question sociale. Des chantiers sont mis en place, à Paris et dans quelques villes de province, pour accueillir des ouvriers au chômage. Très rapidement, le travail vient à manquer pour des ouvriers tou-

un bain de sang, finit de convaincre Tocqueville du danger d'inscrire le droit au travail dans la Constitution qui doit fonder la Seconde République. Son discours du 12 septembre 1848 affirme avec une grande détermination cette position : à la lumière des « faits récents », il faut empêcher l'État de devenir entrepreneur. Ce discours est également l'occasion d'une attaque très violente à l'égard des doctrines socialistes accusées d'être matérialistes, de vouloir s'en prendre au droit de propriété et d'être liberticides ! Dès lors, on comprend pourquoi Tocqueville cherche à démontrer que la Révolution de 1848 n'est pas et ne doit surtout pas devenir socialiste :

« Vous n'attendez pas de moi, si je ne me trompe, que je réponde à la dernière partie du discours que vous venez d'entendre. Elle contient l'énonciation d'un système complet et compliqué auquel je n'ai pas mission d'opposer un autre système ⁷⁵.

Mon but, dans ce moment, est uniquement de discuter l'amendement en faveur duquel, ou plutôt à propos duquel l'orateur précédent vient de parler ⁷⁶.

Quel est cet amendement ? Quelle est sa portée ? Quelle est sa tendance, suivant moi fatale ? C'est cela que j'ai à examiner.

Un mot d'abord sur le travail de la Commission.

La Commission, comme vous l'a dit le précédent orateur, a eu, en effet, deux rédactions, mais au fond elle n'a eu et ne continue à avoir qu'une seule pensée. Elle avait d'abord eu une première formule. Les paroles qui ont été prononcées à cette tribune et ailleurs, et mieux que les paroles, les faits lui ont démontré que cette formule était une expression incomplète et

jours plus nombreux à vouloir être embauchés. C'est l'annonce d'un futur licenciement massif qui (re) met le feu aux poudres...

⁷⁵ Tocqueville prenait la parole après le représentant Pelletier qui venait de présenter un système complexe à l'aide duquel l'État pourrait subventionner le travail ouvrier.

⁷⁶ Tocqueville souhaite s'opposer à l'amendement proposé la veille par le député Mathieu (de la Drôme) : « La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion et sa propriété. Elle reconnaît le droit de tout les citoyens à l'instruction, au travail et à l'assistance. »

dangereuse de sa pensée; elle y a renoncé, non pas à la pensée, mais à la forme.

Cette formule est reprise. C'est en face d'elle que nous nous trouvons en ce moment placés.

On met les deux rédactions en présence; soit. Comparons l'une à l'autre à la lumière nouvelle des faits :

Par sa dernière rédaction, la Commission se borne à imposer à la société le devoir de venir en aide, soit par le travail, soit par le secours proprement dit et dans les mesures de ses ressources, à toutes les misères ; en disant cela, la commission a voulu, sans doute, imposer à l'Etat un devoir plus étendu, plus sacré que celui qu'il s'était imposé jusqu'à présent; mais elle n'a pas voulu faire une chose absolument nouvelle : elle a voulu accroître, consacrer, régulariser la charité publique, elle n'a pas voulu faire autre chose que la charité publique. L'amendement, au contraire, fait autre chose, et bien plus ; l'amendement, avec le sens que les paroles qui ont été prononcées et surtout les faits récents lui donnent, l'amendement qui accorde à chaque homme en particulier le droit général, absolu, irrésistible, au travail, cet amendement mène nécessairement à l'une de ces conséquences : ou l'Etat entreprendra de donner à tous les travailleurs qui se présenteront à lui l'emploi qui leur manque, et alors il est entraîné peu à peu à se faire industriel ; et comme il est l'entrepreneur d'industrie qu'on rencontre partout, le seul qui ne puisse refuser le travail, et celui qui d'ordinaire impose la moindre tâche, il est invinciblement conduit à se faire le principal, et bientôt, en quelque sorte, l'unique entrepreneur de l'industrie. Une fois arrivé là, l'impôt n'est plus le moyen de faire fonctionner la machine du gouvernement, mais le grand moyen d'alimenter l'industrie. Accumulant ainsi dans ses mains tous les capitaux des particuliers, l'Etat devient enfin le propriétaire unique de toutes choses. Or, cela c'est le communisme. (Sensation.)

Si, au contraire, l'État veut échapper à la nécessité fatale dont je viens de parler, s'il veut, non plus par lui-même et par ses propres ressources, donner du travail à tous les ouvriers qui se présentent, mais veiller à ce qu'ils en trouvent toujours chez les particuliers, il est entraîné fatalement à

tenter cette réglementation de l'industrie qu'adoptait, si je ne me trompe, dans son système, l'honorable préopinant. Il est obligé de faire en sorte qu'il n'y ait pas de chômage ; cela le mène forcément à distribuer les travailleurs de manière à ce qu'ils ne se fassent pas concurrence, à régler les salaires, tantôt à modérer la production, tantôt à l'accélérer, en un mot, à le faire le grand et unique organisateur du travail. (Mouvement.)

Ainsi, bien qu'au premier abord la rédaction de la Commission et celle de l'amendement semblent se toucher, ces deux rédactions mènent à des résultats très-contraires; ce sont comme deux routes qui, partant d'abord du même point, finissent par être séparées par un espace immense : l'une aboutit à une extension de la charité publique ; au bout de l'autre, qu'aperçoit-on ? Le socialisme. (Marques d'assentiment.)

Ne nous le dissimulons pas, on ne gagne rien à ajourner des discussions dont le principe existe au fond même de la société, et qui, tôt ou tard, apparaissent d'une manière ou d'une autre, tantôt par des paroles et tantôt par des actes, à la surface. Ce dont il s'agit aujourd'hui, ce qui se trouve à l'insu peut-être de son auteur, mais ce que je vois du moins pour mon compte, avec la clarté du jour qui m'éclaire, au fond de l'amendement de l'honorable M. Mathieu, c'est le socialisme... (Sensation prolongée. Murmures à gauche.)

Oui, messieurs, il faut que tôt ou tard cette question du socialisme, que tout le monde redoute et que personne, jusqu'à présent, n'ose traiter, arrive enfin à cette tribune; il faut que cette Assemblée la tranche, il faut que nous déchargions le pays du poids que cette pensée du socialisme fait peser, pour ainsi dite, sur sa poitrine; il faut que, à propos de cet amendement, et c'est principalement pour cela, je le confesse, que je suis monté à cette tribune, la question du socialisme soit tranchée; il faut qu'on sache, que l'Assemblée nationale sache, que la France tout entière sache si la révolution de Février est ou non une révolution socialiste. (Très-bien !)

On le dit, on le répète ; combien de fois, derrière les barricades de juin, n'ai-je point entendu sortir ce cri : Vive la république démocratique et sociale ? Qu'entend-on par ces mots ? Il s'agit de le savoir; il s'agit surtout que l'Assemblée nationale le dise. (Agitation à gauche.)

L'Assemblée peut croire que mon intention n'est pas d'examiner devant elle les différents systèmes qui, tous, peuvent être compris sous ce même mot, le socialisme. Je veux seulement tâcher de reconnaître, en peu de mots, quels sont les traits caractéristiques qui se retrouvent dans tous ces systèmes et voir si c'est cette chose qui porte cette physionomie et ces traits que la révolution de Février a voulue.

Si je ne me trompe, messieurs, le premier trait caractéristique de tous les systèmes qui portent le nom de socialisme, est un appel énergique, continu, immodéré, aux passions matérielles de l'homme. (Marques d'approbation.)

C'est ainsi que les uns ont dit « qu'il s'agissait de réhabiliter la chair ; » que les autres ont dit « qu'il fallait que le travail, même le plus dur, ne fat pas seulement utile, mais agréable » ; que d'autres ont dit qu'il fallait « que les hommes fussent rétribués, non pas en proportion de leur mérite, mais en proportion de leurs besoins » ; et enfin, que le dernier des socialistes dont je veuille parler est venu vous dire ici que le but du système socialiste et, suivant lui, le but de la révolution de Février, avait été de procurer à tout le monde une consommation illimitée.

J'ai donc raison de dire, messieurs, que le trait caractéristique et général de toutes les écoles socialistes est un appel énergique et continu aux passions matérielles de l'homme.

Il y en a un second, c'est une attaque tantôt directe, tantôt indirecte, mais toujours continue, aux principes même de la propriété individuelle. Depuis le premier socialiste qui disait, il y a cinquante ans, que la propriété était l'origine de tous les maux de ce monde, jusqu'à ce socialiste que nous avons entendu à cette tribune et qui, moins charitable que le premier, passant de la propriété au propriétaire, nous disait que la propriété était un vol, tous les socialistes, tous, j'ose le dire, attaquent d'une manière ou directe ou indirecte la propriété individuelle. (C'est vrai ! C'est vrai !) Je ne prétends pas dire que tous l'attaquent de cette manière franche, et, permettez-moi de le dire, un peu brutale, qu'a adoptée un de nos collègues ; mais je dis que tous, par des moyens plus ou moins détournés, s'ils ne la détruisent pas, la transforment, la diminuent, la gênent, la limitent, et en font au-

tre chose que la propriété individuelle que nous connaissons et qu'on connaît depuis le commencement du monde. (Marques très-vives d'assentiment.)

Voici le troisième et dernier trait, celui qui caractérise surtout à mes yeux les socialistes de toutes les couleurs, de toutes les écoles, c'est une défiance profonde de la liberté, de la raison humaine; c'est un profond mépris pour l'individu pris en lui-même, à l'état d'homme; ce qui les caractérise tous, c'est une tentative continue, variée, incessante, pour mutiler, pour écourter, pour gêner la liberté humaine de toutes les manières; c'est l'idée que l'Etat ne doit pas seulement être le directeur de la société, mais doit être, pour ainsi dire, le maître de chaque homme; que dis-je ! Son maître, son précepteur, son pédagogue (Très-bien !) ; que, de peur de le laisser faillir, il doit se placer sans cesse à côté de lui, au-dessus de lui, autour de lui, pour le guider, le garantir, le maintenir, le retenir; en un mot, c'est la confiscation, comme je le disais tout à l'heure, dans un degré plus ou moins grand, de la liberté humaine (Nouvelles marques d'assentiment); à ce point que, si, en définitive, j'avais à trouver une formule générale pour exprimer ce que m'apparaît le socialisme dans son ensemble, je dirais que c'est une nouvelle formule de la servitude. (Très-vive approbation.)

Vous voyez, messieurs, que je ne suis pas entré dans le détail des systèmes ; j'ai peint le socialisme par ses traits principaux, ils suffisent pour le faire reconnaître; partout où vous les verrez, soyez sûrs que le socialisme est là, et partout où vous verrez le socialisme, soyez sûrs que ces traits se retrouvent.

Eh bien ! Messieurs, qu'est-ce que tout cela ? Est-ce, comme on l'a prétendu tant de fois, la continuation, le complément légitime, le perfectionnement de la révolution française ? Est-ce, comme on l'a dit tant de fois, le complément, le développement naturel de la démocratie ? Non, messieurs, ce n'est ni l'un ni l'autre ; rappelez-vous, messieurs, la révolution française ; remontez à cette origine terrible et glorieuse de notre histoire moderne. Est-ce donc en parlant, comme le prétendait hier un orateur, aux sentiments matériels, aux besoins matériels de l'homme, que la révolution française a fait les grandes choses qui l'ont illustrée dans le monde ?

Croyez-vous donc que c'est en parlant de salaire, de bien-être, de consommation illimitée, de satisfaction sans bornes des besoins physiques.

LE CITOYEN MATHIEU (de la Drôme) : Je n'ai rien dit de semblable.

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : Croyez-vous que ce soit en parlant de telles choses qu'elle a pu éveiller, qu'elle a animé, qu'elle a mis sur pied, poussé aux frontières, jeté au milieu des hasards de la guerre, mis en face de la mort une génération tout entière ? Non, messieurs, non ; c'est en parlant de choses plus hautes et plus belles, c'est en parlant de l'amour de la patrie, de l'honneur de la patrie ; c'est en parlant de vertu, de générosité, de désintéressement, de gloire, qu'elle a fait ces grandes choses ; car, après tout, messieurs, soyez-en certains, il n'y a qu'un secret pour faire faire de grandes choses aux hommes : c'est de faire appel aux grands sentiments. (Très-bien ! Très-bien !)

Et la propriété, messieurs, la propriété ! Sans doute la révolution française a fait une guerre énergique, cruelle, à un certain nombre de propriétaires ; mais, quant au principe même de la propriété individuelle, elle l'a toujours respecté, honoré ; elle l'a placé dans ses constitutions au premier rang. Aucun peuple ne l'a plus magnifiquement traité ; elle l'a gravé sur le frontispice même de ses lois.

La révolution française a fait plus ; non-seulement elle a consacré la propriété individuelle, mais elle l'a répandue ; elle y a fait participer un plus grand nombre de citoyens. (Exclamations diverses. C'est ce que nous demandons !)

Et c'est grâce à cela, messieurs, qu'aujourd'hui nous n'avons pas à craindre les conséquences funestes des doctrines que les socialistes viennent répandre dans le pays, et jusque dans cette enceinte ; c'est parce que la révolution française a peuplé ce pays de France de dix millions de propriétaires, qu'on peut, sans danger, laisser vos doctrines se produire à la tribune ; elles peuvent sans doute désoler la société, mais, grâce à la révolution française, elles ne prévaudront pas contre elle et ne la détruiront pas. (Très-bien !)

Et enfin, messieurs, quant à la liberté, il y a une chose qui me frappe, c'est que l'ancien régime, qui sans doute, sur beaucoup de points, il faut le reconnaître, était d'une autre opinion que les socialistes, avait cependant, en matière politique, des idées moins éloignées d'eux qu'on ne pourrait le croire. Il était bien plus près d'eux, à tout prendre, que nous. L'ancien régime, en effet, professait cette opinion, que la sagesse seule est dans l'Etat, que les sujets sont des êtres infirmes et faibles qu'il faut toujours tenir par la main, de peur qu'ils ne tombent ou ne se blessent; qu'il est bon de gêner, de contrarier, de comprimer sans cesse les libertés individuelles; qu'il est nécessaire de réglementer l'industrie, d'assurer la bonté des produits, d'empêcher la libre concurrence. L'ancien régime pensait, sur ce point, précisément comme les socialistes d'aujourd'hui. Et qu'est-ce qui a pensé autrement, je vous prie ? La révolution française.

Messieurs, qu'est-ce qui a brisé toutes ces entraves qui de tous côtés arrêtaient le libre mouvement des personnes, des biens, des idées ? Qu'est-ce qui a restitué à l'homme sa grandeur individuelle, qui est sa vraie grandeur, qui ? La révolution française elle-même. (Approbation et rumeurs.) C'est la révolution française qui a aboli toutes ces entraves, qui a brisé toutes ces chaînes que vous voudriez sous un autre nom rétablir, et ce ne sont pas seulement les membres de cette assemblée immortelle, l'Assemblée constituante, de cette assemblée qui a fondé la liberté, non-seulement en France, mais dans le monde ; ce ne sont pas seulement les membres de cette illustre assemblée, qui ont repoussé ces doctrines de l'ancien régime, ce sont encore les hommes éminents de toutes les assemblées qui l'ont suivie : c'est le représentant même de la dictature sanglante de la Convention. Je lisais encore l'autre jour ses paroles; les voici :

« Fuyez, disait Robespierre, fuyez la manie ancienne... » Vous voyez qu'elle n'est pas nouvelle. (Sourires.) « Fuyez la manie ancienne de vouloir trop gouverner ; laissez aux individus, laissez aux familles le droit de faire librement tout ce qui ne nuit pas à autrui; laissez aux communes le droit de régler elles-mêmes leurs propres affaires; en un mot, rendez à la liberté des individus tout ce qui lui a été illégitimement ôté, ce qui n'appartient pas nécessairement à l'autorité publique. » (Sensation.)

Eh quoi ! Messieurs, tout ce grand mouvement de la révolution française n'aurait abouti qu'à cette société que nous peignent avec délices les socialistes, à cette société réglementée, réglée, compassée, où l'Etat se charge de tout, où l'individu n'est rien, où la société agglomère en elle-même, résume en elle-même toute la force, toute la vie, où le but assigné à l'homme est uniquement le bien-être, cette société où l'air manque ! Où la lumière ne pénètre presque plus. Quoi ! Ce serait pour cette société d'abeilles ou de castors, pour cette société plutôt d'animaux savants que d'hommes libres et civilisés, que la révolution française aurait été faite ! C'est pour cela que tant d'hommes illustres seraient morts sur les champs de bataille ou sur l'échafaud, que tant de sang glorieux aurait inondé la terre; c'est pour cela que tant de passions auraient été excitées, que tant de génies, tant de vertus auraient paru dans le monde !

Non, non, j'en jure par ces hommes qui ont succombé pour cette grande cause; non, ce n'est pas pour cela qu'ils sont morts; c'est pour quelque chose de plus grand, de plus sacré, de plus digne d'eux et de l'humanité. (Très-bien !) S'il n'y avait eu que cela à faire, la révolution était inutile, l'ancien régime perfectionné y aurait suffi. (Mouvement prolongé.)

Je disais tout à l'heure que le socialisme prétendait être le développement légitime de la démocratie; je ne chercherai pas, moi, comme ont essayé de le faire plusieurs de nos collègues,

quelle est l'étymologie vraie de ce mot démocratie. Je ne parcourrai pas, comme on le faisait hier, le jardin des racines grecques, pour savoir d'où vient ce mot. (On rit.) Je chercherai la démocratie où je l'ai vue, vivante, active, triomphante dans le seul pays du monde où elle existe, où elle a pu fonder jusqu'à présent, dans le monde moderne, quelque chose de grand et de durable en Amérique. (Chuchotements.)

Là, vous verrez un peuple où toutes les conditions sont plus égales qu'elles ne le sont même parmi nous; où l'état social, les mœurs, les lois, tout est démocratique ; où tout émane du peuple et y rentre, et où cependant chaque individu jouit d'une indépendance plus entière, d'une liberté plus grande que dans aucun autre temps ou dans aucune autre contrée de la terre, un pays essentiellement démocratique, je le répète, la seule démocra-

tie qui existe aujourd'hui dans le monde, les seules républiques vraiment démocratiques que l'on connaisse dans l'histoire. Et dans ces républiques, vous cherchez vainement le socialisme. Non-seulement les théories des socialistes ne s'y sont pas emparées de l'esprit public, mais elles ont joué un si petit rôle dans les discussions et dans les affaires de cette grande nation, qu'elles n'ont pas même eu le droit de dire qu'on les y craignait.

L'Amérique est aujourd'hui le pays du monde où la démocratie s'exerce le plus souverainement, et c'est aussi celui où les doctrines socialistes que vous prétendez si bien d'accord avec la démocratie ont le moins de cours, le pays de tout l'univers où les hommes qui soutiennent ces doctrines auraient certainement le moins d'avantage à se présenter. Pour mon compte, je ne verrais pas, je l'avoue, un très-grand inconvénient à ce qu'ils allassent en Amérique; mais je ne leur conseille pas, dans leur intérêt, de le faire. (Rires bruyants.)

UN MEMBRE. On vend leurs biens dans ce moment-ci !

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE. Non, messieurs, la démocratie et le socialisme ne sont pas solidaires l'un de l'autre. Ce sont choses non-seulement différentes mais contraires. Serait-ce par hasard que la démocratie consisterait à créer un gouvernement plus tracassier, plus détaillé, plus restrictif que tous les autres, avec cette seule différence qu'on le ferait élire par le peuple et qu'il agirait au nom du peuple ? Mais alors, qu'auriez-vous fait ? Sinon donner à la tyrannie un air légitime qu'elle n'avait pas, et de lui assurer ainsi la force et la toute-puissance qui lui manquaient. La démocratie étend la sphère de l'indépendance individuelle, le socialisme la resserre. La démocratie donne toute sa valeur possible à chaque homme, le socialisme fait de chaque homme un agent, un instrument, un chiffre. La démocratie et le socialisme ne se tiennent que par un mot, l'égalité; mais remarquez la différence : la démocratie veut l'égalité dans la liberté, et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et dans la servitude. (Très-bien ! Très-bien !)

Il ne faut donc pas que la révolution de Février soit sociale; s'il ne le faut pas, il importe d'avoir le courage de le dire; si elle ne doit pas l'être, il faut avoir l'énergie de venir le proclamer hautement, comme je le fais moi-

même ici. Quand on ne veut pas la fin, il ne faut pas vouloir les moyens; si on ne veut pas le but, il ne faut pas entrer dans la voie qui y mène. On vous propose aujourd'hui d'y entrer.

Il ne faut pas suivre cette politique qu'indiquait jadis Babœuf, ce grand-père de tous les socialistes modernes. (Rires d'approbation.) Il ne faut pas tomber dans le piège qu'il indiquait lui-même, ou plutôt qu'indiquait en son nom son historien, son ami, son élève, Buonarotti. Ecoutez ce que disait Buonarotti ; cela mérite d'être écouté, même après cinquante ans.

UN MEMBRE : Il n'y a pas ici de babouviste.

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : « L'abolition de la propriété individuelle et l'établissement de la grande communauté nationale était le dernier but de ses travaux (de Babœuf). Mais il se serait bien gardé d'en faire l'objet d'un ordre le lendemain du triomphe; il pensait qu'il fallait se conduire de manière à déterminer le peuple entier à proscrire la propriété individuelle par besoin et par intérêt. »

Voici les principales recettes dont il comptait se servir. (C'est son pénégyriste qui parle.) « Etablir, par les lois, un ordre public dans lequel les propriétaires, tout en gardant provisoirement leurs biens, ne trouveraient plus ni abondance, ni plaisir, ni considération; où forcés de dépenser la plus grande partie de leurs revenus en frais de culture et en impôts, accablés sous le poids de l'impôt progressif, éloignés des affaires, privés de toute influence, ne formant plus dans l'Etat qu'une classe suspecte d'étrangers, ils seraient forcés d'émigrer en abandonnant leurs biens, ou réduits à sceller de leur propre adhésion l'établissement de la communauté universelle. » (On rit.)

UN REPRÉSENTANT : Nous y voilà !

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : Voilà, messieurs, le programme de Babœuf; je désire de tout mon cœur que ce ne soit pas celui de la république de Février; non, la république de Février doit être démocratique, mais elle ne doit pas être socialiste...

UNE VOIX à gauche : Si ! (Non ! Non ! - Interruption.)

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : Et si elle n'est pas socialiste, que sera-t-elle donc ?

UN MEMBRE à gauche : Royaliste!

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE, se tournant de ce côté : Elle le deviendrait peut-être si on vous laissait faire (Vive approbation), mais elle ne le deviendra pas.

Si la révolution de Février n'est pas socialiste, que sera-t-elle donc ? Est-elle, comme beaucoup de gens le disent et le croient, un pur accident ? Ne doit-elle être qu'un pur changement de personnes ou de lois ? Je ne le crois pas.

Lorsque, au mois de janvier dernier, je disais, au sein de la chambre des députés, en présence de la majorité d'alors, qui murmurait sur ces bancs, par d'autres motifs, mais de la même manière qu'on murmurait sur ceux-ci tout à l'heure... (Très-bien ! Très-bien !)

(L'orateur désigne la gauche.)

Je lui disais : prenez-y garde, le vent des révolutions s'est élevé; ne le sentez-vous pas ? Les révolutions s'approchent; ne les voyez-vous pas ? Nous sommes sur un volcan. Je disais cela; le Moniteur en fait foi. Et pourquoi le disais-je ?... (Interruption à gauche.)

Avais-je la faiblesse d'esprit de croire que les révolutions s'approchaient, parce que tel ou tel homme était au pouvoir, parce que tel ou tel incident de la vie politique agitait un instant le pays ? Non, messieurs. Ce qui me faisait croire que les révolutions approchaient, ce qui, en effet, a produit la révolution, était ceci : je m'apercevais que, par une dérogation profonde aux principes les plus sacrés que la Révolution française avait répandus dans le monde, le pouvoir, l'influence, les honneurs, la vie, pour ainsi dire, avaient été resserrés dans des limites tellement étroites d'une seule classe, qu'il n'y avait pas un pays dans le monde qui présentât un seul exemple semblable; même dans l'aristocratique Angleterre, dans cette Angleterre que nous avons alors si souvent le tort de prendre pour exemple et pour modèle; dans l'aristocratique Angleterre, le peuple prenait une part, sinon complètement directe, au moins considérable, quoique indirecte aux

affaires; s'il ne votait pas lui-même (et il votait souvent), il faisait du moins entendre sa voix; il faisait connaître sa volonté à ceux qui gouvernaient; ils étaient entendus de lui et lui d'eux.

Ici, rien de pareil. Je le répète, tous les droits, tout le pouvoir, toute l'influence, tous les honneurs, la vie politique tout entière, étaient renfermés dans le sein d'une classe extrêmement étroite; et au-dessous, rien !

Eh bien ! Voilà ce qui me faisait croire que la révolution était à nos portes. Je voyais que, dans le sein de cette petite classe privilégiée, il arrivait ce qui arrive toujours à la longue dans les petites aristocraties exclusives, il arrivait que la vie publique s'éteignait, que la corruption gagnait tous les jours, que l'intrigue prenait la place des vertus publiques, que tout s'amoindrissait, se détériorait.

Voilà pour le haut.

Et dans le bas que se passait-il ? Plus bas que ce qu'on appelait alors le pays légal, le peuple proprement dit, le peuple qui était moins maltraité qu'on ne le dit (car il faut être juste surtout envers les puissances déchues), mais auquel on pensait trop peu; le peuple vivant, pour ainsi dire, en dehors de tout le mouvement officiel, se faisait une vie qui lui était propre : se détachant de plus en plus par l'esprit et par le cœur de ceux qui étaient censés le conduire, il livrait son esprit et son cœur à ceux qui naturellement étaient en rapport avec lui, et beaucoup d'entre ceux-là étaient ces vains utopistes dont nous nous occupons tout à l'heure, ou des démagogues dangereux.

C'est parce que je voyais ces deux classes, l'une petite, l'autre nombreuse, se séparant peu à peu l'une de l'autre; remplies, l'une de jalousie, de défiance et de colère, l'autre d'insouciance, et quelquefois d'égoïsme et d'insensibilité, parce que je voyais ces deux classes marchant isolément et en sens contraires, que je disais, et que j'avais le droit de dire : le vent des révolutions se lève, et bientôt la révolution va venir. (Très-bien !)

Est-ce pour accomplir quelque chose d'analogue à cela que la révolution de Février a été faite ? Non, messieurs, je ne le crois pas; autant qu'aucun de vous, je crois le contraire, je veux le contraire, je le veux non-

seulement dans l'intérêt de la liberté, mais encore dans l'intérêt de la sécurité publique.

Je n'ai pas travaillé, moi, je n'ai pas le droit de le dire, je n'ai pas travaillé à la révolution de Février, je l'avoue; mais cette révolution faite, je veux qu'elle soit une révolution sérieuse, parce que je veux qu'elle soit la dernière. Je sais qu'il n'y a que les révolutions sérieuses qui durent; une révolution qui ne produit rien, qui est frappée de stérilité dès sa naissance, qui ne fait rien sortir de ses flancs, ne peut servir qu'à une seule chose, à faire naître plusieurs révolutions qui la suivent. (Approbation.)

Je veux donc que la révolution de Février ait un sens, un sens clair, précis, perceptible, qui éclate au dehors, que tous puissent voir.

Et quel est ce sens ? Je l'indique en deux mots : la révolution de Février doit être la continuation véritable, l'exécution réelle et sincère de ce que la révolution française a voulu; elle doit être la mise en oeuvre de ce qui n'avait été que pensé par nos pères. (Vif assentiment.)

LE CITOYEN LEDRU-ROLLIN : Je demande la parole.

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : Voilà ce que la révolution de Février doit être, ni plus, ni moins. La révolution française avait voulu qu'il n'y eût plus de classes, non pas dans la société, elle n'avait jamais eu l'idée de diviser les citoyens, comme vous le faites, en propriétaires et en prolétaires. Vous ne retrouverez ces mots chargés de haines et de guerres dans aucun des grands documents de la révolution française. La révolution a voulu que, politiquement, il n'y eût pas de classes; la restauration, la royauté de Juillet ont voulu le contraire. Nous devons vouloir ce qu'ont voulu nos pères.

La Révolution avait voulu que les charges publiques fussent égales, réellement égales pour tous les citoyens : elle y a échoué. Les charges publiques sont restées, dans certaines parties, inégales : nous devons faire qu'elles soient égales; sur ce point encore, nous devons vouloir ce qu'ont voulu nos pères et exécuter ce qu'ils n'ont pas pu. (Très-bien !)

La révolution française, je vous l'ai déjà dit, n'a pas eu la prétention ridicule de créer un pouvoir social qui fût directement par lui-même la fortune

ne, le bien-être, l'aisance de chaque citoyen, qui substituât la sagesse très-contestable des gouvernements à la sagesse pratique et intéressée des gouvernés; elle a cru que c'était assez remplir sa tâche, que de donner à chaque citoyen des lumières et de la liberté. (Très-bien !)

Elle a eu cette ferme, cette noble, cette orgueilleuse croyance que vous semblez ne pas avoir, qu'il suffit à l'homme courageux et honnête d'avoir ces deux choses, des lumières et de la liberté, pour n'avoir rien de plus à demander à ceux qui le gouvernent.

La Révolution a voulu cela; elle n'a eu ni le temps, ni les moyens de le faire. Nous devons le vouloir et le faire.

Enfin, la révolution française a eu le désir, et c'est ce désir qui l'a rendue non-seulement sacrée, mais sainte aux yeux des peuples, elle a eu le désir d'introduire la charité dans la politique; elle a conçu des devoirs de l'Etat envers les pauvres, envers les citoyens qui souffrent, une idée plus étendue, plus générale, plus haute qu'on ne l'avait eue avant elle. C'est cette idée que nous devons reprendre, non pas, je le répète, en mettant la prévoyance et la sagesse de l'Etat à la place de la prévoyance et de la sagesse individuelles, mais en venant réellement, efficacement, par les moyens dont l'Etat dispose, au secours de tous ceux qui souffrent, au secours de tous ceux qui, après avoir épuisé toutes leurs ressources, seraient réduits à la misère si l'Etat ne leur tendait pas la main.

Voilà ce que la révolution française a voulu faire; voilà ce que nous devons faire nous-mêmes.

Y a-t-il là du socialisme ?

A GAUCHE : Oui ! Oui ! Il n'y a que cela.

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : Non ! Non !

Non, il n'y a pas de socialisme, il y a de la charité chrétienne appliquée à la politique; il n'y a rien là... (Interruption.)

LE CITOYEN PRÉSIDENT : Vous ne vous entendez pas; c'est clair comme le jour; vous n'avez pas la même opinion ; vous monterez à la tribune ; mais n'interrompez pas.

LE CITOYEN DE TOCQUEVILLE : Il n'y a rien là qui donne aux travailleurs un droit sur l'État; il n'y a rien là qui force l'Etat à se mettre à la place de la prévoyance individuelle, à la place de l'économie, de l'honnêteté individuelle; il n'y a rien là qui autorise l'Etat à s'entremettre au milieu des industries, à leur imposer des règlements, à tyranniser l'individu pour le mieux gouverner, ou, comme on le prétend insolument, pour le sauver de lui-même; il n'y a là que du christianisme appliqué à la politique.

Oui, la révolution de Février doit être chrétienne et démocratique; mais elle ne doit pas être socialiste. Ces mots résument toute ma pensée, et je termine en les prononçant. (Très-bien ! Très-bien !) ⁷⁷. »

2 – Non au libéralisme économique

[Retour à la table des matières](#)

À la différence des libéraux de son temps comme Constant, Bastiat ou Dunoyer, Tocqueville n'a jamais considéré que le libre fonctionnement du marché puisse constituer une solution à la question sociale. Contrairement à ces penseurs, son libéralisme politique ne se double pas d'un libéralisme économique. Sensibilisé à la misère des classes ouvrières par ses voyages en Angleterre et en Irlande, il ne pense pas que les inégalités sont naturelles, souhaitables et inéluctables. Tout d'abord, elles ne sont pas naturelles précisément parce qu'elles ne résultent pas de l'ordre spontané du marché. Ensuite, elles ne sont pas souhaitables car elles plongent le pauvre dans un abîme moral (et non pas le contraire !) et que Tocqueville ne croit pas à l'idée de du « spectacle salubre » selon laquelle l'indigence devrait exister pour indiquer à celui qui veut relâcher ses efforts l'état dans lequel il pourrait tomber ! En outre, des écarts socio-économiques trop flagrants peuvent, à terme, remettre en cause les fondements même de la société. Il faut à tout prix éviter une nouvelle période d'instabilité ! Enfin, Tocqueville n'est pas fataliste : sa volonté de trouver un remède au paupérisme en est la démonstration et une illustration parmi d'autres de son volontarisme éthique et

⁷⁷ O. C., III, 3, p. 167-180.

politique. Sur tous ces points, il se trouve en opposition avec les économistes libéraux !

A – De l'existence des crises

[Retour à la table des matières](#)

Depuis les travaux de Jean-Baptiste Say, dont Tocqueville a lu dès 1831 le Cours complet d'économie politique, le libéralisme économique à la française avait acquis la certitude de l'impossibilité des crises générales de surproduction. Tocqueville ne partage pas cet optimisme ! A aucun moment, il ne fait sienne la célèbre formule de Say : « l'offre crée sa propre demande ». Contre le credo libéral, matérialisé ici par la loi des débouchés, Tocqueville dépeint un capitalisme aux prises avec des crises commerciales et industrielles. En effet, il récuse l'idée que puisse s'établir durablement un rapport fixe entre consommation et production ! Dans le Second Mémoire sur le paupérisme, il explique que l'augmentation du nombre des ouvriers, s'il ne s'accompagne pas d'une hausse du chiffre d'affaire, se traduit pas une baisse des salaires ; si le chiffre d'affaire baisse, même sans que le nombre d'ouvriers progresse, la progression du chômage est inévitable... Dans les deux cas, la crise est quasiment certaine :

« L'ouvrier de nos jours comme l'agriculteur [du Moyen Âge], n'ayant nulle propriété qui lui soit personnelle, ne voyant point de moyens d'assurer par lui-même la tranquillité de son avenir et de s'élever graduellement vers la richesse, devient indifférent à tout ce qui n'est pas la jouissance présente. Son insouciance le livre alors sans défense à toutes les chances de la misère. Mais il existe cette grande et capitale différence entre le prolétaire agriculteur et le prolétaire industriel que le second, indépendamment des misères habituelles auxquelles son imprévoyance peut le livrer est encore exposé sans cesse à des maux accidentels qu'il n'a pu prévoir et qui ne menacent point l'autre. Et ces chances sont infiniment plus grandes dans l'industrie proprement dite que dans l'agriculture parce que l'industrie ainsi que nous l'expliquerons plus bas est sujette à des crises subites que l'agriculture n'a jamais connues.

Ces maux imprévus naissent pour lui des crises commerciales. On peut en définitive attribuer toutes les crises commerciales à deux causes :

lorsque le nombre des ouvriers augmente sans que le chiffre de la production varie, les salaires diminuent et il y a crise ;

lorsque le nombre des ouvriers reste le même, mais que le chiffre de la production s'abaisse, beaucoup d'ouvriers deviennent inutiles et il y a crise.

Nous avons vu que la France est beaucoup moins exposée que les autres nations industrielles aux crises de la première espèce puisque chez nous la classe agricole n'est jamais poussée tout à coup et avec violence dans l'industrie.

Elle est aussi beaucoup moins exposée que plusieurs autres peuples manufacturiers aux crises de la seconde nature par la raison qu'elle dépend moins de l'étranger. Je m'explique.

Lorsque l'industrie d'une nation dépend des caprices ou des besoins des nations étrangères, de nations éloignées et souvent presque inconnues, on conçoit très bien que ces caprices ou ces besoins venant à changer par suite de causes qu'on n'a pu prévoir, une révolution industrielle est toujours à craindre. Lorsque au contraire l'unique ou le principal consommateur des produits d'un pays se trouve dans le pays même, ses besoins et ses goûts ne sauraient varier d'une manière si subite et si imprévue que le producteur ne puisse découvrir longtemps à l'avance le changement qui se prépare et, ce changement lui-même ne s'opérant que graduellement, il y a gêne dans le commerce, mais il y a rarement crise.

Le monde marche évidemment vers ce point où toutes les nations seront assez également civilisées, ou en d'autres termes, assez semblables les unes aux autres pour pouvoir fabriquer dans leur sein le plus grand nombre des objets qui leur sont agréables et nécessaires. Les crises commerciales deviendront alors plus rares et moins cruelles. Mais ce temps est encore loin de nous; de nos jours, il existe encore assez d'inégalités entre les lumières, la puissance, l'industrie des différents peuples, pour que quelques-uns d'entre eux puissent se charger de fabriquer pour un grand nombre d'autres les objets dont ceux-ci ont besoin. Ces peuples, entrepreneurs de

l'industrie humaine, amassent aisément d'immenses richesses, mais ils sont sans cesse menacés d'affreux dangers. Telle est la position de l'Angleterre. La situation commerciale de la France est tout à la fois moins brillante et plus sûre. La France n'exporte à l'étranger que les [blanc] de ses produits, le reste s'écoule à l'intérieur. Chez nous, le chiffre de la consommation s'élève sans cesse, mais les nouveaux consommateurs sont en général des Français.

En France, les crises commerciales ne peuvent donc être ni aussi fréquentes, ni aussi générales, ni aussi cruelles qu'en Angleterre. Mais on ne saurait faire qu'il n'y ait jamais de crise, car il n'y a pas de moyens connus d'équilibrer d'une manière exacte et permanente, même dans l'intérieur d'un royaume, le nombre des ouvriers et le travail, la consommation et la production.

On peut donc prévoir que les classes industrielles seront, indépendamment des causes générales et permanentes de misère qui agissent sur elles, soumises fréquemment à des crises. Il est donc bien nécessaire de pouvoir les garantir tout à la fois et des maux qu'elles s'attirent à elles-mêmes et de ceux sur lesquels elles ne peuvent rien ⁷⁸. »

B – L'État doit se pencher sur la question des salaires des ouvriers de la grande industrie

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville observe que dans les temps démocratiques une intéréaction existe entre les salaires et l'égalité des conditions : plus l'égalité progresse, comme c'est le cas dans pratiquement tous les champs de la société, plus les salaires s'élèvent et plus l'égalité des conditions avance de nouveau ! En entrant dans les fabriques anglaises en 1835, Tocqueville a compris que la grande industrie échappait à cette loi : quelques patrons profitent de la concurrence entre ouvriers pour baisser les salaires des ouvriers. Dans la seconde Démocratie, il réclame avec gravité l'intervention de l'Etat

⁷⁸ O. C., XVI, p. 144-145.

pour corriger cette dramatique injustice ⁷⁹. Ce faisant, il marque radicalement son opposition avec le libéralisme économique qui, au XIXe siècle, présente le travail comme s'échangeant, comme n'importe laquelle des marchandises, sur un marché qui doit être organisé suivant le libre jeu de l'offre et de la demande. Dans ce cadre, l'Etat ne doit pas intervenir ! Pour Tocqueville, il n'est absolument pas souhaitable de laisser le marché du travail s'autoréguler car l'équilibre de plein-emploi s'y obtient alors par une baisse du prix du travail : le salaire ! La rupture théorique est fondamentale par rapport aux économistes libéraux qui valident la thèse de l'obtention des « harmonies économiques » grâce à la concurrence. Pour Tocqueville, l'Etat doit venir pallier les insuffisances du marché !

Influence de la démocratie sur les salaires

« La plupart des remarques que j'ai faites ci-devant, en parlant serviteurs et des maîtres, peuvent s'appliquer aux maîtres et aux ouvriers.

A mesure que les règles de la hiérarchie sociale sont moins observées, tandis que les grands s'abaissent, que les petits s'élèvent et que la pauvreté aussi bien que la richesse cesse d'être héréditaire, on voit décroître chaque jour la distance de fait et opinion qui séparait l'ouvrier du maître.

L'ouvrier conçoit une idée plus élevée de ses droits, de son avenir, de lui-même; une nouvelle ambition, de nouveaux désirs le remplissent, de nouveaux besoins l'assiègent. À tout moment, il jette des regards pleins de convoitise sur les profits de celui qui l'emploie; afin d'arriver à les partager, il s'efforce de mettre son travail à plus haut prix, et il finit d'ordinaire par y réussir. Dans les pays démocratiques, comme ailleurs, la plupart des industries sont conduites à peu de frais par des hommes que la liesse et les lumières ne placent point au-dessus du commun niveau de ceux qu'ils emploient. Ces entrepreneurs d'industrie sont très nombreux; leurs intérêts diffèrent; ils ne sauraient donc aisément s'entendre entre eux et combiner leurs efforts.

⁷⁹ Injustice d'autant plus grave que ces masses laborieuses vont se mettre en mouvement lorsqu'elles auront pris la mesure des inégalités qui les frappent !

D'un autre côté, les ouvriers ont presque tous quelques ressources assurées qui leur permettent de refuser leurs services lorsqu'on ne veut point leur accorder ce qu'ils considèrent comme la juste rétribution du travail.

Dans la lutte continuelle que ces deux classes se livrent pour les salaires, les forces sont donc partagées, les succès alternatifs. Il est même à croire qu'à la longue l'intérêt des ouvriers doit prévaloir; car les salaires élevés qu'ils ont déjà obtenus les rendent chaque jour moins dépendants de leurs maîtres, et, à mesure qu'ils sont plus indépendants, ils peuvent plus aisément obtenir l'élévation des salaires.

Je prendrai pour exemple l'industrie qui, de notre temps, est encore la plus suivie parmi nous, ainsi que chez presque toutes les nations du monde : la culture des terres.

En France, la plupart de ceux qui louent leurs services; cultiver le sol en possèdent eux-mêmes quelques parcelles à la rigueur, leur permettent de subsister sans travailler pour autrui. Lorsque ceux-là viennent offrir leurs bras au grand propriétaire ou au fermier voisin, et qu'on refuse de leur accorder un certain salaire, ils se retirent sur leur petit domaine et attendent qu'une autre occasion se présente.

Je pense qu'en prenant les choses dans leur ensemble, on peut dire que l'élévation lente et progressive des salaires est une des lois générales qui régissent les sociétés démocratiques. A mesure que les conditions deviennent plus égales, les salaires s'élèvent, et, à mesure que les salaires sont plus hauts, les conditions deviennent plus égales.

Mais, de nos jours, une grande et malheureuse exception rencontre.

J'ai montré, dans un chapitre précédent, comment l'aristocratie, chassée de la société politique, s'était retirée dans certaines parties du monde industriel, et y avait établi sous une autre forme son empire.

Ceci influe puissamment sur le taux des salaires.

Comme il faut être déjà très riche pour entreprendre les grandes industries dont je parle, le nombre de ceux qui les entreprennent est fort petit. Etant peu nombreux, ils peuvent aisément se liguier entre eux, et fixer au travail le prix qu'il leur plaît.

Leurs ouvriers sont, au contraire, en très grand nombre, et la quantité s'en accroît sans cesse; car il arrive de temps à autre, des prospérités extraordinaires durant lesquelles les salaires s'élèvent outre mesure et attirent dans les manufactures les populations environnantes. Or, une fois que les hommes sont entrés dans cette carrière, nous avons vu qu'ils n'en sauraient sortir, parce qu'ils ne tardent pas à y contracter des habitudes de corps et d'esprit qui les rendent impropres à tout autre labeur. Ces hommes ont en général peu de lumière, d'industrie et de ressources; ils sont donc presque à la merci de leur maître. Lorsqu'une concurrence, ou d'autres circonstances fortuites, font décroître les gains de celui-ci, il peut restreindre leurs salaires presque à son gré, et reprendre aisément sur eux ce que la fortune lui enlève.

Refusent-ils le travail d'un commun accord : le maître, qui est un homme riche, peut attendre aisément, sans se ruiner, que la nécessité les lui ramène; mais eux, il leur faut travailler tous les jours pour ne pas mourir; car ils n'ont guère d'autre propriétés que leurs bras. L'oppression les a dès longtemps appauvri, et ils sont plus faciles à opprimer à mesure qu'ils deviennent plus pauvres. C'est un cercle vicieux dont ils ne sauraient aucunement sortir.

On ne doit donc point s'étonner si les salaires, après s'être élevés quelquefois tout à coup, baissent ici d'une manière permanente, tandis que, dans les autres professions, le prix du travail, qui ne croît en général que peu à peu, s'augmente sans cesse.

Cet état de dépendance et de misère dans lequel se trouve de notre temps une partie de la population industrielle est un fait exceptionnel et contraire à tout ce qui l'environne; mais, pour toute raison même, il n'en est pas de plus grave, ni qui mérite mieux d'attirer l'attention particulière du législateur; car il est difficile, lorsque la société entière se remue, de tenir une classe immobile, et, quand le plus grand nombre s'ouvre sans cesse de nouveaux chemins vers la fortune, de faire que quelques-uns supportent en paix leurs besoins et leurs désirs. ⁸⁰

⁸⁰ O. C., I, 2, p. 197-199.

C – Un véritable programme social

L'intervention de l'État est justifiée.

[Retour à la table des matières](#)

Comme les lois du marché ne sont pas suffisamment efficaces, Tocqueville souhaite l'intervention de l'État dans le champ économique et social, notamment parce que les ravages du paupérisme témoignent de ce que l'égalité des conditions n'a pas pénétré le monde de la grande industrie. Dès la seconde Démocratie, il est particulièrement explicite :

« Il y a chez les nations modernes de l'Europe une grande cause qui, indépendamment de toutes celles que je viens d'indiquer, contribue sans cesse à étendre l'action du souverain ou à augmenter ses prérogatives; on n'y a pas assez pris garde. Cette cause est le développement de l'industrie, que les progrès de l'égalité favorisent.

L'industrie agglomère d'ordinaire une multitude d'hommes dans le même lieu ; elle établit entre eux des rapports nouveaux et compliqués. Elle les expose à de grandes et subites alternatives d'abondance et de misère, durant lesquelles la tranquillité publique est menacée. Il peut arriver enfin que ces travaux compromettent la santé et même la vie de ceux qui en profitent ou de ceux qui s'y livrent. Ainsi, la classe industrielle a plus besoin d'être réglementée, surveillée et contenue que les autres classes, et il est naturel que les attributions du gouvernement croissent avec elle ⁸¹. »

Comment l'État doit-il intervenir ? Dans quels domaines ? À la veille de 1848, Tocqueville précise le rôle du « gouvernement »...

⁸¹ O. C., I, 2, p. 315-316.

La « jeune gauche »

Député de Valognes depuis 1839, Tocqueville n'a jamais souhaité s'intégrer à un parti politique déjà existant. Subissant selon ses propres termes un « isolement intellectuel et moral », il décide vers la fin de 1846 de se rapprocher de quelques parlementaires, dont Dufaure afin de créer une nouvelle formation politique : la « jeune gauche » voit le jour en février 1847 ! Chargé d'en écrire la plate-forme électorale, Tocqueville se concentre sur ce qu'il appelle la « Question financière ». Dans ce texte, rédigé en 1847 et qu'il remanie en 1848, Tocqueville revient sur son pressentiment, celui de l'imminence d'une Révolution ! L'enjeu étant le maintien du droit de propriété, il y souligne l'importance des pensées socialistes qui pénètrent, chaque jour davantage, dans les mœurs. Il propose alors, d'essayer d'une part d'intéresser les « classes inférieures » aux affaires publiques, d'autre part d'améliorer leur sort. Comment ? Les Fragments pour une politique sociale, probablement rédigés dans la foulée, indiquent qu'il faudrait une réforme fiscale permettant d'aboutir à équilibre des charges publiques plus favorable aux plus démunis et une intervention directe et indirecte de l'Etat pour améliorer les conditions de vie et de travail des plus pauvres. Les préoccupations sociales et politiques de Tocqueville le conduisent à cette conception interventionniste de l'Etat en fonction de laquelle il envisage un véritable programme social qui le place très loin du libéralisme économique !

Question financière ^a

« La révolution de février était également prévue et pour ainsi dire peinte à l'avance dans un travail qui n'a jamais été publié et dont je ne possède même que des fragments fort incomplets. Il date du mois d'octobre 1847. À cette époque, il était question entre quelques-uns de mes amis politiques et moi, d'une publication qui nous aurait servi de programme parlementaire durant la session de 1848. Ce projet n'eut pas de suite. Mon travail même ne fut jamais poussé à son terme. Il reste à l'état d'ébauche. Je retrouve aujourd'hui cette ébauche dans mes papiers et j'y rencontre quelques aperçus auxquels les événements postérieurs ont donné des airs de prophéties.

Tandis qu'une sorte d'agitation sourde, dis-je en commençant cet écrit, commence à se laisser apercevoir dans le sein des classes inférieures qui, d'après nos lois (la Charte d'alors) doivent cependant rester entièrement étrangères à la vie publique, on voit régner une langueur mortelle dans la sphère légale de la politique.

Il n'y a peut-être jamais eu, cependant, en aucun temps ni en aucun pays, en exceptant seulement l'Assemblée Constituante (celle de 1789) un parlement qui ait renfermé des talents plus divers et plus brillants que le nôtre aujourd'hui. Cependant le gros de la nation regarde à peine ce qui se passe et n'écoute presque point ce qui se dit sur le théâtre officiel de ses affaires et les acteurs mêmes qui y paraissent, plus préoccupés de ce qu'ils cachent que de ce qu'ils montrent, ne semblent pas prendre fort au sérieux

^a Je retrouve ceci aujourd'hui (novembre 1848), et je suis frappé des côtés prophétiques que contient cette ébauche, surtout dans ses dernières pages.

Ce travail était le commencement d'une espèce de manifeste que Dufaure avait l'intention de publier en son nom et en celui de ses amis avant le commencement de la session de 1848.

Après avoir montré que le peuple proprement dit, les pauvres, allaient entrer en scène prenant pour champ de bataille la propriété, j'allais, ainsi que les notes l'indiquent rechercher tous les moyens d'améliorer le sort des classes inférieures, ce que j'indiquais comme étant désormais la grande et nécessaire étude des gouvernements. Dufaure, ayant changé d'idée, le dégoût me saisit et j'abandonnai l'œuvre. (Note de Tocqueville)

leur rôle. En réalité, la vie publique n'apparaît plus que là où elle ne devrait pas être; elle a cessé d'être là où seulement, d'après les lois, on devrait la rencontrer. D'où vient cela ?

De ce que les lois ont étroitement resserré l'exercice de tous les droits politiques dans le sein d'une seule classe, dont tous les membres sont parfaitement semblables entre eux et homogènes. Dans un monde politique ainsi fait, on ne peut trouver de véritables partis, c'est-à-dire qu'on ne saurait y rencontrer ni variété, ni mouvement, ni fécondité, ni vie. Car c'est des partis que tout cela vient dans un pays libre. Ce sont les grands partis qui ont donné à la vie publique tant d'éclat et de puissance pendant le cours de notre première révolution. C'est à eux également qu'il faut attribuer le réveil si actif et si fécond de l'esprit public sous la Restauration. Vue de loin et dans son ensemble, on l'a remarqué avec raison, la Révolution française de 1789 à 1830 n'apparaît que comme une longue et violente lutte entre l'ancienne aristocratie féodale et la classe moyenne. Entre ces deux classes, il [y] avait diversité anxieuse de condition, diversité entachée de souvenirs, diversité d'intérêt, diversité de passions et d'idées. Il devait y avoir de grands partis et il y en a eu. Mais les événements de 1830 ayant achevé d'arracher définitivement le pouvoir à la première pour l'enserrer dans les limites de la seconde, il se fit tout à coup au sein du monde politique un apaisement auquel les esprits superficiels étaient loin de s'attendre.

La singulière homogénéité qui vint alors à régner parmi tous les hommes qui, placés au-dessus du peuple, possédaient et exerçaient des droits politiques, enleva tout à coup aux luttes parlementaire toute cause réelle et toute passion vraie. De là naquit principalement cette tiédeur nouvelle, cet alanguissement dans la vie publique. Le vide réel que nous remarquons dans les débats parlementaires, l'impuissance des hommes politiques qui les dirigent, qui éclate à nos yeux, sont dus à cette cause. Une atmosphère épaisse et immobile semble environner la tribune et assourdir les voix qui s'en élèvent. Le talent des orateurs est grand; l'effet produit par leur resreint et de peu de durée. C'est qu'au fond ils diffèrent plus entre eux par les mots que par les idées et que tout en mettant fort en relief les inimitiés qui les divisent, ils ne font pas voir clairement en quoi leurs actes, s'ils

étaient au pouvoir, différaient des actes de leurs adversaires. La nation les regarde moins comme des adversaires politiques qui parlent de ses affaires que comme les enfants d'une même famille occupés à régler entre eux de petits intérêts domestiques. Elle s'endort en les écoutant ou plutôt s'agite intérieurement de ses propres pensées.

Le temps approche où le pays se trouvera de nouveau partagé en deux véritables partis. La Révolution française qui a aboli tous les privilèges et détruit tous les droits exclusifs en a pourtant laissé subsister un, celui de la propriété.

Il ne faut pas que les propriétaires se fassent illusion sur la force de leur situation, ni qu'ils s'imaginent que le droit de propriété est un rempart infranchissable, parce que nulle part jusqu'à présent, il n'a été franchi. Car notre temps ne ressemble à aucun autre.

Quand le droit de propriété n'était que l'origine et le fondement de beaucoup d'autres droits, il se défendait sans peine ou plutôt il n'était pas attaqué. Il formait alors comme le mur d'enceinte de la société dont tous les autres droits étaient les défenses avancées. Les coups ne portaient pas jusqu'à lui. On ne cherchait même pas à l'atteindre. Mais aujourd'hui que le droit de propriété n'apparaît plus que comme le dernier reste d'un monde aristocratique détruit, lorsqu'il demeure seul debout, un privilège isolé au milieu d'une société nivelée qui n'est plus à couvert derrière beaucoup d'autres droits plus contestables et plus haïs, il n'en est plus de même. C'est à lui seul maintenant à soutenir chaque jour le choc direct et incessant des opinions démocratiques.

Bientôt, il n'y a guère à en douter c'est entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas que s'établiront les luttes des partis ^b. Le grand champ de bataille sera la propriété et les principales questions de la politique rouleront sur des modifications plus ou moins profondes à apporter au droit de propriété ⁸². Alors nous reverrons les grandes agitations publiques et les grands partis.

^b partis politiques (Note de Tocqueville).

⁸² Tocqueville avance également cette idée, dans des termes très proches, dans un texte également rédigé en 1847 intitulé *De la classe moyenne et du peuple*.

Comment les signes précurseurs de cet avenir ne frappent-ils pas tous les regards ? Croit-on que ce soit par hasard, par l'effet d'un caprice passager de l'esprit humain, qu'on voit apparaître de tous côtés ces doctrines singulières qui portent des noms divers mais qui, toutes, ont pour principal caractère la négation du droit de propriété, qui toutes, du moins, tendent à limiter, à amoindrir, à énerver son exercice. Qui ne reconnaît là les derniers symptômes de cette vieille maladie démocratique du temps, dont, peut-être la crise approche.

Après avoir analysé sommairement les différents systèmes que je venais d'indiquer, celui d'Owen, de Saint-Simon, de Fourier, les idées qu'on a depuis appelées socialistes répandues dans les ouvrages de Louis Blanc, dans divers romans, jusque dans les pages volantes des feuilletons qui paraissaient alors, je continuais ainsi :

C'est à tort qu'on traite légèrement de telles rêveries. Car, si les livres de ces novateurs sont souvent écrits dans une langue barbare ou ridicule, si les procédés qu'ils indiquent paraissent inapplicables, la tendance commune qu'ils indiquent dans l'esprit de leurs auteurs et dans celui de leurs lecteurs est très redoutable et mérite d'attirer l'attention la plus sérieuse.

Arrivant enfin à ce qu'il y avait à faire dans la situation nouvelle et dangereuse que je venais de peindre, j'indiquais un certain nombre de mesures législatives à prendre. Il serait aujourd'hui long et inutile de reproduire cette partie de mon travail. Elle peut d'ailleurs se résumer dans les deux points suivants :

Étendre peu à peu le cercle des droits politiques de manière à dépasser les limites de la classe moyenne, afin de rendre la vie publique plus variée et plus féconde et d'intéresser d'une manière régulière et paisible les classes inférieures aux affaires publiques.

Faire du sort matériel et intellectuel de ces classes, l'objet principal des soins des législateurs, diriger tout l'effort des lois vers l'allègement et surtout la parfaite égalisation des charges publiques afin de faire disparaître toutes les inégalités qui sont demeurées dans notre législation fiscale. En

un mot, assurer au pauvre toute l'égalité légale et tout le bien-être qui soient compatibles avec l'existence du droit individuel de propriété et l'inégalité des conditions qui en découle. Car, disais-je, en terminant ce qui, en cette matière, était honnêteté et justice, devient nécessité et prudence.⁸³

[Fragments pour une politique sociale]

À vrai dire, l'égalité complète est une chimère, car on ne saurait organiser le système des impôts de manière à ne peser que sur le riche et du moment où l'impôt, quel qu'il soit et quelque bien établi qu'il soit, portera à la fois sur le riche et sur le pauvre, le riche aura plus de facilité à l'acquitter que le pauvre.

Mais ce mal inévitable peut être beaucoup aggravé ou diminuer suivant la méthode qu'on suit. Il est impossible que l'inégalité des fortunes ne se fasse pas sentir dans l'impôt comme partout.

Ce à quoi du moins l'on doit tendre, c'est qu'elle s'y fasse sentir le moins possible.

On y parvient en adoptant ces deux règles :

Excepter de l'impôt les plus pauvres, c'est-à-dire ceux pour lesquels la charge est comparativement la plus pesante;

Ne pas faire porter l'impôt sur les choses nécessaires, parce qu'alors tout le monde est obligé de s'y soumettre et que le pauvre est atteint ;

Quand l'impôt porte sur les choses nécessaires ou très utiles à la vie, le rendre très faible pour chacun afin qu'il soit presque aussi indifférent aux pauvres, qu'aux riches ;

Quand il est fort, tâcher de le rendre proportionnel à la fortune du contribuable.

Mais il y a beaucoup d'impôts qui, de leur nature, sont improporcionables. Tous les impôts indirects sont dans ce cas :

⁸³ O. C., III, 2, p. 734-737.

La douane. Son effet est de renchérir dans l'intérieur du royaume tout ce qu'elle frappe à l'entrée. Cet effet se fait sentir sur tous les citoyens et nécessairement inégalement;

Dans l'intérieur du royaume, les impôts indirects proprement dits : c'est le consommateur qui les paie et ils pèsent sur lui, non en raison de sa fortune, mais de sa consommation.

Ici, il est vrai, l'on peut dire que la consommation elle-même étant en raison de la fortune, l'échelle que nous cherchons se retrouve. Oui, à moins qu'il ne s'agisse de denrées nécessaires et dont la consommation est à peu près égale pour tout le monde. Si on pouvait mettre une taxe sur l'air respirable, par exemple, il est évident que le pauvre comme le riche serait obligé de la payer et que l'un, quelle que fût sa richesse, ne pouvant consommer plus de la denrée taxée que l'autre, n'aurait jamais à supporter des impôts plus lourds que lui. Cet exemple peut servir d'idéal à une mauvaise taxe.

C'est en cela que les frais de justice payés par les justiciables sont un mauvais impôt. Un procès est souvent une denrée nécessaire pour le pauvre comme pour le riche.

Ce qu'on pourrait faire pour le peuple se divise en plusieurs catégories :

Une diminution pour lui des charges publiques en y comprenant tout : recrutement, frais de justice... Ce sont les lois de douane qui seraient peut-être le plus à remanier, mais c'est pour le moment l'arche sainte. C'est ce dont je m'occupe, cela est beaucoup, mais non assez; ceci est une manière indirecte de venir au secours du pauvre. Voyons quels seraient les moyens directs :

- En établissant des institutions qui soient particulièrement à son usage, dont il puisse se servir pour s'éclairer, s'enrichir, telles que caisses d'épargne, institutions de crédit, écoles gratuites, lois restrictives de la durée du travail, salles d'asile, ateliers, caisses de secours mutuels.

- En venant enfin directement à son secours et en soulageant sa misère, avec les ressources de l'impôt : hospices, bureaux de bienfaisance, taxe des pauvres, distribution de denrées, de travail, d'argent.

En définitive, trois moyens de venir au secours du peuple:

Le décharger d'une partie des charges publiques ou du moins ne l'en charger que proportionnellement.

Mettre à sa portée les institutions qui peuvent lui permettre de se tirer d'affaire et de s'assister.

Venir à son secours et l'assister directement dans ses besoins ⁸⁴. »

⁸⁴ O. C., III, 2, p. 742-743.

Première partie : Économie et paupérisme

Chapitre V

Conclusion

« Je plais à beaucoup de gens d'opinions opposées, non parce qu'ils m'entendent, mais parce qu'ils trouvent dans mon ouvrage, en ne le considérant que d'un seul côté, des arguments favorables à leur passion du moment ⁸⁵. »

[Retour à la table des matières](#)

Indéfiniment martelée par les tenants du libéralisme économique, la citation sur « l'Etat immense et tutélaire » agit comme un voile entourant la pensée de Tocqueville. Des esprits aussi importants que Friedrich von Hayek, prix Nobel d'économie en 1974, sont en première ligne dans cet exercice de récupération pour le moins abusive. La filiation qu'il ne cesse de proclamer réussit à tenir car il ne considère qu'une partie des écrits de l'auteur des Mémoires sur le paupérisme. Pourtant, il est parfaitement clair que la société proposée par l'économiste autrichien n'a rien à voir avec celle que Tocqueville souhaite nous offrir, y compris dans une oeuvre aussi majeure que *La Démocratie en Amérique*.

La citation placée exergue indique que Tocqueville avait anticipé le fait que son oeuvre pourrait être annexée par des lecteurs n'allant pas dans le sens de ses idées... En lisant l'ensemble de ses textes, la nécessité d'introduire des nuances quant au libéralisme de sa pensée économique et sociale apparaît nettement. Celui-ci est incontestablement beaucoup plus complexe que ce que de nombreux commentateurs nous laissent croire ! Une certitude : il n'a rien à voir avec le libé-

⁸⁵ Lettre de Tocqueville à Eugène Stoffels, 21 février 1835, *Correspondance et œuvres posthumes*, V, 1866, p. 427.

ralisme économique de Bastiat ou de Dunoyer, et rien non plus avec celui des néo-libéraux de notre temps !

En fait, Tocqueville avait compris qu'un champ politique pouvait exister entre socialisme étatique et libéralisme économique ⁸⁶. S'il accepte l'économie de marché, il ne veut pas d'une « société de marché » ! Dès lors, sans intervenir systématiquement et durablement, l'Etat a un rôle fondamental à jouer en régulant le marché. Trouver les voies d'une société solidaire oblige Tocqueville à penser en dehors du cadre imposé par les idéologies. ⁸⁷ Sa pensée sur le plan économique et social transcende très nettement les attaches partisans ! Il serait peut-être temps d'en tenir compte...

⁸⁶ En ce sens, il pourrait être considéré comme un précurseur de la troisième voie proposée notamment par Tony Blair. Voir l'article d'Eric Keslassy, « Tocqueville, précurseur de la troisième voie » in *Futuribles*, mars 2001.

⁸⁷ Voir le livre d'Eric Keslassy, *Le libéralisme de Tocqueville à l'épreuve du paupérisme*, L'Ouverture Philosophique, L'Harmattan, 2000.

Deuxième partie

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Pour Tocqueville, avant Marx, mais d'une manière différente car moins réductrice, l'économie joue un rôle déterminant dans le développement historique. Les mutations économiques qui se sont produites en France et dans les États de droit de l'Europe occidentale ont conduit de façon inéluctable au surgissement démocratique né de l'égalisation des conditions et engendrant par interréaction une égalisation plus grande encore.

Cependant, cette égalisation peut revêtir deux formes distinctes : elle peut tendre vers une mobilité sociale généralisée ou conduire à la revendication d'un égalitarisme le plus complet possible, démocratie américaine d'une part, démocratie européenne et spécifiquement française de l'autre. C'est bien parce que la mobilité sociale généralisée n'était pas dans nos mœurs qu'à la veille de la Révolution les Français étaient devenus à la fois plus semblables entre eux et plus étrangers que jamais les uns aux autres. Bourgeois et aristocrates qui partageaient une culture commune allaient s'affronter : à la réaction nobiliaire de ceux-ci répondrait la brochure de Sieyès sur le tiers état. Mais au-delà de ce différentialisme exhibé par les uns (et qui anticipe sur *La Distinction* analysée par Bourdieu) et rejeté par les autres (refus que d'autres sociologues nomment l'effet Tocqueville dans l'analyse des sociétés contemporaines), le poids de l'économie est tel que la Révolution sort inéluctablement de ses prémices : le pouvoir politique revient nécessairement à la classe qui est devenue économiquement dominante depuis un siècle. Seules les modalités du déroulement n'étaient pas fixées à l'avance, et des réformes appropriées auraient pu modifier le déroulement du processus, la forme, mais non le fond.

Tocqueville parlementaire et législateur met au centre de sa réflexion le lien indissociable du politique, de l'économique et de l'éthique.

S'agit-il de surveiller et punir, de mettre au point une politique qui engage la société et sa justice, le pénal et le carcéral ; Tocqueville établit comment toute politique pénale qui privilégie le moindre coût financier immédiat, oubliant le coût social à long terme aboutit au résultat inverse de celui escompté. Les calculs

à court terme font des prisons les écoles du crime qui engendrent l'accroissement de la délinquance et développent des lieux de non-droit, de violence, y compris sexuelle, et conduisent inéluctablement à la récidive. Le constat qu'il dresse reste étrangement d'actualité, et, fait hautement révélateur d'un vice rédhibitoire de la société française, la réforme carcérale qu'il fait voter, de haute lutte en 1844, ne fut jamais appliquée !

S'agit-il de l'esclavage, Tocqueville revendique, autant que tous les autres, l'urgence et l'impératif moral absolu de lutter pour une abolition « générale et simultanée ». Mais l'impératif moral de l'abolition a un coût et des implications économiques qu'il faut chiffrer et financer, et Tocqueville de prévoir un système de taxes sur le sucre permettant à la fois d'indemniser les colons et de payer le travail des anciens esclaves devenus libres.

Proposition scandaleuse !?

Il était indispensable, pour tenter de faire voter la loi, de prévoir un système d'indemnisation ; mais ce ne fut même pas suffisant. Il fallut attendre la révolution de 48 pour que Schœlcher pût faire voter l'abolition, en incluant, lui aussi, à son texte un projet d'indemnisation ! Libérer du joug de l'esclavage les noirs des Antilles était un impératif absolu qui nécessitait également d'assurer la viabilité économique de l'archipel ?

Mais si le politique, l'économique et l'éthique sont inséparables, cela ne signifie pas que Tocqueville, partisan et défenseur d'un libéralisme absolu en politique, exige un libéralisme absolu en économie. S'il écrit l'un des textes les plus remarquables pour vanter la liberté du commerce, il met en garde, comme la première partie l'a souligné, contre la montée de la nouvelle aristocratie des maîtres de forges, celle du grand capitalisme industriel qui allait engendrer le paupérisme, la prolétarisation et la lutte des classes : cette « sorte de guerre servile » qui faisait sa première apparition en 1848. À terme, il faudrait penser une politique sociale globale pour traiter tous les facteurs d'exclusion, à commencer par l'un des fléaux du XIXe siècle : l'abandon des enfants.

Tous les textes que Tocqueville consacre à l'économie, sont porteurs d'une vision de l'homme et de l'État. L'homme n'est rien si on lui ôte la responsabilité et, partant, la liberté : les brassiers qui ne disposent plus que de la force de travail sont déchus de leur existence humaine et morale. Il faut donc inventer des solu-

tions, celles que nous avons vu plus haut : banques des pauvres, sociétés coopératives ouvrières, participation pour les réintroduire véritablement dans la sphère sociale.

Quant à l'État, il lui appartient d'éviter les dérives d'un libéralisme absolu. Lui seul peut définir les contours d'une politique sociale suppléant la seule charité ; lui seul peut également garantir une forme d'aménagement du territoire et éviter un déséquilibre économique croissant entre les différentes régions : bref, pour reprendre un projet ardemment défendu par Tocqueville, il faut que l'État intervienne pour financer l'achèvement de la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg car, dans la perspective simplement libérale, les capitaux privés n'investiraient que sur le tronçon Paris-Caen, immédiatement rentable.

Tels sont les textes et les points de vues peu connus et peu mis en lumière de la pensée de Tocqueville que nous présentons au lecteur dans cette seconde partie en replaçant ces textes dans leur contexte historique et politique.

Deuxième partie : Économie et société

Chapitre I

L'économie dans la société

[Retour à la table des matières](#)

Le texte de l'introduction de la première Démocratie doit être considéré comme un texte essentiel, texte fondateur de la pensée de Tocqueville. Rédigé au moment où il atteint le terme de son premier ouvrage, il reprend l'ensemble de ses idées majeures auxquelles il donne une forme à la fois synthétique et apologétique : son but premier n'est-il pas de convaincre le lecteur de l'inéluctabilité du surgissement démocratique, comme l'a mis en évidence la première partie de cet ouvrage, et de la nécessaire mise en place d'une science politique nouvelle, faute de laquelle la démocratie risque d'engendrer des formes monstrueuses et de connaître des dérives tératologiques ⁸⁸.

Les deux éléments qui caractérisent le surgissement démocratique sont l'égalisation progressive des conditions et la naissance et le développement de l'opinion publique.

L'introduction de la première Démocratie retrace donc à grands traits les mutations économiques de l'Europe occidentale depuis la fin des grandes invasions,

⁸⁸ Le XXe siècle qui vient de s'achever est allé malheureusement bien au-delà des perspectives les plus sombres envisagées par Tocqueville : toutes les grandes dérives du politique se sont parées, à un moment ou à l'autre d'oripeaux « démocratiques ».

et plus précisément depuis l'époque de Suger jusqu'au début du XIX siècle. Mais le mouvement ainsi lancé ne s'arrêtera pas de sitôt.

Signalons également, mais nous y reviendrons, que pour Tocqueville l'égalité, ou plus précisément l'égalisation des conditions revêt deux formes différentes. La première, essentiellement positive est en fait la mobilité sociale généralisée dont la société américaine lui a donné l'exemple, c'est cette mobilité qui caractérise le mieux la société démocratique et l'oppose à la société de castes ; la seconde essentiellement négative est une variation pathologique de la première : la recherche de l'égalisation à tout prix, l'égalitarisme qui fige le mouvement même intrinsèque de la société démocratique.

1 – Les mutations historiques de l'Europe occidentale depuis la seconde moitié du Moyen-Age ont été à la fois politiques, économiques et sociales

A – De la société féodale au triomphe de l'économie marchande et de la bourgeoisie d'affaires

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'introduction de la première Démocratie, Tocqueville indique que les sept siècles qui viennent de s'écouler marquent le passage d'une société à l'autre.

« Je me reporte pour un moment à ce qu'était la France il y a sept cents ans : je la trouve partagée entre un petit nombre de familles qui possèdent la terre et gouvernent les habitants; le droit de commander descend alors de générations en générations avec les héritages; les hommes n'ont qu'un seul moyen d'agir les uns sur les autres, la force; on ne découvre qu'une seule origine de la puissance, la propriété foncière.

Mais voici le pouvoir politique du clergé qui vient à se fonder et bientôt à s'étendre. Le clergé ouvre ses rangs à tous, au pauvre et au riche, au roturier et au seigneur ; l'égalité commence à pénétrer par l'Église au sein

du gouvernement, et celui qui eût végété comme serf dans un éternel esclavage, se place comme prêtre au milieu des nobles, et va souvent s'asseoir au-dessus des rois.

La société devenant avec le temps plus civilisée et plus stable, les différents rapports entre les hommes deviennent plus compliqués et plus nombreux. Le besoin des lois civiles se fait vivement sentir. Alors naissent les légistes; ils sortent de l'enceinte obscure des tribunaux et du réduit poudreux des greffes, et ils vont siéger dans la cour du prince, à côté des barons féodaux couverts d'hermine et de fer.

Les rois se ruinent dans les grandes entreprises; les nobles s'épuisent dans les guerres privées; les roturiers s'enrichissent dans le commerce. L'influence de l'argent commence à se faire sentir sur les affaires de l'État. Le négoce est une source nouvelle qui s'ouvre à la puissance, et les financiers deviennent un pouvoir politique qu'on méprise et qu'on flatte.

Peu à peu, les lumières se répandent; on voit se réveiller le goût de la littérature et des arts; l'esprit devient alors un élément de succès ; la science est un moyen de gouvernement, l'intelligence une force sociale ; les lettrés arrivent aux affaires.

À mesure cependant qu'il se découvre des routes nouvelles pour parvenir au pouvoir, on voit baisser la valeur de la naissance. Au XI^e siècle, la noblesse était d'un prix inestimable; on l'achète au XIII^e ; le premier anoblissement a lieu en 1270, et l'égalité s'introduit enfin dans le gouvernement par l'aristocratie elle-même.

Durant les sept cents ans qui viennent de s'écouler, il est arrivé quelquefois que, pour lutter contre l'autorité royale ou pour enlever le pouvoir à leurs rivaux, les nobles ont donné une puissance politique au peuple.

Plus souvent encore. on a vu les rois faire participer au gouvernement les classes inférieures de l'État, afin d'abaisser l'aristocratie.

En France, les rois se sont montrés les plus actifs et les plus constants des niveleurs. Quand ils ont été ambitieux et forts, ils ont travaillé à élever le peuple au niveau des nobles; et quand ils ont été modérés et faibles, ils ont permis que le peuple se plaçât au-dessus d'eux-mêmes. Les uns ont ai-

dé la démocratie par leurs talents, les autres par leurs vices. Louis XI et Louis XIV ont pris soin de tout égaliser au-dessous du trône, et Louis XV est enfin descendu lui-même avec sa cour dans la poussière.

Dès que les citoyens commencèrent à posséder la terre autrement que suivant la tenure féodale, et que la richesse mobilière, étant connue, put à son tour créer l'influence et donner le pouvoir, on ne fit point de découvertes dans les arts, on n'introduisit plus de perfectionnements dans le commerce et l'industrie, sans créer comme autant de nouveaux éléments d'égalité parmi les hommes. À partir de ce moment, tous les procédés qui se découvrent, tous les besoins qui viennent à naître, tous les désirs qui demandent à se satisfaire, sont des progrès vers le nivellement universel. Le goût du luxe, l'amour de la guerre, l'empire de la mode, les passions les plus superficielles du cœur humain comme les plus profondes, semblent travailler de concert à appauvrir les riches et à enrichir les pauvres.

Depuis que les travaux de l'intelligence furent devenus des sources de force et de richesses, on dut considérer chaque développement de la science, chaque connaissance nouvelle, chaque idée neuve, comme un germe de puissance mis à la portée du peuple. La poésie, l'éloquence, la mémoire, les grâces de l'esprit, les feux de l'imagination, la profondeur de la pensée, tous ces dons que le ciel répartit au hasard, profitèrent à la démocratie, et lors même qu'ils se trouvèrent dans la possession de ses adversaires, ils servirent encore sa cause en mettant en relief la grandeur naturelle de l'homme; ses conquêtes s'étendirent donc avec celles de la civilisation et des lumières, et la littérature fut un arsenal ouvert à tous, où les faibles et les pauvres vinrent chaque jour chercher des armes ⁸⁹. »

Cette idée mère ainsi tracée à grands traits est fondamentale pour comprendre la première Démocratie dont elle constitue le soubassement, mais l'ouvrage n'avait pas vocation à se présenter comme une analyse historique. Il faudra attendre 1856 et *L'Ancien Régime et la Révolution* pour que Tocqueville donne à cette analyse sa forme achevée. Cependant, dès 1836, il présente dans *L'État social et politique de la France avant et depuis 1789* une ébauche déjà conséquente –

⁸⁹ O. C., I, 1, p. 1-4.

une quarantaine de pages – de l'ouvrage qu'il livrerait au public vingt ans plus tard ⁹⁰.

Les mutations économiques et politiques de la société féodale à la Révolution

« La noblesse française, née de la conquête ainsi que les autres noblesses du Moyen Âge, avait jadis joui comme elles et plus peut-être qu'aucune, d'immenses privilèges. Elle avait renfermé dans son sein presque toutes les lumières et toutes les richesses de la société; elle avait possédé la terre, et gouverné les habitants.

Mais, à la fin du dix-huitième siècle, la noblesse française ne présentait plus qu'une ombre d'elle-même; elle avait perdu tout à la fois son action sur le prince et sur le peuple. Le roi prenait encore en elle les principaux agents du pouvoir, mais en cela il suivait instinctivement une coutume ancienne plutôt qu'il ne reconnaissait un droit acquis. Depuis longtemps il n'existait plus de noble qui pût se faire craindre du monarque, et réclamer de lui une part du gouvernement.

L'influence de la noblesse sur le peuple était moindre encore. Il existe entre un roi et un corps de nobles une affinité naturelle qui fait que, sans se chercher, en quelque sorte à leur insu, ils se rapprochent l'un de l'autre. Mais l'union de l'aristocratie et du peuple n'est pas dans l'ordre habituel des choses, et il n'y a qu'une grande habileté et des efforts continus qui puissent l'opérer et la maintenir. [...]

Les nobles français avaient cependant gardé un certain nombre de droits exclusifs qui les distinguaient et les élevaient au-dessus des autres citoyens; mais il était facile de découvrir que parmi les privilèges de ses pères, la noblesse française n'avait guère conservé que ceux qui font haïr les aristocraties et non ceux qui les font aimer ou craindre.

⁹⁰ C'est à la demande de John Stuart Mill que Tocqueville a rédigé L'État social et politique de la France avant et après 1789 pour la London and Westminster Review.

Les nobles jouissaient du droit exclusif de fournir des officiers à l'armée. C'eût été là sans doute un important privilège si les nobles eussent conservé une certaine importance individuelle ou un puissant esprit de corps.

Mais n'ayant plus ni l'un ni l'autre, ils n'étaient à l'armée, comme partout ailleurs, que des instruments passifs dans les mains du roi. De lui seul ils attendaient l'avancement et la faveur, et ils ne songeaient qu'à lui plaire sur le champ de bataille comme à la cour. Le droit dont je parle, avantageux aux familles nobles, n'était donc point utile à la noblesse comme corps politique. Chez une nation essentiellement guerrière, où la gloire militaire a toujours été considérée comme le premier des biens, ce privilège soulevait contre ceux qui en jouissaient de violentes haines et des jalousies implacables. Il ne livrait pas aux nobles les soldats; mais il faisait du soldat l'ennemi naturel des nobles. »

**L'ambivalence d'une société de castes et de privilèges
qui fait naître le ressentiment contre la noblesse.**

« Les gentilshommes étaient exempts d'une partie des taxes. De plus ils prélevaient sur les habitants de leurs domaines, sous beaucoup de noms divers, un grand nombre de redevances annuelles. Ces droits n'augmentaient pas beaucoup la richesse des nobles et faisaient de la noblesse un objet commun de haine et d'envie.

Les privilèges les plus dangereux pour ceux qui en jouissent sont les privilèges d'argent. Chacun en apprécie l'étendue du premier coup d'œil et, les voyant clairement, s'en trouve offensé; les sommes qu'ils produisent sont comme autant de mesures exactes à l'aide desquelles on évalue aisément la haine qu'ils doivent faire naître. Il n'y a qu'un certain nombre d'hommes qui désirent les honneurs et qui visent à diriger l'État; mais il en est bien peu qui ne veuillent être riches. Beaucoup d'hommes s'occupent peu de savoir qui les gouverne; mais il n'y en a point qui restent indifférents à ce qui se passe dans leur fortune privée.

Les privilèges qui donnent de l'argent sont donc tout à la fois moins importants et plus dangereux que ceux qui accordent du pouvoir. Les nobles français en conservant ceux-là de préférence aux autres avaient gardé, de l'inégalité, ce qui blesse et non ce qui sert. Ils gênaient et appauvrisaient le peuple et ne le gouvernaient pas. Ils paraissaient au milieu de lui comme des étrangers favorisés par le prince plutôt que comme des guides et des chefs; n'ayant rien à donner, ils n'attachaient pas les cœurs par l'espérance; ne pouvant prendre que dans une certaine mesure fixée invariablement à l'avance, ils faisaient naître la haine et n'excitaient point la crainte. »

Une noblesse jalouse au premier chef de ses distinctions honorifiques.

« Indépendamment de ces droits productifs, la noblesse française avait conservé un très-grand nombre de distinctions purement honorifiques; c'étaient des titres, de certaines places marquées dans les lieux publics, le port de certains habits et de certaines armes. Une partie de ces privilèges avait été jadis les appendices naturels de sa puissance; les autres étaient nés depuis l'affaiblissement de cette puissance et comme en compensation de sa perte; les uns et les autres ne servaient point et pouvaient nuire. [...] »

Les nobles modernes avaient abandonné la plupart des idées de leurs ancêtres, mais parmi elles il en était plusieurs très nuisibles auxquelles ils s'étaient opiniâtrement attachés; à la tête de ces dernières il faut placer le préjugé qui interdisait aux gentilshommes le commerce et l'industrie.

Ce préjugé avait pris naissance au moyen âge, alors que la possession de la terre et le gouvernement des hommes étaient une seule et même chose. Dans ces siècles, l'idée de richesse immobilière s'était intimement unie avec celle de grandeur et de puissance ; l'idée de la richesse mobilière rappelait au contraire celle d'infériorité et de faiblesse. Quoique, depuis cette époque, la possession de la terre eût cessé de donner le gouvernement, et que la propriété mobilière eût pris un accroissement prodigieux et eût ac-

quis une importance toute nouvelle, l'opinion était restée la même, et le préjugé avait survécu aux causes qui l'avaient fait naître.

Il arrivait de là que les familles nobles, exposées comme toutes les autres à des chances de ruine, étaient privées des moyens communs de s'enrichir. La noblesse, prise en corps, s'appauvissait donc sans cesse ; et, après avoir abandonné le chemin direct qui mène au pouvoir, elle quittait encore les routes détournées qui peuvent y conduire.

Non seulement les nobles ne pouvaient pas s'enrichir eux-mêmes à l'aide du commerce et de l'industrie, mais les mœurs leur défendaient de s'approprier par des alliances la richesse ainsi acquise. Un gentilhomme eût cru s'abaisser en épousant la fille d'un riche roturier. Il n'était pas rare cependant de leur voir contracter des unions de Cette nature; car leur fortune décroissait plus vite que leurs désirs. Ces alliances vulgaires, qui enrichissaient quelques membres de la noblesse, achevaient d'enlever au corps lui-même la puissance d'opinion qui, seule, lui restait encore. [...] »

La montée en puissance de la bourgeoisie.

« À mesure que la noblesse française diminuait en opulence et perdait en pouvoir, une autre classe de la nation s'emparait rapidement de la richesse mobilière et s'approchait du gouvernement. La noblesse perdait ainsi de deux manières et elle devenait absolument et relativement plus faible. La classe nouvelle et envahissante qui semblait vouloir s'élever sur ses débris, avait pris le nom de tiers état.

De même qu'il serait difficile de faire comprendre aux Anglais ce qu'était la noblesse française, il n'est point aisé de leur expliquer ce qu'on entendait par tiers état ».

Le Tiers état ne constituait pas une classe uniforme possédant des intérêts identiques.

« Au premier abord on pourrait croire qu'en France les classes moyennes formaient l'ordre du Tiers, lequel se serait trouvé placé entre l'aristocratie et le peuple. Mais il n'en était point ainsi. Le tiers renfermait, il est vrai, les classes moyennes, mais il se composait aussi d'éléments qui naturellement leur étaient étrangers. Le commerçant le plus riche, le banquier le plus opulent, l'industriel le plus habile, l'homme de lettres, le savant pouvaient faire partie du tiers aussi bien que le petit fermier, le boutiquier des villes, et le paysan qui cultivait le pays. En fait, tout homme qui n'était ni prêtre ni noble faisait partie du tiers état : il y avait dans le tiers des riches et des pauvres, des ignorants et des hommes éclairés. Pris à part, le tiers avait son aristocratie, il renfermait déjà tous les éléments d'un peuple ou plutôt il formait un peuple complet à lui seul, qui existait concurremment avec les ordres privilégiés, mais qui pouvait exister sans eux et par lui-même; il avait ses opinions, ses préjugés, ses croyances, son esprit national à part. Ceci se découvre bien clairement dans les cahiers rédigés en 1789 par l'ordre du tiers pour servir d'instruction à ses députés. Le tiers est presque aussi préoccupé de la crainte de se mêler avec la noblesse que celle-ci pourrait l'être de se confondre avec lui; il réclame contre les anoblissements à prix d'argent qui permettaient à quelques-uns de ses membres de pénétrer dans les rangs des nobles. Aux élections qui précédèrent la tenue des états généraux, le célèbre chimiste Lavoisier ayant voulu voter dans l'ordre du tiers fut expulsé du collège électoral sur le motif qu'ayant acheté une charge qui donnait la noblesse, il avait perdu le droit de voter avec les roturiers.

Ainsi le tiers état et la noblesse étaient entremêlés sur le même soi; mais ils y formaient comme deux nations distinctes qui, vivant sous les mêmes lois, restaient cependant étrangères l'une à l'autre. De ces deux peuples l'un renouvelait sans cesse ses forces et en acquérait de nouvelles, l'autre perdait tous les jours et ne regagnait rien. [...]

En s'isolant des roturiers riches et éclairés, les nobles croyaient rester fidèles aux exemples de leurs pères. Ils ne remarquaient Pas qu'en agissant comme eux, ils s'écartaient du but que ceux-ci avaient atteint. Au moyen âge la naissance, il est vrai, était la source principale de tous les avantages sociaux; mais au moyen âge le noble était le riche et il avait appelé à lui le prêtre qui était le lettré ; toute la société était livrée à ces deux hommes et l'on conçoit qu'elle devait l'être.

Mais au dix-huitième siècle, beaucoup de riches n'étaient pas nobles, et beaucoup de nobles n'étaient plus riches; on pouvait en dire autant par rapport aux lumières. Le tiers état formait donc comme une des portions naturelles de l'aristocratie, séparée du corps principal, qui ne pouvait manquer de l'affaiblir en ne lui prêtant pas appui, et devait le détruire en lui faisant la guerre ⁹¹. »

B – Une première forme de démocratie

[Retour à la table des matières](#)

L'égalisation progressive des conditions, les mutations économiques, la division et la répartition des terres engendrent, de facto, une première forme de démocratie.

Dans L'État social et politique de la France avant et depuis 1789, Tocqueville développait l'une des idées mères qu'il avait déjà présentée dans l'introduction de la première Démocratie, et qui servirait d'appui aux analyses de *L'Ancien Régime et la Révolution* :

« Nous avons vu que, longtemps avant la Révolution, la propriété foncière n'était plus la source principale de la considération et du pouvoir. Durant la même période, le commerce et l'industrie n'avaient fait que des progrès peu rapides, et le peuple assez éclairé déjà pour concevoir et désirer un état meilleur que le sien n'avait point encore acquis les lumières qui

⁹¹ O.C., II, 1, p. 38-47.

pouvaient lui découvrir les moyens les plus prompts d'y parvenir. La terre, en même temps qu'elle cessait d'être un objet de luxe pour le riche, devenait au contraire un objet et pour ainsi dire le seul objet d'industrie pour le pauvre. L'un la vendit pour faciliter et accroître ses plaisirs, l'autre l'acheta pour augmenter son aisance. De cette sorte la propriété foncière sortant à petit bruit des mains des nobles, commença à se diviser dans celles du peuple.

À mesure que les anciens propriétaires fonciers perdaient leurs biens, une multitude de roturiers parvenaient donc à en acquérir graduellement. Mais ils n'y parvenaient qu'avec mille efforts et à l'aide de procédés très-imparfaits. Ainsi les grandes fortunes territoriales diminuaient chaque jour, sans qu'il s'amassât de grandes richesses mobilières; et, à la place des vastes domaines, il s'en créait beaucoup de petits, fruit lent et pénible de l'économie et du travail.

Ces changements dans la division de la terre facilitaient singulièrement la grande révolution politique qui bientôt allait s'opérer.

Ceux qui croient pouvoir établir d'une manière permanente l'égalité complète dans le monde politique sans introduire en Même temps une sorte d'égalité dans la société civile, ceux-là me semblent commettre une dangereuse erreur. je pense qu'on ne saurait donner impunément aux hommes une grande alternative de force et de faiblesse, leur faire toucher l'extrême égalité sur un point, et les laisser souffrir de l'extrême inégalité sur les autres, sans que bientôt ils n'aspirent à être forts, ou ne deviennent faibles sur tous. Mais la plus dangereuse de toutes les inégalités est celle qui résulte de l'indivision de la propriété foncière.

La possession de la terre donne à l'homme un certain nombre d'idées et d'habitudes spéciales qu'il est très important de reconnaître, et que la possession des biens mobiliers ne produit pas ou produit à un degré moindre.

Les grandes propriétés territoriales localisent en quelque façon l'influence de la richesse et, la forçant de s'exercer spécialement dans certains lieux et sur certains hommes, lui donnent un caractère plus important et plus durable. L'inégalité mobilière fait très, elle unit les générations entre elles et crée dans l'État un petit peuple à part qui arrive toujours à obtenir

un certain pouvoir sur la grande nation au milieu de laquelle il est placé. Ce sont précisément ces choses qui nuisent le plus au gouvernement démocratique.

Il n'y a rien au contraire de plus favorable au règne de la démocratie que la division de la terre en petites propriétés.

Celui qui possède une petite fortune mobilière dépend presque toujours, plus ou moins, des passions d'un autre. Il faut qu'il se plie soit aux règles d'une association, soit aux désirs d'un homme. Il est soumis aux moindres vicissitudes de la fortune commerciale et industrielle de son pays, son existence est sans cesse troublée par les alternatives du bien-être et de la détresse, et il est rare que l'agitation qui règne dans sa destinée n'introduise point du désordre dans ses idées et de l'instabilité dans ses goûts. Le petit propriétaire foncier ne reçoit au contraire d'impulsion que de lui-même; sa sphère est étroite, mais il s'y meut en liberté. Sa fortune s'accroît lentement, mais elle n'est point sujette à de brusques hasards. Son esprit est tranquille comme sa destinée, ses goûts réguliers et paisibles comme ses travaux; et n'ayant précisément besoin de personne, il place l'esprit d'indépendance au milieu de la pauvreté même ⁹². »

⁹² O.C., II, 1, p. 51-52.

C - Le mécanisme démocratique : un processus d'interréaction

« Tâchons d'être libres en devenant égaux, mais plutôt cent fois cesser d'être libres que rester ou devenir inégaux ⁹³. »

[Retour à la table des matières](#)

Cette égalisation progressive des richesses engendre une forme de démocratie de fait : la démocratie sort naturellement du processus d'égalitarisation qui engendre à son tour, dans un mouvement d'interréaction, une exigence égalitaire beaucoup plus grande encore.

L'état politique et économique de la France à la veille de la Révolution.

« Une nation qui renferme comparativement moins de pauvres et moins de riches, moins de puissants et moins de faibles qu'aucune nation alors existante dans le monde ; un peuple chez lequel, en dépit de l'état politique, la théorie de l'égalité s'est emparée des esprits, le goût de l'égalité, des cœurs; un pays déjà mieux lié dans toutes ses parties qu'aucun autre, soumis à un pouvoir plus central, plus habile et plus fort; où cependant l'esprit de liberté toujours vivace, a pris depuis une époque récente un caractère plus général, plus systématique, plus démocratique et plus inquiet, tels sont les principaux traits qui marquent la physionomie de la France à la fin du dix-huitième siècle. [...]

On s'exagère donc communément les effets produits par la Révolution française.

Il n'y eut jamais sans doute de révolution plus puissante, plus rapide, plus destructive et plus créatrice que la révolution française. Toutefois ce

⁹³ O.C., II, 2, p.163.

serait se tromper étrangement que de croire qu'il en soit sorti un peuple français entièrement nouveau, et qu'elle ait élevé un édifice dont les bases n'existaient point avant elle. La Révolution française a créé une multitude de choses accessoires et secondaires, mais elle n'a fait que développer le germe des choses principales ; celles-là existaient avant elle. Elle a réglé, coordonné et légalisé les effets d'une grande cause, plutôt qu'elle n'a été cette cause elle-même.

En France les conditions étaient plus égales qu'ailleurs; la Révolution a augmenté l'égalité des conditions et introduit dans les lois la doctrine de l'égalité. La nation française avait abandonné, avant toutes les autres et plus complètement que toutes les autres, le système de fractionnement et d'individualité féodale du moyen âge; la Révolution a achevé d'unir toutes les parties du pays et d'en former un seul corps ⁹⁴. »

Ainsi, ce « procédé violent » fut moins une révolution véritable (et c'est là la thèse centrale de L'Ancien Régime et la Révolution), qu'un ajustement brusque des mentalités et des faits. Une part importante de ce que la doxa idéologique attribue à la Révolution provient en fait de l'Ancien Régime ⁹⁵ :

« Tout ce que la Révolution a fait se fût fait, je n'en doute pas, sans elle; elle n'a été qu'un procédé violent et rapide à l'aide duquel On a adapté l'état politique à l'état social, les faits aux idées et les lois aux mœurs ⁹⁶. »

Le fait nouveau le plus important, la dérive initiale - ce qu'en empruntant à une autre forme idéologique on pourrait appeler « la maladie infantile » de nos démocraties modernes - , devait être le désir de substituer à la mobilité sociale démocratique remplaçant les droits de la naissance non plus par ceux du mérite que réclame Figaro mais par l'égalitarisme à tout prix. Cet égalitarisme qui hante

⁹⁴ O.C., II, 1, p. 64-65.

⁹⁵ Ainsi, par exemple : la centralisation, la tutelle administrative, la justice administrative.

⁹⁶ O.C., II, 1, p. 65-66.

encore nos imaginaires démocratiques, produisant la monstruosité idéologique qu'est *l'homo democraticus* prêt à sacrifier la liberté sur l'autel du tout-égalitaire ⁹⁷ comme il le souligne dans ce texte de L'Ancien Régime et la Révolution :

« Et ce qu'il y a de plus étrange, c'est que tous les hommes qui se tenaient si à l'écart les uns des autres étaient devenus tellement semblables entre eux qu'il eût suffi de les faire changer de place pour ne pouvoir plus les reconnaître. Bien plus, qui eût pu sonder leur esprit eût découvert que ces petites barrières qui divisaient des gens si pareils leur paraissaient à eux-mêmes aussi contraires à l'intérêt public qu'au bon sens, et qu'en théorie ils adoraient déjà l'unité. Chacun d'eux ne tenait à sa condition particulière que parce que d'autres se particularisaient par la condition ; mais ils étaient tous prêts à se confondre dans la même masse, pourvu que personne n'eût rien à part et n'y dépassât le niveau commun ⁹⁸. »

Tocqueville définit cette l'idéologie implicite des révolutionnaires dans ses notes préparatoires au second volume de L'Ancien Régime et la Révolution, par cette formule frappante que nous avons placée en épigraphe, écrite quelques mois avant sa mort : « Tâchons d'être libres en devenant égaux, mais plutôt cent fois cesser d'être libres que rester ou devenir inégaux ».

Mais cette égalisation était le résultat d'un long processus historique : depuis la fin des grandes invasions la noblesse française avait vu diminuer progressivement sa richesse qui reposait sur le fief alors que, à l'inverse la bourgeoisie marchande et manufacturière des villes avait vu sa richesse et son pouvoir croître sans cesse, phénomène renforcé encore par le pouvoir royal qui allait s'appuyer sur des intendants d'origine bourgeoise pour casser le pouvoir des grands féodaux, mou-

⁹⁷ Voir dans les *Textes essentiels* (Pocket Agora, 2000), p. 123-127, 162-163 et 168-169, les rapprochements que Jean- Louis Benoît établit entre Tocqueville et Nietzsche, se retrouvent ensuite chez Pierre Manent dans le numéro spécial du *Nouvel Observateur* – septembre/octobre 2002, p. 27-29 ; ils figurent également, dès 1992, dans *La fin de l'Histoire*, de Fukuyama.

⁹⁸ O.C., II, 1, p. 158.

vement constant et continu depuis Louis XI et qui allait atteindre son apogée avec le règne de Louis XIV.

2 - Déclin de la féodalité, montée en puissance de la bourgeoisie

[Retour à la table des matières](#)

Du XII^e au XVIII^e siècle la bourgeoisie voit augmenter sa richesse et sa puissance économique et politique cependant que celle de l'aristocratie ne cesse de diminuer.⁹⁹ Il convient de citer ici la quasi-totalité du chapitre VIII de la deuxième partie de *L'Ancien Régime et la Révolution* intitulé « Que la France était le pays où les hommes étaient devenus le plus semblables entre eux » :

« Celui qui considère attentivement la France de l'ancien régime rencontre deux vues bien contraires.

Il semble que tous les hommes qui y vivent, particulièrement ceux qui y occupent les régions moyennes et hautes de la société, les seuls qui se fassent voir, soient tous exactement semblables les uns aux autres.

Cependant, au milieu de cette foule uniforme s'élèvent encore une multitude prodigieuse de petites barrières qui la divisent en un grand nombre de parties, et, dans chacune de ces petites enceintes apparaît comme

⁹⁹ Dans *Penser la Révolution* (Gallimard, 1978), p. 221 et suiv., François Furet ne remet pas en cause l'idée majeure développée par Tocqueville, qui fait du centralisme qui s'affirme à la sortie de la Révolution, la reprise d'une pratique essentielle mise en place sous l'Ancien Régime, mais il considère comme des simplifications abusives et des conceptions trop schématiques les développements sur l'appauvrissement de la noblesse et l'enrichissement de la bourgeoisie. Il souligne également un certain nombre de maladresses, d'absences, d'inexactitudes ou d'erreurs; de même, Antoine Leca émet plusieurs réserves et critiques sur l'analyse de la situation réelle de la noblesse française à la veille de la Révolution (*Lecture critique d'Alexis de Tocqueville*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1988, p. 136-151).

lune société particulière, qui ne s'occupe que de ses intérêts propres, sans prendre part à la vie de tous.

Je songe à cette division presque infinie, et je comprends que, nulle part les citoyens n'étant moins préparés à agir en commun et à se prêter un mutuel appui en temps de crise, une grande révolution a pu bouleverser de fond en comble une pareille société en un moment. J'imagine toutes ces petites barrières renversées par ce grand ébranlement lui-même; j'aperçois aussitôt un corps glacial plus compact et plus homogène qu'aucun de ceux qu'on avait peut-être jamais vus dans le monde.

J'ai dit comment, dans presque tout le royaume, la vie particulière des provinces était depuis longtemps éteinte ; cela avait beaucoup contribué à rendre tous les Français fort semblables entre eux. À travers les diversités qui existent encore, l'unité de la nation est déjà transparente ; l'uniformité de la législation la découvre. À mesure qu'on descend le cours du XVIII^e siècle, on voit s'accroître le nombre des édits, déclarations du roi, arrêts du conseil, qui appliquent les mêmes règles, de la même manière, dans toutes les parties de l'empire. Ce ne sont pas seulement les gouvernants, mais les gouvernés, qui conçoivent l'idée d'une législation si générale et si uniforme, partout la même, la même pour tous; cette idée se montre dans tous les projets de réforme qui se succèdent pendant trente ans avant que la Révolution n'éclate. Deux siècles auparavant, la matière de pareilles idées, si l'on peut parler ainsi, eût manqué.

Non seulement les provinces se ressemblent de plus en plus, mais dans chaque province les hommes des différentes classes, du moins tous ceux qui sont placés en dehors du peuple, deviennent de plus en plus semblables, en dépit des particularités de la condition.

Il n'y a rien qui mette ceci plus en lumière que la lecture des cahiers présentés par les différents ordres en 1789. On voit que ceux qui les rédigent diffèrent profondément par les intérêts, mais que dans tout la reste ils se montrent pareils.

Si vous étudiez comment les choses se passaient aux premiers états généraux, vous aurez un spectacle tout contraire : le bourgeois et le noble ont alors plus d'intérêts communs, plus d'affaires communes ; ils font voir

bien moins d'animosité réciproque ; mais ils semblent encore appartenir à deux races distinctes.

Le temps, qui avait maintenu, et sous beaucoup de rapports aggravé les privilèges qui séparaient ces deux hommes, avait singulièrement travaillé à les rendre en tout le reste pareils.

Depuis plusieurs siècles les nobles français n'avaient cessé de s'appauvrir. « Malgré ses privilèges, la noblesse se ruine et s'anéantit tous les jours et le tiers état s'empare des fortunes », écrit tristement un gentilhomme en 1755. Les lois qui protégeaient la propriété des nobles étaient pourtant toujours les mêmes ; rien dans leur condition économique ne paraissait changé. Néanmoins ils s'appauvrirent partout dans la proportion exacte où ils perdaient leur pouvoir.

On dirait que, dans les institutions humaines comme dans l'homme même, indépendamment des organes que l'on voit remplir les diverses fonctions de l'existence, se trouve une force centrale et invisible qui est le principe même de la vie. En vain les organes semblent agir comme auparavant, tout languit à la fois et meurt quand cette flamme vivifiante vient à s'éteindre. Les nobles français avaient encore les substitutions, Burke remarque même que les substitutions étaient de son temps plus fréquentes et plus obligatoires en France qu'en Angleterre, le droit d'aînesse, les redevances foncières et perpétuelles, et tout ce qu'on nommait les droits utiles ; on les avait soustraits à l'obligation si onéreuse de faire la guerre à leurs dépens, et pourtant on leur avait conservé, en l'augmentant beaucoup, l'immunité d'impôt ; c'est-à-dire qu'ils gardaient l'indemnité en perdant la charge. Ils jouissaient, en outre, de plusieurs autres avantages pécuniaires que leurs pères n'avaient jamais eus ; cependant ils s'appauvrirent graduellement à mesure que l'usage et l'esprit du gouvernement leur manquaient. C'est même à cet appauvrissement graduel qu'il faut attribuer, en partie, cette grande division de la propriété foncière que nous avons remarquée précédemment. Le gentilhomme avait cédé morceau par morceau sa terre aux paysans, ne se réservant que les rentes seigneuriales, qui lui conservaient l'apparence plutôt que la réalité de son ancien état. Plusieurs provinces de France, comme celle du Limousin, dont parle Turgot, n'étaient remplies que par une petite noblesse pauvre, qui ne possédait

presque plus de terres et ne vivait guère que de droits seigneuriaux et de rentes foncières.

« Dans cette généralité, dit un intendant dès le commencement du siècle, le nombre des familles nobles s'élève encore à plusieurs milliers, mais il n'y en a pas quinze qui aient vingt mille livres de rente. » Je lis dans une sorte d'instruction qu'un autre intendant (celui de Franche-Comté) adresse à son successeur en 1750 : « La noblesse de ce pays est assez bonne, mais fort pauvre, et elle est autant fière qu'elle est pauvre. Elle est très humiliée en proportion de ce qu'elle était autrefois. La politique n'est pas mauvaise de l'entretenir dans cet état de pauvreté, pour la mettre dans la nécessité de servir et d'avoir besoin de nous. Elle forme, ajoute-t-il, une confrérie où l'on n'admet que les personnes qui peuvent faire preuve de quatre quartiers. Cette confrérie n'est point patentée, mais seulement tolérée, et elle ne s'assemble tous les ans qu'une fois, et en présence de l'intendant. Après avoir dîné et entendu la messe ensemble, ces nobles s'en retournent chacun chez eux, les uns sur leurs rossinantes, les autres à pied. Vous verrez le comique de cette assemblée. »

Cet appauvrissement graduel de la noblesse se voyait plus ou moins, non seulement en France, mais dans toutes les parties du continent, où le système féodal achevait, comme en France, de disparaître, sans être remplacé par une nouvelle forme de l'aristocratie. Chez les peuples allemands qui bordent le Rhin, cette décadence était surtout visible et très remarquée. Le contraire ne se rencontrait que chez les Anglais. Là, les anciennes familles nobles qui existaient encore avaient non seulement conservé, mais fort accru leur fortune ; elles étaient restées les premières en richesse aussi bien qu'en pouvoir. Les familles nouvelles qui s'étaient élevées à côté d'elles n'avaient fait qu'imiter leur opulence sans la surpasser.

En France, les roturiers seuls semblaient hériter de tout le bien que la noblesse perdait; on eût dit qu'ils ne s'accroissaient que de sa substance. Aucune loi cependant n'empêchait le bourgeois de se ruiner ni ne l'aidait à s'enrichir ; il s'enrichissait néanmoins sans cesse ; dans bien des cas il était devenu aussi riche et quelquefois plus riche que le gentilhomme. Bien plus, sa richesse était souvent de la même espèce : quoiqu'il vécût d'ordi-

naire à la ville, il était souvent propriétaire aux champs; quelquefois même il acquérait des seigneuries ¹⁰⁰. »

Cette montée en puissance économique de la bourgeoisie s'accompagnait d'une montée en puissance politique dont l'exemple le plus caractéristique est particulièrement visible dans les provinces. L'homme le plus puissant du village comme de la province, le représentant du pouvoir royal, n'est plus le seigneur local ni le gouverneur, mais l'intendant, d'origine bourgeoise, que le pouvoir anoblit pour services rendus. Certes l'aristocratie le méprise et ne voudrait à aucun prix d'une place qu'elle juge sans honneur et se cantonne dans ses prérogatives honorifiques auxquelles elle tient d'autant plus qu'elles ne représentent, de facto, plus rien ! Ainsi, dans L'Ancien Régime et la Révolution, Tocqueville poursuit :

« Au XVIII^e siècle, toutes les affaires de la paroisse étaient conduites par un certain nombre de fonctionnaires qui n'étaient plus les agents de la seigneurie et que le seigneur ne choisissait plus ; les uns étaient nommés par l'intendant de la province, les autres élus par les paysans eux-mêmes. C'était à ces autorités à répartir l'impôt, à réparer les églises, à bâtir les écoles, à rassembler et à présider l'assemblée de la paroisse. Elles veillaient sur le bien communal et en réglaient l'usage, intentaient et soutenaient au nom de la communauté les procès. Non seulement le seigneur ne dirigeait plus l'administration de toutes ces petites affaires locales, mais il ne la surveillait pas. Tous les fonctionnaires de la paroisse étaient sous le gouvernement ou sous la contrôle du pouvoir central, comme nous le montrerons dans le chapitre suivant. Bien plus, on ne voit presque plus le seigneur agir comme le représentant du roi dans la paroisse, comme l'intermédiaire entre celui-ci et les habitants. Ce n'est plus lui qui est chargé d'appliquer les lois générales de l'État, d'y assembler les milices, d'y lever les taxes, d'y publier les mandements du prince, d'en distribuer les secours. Tous ces devoirs et tous ces droits appartiennent à d'autres. Le seigneur n'est plus en réalité qu'un habitant que des immunités et des privilèges séparent et isolent de tous les autres ; sa condition est différente, non son

¹⁰⁰ O.C., II, 1, p. 143-145.

pouvoir. Le seigneur n'est qu'un premier habitant, ont soin de dire les intendants dans leurs lettres à leurs subdélégués.

Si vous sortez de la paroisse et que vous considériez le canton, vous reverrez le même spectacle, Nulle part les nobles n'administrent ensemble, non plus qu'individuellement ; cela était particulier à la France. Partout ailleurs le trait caractéristique de la vieille société féodale s'était en partie conservé : la possession de la terre et le gouvernement des habitants demeuraient encore mêlés. ¹⁰¹ [...]

Au centre du royaume et près du trône s'est formé un corps administratif d'une puissance singulière, et dans le sein duquel tous les pouvoirs se réunissent d'une façon nouvelle, le conseil du roi. [...]

Ce conseil n'est point composé de grands seigneurs, mais de personnages de médiocre ou de basse naissance, d'anciens intendants et autres gens consommés dans la pratique des affaires, tous révocables.

Il agit d'ordinaire discrètement et sans bruit, montrant toujours moins de prétentions que de pouvoir. Aussi n'a-t-il par lui-même aucun éclat; ou plutôt il se perd dans la splendeur du trône dont il est proche, si puissant qu'il touche à tout, et en même temps si obscur que c'est à peine si l'histoire le remarque.

De même que toute l'administration du pays est dirigée par un corps unique, presque tout le maniement des affaires intérieures est confié aux soins d'un seul agent, le contrôleur général.

Si vous ouvrez un almanach de l'ancien régime, vous y trouvez que chaque province avait son ministre particulier; mais, quand on étudie l'administration dans les dossiers, on aperçoit bientôt que le ministre de la province n'a que quelques occasions peu importantes d'agir. Le train ordinaire des affaires est mené par le contrôleur général; celui-ci a attiré peu à peu à lui toutes les affaires qui donnent lieu à des questions d'argent, c'est-à-dire l'administration publique presque tout entière. On le voit agir successivement comme ministre des finances, ministre de l'intérieur, ministre des travaux publics, ministre du commerce.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 102-103.

De même que l'administration centrale n'a, à vrai dire, qu'un seul agent à Paris, elle n'a qu'un seul agent dans chaque province. On trouve encore, au XVIII^e siècle, de grands seigneurs qui portent le nom de gouverneurs de province. Ce sont les anciens représentants, souvent héréditaires, de la royauté féodale. On leur accorde encore des honneurs, mais ils n'ont plus aucun pouvoir. L'intendant possède toute la réalité du gouvernement.

Celui-ci est un homme de naissance commune, toujours étranger à la province, jeune, qui a sa fortune à faire. Il n'exerce point ses pouvoirs par droit d'élection, de naissance ou d'office acheté; il est choisi par le gouvernement parmi les membres inférieurs du conseil d'État et toujours révocable. Séparé de ce corps, il le représente, et c'est pour cela que, dans la langue administrative du temps, on le nomme le commissaire départi. Dans ses mains sont accumulés presque tous les pouvoirs que le conseil lui-même possède; il les exerce tous en premier ressort. Comme ce conseil, il est tout à la fois administrateur et juge. L'intendant correspond avec tous les ministres ; il est l'agent unique, dans la province, de toutes les volontés du gouvernement.

Au-dessous de lui, et nommé par lui, est placé dans chaque canton un fonctionnaire révocable à volonté, le subdélégué. L'intendant est d'ordonner un nouvel anobli ; le subdélégué est toujours un roturier. Néanmoins Il représente le gouvernement tout entier dans la petite circonscription qui lui est assignée, comme l'intendant dans la généralité entière. Il est soumis à l'intendant, comme celui-ci au ministre.

Le marquis d'Argenson raconte, dans ses Mémoires, qu'un jour Law lui dit : « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlement, ni états, ni gouverneurs; ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité. »

Ces fonctionnaires si puissants étaient pourtant éclipsés par les restes de l'ancienne aristocratie féodale et comme perdus au milieu de l'éclat qu'elle jetait encore ; c'est ce qui fait que, de leur temps même, on les voyait à peine, quoique leur main fût déjà partout. Dans la société, les no-

bles avaient sur eux l'avantage du rang, de la richesse et de la considération qui s'attache toujours aux choses anciennes. Dans le gouvernement, la noblesse entourait le prince et formait sa cour; elle commandait les flottes, dirigeait les armées; elle faisait, en un mot, ce qui frappe le plus les yeux des contemporains et arrête trop souvent les regards de la postérité. On eût insulté un grand seigneur en lui proposant de le nommer intendant; le plus pauvre gentilhomme de race aurait le plus souvent dédaigné de l'être. Les intendants étaient à ses yeux les représentants d'un pouvoir intrus, des hommes nouveaux, préposés au gouvernement des bourgeois et des paysans, et, au demeurant, de fort petits compagnons. [...]

Dans l'ancienne société féodale, si le seigneur possédait de grands droits, il avait aussi de grandes charges. C'était à lui à secourir les indigents dans l'intérieur de ses domaines. Nous trouvons une dernière trace de cette vieille législation de l'Europe dans le code prussien de 1795) où il est dit : 'Le seigneur doit veiller à ce que les paysans pauvres reçoivent l'éducation. Il doit, autant que possible, procurer des moyens de vivre à ceux de ,ses vassaux qui n'ont point de terre. Si quelques-uns d'entre eux tombent dans l'indigence, il est obligé de venir à leur secours.'

Aucune loi semblable n'existait plus en France depuis longtemps. Comme on avait ôté au seigneur ses anciens pouvoirs, il s'était soustrait à ses anciennes obligations. Aucune autorité locale, aucun conseil, aucune association provinciale ou paroissiale n'avait pris sa place. Nul n'était plus obligé par la loi à s'occuper des pauvres des campagnes; le gouvernement central avait entrepris hardiment de pourvoir seul à leurs besoins.

Tous les ans le conseil assignait à chaque province, sur le produit général des taxes, certains fonds que l'intendant distribuait en secours dans les paroisses. C'était à lui que devait s'adresser le cultivateur nécessiteux. Dans les temps de disette, c'était l'intendant qui faisait distribuer au peuple du blé ou du riz. Le conseil rendait annuellement des arrêts qui ordonnaient d'établir, dans certains lieux qu'il avait soin d'indiquer lui-même, des ateliers de charité où les paysans les plus pauvres pouvaient travailler moyennant un léger salaire ¹⁰². »

¹⁰² O. C., II, 1, p. 108-113.

A – La noblesse française forme une caste

[Retour à la table des matières](#)

La noblesse française qui se constitue ainsi en caste s'exclut ainsi progressivement du pouvoir économique dans le moment même où le pouvoir politique l'a éloignée et affaiblie ; elle n'a gardé que les apparences, les colifichets, les « manières ».

La noblesse française s'obstine à demeurer à part des autres classes ; les gentilshommes finissent par se laisser exempter de la plupart des charges publiques qui pèsent sur elles; ils se figurent qu'ils conserveront leur grandeur en se soustrayant à ces charges, et il paraît d'abord en être ainsi. Mais bientôt une maladie interne semble s'être attachée à leur condition, qui se réduit peu à peu sans que personne les touche, ils s'appauvrissent à mesure que leurs immunités s'accroissent. La bourgeoisie, avec laquelle ils avaient tant craint de se confondre, s'enrichit au contraire et s'éclaire à côté d'eux, sans eux et contre eux; ils n'avaient pas voulu avoir les bourgeois comme associés ni comme concitoyens, ils vont trouver en eux des rivaux, bientôt des ennemis, et enfin des maîtres. Un pouvoir étranger les a déchargés du soin de conduire, de protéger, d'assister leurs vassaux; mais comme en même temps il leur a laissé leurs droits pécuniaires et leurs privilèges honorifiques, ils estiment n'avoir rien perdu. Comme ils continuent à marcher les premiers, ils croient qu'ils conduisent encore, et, en effet, ils continuent à avoir autour d'eux des hommes que, dans les actes notariés, ils appellent leurs sujets; d'autres se nomment leurs vassaux, leurs tenanciers, leurs fermiers. En réalité, personne ne les suit, ils sont seuls, et, quand on va se présenter enfin pour les accabler, il ne leur restera qu'à fuir ¹⁰³. »

¹⁰³ O.C., II, 1, p. 189.

« Comment ces hommes si semblables étaient plus séparés qu'ils ne l'avaient jamais été en petits groupes étrangers et indifférents les uns aux autres ¹⁰⁴. »

Pourquoi citer des fragments de ce chapitre dans un ouvrage consacré aux textes économiques de Tocqueville ?

Nous retiendrons deux raisons complémentaires : d'une part l'originalité et la pertinence de ce que les sociologues ont appelé l'effet Tocqueville, d'autre part parce que cette volonté de marquer d'autant plus nettement la distanciation entre deux groupes sociaux joue un rôle majeur dans le domaine économique. ¹⁰⁵

B – La réaction nobiliaire à la veille de la Révolution

[Retour à la table des matières](#)

« Considérons maintenant l'autre côté du tableau, et voyons comment ces mêmes Français, qui avaient entre eux tant de traits de ressemblance, étaient cependant plus isolés les uns des autres que cela ne se voyait peut-être nulle part ailleurs, et que cela même ne s'était jamais vu en France auparavant.

Il y a bien de l'apparence qu'à l'époque où le système féodal s'établit en Europe, ce qu'on a appelé depuis la noblesse ne forma point sur-le-champ une caste, mais se composa, dans l'origine, de tous les principaux d'entre la nation, et ne fut ainsi, d'abord, qu'une aristocratie. C'est là une question que je n'ai point envie de discuter ici ; il me suffit de remarquer que, dès le moyen âge, la noblesse est devenue une caste, c'est-à-dire que sa marque distincte est la naissance.

Elle conserve bien ce caractère propre à l'aristocratie, d'être un corps de citoyens qui gouvernent; mais c'est la naissance seulement qui décide

¹⁰⁴ Titre du chapitre IX du livre II de L'Ancien Régime, O.C., II, 1, p. 147.

¹⁰⁵ Ce fait est particulièrement net dans nos sociétés démocratiques; il joue un rôle récurrent dans la négociation sociale et salariale, par exemple.

de ceux qui seront à la tête de ce corps. Tout ce qui n'est point né noble est en dehors de cette classe particulière et fermée, et n'occupe qu'une situation plus ou moins élevée, mais toujours subordonnée, dans l'État ¹⁰⁶. »

Diviser pour régner

La monarchie absolue développe les rivalités et les dissensions entre une bourgeoisie dont la puissance économique croît et une aristocratie qui se constitue en caste.

« Si le bourgeois et le noble étaient plus semblables, ils s'étaient en même temps de plus en plus isolés l'un de l'autre; deux choses qu'on doit si peu confondre que l'une, au lieu d'atténuer l'autre, l'aggrave souvent. [...]

Comme homme, le bourgeois du XIV^e siècle est sans doute fort inférieur au bourgeois du XVIII^e; mais la bourgeoisie en corps occupe dans la société politique alors un rang mieux assuré et plus haut. Son droit de prendre part au gouvernement est incontesté; le rôle qu'elle joue dans les assemblées politiques est toujours considérable, souvent prépondérant. Les autres classes sentent chaque jour le besoin de compter avec elle.

Mais ce qui frappe surtout, c'est de voir comme la noblesse et le tiers état trouvent alors plus de facilités pour administrer les affaires ensemble ou pour résister en commun, qu'ils n'en ont eu, depuis. Cela ne se remarque pas seulement dans les états généraux du XIV^e siècle, dont plusieurs ont eu un caractère irrégulier et révolutionnaire que les malheurs du temps leur donnèrent, mais dans les états particuliers du même temps où rien n'indique que les affaires ne suivissent pas la marche régulière et habituelle. [...]

À mesure, en effet, que le gouvernement de la seigneurie se désorganise, que les états généraux deviennent plus rares ou cessent, et que les libertés générales achèvent de succomber, entraînant les libertés locales dans leur ruine, le bourgeois et le gentilhomme n'ont plus de contact dans la vie

¹⁰⁶ O.C., II, 1, p. 147.

publique. Ils ne sentent plus jamais le besoin de se rapprocher l'un de l'autre et de s'entendre ; ils sont chaque jour plus indépendants l'un de l'autre, mais aussi plus étrangers l'un à l'autre. Au XVIII^e siècle cette révolution est accomplie : ces deux hommes ne se rencontrent plus que par hasard dans la vie privée. Les deux classes ne sont plus seulement rivales, elles sont ennemies.

Et ce qui semble bien particulier à la France, dans la même temps que l'ordre de la noblesse perd ainsi ses pouvoirs politiques, le gentilhomme acquiert individuellement plusieurs privilèges qu'il n'avait jamais possédés ou accroît ceux qu'il possédait déjà. On dirait que les membres s'enrichissent des dépouilles du corps. La noblesse a de moins en moins le droit de commander, mais les nobles ont de plus en plus la prérogative exclusive d'être les premiers serviteurs du maître; il était plus facile à un roturier de devenir officier sous Louis XIV que sous Louis XVI. Cela se voyait souvent en Prusse, quand le fait était presque sans exemple en France. Chacun de ces privilèges, une fois obtenu, adhère au sang, il en est inséparable. Plus cette noblesse cesse d'être une aristocratie, plus elle semble devenir une caste. [...]

La barrière qui séparait la noblesse de France des autres classes, quoique très facilement franchissable, était toujours fixe et visible, toujours reconnaissable à des signes éclatants et odieux à qui restait dehors. Une fois qu'on l'avait franchie, on était séparé de tous ceux du milieu desquels on venait de sortir par des privilèges qui leur étaient onéreux et humiliants.

Le système des anoblissements, loin de diminuer la haine du roturier contre le gentilhomme, l'accroissait donc au contraire sans mesure ; elle s'aigrissait de toute l'envie que le nouveau noble inspirait à ses anciens égaux. C'est ce qui fait que le tiers état dans ses doléances montre toujours plus d'irritation contre les anoblis que contre les nobles, et que, loin de demander qu'on élargisse la porte qui peut le conduire hors de la route, il demande sans cesse qu'elle soit rétrécie.

À aucune époque de notre histoire la noblesse n'avait été aussi facilement acquise qu'en 89, et jamais le bourgeois et le gentilhomme n'avaient été aussi séparés l'un de l'autre. Non seulement les nobles ne veulent souf-

frir dans leurs collègues électoraux rien qui sente la bourgeoisie, mais les bourgeois écartent avec le même soin tous ceux qui peuvent avoir l'apparence de gentilhomme. Dans certaines provinces, les nouveaux anoblis sont repoussés d'un côté parce qu'on ne les juge pas assez nobles, et de l'autre parce qu'on trouve qu'ils le sont déjà trop. Ce fut, dit-on, le cas du célèbre Lavoisier ¹⁰⁷. »

Mais un autre facteur important allait jouer un rôle majeur dans la montée de la revendication de l'opinion publique à la veille de la Révolution : l'inégalité devant l'impôt.

3 - La situation économique de la France à la veille de la Révolution

[Retour à la table des matières](#)

Un double mal français :
l'inégalité devant l'impôt et le goût des places.

Il serait injuste de considérer ce double mal comme exclusivement français, ainsi, Tocqueville fait-il de la recherche des places un élément caractéristique également de la société aristocratique espagnole, par exemple. Mais il insiste pour établir comment cette injustice était d'autant plus flagrante en France que la situation économique était globalement meilleure à la veille de 1789 qu'elle ne l'avait été depuis très longtemps.

Dans le chapitre de L'Ancien Régime et la Révolution qu'il consacre à la situation économique de la France à la fin du règne de Louis XVI ¹⁰⁸, Tocqueville livre, une fois encore, une analyse est neuve et originale. Contrairement à la vulgate de l'histoire idéologique habituelle de la Révolution qui perdure aujourd'hui

¹⁰⁷ O.C., II, 1, p. 150-151 et p. 152-153.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 218-225.

encore dans les manuels scolaires et la mentalité collective, il s'appuie sur les documents et données du temps et procède à une analyse quantitative qui tient compte aussi bien des grands travaux accomplis dans le royaume que des rentrées d'impôts et du solde positif de la démographie.

***A – Le règne de Louis XIV a été ruineux
pour l'ensemble du pays et de la population***

[Retour à la table des matières](#)

« On ne saurait douter que l'épuisement du royaume sous Louis XIV n'ait commencé dans le temps même où ce prince triomphait encore de toute l'Europe. On en rencontre les premiers indices dans les années les plus glorieuses du règne. La France était ruinée bien avant qu'elle eût cessé de vaincre. Qui n'a lu cet effrayant essai de statistique administrative que Vauban nous a laissé ? Les intendants, dans les mémoires qu'ils adressent au duc de Bourgogne à la fin du XVII^e siècle et avant même que la guerre malheureuse de la Succession ne soit commencée, font tous allusion à cette décadence croissante de la nation et n'en parlent point comme d'un fait très récent. La population a fort diminué dans cette généralité depuis un certain nombre d'années, dit l'un ; cette ville, qui était autrefois riche et florissante, est aujourd'hui sans industrie, dit l'autre. Celui-ci : Il y a eu des manufactures dans la province, mais elles sont aujourd'hui abandonnées. Celui-là : Les habitants tiraient autrefois beaucoup plus de leur sol qu'à présent ; l'agriculture y était infiniment plus florissante il y a vingt ans. La population et la production ont diminué d'un cinquième depuis environ trente ans, disait un intendant d'Orléans dans le même temps. On devrait conseiller la lecture de ces mémoires aux particuliers qui prisent le gouvernement absolu et aux princes qui aiment la guerre ¹⁰⁹. »

¹⁰⁹ Il convient de ne pas oublier que *L'Ancien Régime et la Révolution* est non seulement un ouvrage « d'histoire philosophique », selon l'expression que Tocqueville emploie lui-même, mais également une critique directe du Second Empire que Tocqueville condamne, au même titre que Victor Hugo, comme despotique, tyrannique et liberticide. L'empereur a engagé la France dans la guerre de Crimée qui s'achève au moment où Tocqueville rédige son livre.

Comment ne pas rapprocher ce texte sur les misères du temps de celui de La Bruyère :

L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible; ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et en effet ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. (La Bruyère Caractères ou Les mœurs de ce siècle, Classiques Garnier, 1962, p. 339)

***B – À l'inverse les données quantitatives font apparaître
que le règne de Louis XVI connut, globalement,
une véritable prospérité économique***

[Retour à la table des matières](#)

L'Ancien Régime et la Révolution souligne la prospérité économique de la France à la veille de la Révolution :

« Environ trente ou quarante ans avant que la Révolution n'éclate, le spectacle commence à changer ; on croit discerner alors dans toutes les parties du corps social une sorte de tressaillement intérieur qu'on n'avait point remarqué jusque-là. Il n'y a qu'un examen très attentif qui puisse d'abord le faire reconnaître; mais peu à peu il devient plus caractéristique et plus distinct. Chaque année ce mouvement s'étend et s'accélère : la nation se remue enfin tout entière et semble renaître. Prenez-y garde ! ce n'est pas son ancienne vie qui se ranime l'esprit qui meut ce grand corps est un esprit nouveau il ne le ravive un moment que pour le dissoudre.

Chacun s'inquiète et s'agite dans sa condition et fait effort pour en changer : la recherche du mieux est universelle ; mais c'est une recherche impatiente et chagrine, qui fait maudire le passé et imaginer un état de choses tout contraire à celui qu'on a sous les yeux.

Bientôt cet esprit pénètre jusqu'au sein du gouvernement lui-même il le transforme au dedans sans rien altérer au dehors on ne change pas les lois, niais on les pratique autrement.

J'ai dit ailleurs que le contrôleur général et l'intendant de 1740 ne ressemblaient point à l'intendant et au contrôleur général de 1780. La correspondance administrative montre cette vérité dans les détails. L'intendant de 1780 a cependant les mêmes pouvoirs, les mêmes agents, le même arbitraire que son prédécesseur, mais non les mêmes visées : l'un ne s'occupait guère que de maintenir sa province dans l'obéissance, d'y lever la milice, et surtout d'y percevoir la taille ; l'autre a bien d'autres soins : sa tête est remplie de mille projets qui tendent à accroître la richesse publique. Les routes, les canaux, les manufactures, le commerce sont les principaux objets de sa pensée ; l'agriculture surtout attire ses regards. Sully devient alors à la mode parmi les administrateurs.

C'est dans ce temps qu'ils commencent à former les sociétés d'agriculture dont j'ai déjà parlé, qu'ils établissent des concours, qu'ils distribuent des primes. Il y a des circulaires du contrôleur général qui ressemblent moins à des lettres d'affaires qu'à des traités sur l'art agricole.

C'est principalement dans la perception de tous les impôts qu'on peut le mieux voir. le changement qui s'est opéré dans l'esprit de ceux qui gouvernent. La législation est toujours aussi inégale, aussi arbitraire et aussi dure que par le passé, mais tous ses vices se tempèrent dans l'exécution.

‘Lorsque je commençai à étudier les lois fiscales, dit M. Mollien dans ses Mémoires, je fus effrayé de ce que j'y trouvai : des amendes, des emprisonnements, des punitions corporelles mises à la disposition de tribunaux spéciaux pour de simples omissions ; des commis des fermes qui tenaient presque toutes les propriétés et les personnes à la discrétion de leurs serments, etc. Heureusement, je ne me bornai pas à la simple lecture de ce code, et j'eus bientôt lieu de reconnaître qu'il y avait entre le texte et son

application la même différence qu'entre les mœurs des anciens financiers et celles des nouveaux. Les jurisconsultes étaient toujours portés à l'atténuation des délits et à la modération des peines.'

'À combien d'abus et de vexations la perception des impôts peut-elle donner lieu ! » dit l'assemblée provinciale de basse Normandie en 1787 ; nous devons cependant rendre justice à la douceur et aux ménagements dont on a usé depuis quelques années.'

L'examen des documents justifie pleinement cette assertion. Le respect de la liberté et de la vie des hommes s'y fait souvent voir. On y aperçoit surtout une préoccupation véritable des maux des pauvres : on l'y eût en vain cherchée jusque-là. Les violences du fisc envers les misérables sont rares, les remises d'impôts plus fréquentes, les secours plus nombreux. Le roi augmente tous les fonds destinés à créer des ateliers de charité dans les campagnes ou à venir en aide aux indigents, et souvent il en établit de nouveaux. Je trouve plus de 80.000 livres distribuées par l'État de cette manière dans la seule généralité de la haute Guyenne en 1779 ; 40.000 en 1784, dans celle de Tours ; 48.000 dans celle de Normandie en 1787. Louis XVI ne voulait pas abandonner à ses seuls ministres cette partie du gouvernement ; il s'en chargeait parfois lui-même. Lorsqu'en 1776 un arrêt du conseil vint fixer les indemnités qui seraient dues aux paysans dont le gibier du roi dévastait les champs aux environs des capitaineries, et indiqua des moyens simples et sûrs de se les faire payer, le roi rédigea lui-même les considérants. Turgot nous raconte que ce bon et malheureux prince les lui remit écrits de sa main, en disant : « Vous voyez que je travaille aussi de mon côté. » Si l'on peignait l'ancien régime tel qu'il était dans les dernières années de son existence, on en ferait un portrait très flatteur et peu ressemblant.

À mesure que ces changements s'opèrent dans l'esprit des gouvernés et des gouvernants, la prospérité publique se développe avec une rapidité jusque-là sans exemple. Tous les signes l'annoncent : la population augmente ; les richesses s'accroissent plus vite encore. La guerre d'Amérique ne ralentit pas cet essor ; l'État s'y obère, mais les particuliers continuent à s'enrichir ; ils deviennent plus industriels, plus entreprenants, plus inventifs.

‘Depuis 1774, dit un administrateur du temps, les divers genres d'industrie, en se développant, avaient agrandi la matière de toutes les taxes de consommation.’ Quand on compare, en effet, les uns aux autres les traités faits, aux différentes époques du règne de Louis XVI, entre l'État et les compagnies financières chargées de la levée des impôts, on voit que le prix des fermages ne cesse de s'élever, à chaque renouvellement, avec une rapidité croissante. Le bail de 1786 donne 14 millions de plus que celui de 1780. « On peut compter que le produit de tous les droits des consommations augmente de 2 millions par an », dit Necker dans le compte rendu de 1781.

Arthur Young assure qu'en 1788 Bordeaux faisait plus de commerce que Liverpool ; et il ajoute : ‘Dans ces derniers temps, les progrès du commerce maritime ont été plus rapides en France qu'en Angleterre même ; ce commerce y a doublé depuis vingt ans.’

Si l'on veut faire attention à la différence des temps, on se convaincra qu'à aucune des époques qui ont suivi la Révolution la prospérité publique ne s'est développée plus rapidement que pendant les vingt années qui la précédèrent. Les trente-sept ans de monarchie constitutionnelle, qui furent pour nous des temps de paix et de progrès rapides, peuvent seuls se comparer, sous ce rapport, au règne de Louis XVI ¹¹⁰. »

C – L'inégalité devant l'impôt et le goût des places

[Retour à la table des matières](#)

Si la situation économique du royaume est plus prospère dix ans avant la Révolution qu'elle ne l'avait jamais été, cette prospérité cache cependant des disparités considérables dans l'ensemble de la population française et pose deux problèmes majeurs qui ne vont pas trouver de solution, l'un d'ordre socio-économique : l'impossibilité de la réforme ; l'autre d'ordre sociétal : l'antagonisme entre une aristocratie constituée en caste et une bourgeoisie, devenue première force éco-

¹¹⁰ O.C., II, 1, p. 218-221.

nomique du pays – qui veut devenir une force politique et aspire à la considération de son mérite et à la participation des affaires, sinon à leur direction.

Tocqueville souligne dans *L’Ancien Régime et la Révolution*, que, depuis le XIV^e siècle, les trois ordres ont mis en place des formes d’imposition qui aboutissent à faire porter la charge de l’impôt essentiellement sur les plus pauvres et le pouvoir royal a multiplié les pratiques financières aberrantes et/ou malhonnêtes.

« La plupart des impôts généraux votés par les trois ordres, durant le XIV^e siècle, ont en effet ce caractère. Presque toutes les taxes établies à cette époque sont indirectes, c'est-à-dire qu'elles sont acquittées par tous les consommateurs indistinctement. Parfois l'impôt est direct; il porte alors, non sur la propriété, mais sur le revenu. Les nobles, les ecclésiastiques et les bourgeois sont tenus d'abandonner au roi, durant une année, le dixième, par exemple, de tous leurs revenus. Ce que je dis là des impôts votés par les états généraux doit s'entendre également de ceux qu'établissaient, à la même époque, les différents états provinciaux sur leurs territoires.

Il est vrai que, dès ce temps-là, l'impôt direct, connu sous le nom de taille, ne pesait jamais sur le gentilhomme. L'obligation du service militaire gratuit en dispensait celui-ci ; mais la taille, comme impôt général, était alors d'un usage restreint, plutôt applicable à la seigneurie qu'au royaume.

Quand le roi entreprit pour la première fois de lever des taxes de sa propre autorité, il comprit qu'il fallait d'abord en choisir une qui ne parût pas frapper directement sur les nobles; car ceux-ci, qui formaient alors pour la royauté de classe rivale et dangereuse, n'eussent jamais souffert une nouveauté qui leur eût été si préjudiciable ; il fit donc choix d'un impôt dont ils étaient exempts; il prit la taille.

A toutes les inégalités particulières qui existaient déjà s'en joignit ainsi une plus générale, qui aggrava et maintint toutes les autres. À partir de là, à mesure que les besoins du trésor public croissent avec les attributions du pouvoir central, la taille s'étend et se diversifie; bientôt elle est décuplée, et toutes les nouvelles taxes deviennent des tailles. Chaque année l'inégalité d'impôt sépare donc les classes et isole les hommes plus profondément

qu'ils n'avaient été isolés jusque-là. Du moment où l'impôt avait pour objet, non d'atteindre les plus capables de le payer, mais les plus incapables de s'en défendre, on devait être amené à cette conséquence monstrueuse de l'épargner au riche et d'en charger le pauvre. On assure que Mazarin, manquant d'argent, imagina d'établir une taxe sur les principales maisons de Paris, mais qu'ayant rencontré dans les intéressés quelque résistance, il se borna à ajouter les cinq millions dont il avait besoin au brevet général de la taille. Il voulait imposer les citoyens les plus opulents ; il se trouva avoir imposé les plus misérables; mais le trésor n'y perdit rien.

Le produit de taxes si mal réparties avait des limites, et les besoins des princes n'en avaient plus. Cependant ils ne voulaient ni convoquer les états pour en obtenir des subsides, ni provoquer la noblesse, leu. l'imposant, à réclamer la convocation de ces assemblées.

De là vint cette prodigieuse et malfaisante fécondité de l'esprit financier, qui caractérise si singulièrement l'administration des deniers publics durant les trois derniers siècles de la monarchie.

Il faut étudier dans ses détails l'histoire administrative et financière de l'ancien régime pour comprendre à quelles pratiques violentes ou déshonnêtes le besoin d'argent peut réduire un gouvernement doux, mais sans publicité et sans contrôle, une fois que le temps a consacré son pouvoir et l'a délivré de la peur des révolutions, cette dernière sauvegarde des peuples.

On rencontre à chaque pas, dans ces annales, des biens royaux vendus, puis ressaisis comme invendables; des contrats violés, des droits acquis méconnus; le créancier de l'état sacrifié à chaque crise, la foi publique sans cesse faussée.

Des privilèges accordés à perpétuité sont perpétuellement repris. Si l'on pouvait compatir aux déplaisirs qu'une sotte vanité cause, on plaindrait le sort de ces malheureux anoblis auxquels, pendant tout le cours des XVIIe et XVIIIe siècles, on fait racheter de temps à autre ces vains honneurs ou ces injustes privilèges qu'ils ont déjà payés plusieurs fois. C'est ainsi que Louis XIV annula tous les titres de noblesse acquis depuis quatre-vingt-douze ans, titres dont la plupart avaient été donnés par lui-même ; on ne pouvait les conserver qu'en fournissant une nouvelle finan-

ce, tous ces titres ayant été obtenus par surprise, dit l'édit. Exemple que ne manque point d'imiter Louis XV, quatre-vingts ans plus tard ¹¹¹. »

Pour échapper à l'impôt, comme les nobles, les bourgeois quittent les campagnes pour les villes et achètent des places qui leur permettent de bénéficier de multiples exemptions.

« Prenons le plus odieux de tous ces privilèges, celui de l'exemption d'impôt : il est facile de voir que, depuis le XVe siècle jusqu'à la révolution française, celui-ci n'a cessé de croître. Il croissait par le progrès rapide des charges publiques. Quand on ne prélevait que 1.200.000 livres de taille sous Charles VII, le privilège d'en être exempt était petit ; quand on en prélevait 80 millions sous Louis XVI, c'était beaucoup. Lorsque la taille était le seul impôt de roture, l'exemption du noble était peu visible ; mais quand les impôts de cette espèce se furent multipliés sous mille noms et sous mille formes, qu'à la taille eurent été assimilées quatre autres taxes, que des charges inconnues au moyen âge, telles que la corvée royale appliquée à tous les travaux ou services publics, la milice, etc., eurent été ajoutées à la taille et à ses accessoires, et aussi inégalement imposées, l'exemption du gentilhomme parut immense ^a. L'inégalité, quoique grande, était, il est vrai, plus apparente encore que réelle ; car le noble était souvent atteint dans son fermier par l'impôt auquel il échappait lui-même ;

¹¹¹ O.C., II, 1, p. 160-162.

^a Turgot, dans un mémoire au roi, résume de cette façon, qui me paraît très exacte, quelle était l'étendue vraie des privilèges des nobles en matière d'impôt :

« 1- Les privilégiés peuvent faire valoir en exemption de toute imposition taillable une ferme de quatre charrues qui porte ordinairement, dans les environs de Paris: 2.000 francs d'imposition.

« 2- Les mêmes privilégiés ne payent absolument rien pour les bois, prairies, vignes, étangs, ainsi que pour les terres encloses qui tiennent à leurs châteaux, de quelque étendue qu'elles soient. Il y a des cantons dont la principale production est en prairies ou en vignes; alors le noble qui fait régir ses terres s'exempte de toute l'imposition, qui retombe à la charge du taillable; second avantage qui est immense. » (Note de Tocqueville)

mais en cette matière l'inégalité qu'on voit nuit plus que celle qu'on ressent.

Louis XIV, pressé par les nécessités financières qui l'accablèrent à la fin de son règne, avait établi deux taxes communes, la capitation et les vingtièmes. Mais, comme, si l'exemption d'impôts, avait été en soi un privilège si respectable qu'il fallût le consacrer dans le fait même qui lui portait atteinte, on eut soin de rendre la perception différente là où la taxe était commune. Pour les uns, elle resta dégradante et dure; pour les autres, indulgente et honorable.

Quoique l'inégalité, en fait d'impôts, se fût établie sur tout le continent de l'Europe, il y avait très peu de pays où elle fût devenue aussi visible et aussi constamment sentie qu'en France. Dans une grande partie de l'Allemagne, la plupart des taxes étaient indirectes. Dans l'impôt direct lui-même, le privilège du gentilhomme consistait souvent dans une participation moins grande à une charge commune. Il y avait, de plus, certaines taxes qui ne frappaient que sur la noblesse, et qui étaient destinées à tenir la place du service militaire gratuit qu'on n'exigeait plus.

Or, de toutes les manières de distinguer les hommes et de marquer les classes, l'inégalité d'impôt est la plus pernicieuse et la plus propre à ajouter l'isolement à l'inégalité, et à rendre en quelque sorte l'un et l'autre incurables. Car, voyez ses effets: quand le bourgeois et le gentilhomme ne sont plus assujettis à payer la même taxe, chaque année l'assiette et la levée de l'impôt tracent à nouveau entre eux, d'un trait net et précis, la limite des classes. Tous les ans, chacun des privilégiés ressent un intérêt actuel et pressant à ne point se laisser confondre avec la masse, et fait un nouvel effort pour se ranger à l'écart.

Comme il n'y a presque pas d'affaires publiques qui ne naissent d'une taxe ou qui n'aboutissent à une taxe, du moment où les deux classes ne sont pas également assujetties à l'impôt, elles n'ont presque plus de raisons pour délibérer jamais ensemble, plus de causes pour ressentir des besoins et des sentiments communs; on n'a plus affaire de les tenir séparées : on leur a ôté en quelque sorte l'occasion et l'envie d'agir ensemble. [...]

La presque totalité de la classe moyenne dans l'ancien régime habitait les villes. Deux causes avaient surtout produit cet effet : les privilèges des gentilshommes et la taille. Le seigneur qui résidait dans ses terres montrait d'ordinaire une certaine bonhomie familière envers les paysans ; mais son insolence vis-à-vis des bourgeois, ses voisins, était presque infinie. Elle n'avait cessé de croître à mesure que son pouvoir politique avait diminué, et par cette raison même ; car, d'une part, cessant de gouverner, il n'avait plus d'intérêt à ménager ceux qui pouvaient l'aider dans cette tâche, et, de l'autre, comme on l'a remarqué souvent, il aimait à se consoler par l'usage immodéré de ses droits apparents de la perte de sa puissance réelle. Son absence même de ses terres, au lieu de soulager ses voisins, augmentait leur gêne. L'absentéisme ne servait pas même à cela ; car des privilèges exercés par procureur n'en étaient que plus insupportables à endurer.

Je ne sais néanmoins si la taille, et tous les impôts qu'on avait assimilés à celui-là, ne furent pas des causes plus efficaces.

Je pourrais expliquer, je pense, et en assez peu de mots, pourquoi la taille et ses accessoires pesaient beaucoup plus lourdement sur les campagnes que sur les villes ; mais cela paraîtra peut-être inutile au lecteur. Il me suffira donc de dire que les bourgeois réunis dans les villes avaient mille moyens d'atténuer le poids de la taille, et souvent de s'y soustraire entièrement, qu'aucun d'eux n'eût eus isolément, s'il était resté sur son domaine. Ils échappaient surtout de cette manière à l'obligation de lever la taille, ce qu'ils craignaient bien plus encore que l'obligation de la payer, et avec raison ; car il n'y eut jamais, dans l'ancien régime, ni même, je pense, dans aucun régime, de pire condition que celle du collecteur paroissial de la taille. J'aurai occasion de le montrer plus loin. Personne cependant dans le village, excepté les gentilshommes, ne pouvait échapper à cette charge : plutôt que de s'y soumettre, le roturier riche louait son bien et se retirait à la ville prochaine. Turgot est d'accord avec tous les documents secrets que j'ai eu l'occasion de consulter, quand il nous dit que 'la collecte de la taille change en bourgeois des villes presque tous les propriétaires roturiers des campagnes'. Ceci est, pour le dire en passant, l'une des raisons qui firent que la France était plus remplie de villes, et surtout de petites villes, que la plupart des autres pays d'Europe.

Cantonné ainsi dans des murailles, le roturier riche perdait bientôt les goûts et l'esprit des champs; il devenait entièrement étranger aux travaux et aux affaires de ceux de ses pareils qui y étaient restés. Sa vie n'avait plus pour ainsi dire qu'un seul but : il aspirait à devenir dans sa ville adoptive un fonctionnaire public.

C'est une très grande erreur de croire que la passion de presque tous les Français de nos jours, et en particulier de ceux des classes moyennes, pour les places, soit née depuis la Révolution ; elle a pris naissance plusieurs siècles auparavant, et elle n'a cessé, depuis ce temps, de s'accroître, grâce à mille aliments nouveaux qu'on a eu soin de lui donner. ¹¹²

Les places, sous l'ancien régime, ne ressemblaient pas toujours aux nôtres, mais il y en avait encore plus, je pense; le nombre des petites n'avait presque pas de fin. De 1693 à 1709 seulement, on calcule qu'il en fut créé quarante mille, presque toutes à la portée des moindres bourgeois. J'ai compté en 1750, dans une ville de province de médiocre étendue, jusqu'à cent neuf personnes occupées à rendre la justice, et cent vingt-six chargées de faire exécuter les arrêts des premières, tous gens de la ville. L'ardeur des bourgeois à remplir ces places était réellement sans égale. Dès que l'un d'eux se sentait possesseur d'un petit capital, au lieu de l'employer dans le négoce, il s'en servait aussitôt pour acheter une place. Cette misérable ambition a plus nui aux progrès de l'agriculture et du commerce en France que les maîtrises et la taille même. Quand les places venaient à manquer, l'imagination des solliciteurs, se mettant à l'œuvre, en avait bientôt inventé

¹¹² Ce système des places n'a cessé, depuis que Tocqueville a écrit son livre, de croître et d'embellir, pour atteindre un niveau sans pareil dans cette monarchie élective qu'est la Vème République qui pratique un système de Nomenklatura digne des plus beaux jours de l'Union Soviétique, voir par exemple le livre d'Arnaud Montebourg, *La Machine à trahir* (Denoël, 2000, p. 194-201), qui fait le relevé des emplois dans les établissements et sociétés dont les secrétaires et présidents sont nommés par le président de la République, mais il ne s'agit-là que de la partie émergée de l'iceberg. Rappelons qu'à la veille de la défaite électorale aux législatives, François Mitterrand créa, si mes souvenirs sont exacts un *Observatoire de l'Asie de Sud-Est* dont la direction revint à Régis Debray ; signalons également l'ouvrage d'un polytechnicien, fils d'une famille de polytechniciens, Jacques-Antoine Kosciusko-Morizet, *La mafia polytechnicienne*, Le Seuil, 1973.

de nouvelles. Un sieur Lemberville publie un mémoire pour prouver qu'il est tout à fait conforme à l'intérêt public de créer des inspecteurs pour une certaine industrie, et il termine en s'offrant lui-même pour l'emploi. Qui de nous n'a connu ce Lemberville ? Un homme pourvu de quelques lettres et d'un peu d'aisance ne jugeait pas enfin qu'il fût séant de mourir sans avoir été fonctionnaire public. 'Chacun, suivant son état, dit un contemporain, veut être quelque chose de par le roi. '

La plus grande différence qui se voit en cette matière entre les temps dont je parle ici et les nôtres, c'est qu'alors le gouvernement vendait les places, tandis qu'aujourd'hui il les donne; pour les acquérir on ne fournit plus son argent; on fait mieux, on se livre soi-même.

Séparé des paysans par la différence des lieux et plus encore du genre de vie, le bourgeois l'était le plus souvent aussi par l'intérêt. On se plaint avec beaucoup de justice du privilège des nobles en matière d'impôts; mais que dire de ceux des bourgeois ? On compte par milliers les offices qui les exemptent de tout ou partie des charges publiques : celui-ci de la milice, cet autre de la corvée, ce dernier de la taille. Quelle est la paroisse, dit-on dans un écrit du temps, qui ne compte dans son sein, indépendamment des gentilshommes et des ecclésiastiques, plusieurs habitants qui se sont procuré, à l'aide de charges ou de commission, quelque exemption d'impôt ? L'une des raisons qui font de temps à autre abolir un certain nombre d'offices destinés aux bourgeois, c'est la diminution de recette qu'amène un si grand nombre d'individus soustraits à la taille. Je ne doute point que le nombre des exempts ne fût aussi grand, et souvent plus grand, dans la bourgeoisie que dans la noblesse.

Ces misérables prérogatives remplissaient d'envie ceux qui en étaient privés, et du plus égoïste orgueil ceux qui les possédaient. Il n'y a rien de plus visible, pendant tout le XVIIIe siècle, que l'hostilité des bourgeois des villes contre les paysans de leur banlieue, et la jalousie de la banlieue contre la ville. « Chacune des villes, dit Turgot, occupée de son intérêt particulier, est disposée à y sacrifier les campagnes et les villages de son arrondissement. » Ces misérables prérogatives remplissaient d'envie ceux qui en étaient privés, et du plus égoïste orgueil ceux qui les possédaient. Il n'y a rien de plus visible, pendant tout le XVIIIe siècle, que l'hostilité des

bourgeois des villes contre les paysans de leur banlieue, et la jalousie de la banlieue contre la ville. « Chacune des villes, dit Turgot, occupée de son intérêt particulier, est disposée à y sacrifier les campagnes et les villages de son arrondissement. » - « Vous avez souvent été obligés, dit-il ailleurs en parlant à ses subdélégués, de réprimer la tendance constamment usurpatrice et envahissante qui caractérise la conduite des villes à l'égard des campagnes et des villages de leur arrondissement. »

Le peuple même qui vit avec les bourgeois dans l'enceinte de la ville leur devient étranger, presque ennemi. La plupart des charges locales qu'ils établissent sont tournées de façon à porter particulièrement sur les basses classes. J'ai eu plus d'une fois occasion de vérifier ce que dit le même Turgot dans un autre endroit de ses ouvrages, que les bourgeois des villes avaient trouvé le moyen de régler les octrois de manière à ce qu'ils ne pesassent pas sur eux. ¹¹³

À la veille de la Révolution, le peuple, particulièrement celui des campagnes qui constitue la plus grande partie de la population française est souvent dans une condition misérable, même lorsque le paysan a commencé à acquérir des parcelles de terre dont il doit payer le prix d'achat et les impôts y afférents.

« Au dix-huitième siècle, le paysan français ne pouvait plus être la proie de petits despotes féodaux ; il n'était que rarement en butte à des violences de la part du gouvernement ; il jouissait de la liberté civile et possédait une partie du soi ; mais tous les hommes des autres classes s'étaient écartés de lui, et il vivait plus seul que cela ne s'était vu nulle part peut-être dans le monde. Sorte d'oppression nouvelle et singulière, dont les effets méritent d'être considérés très attentivement à part.

Dès le commencement du XVIIIe siècle, Henri IV se plaignait, suivant Péréfix, que les nobles abandonnassent les campagnes. Au milieu du XVIIIe, cette désertion est devenue presque générale; tous les documents du temps la signalent et la déplorent, les économistes dans leurs livres, les

¹¹³ O.C., II, 1, p. 151-156.

intendants dans leur correspondance, les sociétés d'agriculture dans leurs mémoires. [...]

Il ne restait guère dans les campagnes que le gentilhomme que la médiocrité de sa fortune empêchait d'en sortir. Celui-là s'y trouvait vis-à-vis des paysans ses voisins dans une position où jamais propriétaire riche ne s'était vu, je pense. N'étant plus leur chef, il n'avait plus l'intérêt qu'il avait eu autrefois à les ménager, à les aider, à les conduire ; et, d'une autre part, n'étant pas soumis lui-même aux mêmes charges publiques qu'eux, il ne pouvait éprouver de vive sympathie pour leur misère, qu'il ne partageait pas, ni s'associer à leurs griefs, qui lui étaient étrangers. Ces hommes n'étaient plus ses sujets, il n'était pas encore leur concitoyen : fait unique dans l'histoire. [...]

Souvent obéré et toujours besogneux, il vivait d'ordinaire fort chichement dans son château, ne songeant qu'à y amasser l'argent qu'il allait dépenser l'hiver à la ville. Le peuple, qui d'un mot va souvent droit à l'idée, avait donné à ce petit gentilhomme le nom du moins gros des oiseaux de proie : il l'avait nommé le hobereau. [...]

À mesure que la noblesse achève de perdre ses droits politiques sans en acquérir d'autres, et que les libertés locales disparaissent, cette émigration des nobles s'accroît : on n'a plus besoin de les attirer hors de chez eux ; ils n'ont plus envie d'y rester : la vie des champs leur est devenue insipide.

Ce que je dis ici des nobles doit s'entendre, en tout pays, des propriétaires riches : pays de centralisation, campagnes vides d'habitants riches et éclairés. [...]

Nous avons vu ailleurs comment les bourgeois, quittant de leur côté les campagnes, cherchaient de toutes parts un asile dans les villes. Il n'y a pas un point sur lequel tous les documents de l'ancien régime soient mieux d'accord. On ne voit presque jamais dans les campagnes, disent-ils, qu'une génération de Paysans riches. Un cultivateur parvient-il par son industrie à acquérir enfin un peu de bien : il fait aussitôt quitter à son fils la charrue, l'envoie à la ville et lui achète un petit office. C'est de cette époque que date cette sorte d'horreur singulière que manifeste souvent, même de nos

jours, l'agriculteur français pour la profession qui l'a enrichi. L'effet a survécu à la cause. [...]

Voilà donc le paysan presque entièrement séparé des classes supérieures ; il est éloigné de ceux mêmes de ses pareils qui auraient pu l'aider et le conduire. À mesure que ceux-ci arrivent aux lumières ou à l'aisance, ils le fuient; il demeure comme trié au milieu de toute la nation et mis à part. [...]

Les plus lourdes charges que le système féodal faisait peser sur l'habitant des campagnes sont retirées et allégées, sans doute; mais ce qu'on ne sait point assez, c'est qu'à celles-là il s'en était substitué d'autres, plus pesantes peut-être. Le paysan ne souffrait pas tous les maux qu'avaient soufferts ses pères, mais il endurait beaucoup de misères que ses pères n'avaient jamais connues.

On sait que c'est presque uniquement aux dépens des paysans que la taille avait décuplé depuis deux siècles. Il faut ici dire un mot de la manière dont on la levait sur eux, pour montrer quelles lois barbares peuvent se fonder ou se maintenir dans les siècles civilisés, quand les hommes les plus éclairés de la nation n'ont point d'intérêt personnel à les changer.

Je trouve dans une lettre confidentielle que le contrôleur général lui-même écrit, en 1772, aux intendants, cette peinture de la taille, qui est un petit chef-d'œuvre d'exactitude et de brièveté. 'La taille, dit ce ministre, arbitraire dans sa répartition, solidaire dans sa perception, personnelle, et non réelle, dans la plus grande partie de la France, est sujette à des variations continuelles par suite de tous les changements qui arrivent chaque année dans la fortune des contribuables.'

Tout est là en trois phrases ; on ne saurait décrire avec plus d'art le mal dont on profite.

La somme totale que devait la paroisse était fixée tous les ans. Elle variait sans cesse, comme dit le ministre, de façon qu'aucun cultivateur ne pouvait prévoir un an d'avance ce qu'il aurait à payer l'an d'après. [...]

Jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, les grands chemins ne furent point entretenus, ou le furent aux frais de tous ceux qui s'en servaient,

c'est-à-dire de l'État ou de tous les propriétaires riverains; mais, vers ce temps-là, on commença à les réparer à l'aide de la seule corvée, c'est-à-dire aux dépens des seuls paysans. Cet expédient pour avoir de bonnes routes sans les payer parut si heureusement imaginé qu'en 1737 une circulaire du contrôleur général Orry l'appliqua à toute la France. Les intendants furent armés du droit d'emprisonner à volonté les récalcitrants ou de leur envoyer des garnisaires.

À partir de là, toutes les fois que le commerce s'accroît, que le besoin et le goût des bonnes routes se répandent, la corvée s'étend à de nouveaux chemins et sa charge augmente. On trouve dans le rapport fait en 1779 à l'assemblée provinciale du Berry, que les travaux exécutés par la corvée dans cette pauvre province doivent être évalués par année à 700.000 livres. On les évaluait en 1787, en Basse-Normandie, à la même somme à peu près. Rien ne saurait mieux montrer le triste sort du peuple des campagnes : les progrès de la société, qui enrichissent toutes les autres classes, le désespèrent; la civilisation tourne contre lui seul.

Je lis vers la même époque, dans les correspondances des intendants, qu'il convient de refuser aux paysans de faire emploi de la corvée sur les routes particulières de leurs villages, attendu qu'elle doit être réservée aux seuls grands chemins ou, comme on disait alors, aux chemins du Roi. L'idée étrange qu'il convient de faire payer le prix des routes aux plus pauvres et à ceux qui semblent le moins devoir voyager, cette idée, bien que nouvelle, s'enracine si naturellement dans l'esprit de ceux qui en profitent que bientôt ils n'imaginent plus que la chose puisse avoir lieu autrement. En l'année 1776 on essaye de transformer la corvée en, une taxe locale ; l'inégalité se transforme aussitôt avec elle et la suit dans le nouvel impôt. [...]

En cette extrémité, il y a des intendants, dans les provinces les plus pauvres, qui, comme Turgot par exemple, prennent illégalement des ordonnances pour obliger les propriétaires riches à nourrir leurs métayers jusqu'à la récolte prochaine. J'ai trouvé, à la date de 1770, les lettres de plusieurs curés qui proposent à l'intendant de taxer les grands propriétaires de leurs paroisses, tant ecclésiastiques que laïques, 'lesquels y possèdent,

disent-ils, de vastes propriétés qu'ils n'habitent point, et dont ils touchent de gros revenus qu'ils vont manger ailleurs'.

Même en temps ordinaire, les villages sont infestés de mendiants ; car, comme dit Letrone, les pauvres sont assistés dans les villes, mais à la campagne, pendant l'hiver, la mendicité est de nécessité absolue. [...]

Mais c'est moins encore au mal qu'on faisait à ces malheureux qu'au bien qu'on les empêchait de se faire à eux-mêmes que l'oppression se montrait. Ils étaient libres et propriétaires, et ils restaient presque aussi ignorants et souvent plus misérables que les serfs, leurs aïeux. Ils demeuraient sans industrie au milieu des prodiges des arts, et incivilisés dans un monde tout brillant de lumières. En conservant l'intelligence et la perspicacité particulières à leur race, ils n'avaient pas appris à s'en servir ; ils ne pouvaient même réussir dans la culture des terres, qui était leur seule affaire. 'Je vois sous mes yeux l'agriculture du Xe siècle', dit un célèbre agronome anglais. Ils n'excellaient que dans le métier des armes ; là, du moins, ils avaient un contact naturel et nécessaire avec les autres classes ¹¹⁴. »

Ainsi, à la veille de la Révolution, la société française est-elle dans une situation dont Tocqueville établit le gigantesque paradoxe : les individus n'ont jamais été plus semblables, la société de caste a laissé la place à une forme de démocratie primaire puisque les conditions se sont rapprochées et qu'existe bien, déjà, une véritable opinion publique, une pensée politique du peuple sur lui-même, et dans le même temps les individus et les groupes sociaux sont plus séparés les uns des autres qu'ils ne l'ont jamais été. L'individualisme, dont Tocqueville fait l'une des caractéristiques des sociétés démocratiques est déjà à l'œuvre dans une société dont le consensus social antérieur s'est fracturé et qui ne réussit pas à mettre en place les réformes qui permettraient l'instauration d'un véritable contrat social que les philosophes, au premier rang desquels Rousseau, tenteront de définir le modèle.

¹¹⁴ O.C., II, 1, p. 178-188.

4 – Une société déstructurée en quête d’une impossible réforme

A – Une société déstructurée: le contraste entre l’état économique global du pays et son état social

[Retour à la table des matières](#)

Alors que l’état économique global de la France était satisfaisant, l’état social devenait de plus en plus inquiétant d’une part la classe la plus nombreuse et la plus pauvre avait à supporter la plus grande partie des charges fiscales et prélèvements de toute nature, d’autre part, une forme de contentieux complexe opposait la noblesse à la partie la plus riche et la plus cultivée de la bourgeoisie. ¹¹⁵ Deux chapitres de L’Ancien Régime et la Révolution, évoquent cette question ¹¹⁶ :

À mesure, en effet, que le gouvernement de la seigneurie se désorganise, que les états généraux deviennent plus rares ou cessent, et que les libertés générales achèvent de succomber, entraînant les libertés locales dans leur ruine, le bourgeois et le gentilhomme n’ont plus de contact dans la vie publique. Ils ne sentent plus jamais le besoin de se rapprocher l’un de l’autre et de s’entendre; ils sont chaque jour plus indépendants l’un de l’autre,

¹¹⁵ Ce problème est déjà posé, au moins depuis l’époque de Molière ; dans *Le Bourgeois gentilhomme* comme dans *Dom Juan*, le gentilhomme impécunieux vit de l’argent qu’il emprunte au représentant d’une bourgeoisie qui devenue la classe économiquement dominante devrait s’emparer un siècle et demi plus tard (sinon en 1789, mais dès la chute de Robespierre), de la réalité du pouvoir qu’elle n’abandonnerait plus désormais, se contentant d’élire des gestionnaires successifs et de remplacer celui-ci devenu trop vieux, ou mal commode, ou voulant supprimer le Sénat, par celui-là !

¹¹⁶ Le début du texte qui suit (jusqu’à ‘Quoique la destinée de la noblesse’) a déjà été cité plus haut ; nous le reprenons ici, cependant, pour maintenir la plus grande cohérence de la double problématique, de Tocqueville et des auteurs du présent ouvrage.

mais aussi plus étrangers l'un à l'autre. Au XVIII^e siècle cette révolution est accomplie : ces deux hommes ne se rencontrent plus que par hasard dans la vie privée. Les deux classes ne sont plus seulement rivales, elles sont ennemies.

Et ce qui semble bien particulier à la France, dans la même temps que l'ordre de la noblesse perd ainsi ses pouvoirs politiques, le gentilhomme acquiert individuellement plusieurs privilèges qu'il n'avait jamais possédés ou accroît ceux qu'il possédait déjà. On dirait que les membres s'enrichissent des dépouilles du corps. La noblesse a de moins en moins le droit de commander, mais les nobles ont de plus en plus la prérogative exclusive d'être les premiers serviteurs du maître; il était plus facile à un roturier de devenir officier sous Louis XIV que sous Louis XVI. Cela se voyait souvent en Prusse, quand le fait était presque sans exemple en France. Chacun de ces privilèges, une fois obtenu, adhère au sang, il en est inséparable. Plus cette noblesse cesse d'être une aristocratie, plus elle semble devenir une caste.

Prenons le plus odieux de tous ces privilèges, celui de l'exemption d'impôt : il est facile de voir que, depuis le X^e siècle jusqu'à la révolution française, celui-ci n'a cessé de croître. Il croissait par le progrès rapide des charges publiques. Quand on ne prélevait que 1.200.000 livres de taille sous Charles VII, le privilège d'en être exempt était petit ; quand on en prélevait 80 millions sous Louis XVI, c'était beaucoup. Lorsque la taille était le seul impôt de roture, l'exemption du noble était peu visible ; mais quand les impôts de cette espèce se furent multipliés sous mille noms et sous mille formes, qu'à la taille eurent été assimilées quatre autres taxes, que des charges inconnues au moyen âge, telles que la corvée royale appliquée à tous les travaux ou services publics, la milice, etc., eurent été ajoutées à la taille et à ses accessoires, et aussi inégalement imposées, l'exemption du gentilhomme parut immense ^a. L'inégalité, quoique gran-

^a Turgot, dans un mémoire au roi, résume de cette façon, qui me paraît très exacte, quelle était l'étendue vraie des privilèges des nobles en matière d'impôt :

de, était, il est vrai, plus apparente encore que réelle; car le noble était souvent atteint dans son fermier par l'impôt auquel il échappait lui-même ; mais en cette matière l'inégalité qu'on voit nuit plus que celle qu'on ressent.

Louis XIV, pressé par les nécessités financières qui l'accablèrent à la fin de son règne, avait établi deux taxes communes, la capitation et les vingtièmes. Mais, comme, si l'exemption d'impôts, avait été en soi un privilège si respectable qu'il fallût le consacrer dans le fait même qui lui portait atteinte, on eut soin de rendre la perception différente là où la taxe était commune. Pour les uns, elle resta dégradante et dure; pour les autres, indulgente et honorable.

Quoique l'inégalité, en fait d'impôts, se fût établie sur tout le continent de l'Europe, il y avait très peu de pays où elle fût devenue aussi visible et aussi constamment sentie qu'en France. Dans une grande partie de l'Allemagne, la plupart des taxes étaient indirectes. Dans l'impôt direct lui-même, le privilège du gentilhomme consistait souvent dans une participation moins grande à une charge commune. Il y avait, de plus, certaines taxes qui ne frappaient que sur la noblesse, et qui étaient destinées à tenir la place du service militaire gratuit qu'on n'exigeait plus.

Or, de toutes les manières de distinguer les hommes et de marquer les classes, l'inégalité d'impôt est la plus pernicieuse et la plus propre à ajouter l'isolement à l'inégalité, et à rendre en quelque sorte l'un et l'autre incurables. Car, voyez ses effets: quand le bourgeois et le gentilhomme ne sont plus assujettis à payer la même taxe, chaque année l'assiette et la levée de l'impôt tracent à nouveau entre eux, d'un trait net et précis, la limite des classes. Tous les ans, chacun des privilégiés ressent un intérêt actuel et

« 1- Les privilégiés peuvent faire valoir en exemption de toute imposition taillable une ferme de quatre charrues qui porte ordinairement, dans les environs de Paris: 2.000 francs d'imposition.

« 2- Les mêmes privilégiés ne payent absolument rien pour les bois, prairies, vignes, étangs, ainsi que pour les terres encloses qui tiennent à leurs châteaux, de quelque étendue qu'elles soient. Il y a des cantons dont la principale production est en prairies ou en vignes; alors le noble qui fait régir ses terres s'exempte de toute l'imposition, qui retombe à la charge du taillable ; second avantage qui est immense. » (Note de Tocqueville)

pressant à ne point se laisser confondre avec la masse, et fait un nouvel effort pour se ranger à l'écart.

Comme il n'y a presque pas d'affaires publiques qui ne naissent d'une taxe ou qui n'aboutissent à une taxe, du moment où les deux classes ne sont pas également assujetties à l'impôt, elles n'ont presque plus de raisons pour délibérer jamais ensemble, plus de causes pour ressentir des besoins et des sentiments communs; on n'a plus affaire de les tenir séparées : on leur a ôté en quelque sorte l'occasion et l'envie d'agir ensemble. ¹¹⁷

La noblesse française s'obstine à demeurer à part des autres classes ; les gentilshommes finissent par se laisser exempter de la plupart des charges publiques qui pèsent sur elles; ils se figurent qu'ils conserveront leur grandeur en se soustrayant à ces charges, et il paraît d'abord en être ainsi. Mais bientôt une maladie interne semble s'être attachée à leur condition, qui se réduit peu à peu sans que personne les touche, ils s'appauvrissent à mesure que leurs immunités s'accroissent. La bourgeoisie, avec laquelle ils avaient tant craint de se confondre, s'enrichit au contraire et s'éclaire à côté d'eux, sans eux et contre eux ; ils n'avaient pas voulu avoir les bourgeois comme associés ni comme concitoyens, ils vont trouver en eux des rivaux, bientôt des ennemis, et enfin des maîtres. Un pouvoir étranger les a déchargés du soin de conduire, de protéger, d'assister leurs vassaux ; mais comme en même temps il leur a laissé leurs droits pécuniaires et leurs privilèges honorifiques, ils estiment n'avoir rien perdu. Comme ils continuent à marcher les premiers, ils croient qu'ils conduisent encore, et, en effet, ils continuent à avoir autour d'eux des hommes que, dans les actes notariés, ils appellent leurs sujets ; d'autres se nomment leurs vassaux, leurs tenanciers, leurs fermiers. En réalité, personne ne les suit, ils sont seuls, et, quand on va se présenter enfin pour les accabler, il ne leur restera qu'à fuir. Quoique la destinée de la noblesse et celle de la bourgeoisie aient été fort différentes entre elles, elles se sont ressemblé en un point : le bourgeois a fini par vivre aussi à part du peuple que le gentilhomme lui-même. Loin de se rapprocher des paysans, il avait fui le contact de leurs misères ; au lieu de s'unir étroitement à eux pour lutter en commun contre l'inégalité

¹¹⁷ O.C., II, 1, p. 149-152.

commune, il n'avait cherché qu'à créer de nouvelles injustices à son usage : on l'avait vu aussi ardent à se procurer des exceptions que le gentilhomme à maintenir ses privilèges. Ces paysans, dont il était sorti, lui étaient devenus non seulement étrangers, mais pour ainsi dire inconnus, et ce n'est qu'après qu'il leur eut mis les armes à la main qu'il s'aperçut qu'il avait excité des passions dont il n'avait pas même d'idée, qu'il était aussi impuissant à contenir qu'à conduire, et dont il allait devenir la victime après en avoir été le promoteur.

On s'étonnera dans tous les âges en voyant les ruines de cette grande maison de France qui avait paru devoir s'étendre sur toute l'Europe ; mais ceux qui liront attentivement son histoire comprendront sans peine sa chute. Presque tous les vices, presque toutes les erreurs, presque tous les préjugés funestes que je viens de peindre ont dû, en effet, soit leur naissance, soit leur durée, soit leur développement, à l'art qu'ont eu la plupart de nos rois pour diviser les hommes, afin de les gouverner plus absolument.

Mais quand le bourgeois eut été ainsi bien isolé du gentilhomme, et le paysan du gentilhomme et du bourgeois; lorsque, un travail analogue se continuant au sein de chaque classe, il se fut fait dans l'intérieur de chacune d'elles de petites agrégations particulières presque aussi isolées les unes des autres que les classes l'étaient entre elles, il se trouva que le tout ne composait plus qu'une masse homogène, mais dont les parties n'étaient plus liées. Rien n'était plus organisé pour gêner le gouvernement, rien, non plus, pour l'aider. De telle sorte que l'édifice entier de la grandeur de ces princes put s'écrouler tout ensemble et en un moment, dès que la société qui lui servait de base s'agita ¹¹⁸. »

L'Ancien Régime et la Révolution est également l'occasion pour Tocqueville de comparer et d'opposer la noblesse française qui « plus [elle] cesse d'être une aristocratie, plus elle semble devenir une caste », à « l'aristocratie ouverte de l'Angleterre ». Plus important encore que « l'ouverture » de cette aristocratie était le fait : « que sa forme était indistincte et sa limite inconnue ; moins de ce qu'on pouvait y entrer que de ce qu'on ne savait jamais quand on y était ; de telle sorte

¹¹⁸ O.C., II, 1, p. 189-190.

que tout ce qui l'approchait pouvait encore en faire partie, s'associer à son gouvernement et tirer quelque éclat ou quelque profit de sa puissance ».

L'autre facteur essentiel qui distinguait l'aristocratie française de l'aristocratie anglaise était le rapport à l'économie, à la création de richesses et au travail qui engendrait des relations tout à fait différentes entre les différentes couches sociales dans les deux pays.

**En Angleterre la noblesse
ne se tient pas à l'écart de la vie économique du pays.**

« Le contraire ne se rencontrait que chez les Anglais. Là, les anciennes familles nobles qui existaient encore avaient non seulement conservé, mais fort accru leur fortune ; elles étaient restées les premières en richesse aussi bien qu'en pouvoir. Les familles nouvelles qui s'étaient élevées à côté d'elles n'avaient fait qu'imiter leur opulence sans la surpasser. ¹¹⁹ [...]

Je me suis toujours étonné qu'un fait qui singularise à ce point l'Angleterre au milieu de toutes les nations modernes, et qui seul peut faire comprendre les particularités de ses lois, de son esprit et de son histoire, n'ait pas fixé plus encore qu'il ne l'a fait l'attention des philosophes et des hommes d'État, et que l'habitude ait fini par le rendre comme invisible aux Anglais eux-mêmes. On l'a souvent à demi aperçu, à demi décrit ; jamais, ce me semble, on n'en a eu la vue complète et claire. Montesquieu, visitant la Grande-Bretagne en 1739, écrit bien : 'Je suis ici dans un pays qui ne ressemble guère au reste de l'Europe' ; mais il n'ajoute rien. ¹²⁰ [...]

C'était bien moins son parlement, sa liberté, sa publicité, son jury, qui rendaient dès lors, en effet, l'Angleterre si dissemblable du reste de l'Europe, que quelque chose de plus particulier encore et de plus efficace. L'Angleterre était le seul pays où l'on eût, non pas altéré, mais effectivement détruit le système de la caste. Les nobles et les roturiers y suivaient ensemble les mêmes affaires, y embrassaient les mêmes professions, et, ce

¹¹⁹ O.C., II, 1, p. 145.

¹²⁰ O.C., II, 1, p. 147-148.

qui est bien plus significatif, s'y mariaient entre eux. La fille du plus grand seigneur y pouvait déjà épouser sans honte un homme nouveau. ¹²¹ [...]

Il est curieux de voir comment la noblesse anglaise, poussée par son ambition même, a su, quand cela lui paraissait nécessaire, se mêler familièrement à ses inférieurs et feindre de les considérer comme ses égaux. Arthur Young, que j'ai déjà cité, et dont le livre est un des ouvrages les plus instructifs qui existent sur l'ancienne France, raconte que, se trouvant un jour à la campagne chez le due de Liancourt, il témoigna le désir d'interroger quelques-uns des plus habiles et des plus riches cultivateurs des environs. Le duc chargea son intendant de les lui amener. Sur quoi l'Anglais fait cette remarque : 'Chez un seigneur anglais, on aurait fait venir trois ou quatre cultivateurs (farmers), qui auraient dîné avec la famille, et parmi les dames du premier rang. J'ai vu cela au moins cent fois dans nos îles. C'est une chose que l'on chercherait vainement en France depuis Calais jusqu'à Bayonne.' [...]

Un impôt particulier, appelé le droit de franc-fief, avait été établi à une époque très reculée sur les roturiers qui possédaient des biens nobles. Ce droit créait entre les terres la même division qui existait entre les hommes et accroissait sans cesse l'une par l'autre. Je ne sais si le droit de franc-fief n'a pas plus servi que tout le reste à tenir séparé le roturier du gentilhomme, parce qu'il les empêchait de se confondre dans la chose qui assimile le plus vite et le mieux les hommes les uns aux autres, la propriété foncière. Un abîme était ainsi, de temps à autre, rouvert entre le propriétaire noble et le propriétaire roturier, son voisin. Rien, au contraire, n'a plus hâté la cohésion de ces deux classes en Angleterre que l'abolition, dès le XVII^e siècle, de tous les signes qui y distinguaient le fief de la terre tenue en roture ¹²². »

¹²¹ O.C, II, 1, p. 159-163.

¹²² *Ibid.*, p. 159-163.

B – L'influence des économistes, ou de l'impossible réforme au surgissement de la Révolution

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville, après avoir analysé les causes et les conséquences du pouvoir pris par ceux qu'il n'est pas encore convenu d'appeler « les intellectuels », mais plus modestement « les hommes de lettres » ¹²³, met en évidence, toujours dans L'Ancien Régime et la Révolution, la force considérable des idées des économistes et le rôle qu'elles ont pu jouer dans le déclenchement du processus révolutionnaire. Idées pernicieuses pour Tocqueville, qui contiennent déjà en germes les éléments d'une conception socialiste de l'économie dans ce qu'elle comporte de plus nuisible, c'est-à-dire la montée en puissance de l'État aux dépens des libertés individuelles.

« Les philosophes ne sont guère sortis des idées très générales et très abstraites en matière de gouvernement ; les économistes, sans se séparer des théories, sont cependant descendus plus près des faits. Les uns ont dit ce qu'on pouvait imaginer, les autres ont indiqué parfois ce qu'il y avait à faire. Toutes les institutions que la Révolution devait abolir sans retour ont été l'objet particulier de leurs attaques ; aucune n'a trouvé grâce à leurs yeux. Toutes celles, au contraire, qui peuvent passer pour son oeuvre propre ont été annoncées par eux à l'avance et préconisées avec ardeur ; on en citerait à peine une seule dont le germe n'ait été déposé dans quelques-uns de leurs écrits ; on trouve en eux tout ce qu'il y a de plus substantiel en elle.

Bien plus, on reconnaît déjà dans leurs livres ce tempérament révolutionnaire et démocratique que nous connaissons si bien ; ils n'ont pas seulement la haine de certains privilèges, la diversité même leur est odieuse : ils adoreraient l'égalité jusque dans la servitude. Ce qui les gêne dans leurs desseins n'est bon qu'à briser. Les contrats leur inspirent peu de respect ;

¹²³ O.C., II, 1, p. 193 (Voir *Alexis de Tocqueville, Textes essentiels*, p. 229-251).

les droits privés, nuls égards ; ou plutôt il n'y a déjà plus à leurs yeux, à bien parler, de droits privés, mais seulement une utilité publique. Ce sont pourtant, en général, des hommes de mœurs douces et tranquilles, des gens de bien, d'honnêtes magistrats, d'habiles administrateurs ; mais le génie particulier à leur oeuvre les entraîne.

Le passé est pour les économistes l'objet d'un mépris sans bornes. « La nation est gouvernée depuis des siècles par de faux principes; tout semble y avoir été fait au hasard », dit Letronne. Partant de cette idée, ils se mettent à l'œuvre ; il n'y a pas d'institution si vieille et qui paraisse si bien fondée dans notre histoire dont ils ne demandent l'abolition, pour peu qu'elle les incommode et nuise à la symétrie de leurs plans. L'un d'eux propose d'effacer à la fois toutes les anciennes divisions territoriales et de changer tous les noms des provinces, quarante ans avant que l'Assemblée constituante ne l'exécute.

Ils ont déjà conçu la pensée de toutes les réformes sociales et administratives que la Révolution a faites, avant que l'idée des institutions libres ait commencé à se faire jour dans leur esprit. Ils sont, il est vrai, très favorables au libre échange des denrées, au laisser faire ou au laisser passer dans le commerce et dans l'industrie ; mais quant aux libertés politiques proprement dites, ils n'y songent point, et même quand elles se présentent par hasard à leur imagination, ils les repoussent d'abord. La plupart commencent par se montrer fort ennemis des assemblées délibérantes, des pouvoirs locaux et secondaires, et, en général, de tous ces contre poids qui ont été établis, dans différents temps, chez tous les peuples libres, pour balancer la puissance centrale. « Le système des contre forces, dit Quesnay, dans un gouvernement est une idée funeste. » « Les spéculations d'après lesquelles on a imaginé le système des contre poids sont chimériques », dit un ami de Quesnay.

La seule garantie qu'ils inventent contre l'abus du pouvoir, c'est l'éducation publique; car, comme dit encore Quesnay, 'le despotisme est impossible si la nation est éclairée'. – 'Frappés des maux qu'entraînent les abus de l'autorité, dit un autre de ses disciples, les hommes ont inventé mille moyens totalement inutiles, et ont négligé le seul véritablement efficace, qui est l'enseignement public général, continu, de la justice par es-

sence et de l'ordre naturel.' C'est à l'aide de ce petit galimatias littéraire qu'ils entendent suppléer à toutes les garanties politiques ¹²⁴. »

C – Le despotisme de l'État ou les prémices du socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Les économistes du XVIII^e siècle songent à imposer un despotisme d'État qui anticipe déjà sur le socialisme. Dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, Tocqueville explique comment ces idées pourraient aboutir à des formes de socialisme qui étaient donc déjà en place :

« Cet immense pouvoir social que les économistes imaginent n'est pas seulement plus grand qu'aucun de ceux qu'ils ont sous les yeux ; il en diffère encore par l'origine et le caractère. Il ne découle pas directement de Dieu ; il ne se rattache point à la tradition ; il est impersonnel : il ne s'appelle plus le roi, mais l'État ; il n'est pas l'héritage d'une famille ; il est le produit et le représentant de tous, et doit faire plier le droit de chacun sous la volonté de tous.

Cette forme particulière de la tyrannie qu'on nomme le despotisme démocratique, dont le moyen âge n'avait pas eu l'idée, leur est déjà familière. Plus de hiérarchie dans la société, plus de classes marquées, plus de rangs fixes ; un peuple composé d'individus presque semblables et entièrement égaux, cette masse confuse reconnue pour le seul souverain légitime, mais soigneusement privée de toutes les facultés qui pourraient lui permettre de diriger et même de surveiller elle-même son gouvernement. Au-dessus d'elle, un mandataire unique, chargé de tout faire en son nom sans la consulter. Pour contrôler celui-ci, une raison publique sans organes ; pour l'arrêter, des révolutions, et non des lois : en droit, un agent subordonné ; en fait, un maître. [...]

¹²⁴ O.C., II, 1, p. 210-211.

On croit que les théories destructives qui sont désignées de nos jours sous le nom de socialisme sont d'origine récente ; c'est une erreur : ces théories sont contemporaines des premiers économistes. Tandis que ceux-ci employaient le gouvernement tout-puissant qu'ils rêvaient à changer les formes de la société, les autres s'emparaient en imagination du même pouvoir pour en ruiner les bases.

Lisez le Code de la Nature par Morelly, vous y trouverez, avec toutes les doctrines des économistes sur la toute-puissance de l'État et sur ses droits illimités, plusieurs des théories politiques qui ont le plus effrayé la France dans ces derniers temps, et que nous nous figurions avoir vues naître : la communauté de biens, le droit au travail, l'égalité absolue, l'uniformité en toutes choses, la régularité mécanique dans tous les mouvements des individus, la tyrannie réglementaire et l'absorption complète de la personnalité des citoyens dans le corps social.

'Rien dans la société n'appartiendra singulièrement ni en propriété à personne, dit l'article 1er de ce Code. La propriété est détestable, et celui qui tentera de la rétablir sera renfermé pour toute sa vie, comme un fou furieux et ennemi de l'humanité. Chaque citoyen sera sustenté, entretenu et occupé aux dépens du public, dit l'article 2. Toutes les productions seront amassées dans des magasins publics, pour être distribuées à tous les citoyens et servir aux besoins de leur vie. Les villes seront bâties sur le même plan; tous les édifices à l'usage des particuliers seront semblables. A cinq ans tous les enfants seront enlevés à leur famille et élevés en commun, aux frais de l'État, d'une façon uniforme.'

Ce livre vous paraît écrit d'hier : il date de cent ans ; il paraissait en 1755, dans le même temps que Quesnay fondait son école : tant il est vrai que la centralisation et le socialisme sont des produits du même sol ; ils sont, relativement l'un à l'autre, ce que le fruit cultivé est au sauvageon.

De tous les hommes de leur temps, ce sont les économistes qui paraîtraient le moins dépaysés dans le nôtre ; leur passion pour l'égalité est si décidée et leur goût de la liberté si incertain qu'ils ont un faux air de contemporains. Quand je lis les discours et les écrits des hommes qui ont fait la Révolution, je me sens tout à coup transporté dans un lieu et au mi-

lieu d'une société que je ne connais pas ; mais quand je parcours les livres des économistes, il me semble que j'ai vécu avec ces gens-là et que je viens de discourir avec eux ¹²⁵. »

L'effet Tocqueville

Ou comment l'amélioration d'une situation rend tout à coup insupportable aujourd'hui ce qui était supportable hier, ce qui aboutit à rendre impossible toute réforme et conduit, inéluctablement, à la révolution.

« [...] Les Français ont trouvé leur position d'autant plus insupportable qu'elle devenait meilleure.

Une telle vue étonne ; l'histoire est toute remplie de pareils spectacles.

Ce n'est pas toujours en allant de mal en pis que l'on tombe en révolution. Il arrive le plus souvent qu'un peuple qui avait supporté sans se plaindre, et comme s'il ne les sentait pas, les lois les plus accablantes, les rejette violemment dès que le poids s'en allège. Le régime qu'une révolution détruit vaut presque toujours mieux que celui qui l'avait immédiatement précédé, et l'expérience apprend que le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer. Il n'y a qu'un grand génie qui puisse sauver un prince qui entreprend de soulager ses sujets après une oppression longue. Le Mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable semble insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire. Tout ce qu'on ôte alors des abus semble mieux découvrir ce qui en reste et en rend le sentiment plus cuisant : le mal est devenu moindre, il est vrai, mais la sensibilité est plus vive. La féodalité dans toute sa puissance n'avait pas inspiré aux Français autant de haine qu'au moment où elle allait disparaître. Les plus petits coups de l'arbitraire de Louis XVI paraissaient plus difficiles à supporter que tout le

¹²⁵ O.C., II, 1, p. 213-214.

despotisme de Louis XIV. Le court emprisonnement de Beaumarchais produisit plus d'émotion dans Paris que les Dragonnades. [...]

Personne ne prétend plus, en 1780, que la France est en décadence ; on dirait, au contraire, qu'il n'y a en ce moment plus de bornes à ses progrès. C'est alors que la théorie de la perfectibilité continue et indéfinie de l'homme prend naissance. Vingt ans avant, on n'espérait rien de l'avenir; maintenant on n'en redoute rien. L'imagination, s'emparant d'avance de cette félicité prochaine et inouïe, rend insensible aux biens qu'on a déjà et précipite vers les choses nouvelles.

Indépendamment de ces raisons générales, il y en a d'autres plus particulières et non moins puissantes du phénomène. Quoique l'administration des finances se fût perfectionnée comme tout le reste, elle gardait les vices qui tiennent au gouvernement absolu lui-même. Comme elle était secrète et sans garantie, on y suivait encore quelques-unes des plus mauvaises pratiques qui avaient eu cours sous Louis XIV et sous Louis XV. L'effort même que faisait le gouvernement pour développer la prospérité publique, les secours et les encouragements qu'il distribuait, les travaux publics qu'il faisait exécuter augmentaient chaque jour les dépenses sans accroître dans la même proportion les recettes; cela jetait chaque jour le roi dans des embarras encore plus grands que ceux de ses devanciers. Comme ceux-ci, il laissait sans cesse ses créanciers en souffrance ; il empruntait comme eux de toutes mains, sans publicité et sans concurrence, et ses créanciers n'étaient jamais surs de toucher leurs rentes; leur capital même était toujours à la merci de la seule bonne foi du prince.

Un témoin digne de confiance, car il avait vu de ses propres yeux et était mieux qu'un autre en état de bien voir, dit à cette occasion : 'Les Français ne trouvaient alors que hasards dans leurs rapports avec leur propre gouvernement. Plaçaient-ils leurs capitaux dans ses emprunts : ils ne pouvaient jamais compter sur une époque fixe pour le payement des intérêts ; construisaient-ils ses vaisseaux, réparaient-ils ses routes, vêtissaient-ils ses soldats : ils restaient sans garanties de leurs avances, sans échéance pour le remboursement, réduits à calculer les chances d'un contrat avec les ministres comme celles d'un prêt fait à la grosse aventure.' Et il ajoute avec beaucoup de sens : 'Dans ce temps où l'industrie, prenant plus d'es-

sor, avait développé dans un plus grand nombre d'hommes l'amour de la propriété, le goût et le besoin de l'aisance, ceux qui avaient confié une partie de leur propriété à l'État souffraient avec plus d'impatience la violation de la loi des contrats par celui de tous les débiteurs qui devait le plus la respecter.'

Les abus reprochés ici à l'administration française n'étaient point, en effet, nouveaux ; ce qui l'était, c'était l'impression qu'ils faisaient naître. Les vices du système financier avaient même été bien plus criants dans les temps antérieurs ; mais il s'était fait depuis, dans le gouvernement et dans la société, des changements qui y rendaient infiniment plus sensible qu'autrefois.

Le gouvernement, depuis vingt ans qu'il était devenu plus actif et qu'il se livrait à toute sorte d'entreprises auxquelles il n'avait pas songé jusquelà, avait achevé de devenir le plus grand consommateur des produits de l'industrie et le plus grand entrepreneur de travaux qu'il y eût dans le royaume. Le nombre de ceux qui avaient avec lui des relations d'argent, qui étaient intéressés dans ses emprunts, vivaient de ses salaires et spéculaient dans ses marchés, s'était prodigieusement accru. Jamais la fortune de l'État et la fortune particulière n'avaient été autant entremêlées. La mauvaise gestion des finances, qui n'avait été longtemps qu'un mal public, devint alors, pour une multitude de familles, une calamité privée. En 1789, l'État devait ainsi près de 600 millions à des créanciers presque tous débiteurs eux-mêmes, et qui, comme l'a dit un financier du temps, associaient à leurs griefs contre le gouvernement tous ceux que son inexactitude associait à leurs souffrances. Et remarquez qu'à mesure que les mécontents de cette espèce devenaient plus nombreux, ils devenaient aussi plus irrités ; car l'envie de spéculer, l'ardeur de s'enrichir, le goût du bien-être, se répandant et s'accroissant avec les affaires, faisaient paraître de pareils maux insupportables à ceux mêmes qui, trente ans auparavant, les auraient peut-être endurés sans se plaindre.

De là vint que les rentiers, les commerçants, les industriels et autres gens de négoce ou hommes d'argent, qui forment d'ordinaire la classe la plus ennemie des nouveautés politiques, la plus amie du gouvernement existant, quel qu'il soit, et la mieux soumise aux lois mêmes qu'elle mépri-

se ou qu'elle déteste, se montra cette fois la plus impatiente et la plus résolue en fait de réformes. Elle appelait surtout à grands cris une révolution complète dans tout le système des finances, sans penser qu'en remuant profondément cette partie du gouvernement on allait faire tomber tout le reste ¹²⁶. »

¹²⁶ O.C., II, 1, p. 223-225.

Deuxième partie : Économie et société

Chapitre II

De la Monarchie de Juillet à la Révolution de 1848

[Retour à la table des matières](#)

La Monarchie de Juillet marque le triomphe de la bourgeoisie d'affaires, le moment où la classe économiquement dominante devient politiquement dominante.

1 – Un vibrant éloge de la liberté du commerce

Lors de son second voyage en Angleterre, et de son premier voyage en Irlande, Tocqueville découvre la richesse de l'industrie du pays. Il prend connaissance des arguments des partisans du libre échange et acquiert la certitude que la liberté du commerce engendre non seulement le développement des richesses, mais plus encore que la liberté du commerce est intrinsèquement liée à la liberté proprement dite, mais, à l'inverse de Montesquieu, il considère non pas que le développement du commerce engendre la liberté, mais que c'est la liberté elle-même qui permet au commerce de se développer. Mais quel que soit l'ordre finalement retenu, nous sommes ici, une fois encore, devant des phénomènes qui entrent dans des formes d'interactions que Tocqueville se plaît à souligner d'un bout à l'autre de son œuvre.

« Quand je jette les yeux sur l'histoire du monde, je vois quelques peuples libres qui n'ont été ni manufacturiers ni commerçants. Mais je ne vois aucun peuple manufacturier et surtout commerçant qui n'ait été libre. Voyez les Phéniciens, les Grecs, les Carthaginois, les Italiens du moyen âge, les Flamands de la même époque, les villes hanséatiques, les Hollandais, les Anglais et les Américains des États-Unis. Il y a donc une relation cachée entre ces deux mots : liberté et commerce. On dit que l'esprit commercial donne naturellement aux hommes l'esprit de liberté. Montesquieu ¹²⁷ l'a assuré quelque part. La chose est vraie en partie. Mais je pense que c'est surtout l'esprit et les habitudes de la liberté qui donnent l'esprit et les habitudes du commerce. On les trouve ensemble dans les mêmes lieux, comme il arrive souvent de voir deux générations sous le même toit ; elles ne sont pas là par hasard : l'une a produit l'autre, et c'est pourquoi on les rencontre en même temps.

Je dirais bien, si j'en avais le temps, pourquoi, suivant moi, la liberté enfante le commerce.

Pour être libre, il faut savoir concevoir une entreprise difficile et y persévérer, avoir l'usage d'agir par soi-même ; pour vivre libre, il faut s'habituer à une existence pleine d'agitation, de mouvement, de péril ; veiller sans cesse et porter à chaque instant un oeil inquiet autour de soi : la liberté est à ce prix. Toutes ces choses sont également nécessaires pour réussir dans le commerce ^a.

Quand je vois le mouvement imprimé à l'esprit humain, en Angleterre, par la vie politique ; quand je vois l'Anglais sûr du secours de ses lois, s'appuyer sur lui-même et n'apercevoir d'obstacle à rien que dans les bornes de ses propres forces, agissant sans contrainte ; quand je le vois, animé par l'idée qu'il peut tout faire, jeter sans cesse sur le présent un regard inquiet et chercher partout le mieux ; quand je le vois ainsi, je ne cherche

¹²⁷ Voir *L'Esprit des Lois*, livre XX, chap. VII.

^a Pourquoi peut-on dire, alors, que la liberté est la mère du commerce et non le commerce le père de la liberté ? (Note de Tocqueville)

point si la nature a creusé des ports autour de lui, fourni le charbon, donné le fer. La cause de n'est point là : elle est en lui-même.

Voulez-vous savoir si un peuple est industriel et commerçant ? Ne sondez point ses ports, n'examinez point la nature de ses forêts et les produits de son sol. Toutes ces choses s'acquièrent avec l'esprit du commerce et, sans l'esprit du commerce, elles sont inutiles. Cherchez si les lois de ce peuple donnent aux hommes le courage de chercher l'aisance, la liberté de la poursuivre, les lumières et les habitudes qui la font découvrir, et l'assurance d'en jouir après l'avoir trouvée.

La liberté est, en vérité, une chose sainte. Il n'y en a qu'une autre qui mérite mieux ce nom : c'est la vertu. Encore qu'est-ce que la vertu, sinon le choix libre de ce qui est bien ¹²⁸ ? »

2 - Libéralisme économique et intervention de l'État

A - Développement conjoint des richesses industrielles et du paupérisme, l'exemple de Manchester.

[Retour à la table des matières](#)

Cette page qui fait l'un des plus vibrants éloges de la liberté du commerce ne doit cependant pas voiler l'autre versant de l'approche tocquevillienne qui a été l'un des objets principaux des analyses de la première partie de cet ouvrage : le développement de la nouvelle économie capitaliste qui se met en place depuis le début du XIXe siècle développe dans le même temps, et de façon inéluctable, le paupérisme.

¹²⁸ O.C., V, 2, p. 90-91 (Dublin, 7 juillet 1835).

***B – Les limites du libéralisme économique
selon Tocqueville, la nécessité d’une politique sociale
et d’une certaine intervention de l’État :
le cas de la ligne Paris-Cherbourg***

[Retour à la table des matières](#)

Si Tocqueville est un partisan de la liberté du commerce, il n’est pas, comme nous l’avons vu dans la première partie (II – 5), partisan d’un libéralisme économique absolu il ne pense pas à la régulation mystérieuse et miraculeuse d’une « main invisible » mais estime au contraire que la liberté de l’économie et du commerce doit s’accompagner d’une régulation de l’État, même, et surtout, si celui-ci doit absolument se garder de devenir un entrepreneur.¹²⁹

Tocqueville fut le principal artisan de la réalisation de la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg ; en 1848, il est absolument opposé à la nationalisation des chemins de fer, mais à partir de 1850, il est l’un des plus ardents défenseurs de la participation de l’État seule garantie de l’achèvement d’une voie de communication qui soumise aux lois du marché se serait cantonnée à la liaison Paris-Caen, la seule alors immédiatement rentable. De plus, il développe dans son argumentation l’absolue nécessité pour l’État de garantir l’aménagement du territoire.

Il en va de même en matière de politique sociale ; bien que fervent défenseur des vertus de la décentralisation dont il vante les mérites aux États-Unis, Tocqueville est moins convaincu de la possibilité de son application, et donc des mérites essentiels, de celle-ci en France.¹³⁰ Il considère ainsi que nous le verrons plus

¹²⁹ Voir notamment, dans la première partie de cet ouvrage (IV, 1, B), les arguments que Tocqueville oppose à l’inscription du droit au travail dans la constitution de 1848.

¹³⁰ Tocqueville, note judicieusement François Burdeau, ne donne libre cours à son admiration pour le *self government* « qu’à l’égard des pays étrangers qui ont le privilège d’en jouir ». Les gouvernants sont opposés à tout ce qui peut diminuer leur pouvoir. « *Restent les gouvernés. Mais encore faudrait-il, pour qu’ils se mobilisent, qu’ils fussent animés d’un amour de la liberté que, seule, justement, la pratique des institutions locales imprime dans leur cœur .[...][La décentralisation], en France , Tocqueville n’est pas loin de penser qu’elle est purement et simplement un mythe.* » (Voir les actes du colloque *L’Actualité de*

loin, que c'est au législateur, qu'il appartient de prendre en charge la définition d'une politique sociale nationale, par exemple en matière d'aide à la famille, de politique familiale et d'assistance pour l'aide aux mères – célibataires ou non –, de lutte contre l'abandon des enfants, la misère et le chômage.

De 1844 à 1852, Tocqueville est le principal artisan de la réalisation de la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg. Les quatre rapports qu'il rédige de 1844 à 1852 donnent au lecteur une illustration particulièrement nette de la façon dont Tocqueville abordait les problèmes d'économie locale, régionale et nationale. Ils mettent aussi clairement en évidence l'importance qu'il attache à la rapidité et à l'efficacité des transports, et se place dans une perspective globale qui est en même temps géopolitique et géostratégique. ¹³¹

Tocqueville a compris d'emblée l'importance du chemin de fer pour l'économie. Il considère qu'en matière économique comme stratégique, la rapidité est un facteur essentiel de réussite. Il faut donc que la Basse-Normandie puisse bénéficier d'une liaison ferroviaire avec la capitale pour pouvoir continuer à écouler ses produits sans sombrer sous la concurrence nouvelle de régions plus éloignées qui, bénéficiant du chemin de fer, prendraient toutes les parts de marché des produits agricoles bas-normands.

Il faut donc imposer la création d'une véritable grande ligne directe au lieu d'un simple raccordement, soit avec la ligne Paris-Rouen, soit avec la ligne Paris Rennes.

Il souligne également le rôle primordial que doit jouer l'État dans la mise en place des liaisons ferroviaires dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui : l'aménagement du territoire. Il insiste notamment sur le fait que toutes les richesses ne doivent pas être drainées de la périphérie, de la province, vers Paris. ¹³²

Tocqueville, Cahiers de philosophie politique et juridique de l'Université de Caen, N° 19 – 1990, p. 106-107].

¹³¹ Nous ne présenterons pas ici de façon exhaustive les quatre rapports. Nous ne retiendrions, presque *in extenso*, que le premier qui développe les arguments essentiels que Tocqueville reprend par la suite avec quelques variantes dont nous indiquerons les principales.

¹³² On a déjà vu que Tocqueville a le même souci dans le second *Mémoire sur le paupérisme*. Il faut développer l'économie locale avec la banque des pauvres plutôt que de faire de la rente pour la bourgeoisie parisienne.

Pour convaincre ses compatriotes, il développe une stratégie de la persuasion afin de faire comprendre aux élus bas-normands qu'ils n'ont de chance d'obtenir un vote favorable à l'assemblée qu'en établissant que la liaison Paris-Cherbourg est d'un intérêt capital, non seulement pour la province, mais bien plus encore pour le pays entier.

Enfin, et peut-être surtout, ce texte met en évidence la nécessité pour l'État de ne pas laisser faire la seule loi du marché qui aboutirait à la réalisation de la seule ligne Paris-Caen, seule immédiatement rentable.

*a – Il faut obtenir la création
d'une véritable ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg.*

[Retour à la table des matières](#)

Rapport au Conseil général du département de la Manche par sa commission spéciale sur un projet de chemin de fer de Paris à Cherbourg (1844). ¹³³

« Quelles sont les raisons d'intérêt local et d'intérêt général qu'il convient de faire valoir auprès du Gouvernement et des Chambres pour obtenir le classement prochain du chemin de fer de Paris à Cherbourg ?

Quelle est la meilleure marche à suivre pour réussir dans cette demande ?

Telles sont les questions auxquelles le Conseil général a chargé sa Commission de préparer une réponse.

En 1842, le Gouvernement proposa aux Chambres de classer immédiatement un certain nombre de chemins de fer ayant pour objet de relier Paris avec plusieurs points éloignés du territoire. La loi du 11 juin admit ce classement. Ce n'était-là qu'un premier pas. Tout le monde reconnut alors, Gouvernement et Chambres, qu'indépendamment des chemins classés, il en existait plusieurs autres, d'une importance à peu près semblable, et qui

¹³³ O.C., X, p. 622-647.

auraient dû occuper également la législature, si les études qui les concernaient en avaient été terminées.

Parmi ces routes supplémentaires, l'Administration choisit les principales et les mit à l'étude.

Or, il faut que le Conseil général remarque ces deux points-ci:

Parmi les routes dont l'étude a été ordonnée en 1842, se trouvait celle de Paris à Cherbourg. De ces routes, reconnues alors comme le complément nécessaire de la loi de 1842, le plus grand nombre a déjà été classé. Ainsi, dès l'origine, le Gouvernement avait annoncé officiellement que le rail-way ¹³⁴ de Paris à Cherbourg serait l'un des premiers chemins à entreprendre, et nous ne faisons que lui demander aujourd'hui de tenir à notre égard une promesse que plusieurs autres départements ont déjà vu se réaliser.

Voyons maintenant dans quel état se trouvent les études annoncées.

Cinq lignes ont été proposées ou partiellement étudiées. L'une d'elles, partant de Cherbourg, descendrait jusqu'à Carentan, gagnerait de là Saint-Lô, remonterait ensuite la vallée de la Vire, longerait les faîtes qui séparent la vallée de la Loire de la vallée de la Seine, et viendrait rejoindre, dans les environs de Mortagne, la route de Paris à Rennes.

Les quatre autres lignes diffèrent de celle-ci, en ce qu'elles devraient se rendre de Cherbourg à Caen par Bayeux; ce n'est qu'à partir de Caen que leurs directions varient.

La première, se dirigeant vers le sud, irait comme celle dont nous parlions plus haut, aboutir sur le chemin de fer de Paris à Rennes, dans les environs de Montagne.

La seconde, passant par Lisieux, se dirigerait vers le chemin de fer de Rouen, qu'elle devrait atteindre à Mantes.

La troisième se reliait au même chemin, en passant par Louviers.

¹³⁴ Dans la vie courante il arrive à Tocqueville, dont la femme est anglaise, d'utiliser des anglicismes ; ici, cependant, l'emploi du terme *rail-way* ne lui est pas particulier, ce mot est employé à l'époque en même temps que le terme chemin de fer, l'usage n'est pas encore fixé.

Enfin, l'Administration a autorisé la ville de Rouen à faire étudier un tracé suivant lequel le chemin de Cherbourg à Paris viendrait à Rouen même rejoindre le rail-way déjà construit entre ce point et la capitale.

Ces cinq tracés ont été l'objet d'études qui sont plus ou moins avancées; elles ne sont terminées sur aucunes lignes; sur aucunes d'entre elles le Gouvernement n'a fait rechercher quelle était la circulation actuelle, ni la circulation future probable, et entre ces lignes, il n'a encore fait aucun choix: voilà exactement, Messieurs, l'état dans lequel se trouve la question qui nous occupe.

Cela étant, que doit faire le Conseil général? Peut-il, dès à présent, Se prononcer entre les différents tracés qui sont à l'étude ?

À vrai dire, les cinq tracés dont nous venons de parler, se résument en deux directions principales: en suivant l'une nous arrivons à Paris Par le chemin de fer de Rouen, en prenant l'autre par celui de Rennes. Entre ces deux directions le Conseil général peut-il en ce moment faire un choix? Votre Commission ne l'a pas pensé.

Un embranchement sur le chemin de Rennes aurait assurément des avantages incontestables et il nous mettrait en rapport direct facile, non seulement avec Paris, mais avec le centre de la France.

À l'aide de cette ligne de fer, Cherbourg pourrait devenir le port de commerce d'une partie du bassin de la Loire.

Mais d'une autre part, cette ligne est nécessairement plus longue que l'autre. Ceci est une considération très grave.

Quel est notre grand marché? Paris. Quel est le plus grand avantage que le pays, pris en masse, doit attendre de la confection d'un chemin de fer de Paris à Cherbourg ? Le transport rapide des hommes et des denrées vers la capitale.

Si donc nous mettions beaucoup plus de temps pour aller à Paris en prenant le chemin de Rennes, qu'en rejoignant la ligne de Rouen, le principal objet que nous avons en vue ne serait pas atteint.

Maintenant, quelle est la longueur précise que peuvent avoir les deux tracés? Il n'y a en ce moment, en France, personne qui soit en état de le di-

re. Le chemin qui conduirait directement de Caen à Mantes serait très court, mais rien ne prouve encore que des difficultés naturelles de terrain ne le rendent pas d'une exécution, sinon impossible, au moins très-difficile.

D'une autre part, quelle serait exactement la longueur du chemin qui viendrait se rejoindre à la route de fer de Rennes? Nul ne saurait répondre à cette question avec une entière certitude, puisque les études ne sont pas achevées.

Bien plus, on ignore encore absolument par où passera ce chemin de Rennes auquel il s'agit d'aboutir; les Chambres, en classant la ligne de Rennes, ont laissé en suspens la question de savoir si on la dirigerait vers Alençon ou vers Le Mans. Or, si le chemin suit cette dernière direction, le détour qu'il nous ferait faire serait énorme. »

Le rapport de Tocqueville aboutit sur ce point à la solution demandée ; la commission de la chambre des députés admit, en 1845, la nécessité d'établir « immédiatement » une ligne « directe » de Paris à Cherbourg. ¹³⁵

b – La réalisation de la liaison ferroviaire Paris-Cherbourg représente un enjeu capital pour l'économie de la Basse-Normandie.

[Retour à la table des matières](#)

Faut-il laisser faire les seules lois du marché ou demander à l'État de jouer un rôle dans l'aménagement du territoire ?

¹³⁵ O.C., X, p. 665-673.

Première partie.

Considérations économiques.

Intérêt qu'a le département à la confection du chemin de fer.

Son droit à l'obtenir.

« En matière de chemin de fer il y a deux systèmes à suivre, systèmes parfaitement distincts et qui, s'ils ne mènent pas à des conséquences opposées conduisent au moins à des résultats très-différents.

Le premier consiste à s'en rapporter uniquement à l'industrie privée de la confection des chemins de fer.

Ce sont alors des considérations commerciales qui seules font entreprendre ces grands travaux. On ne construit des voies de fer que là où le capital engagé doit produire des intérêts considérables. Les considérations politiques, les vues d'administration, les principes d'économie sociale n'occupent ici qu'un rang très-secondaire. Voilà un système suivi dans certaines circonstances par toutes les nations civilisées, et adopté d'une manière générale et absolue par les Anglais.

Il y en a un autre, suivant lequel l'État se charge, en tout ou en partie, de la confection des chemins de fer et où la nation entière réunit ses ressources pour cet objet.

Dans ce cas, ce n'est plus l'intérêt du capital engagé qui devient la cause déterminante de l'entreprise; ce sont des pensées du gouvernement; c'est le besoin de la défense nationale, c'est le développement général des ressources du pays, l'accroissement de son commerce, la prospérité relative de toutes ses parties.

La Belgique a adopté ce système, et elle le suit.

La France a hésité longtemps entre ces deux modes. Elle était libre de prendre l'un ou l'autre; il eût été plus économique et peut être plus sage de

s'en tenir au premier, et de ne pas adopter le second ¹³⁶ ; mais aujourd'hui l'État a fait son choix: il a entrepris de construire lui-même, soit en totalité, soit en partie, les grandes lignes de chemins de fer. Il faut qu'il subisse les conséquences irrésistibles de son principe. Quelles sont ces conséquences ?

La première, c'est qu'il n'est pas, permis de favoriser une portion du pays aux dépens de l'autre, d'épuiser la première afin d'accroître, par l'établissement de chemins de fer, la prospérité de la seconde.

Remarquez bien, Messieurs, le vrai sens de nos paroles: nous ne prétendons pas que l'État ne puisse pas faire, avec notre argent, un chemin qui ne traverse pas notre territoire, si ce chemin est d'un intérêt national comme les chemins de Paris à Bruxelles, par exemple, et de Paris à Lyon, qui a pour effet de faire communiquer à travers tout le royaume, la Méditerranée à la Mer-du-Nord. À Dieu ne plaise que nous nous renfermions dans un point de vue si égoïste et si étroit! La gloire de la Révolution française est d'avoir lié si intimement entre elles toutes les parties de ce vaste empire, que toutes doivent toujours se trouver heureuses et fières de contribuer aux entreprises qui intéressent la grandeur et la défense de la France.

Ce que nous disons, c'est que du moment que l'État établit un chemin, non plus dans un intérêt national, mais dans le seul but d'améliorer la condition particulière d'une province, il est contraire à toute idée de droit qu'il refuse aux autres le même avantage, et qu'il les force à accroître à leurs dépens un bien-être dont elles ne doivent pas profiter.

Or, c'est précisément ce qui arrive en ce moment.

Sur la proposition du Gouvernement, les Chambres ont autorisé, dans la dernière session, la confection d'un grand nombre de chemins, qui ne peuvent avoir pour but que d'augmenter la prospérité des départements qu'ils traversent. Il y en a trois surtout qui ont au plus haut point ce carac-

¹³⁶ Il faut considérer avec prudence cette affirmation et la mettre en relation avec les longs développements qui suivent ; en 1844, Tocqueville espère trouver une compagnie qui, moyennant un soutien financier, acceptera de réaliser la liaison Paris-Cherbourg avant d'acquérir la certitude que le financement de l'État est absolument nécessaire pour mener le projet à son terme.

tère; ce sont ceux de Paris à Clermont, de Paris à Limoges et de Paris à Rennes. Le Conseil pourra vérifier l'exactitude de l'assertion en jetant les yeux sur la carte.

Le chemin de Clermont et celui de Limoges aboutissent à des montagnes reconnues infranchissables par les lignes de fer. Celui de Rennes doit conduire à Brest; mais on l'a classé avant d'avoir vérifié si les difficultés d'exécution qui existent entre Rennes et Brest, et qu'on disait insurmontables, pouvaient être vaincues. Ces routes ne mènent, quant à présent, ni à de grands établissements maritimes ou militaires, ni à de grands centres de populations, ni à de grands foyers d'industrie; elles traversent dans une partie de leur parcours des contrées qui possédaient à peine, il y a quelques années, des routes de terre. On est d'accord que leurs produits, loin de pouvoir couvrir les dépenses de premier établissement, couvriront à peine les frais d'exploitation. Quel est donc le seul but avouable dans lequel on les a tracées ? Celui d'accroître le mouvement des hommes et des affaires entre les départements où elles passent et Paris. Grâce à ces routes nouvelles, en effet, les produits de ces divers départements, les bestiaux du Nivernais, du Berry et du Limousin, les volailles, les bœufs, le beurre de l'Anjou et de la Bretagne se rendront plus vite, plus frais, et à meilleur compte qu'auparavant, sur le marché de Paris.

Tous ces résultats sont excellents, sans doute; mais est-il juste de les faire produire à l'aide de notre argent, tandis que les départements qui en profitent ne font rien pour nous ? On peut évaluer que les chemins de fer déjà classés coûteront à l'État 800.000.000 fr., et savez-vous, Messieurs, quelle est la somme que le seul département de la Manche sera appelé à fournir pour sa part dans cette dépense ? Dix millions ! dont pas un centime ne sera employé à développer son bien-être ! Cela n'est-il pas contraire à tous les principes de notre gouvernement ? La révolution a proclamé l'égalité entre les provinces, aussi bien qu'entre les citoyens. En obligeant avec raison tous les Français à supporter les mêmes charges sociales, elle leur a donné un droit semblable à tous les avantages sociaux. Du moment donc où l'État établit des chemins dans un but de prospérité locale, il doit en accorder, non à toutes les villes ni à tous les arrondissements, sans doute, mais à chacune des grandes régions que renferme le territoire. Or, c'est ce

qu'il ne fait pas, puisque toute la vaste et riche contrée, qui s'étend de Rennes au Havre, c'est-à-dire sur un espace de 50 lieues (200 kilom.) à vol d'oiseau, n'en a pas.

Mais voici bien plus, Messieurs : ces chemins qu'on construit avec notre argent, non seulement ne profitent qu'à nos voisins, mais ils nous nuisent. Ceci est de la dernière évidence.

Il y a une première conséquence de l'établissement des chemins de fer dans toute la France qui ne peut manquer d'être défavorable à notre industrie, il faut que le pays le sache et s'y prépare.

Pendant des siècles, nos produits n'ont eu qu'un petit nombre de concurrents sur le marché de Paris; mais depuis quelques années, le nombre s'en est successivement augmenté. Je prendrai pour exemple le commerce des bestiaux. Il y a vingt ans, peu de départements envoyaient leurs bestiaux sur les marchés de Paris; aujourd'hui, il y en a quarante qui font ce commerce. Cette révolution s'est opérée à mesure qu'on faisait de nouvelles routes, que les anciennes s'amélioraient et qu'on établissait des moyens de transport plus rapides et plus nombreux. Si l'ouverture ou l'amélioration des routes en terre ont suffi pour opérer ce changement, on ne peut douter que la création générale des chemins de fer ne le développe dans une proportion énorme. Il est clair que beaucoup de contrées de la France que l'esprit de routine, l'éloignement, le défaut de transports, l'élévation des frais ont empêché jusqu'à présent d'engraisser des bestiaux et de les envoyer sur le marché de Paris, commenceront à le faire, dès que les rails-ways les auront atteints.

Or, il est difficile de dire quelles seront les limites de cette révolution, si l'on considère que des renseignements pris au Ministère du commerce et de l'agriculture, donnent lieu de croire que le nombre des bestiaux actuellement existant en France, taureaux, bœufs, vaches et veaux, ne s'élève pas à moins de dix millions de têtes de bétail, tandis que la Manche le Calvados et l'Orne réunis ne figurent dans ce tableau que pour 522.000.

Ce qu'il y a de certain, c'est que son résultat final sera d'amener une abondance beaucoup plus grande d'animaux sur les marchés de la capitale, et par suite, un abaissement dans le prix de la vente. Quand toute la France

sera pourvue de chemins de fer, nous aurons donc beaucoup de nouveaux concurrents à craindre; il ne faut pas nous faire d'illusion sur ce point. Mais avant que le danger ne se réalise, il en est un plus immédiat qui nous menace, et il est facile de montrer que l'effet produit par les chemins de fer classés depuis deux ans, et surtout cette année, sera de nous rendre très difficile de lutter, non pas contre les concurrents à naître, mais contre ceux que nous rencontrons déjà.

En effet, si l'on considère avec attention les diverses directions que suivent les chemins déjà classés, et notamment ceux dont le classement a été voté à la session dernière (ces chemins que j'ai appelés d'intérêt local, parce qu'ils n'intéressent pas directement la grandeur ni la défense de tout le royaume, c'est-à-dire les rails-ways de Rennes, de Limoges et de Clermont), on apercevra sans peine que ces diverses voies conduisent précisément vers les provinces de France qui sont placées à peu près à la même distance que nous de Paris, qui, comme nous, ont Paris pour principal marché, et enfin, qui produisent exactement les mêmes denrées que nous; de telle sorte que, par une fatalité singulière, on a commencé par les lignes dont l'établissement peut être le plus préjudiciable à notre industrie.

Ceci, Messieurs, mérite une attention bien sérieuse.

Les principaux produits apportés par nous sur le marché de Paris sont le beurre et les bestiaux.

Quant aux beurres, voici sur l'état actuel de ce commerce les renseignements qu'on peut se procurer à la préfecture de police et à la halle, et dans le pays de production.

En 1843, il a été vendu à la halle de Paris ^a 5.521.195 k. de beurre. Cette denrée représentait une valeur de 12.349.276 fr.

Les trois cinquièmes du beurre importé à Paris viennent de la Basse-Normandie et principalement des environs d'Isigny ^b. Les renseignements

^a On sait que la presque totalité des beurres salés ne viennent pas à la halle et échappent ainsi aux recherches de la statistique. (Note de Tocqueville)

^b Non seulement notre commerce de beurre est un commerce considérable, mais, ce qui doit nous le rendre plus précieux encore, c'est un commerce qui se développe. On nous a assuré qu'il y avait beaucoup de cultivateurs dans le

fournis par M. le Maire d'Isigny établissent que cette ville exporte seule pour 2.800.000 kilos de beurre par an, quantité qui représente une valeur de cinq millions de francs. De plus, une grande quantité de beurre qui se fabrique dans les environs d'Isigny est transportée directement du lieu de production vers Paris.

Les seuls beurres frais qui fassent concurrence aux nôtres, sur le marché de Paris, sont ceux qui se fabriquent dans les environs de Gournay, et qui portent le nom de cette petite ville; il en arrive à peu-près 1.500.000 kilos à Paris, chaque année.

Tel est l'état actuel du commerce; voyons les changements que l'établissement des chemins de fer y a déjà apportés, et surtout doit y apporter.

Quant au prix de transport : le prix du transport du beurre de Gournay est de 10 fr. par 100 kilos. On sait que le prix du nôtre varie de 10 à 15 francs. Quoique le beurre de Gournay n'ait que 25 à 30 lieues à parcourir pour arriver à Paris, que le pays qui le produit soit situé à une distance encore assez grande du chemin de fer de Paris à Rouen et qu'enfin ce railway soit établi depuis moins de deux ans, cependant une très grande quantité de beurre de Gournay prend déjà la voie du chemin de fer. Le prix du transport par cette voie revient à 8 fr. les 100 kilos au lieu de 10 qu'on prend sur la route de terre; et on croit qu'il tombera bientôt à 6 fr. les 100 kilos.

Voilà un premier avantage ; mais c'est le moindre.

Tout le monde sait que presque toute la valeur vénale du beurre réside dans sa plus ou moins grande fraîcheur. Nous avons eu sous les yeux des preuves frappantes de cette vérité. Nous avons vérifié sur les livres de courtiers de la halle qu'il arrive une certaine quantité de beurre des environs d'Isigny par la malle-poste. Le prix du transport par cette voie s'est élevé jusqu'à 33 fr. les 100 kilos, tandis que le beurre qui vient à la même époque par le roulage, ne coûte que 11 ou 12 fr. Malgré cette énorme différence dans les prix du transport, il y avait encore profit, surtout dans l'été, à se servir de la malle, parce que par cette voie le beurre ne reste que

Cotentin qui trouvaient maintenant plus de profit à avoir des vaches laitières qu'à engraisser des bœufs. (Note de Tocqueville)

24 heures en route, au lieu que par l'autre il faut pour le transporter cinq ou six jours.

À côté de ces premiers faits, plaçons ceux-ci :

La Bretagne entière est un grand pays de production de beurre. Elle fait le beurre un peu moins bien que nous, mais à beaucoup meilleur marché.

Jusqu'à présent, la Bretagne, à cause de son éloignement, n'a pu guère envoyer sur le marché de Paris que du beurre salé. Le frais se gâte en route. Cela n'empêche pas cependant que chaque année, pendant l'hiver, il n'arrive du beurre frais de Bretagne, qui se vend de 80 à 90 centimes la livre. Ce commerce est si profitable qu'il y a chaque année des envois de beurre breton qui sont faits par la mer et qui arrivent à Paris en suivant la route du Havre.

Il est donc non pas probable, mais absolument certain que du jour où la Bretagne pourra, à l'aide du chemin de fer de Rennes, transporter, en douze ou quinze heures, ses beurres frais sur le marché de Paris, tandis qu'il nous faudra six jours pour y amener le nôtre, la concurrence nous deviendra impossible, et que cette grande industrie, si intimement liée avec notre prospérité agricole, sera en quelque sorte éteinte.

Si du commerce du beurre nous passons à celui des bestiaux, nous rencontrerons des résultats, moins désastreux sans doute, mais encore très redoutables. La question à traiter ici est aussi difficile et aussi Compliquée qu'elle est importante ; il faut, Messieurs, que vous permettiez qu'on l'examine avec quelques détails.

La Compagnie du chemin de fer d'Orléans, ayant résolu d'entreprendre le transport des bœufs sur les wagons, et voulant se rendre compte des bénéfices probables de l'opération projetée, fut amenée, en 1842, à examiner, avec tout le soin que l'intérêt particulier suggère, et les vastes moyens d'investigation qu'une si puissante association possède, les questions de savoir : 1- quel était le nombre de bœufs amenés sur les marchés de Poissy et de Sceaux, 2- de quels pays ils venaient ; 3- comment ; 4- à quels frais ; 5- et enfin, quel avantage il y aurait pour les producteurs à se servir de la voie de fer ? Pour s'éclairer, la Compagnie déclare avoir entendu le Direc-

teur, l'Inspecteur, le Contrôleur de la caisse de Poissy, l'Inspecteur des marchés, un grand nombre de marchands de bestiaux et les principaux commissionnaires. Les résultats de cette enquête ont été mis sous les yeux du Rapporteur de la Commission; il croit devoir les faire connaître au Conseil général.

Il résulte du document en question que, durant les années 1837, 1838, 1839, 1840 et 1841, on a conduit moyennement sur les marchés de Paris 125.235 bœufs, 23.575 vaches, 107.589 veaux et 760.682 moutons ^c.

Nous ne parlerons que des bœufs, dont le commerce nous intéresse particulièrement ^d.

Sur ces 125.235 bœufs, il y en avait 49.264 qui étaient normands ^e presque tous sont arrivés sur le marché dans l'espace de temps qui s'écoule entre le mois de juin et celui de février de chaque année.

Le même document constate qu'il y a un grand nombre de provinces qui, pendant les mêmes mois, envoient leurs bœufs sur les mêmes marchés, et qui, par conséquent, nous font concurrence. Je ne cite que les principales: ce sont la Guienne, le Limousin, la Saintonge, l'Anjou et le Nivernais.

^c Ces nombres ont été fort dépassés depuis cette époque, ainsi qu'on peut s'en assurer en étudiant le tableau officiel ci-joint (voir à la fin du rapport), qui contient tous les chiffres des animaux amenés sur les marchés de Paris en 1842 et 1843. (Note de Tocqueville)

^d Les tableaux officiels constatent que le nombre des vaches normandes et des moutons normands, conduits sur le marché de Paris, n'est pas considérable. (Voir à la fin du rapport.) (Note de Tocqueville)

^e Je n'ai pas besoin de dire que tous ces bœufs ne venaient pas du département de la Manche; il n'en est même venu de ce département, en 1843, que 6.602. Mais il faut bien considérer que si la plupart des bœufs sont normands qui se vendent sur le marché de Paris, ne sont pas engraisés dans la Manche, ils y sont nés et ont été vendus aux

herbagers du Calvados, qui ont envoyé, en 1843, 30.583 bœufs sur les marchés de Poissy et de Sceaux. Si les herbagers du Calvados faisaient de mauvaises affaires, par suite des conditions nouvelles où les chemins de fer placeraient leur commerce, ils achèteraient évidemment moins cher les bœufs que nous leur vendons. Ainsi la perte tomberait toujours, en définitive, sur nous. (Note de Tocqueville)

Plusieurs de ces bœufs viennent de beaucoup plus loin que les nôtres; le bon marché de la production compense, sans doute, pour le propriétaire, le surplus des frais de transport, et lui permet de lutter contre nous.

Quant aux frais ou pertes qu'occasionne le commerce des bœufs tel qu'il se comporte aujourd'hui, voici ce que le document en question nous fait connaître en annonçant qu'il s'est toujours basé sur les évaluations les plus faibles.

On évalue moyennement à 59 bœufs le nombre des animaux qui meurent chaque année ou atteignent les abattoirs de Paris et des environs, et dont la viande, d'après les règlements de la boucherie, ne peut servir à la consommation.

Le déperis, c'est-à-dire la dépréciation que subissent les bœufs par suite d'une longue marche, est estimé, pour les bestiaux qui viennent de 70 ou 100 lieues, à 25 ou 30 kilog. Cette perte se fait surtout sentir dans les 30 dernières lieues. La Compagnie estime que, sous ce rapport, le chemin de fer d'Orléans, qui épargnerait une marche de 25 lieues, donnerait à chaque bœuf une plus value qu'on estime à 7 fr.50 c. par tête.

De plus, il y a toujours des bœufs dont on est obligé de se défaire en chemin, et pour lesquels on est obligé d'accepter un prix réduit. La Compagnie estime qu'on ne peut évaluer à moins de 2%, année commune, les bœufs qu'on laisse ainsi en chemin.

En outre, il survient souvent des épidémies que le voyage développe. Durant les années 1840, 1841, 1842, le piétin sévit avec tant de violence sur les bœufs qu'on emmenait à Paris, qu'on a compté souvent, sur une bande ^f 1, de 6 à 10 de ces animaux qu'il fallait vendre sur place, ou transporter à grands frais sur le marché. Le 31 mars 1842, 200 bœufs sont arrivés à Poissy en charrette, et le prix de ce transport dépassa 3.000 fr. En 1841, deux commissionnaires de Poissy ont dépensé chacun plus de 3.000 fr. pour ces sortes d'accidents.

^f La bande est de vingt-cinq à trente. (Note de Tocqueville)

Les frais journaliers d'un bœuf en route sont évalués, par la compagnie, à 1 fr. 25 c. par jour ^g.

Les bœufs qui viennent de loin, comme ceux qu'on amène du Limousin, de la Marche, du Bourbonnais ont, en général, besoin d'être ferrés une fois, au départ, et souvent une seconde fois à Orléans; le prix de cette double opération peut être estimé à 6 fr. par tête.

Après s'être livrée à tous ces calculs et à beaucoup d'autres dont il serait trop long de parler, la Compagnie conclut que le seul trajet d'Orléans à Paris coûte pour frais ou perte une somme qui doit être évaluée à 22 fr. 22 c. par tête de bétail.

Maintenant quelle sera l'économie en se servant du chemin de fer ?

Le transport des bœufs par un rail-way n'est pas une opération aussi facile et aussi profitable qu'on pourrait se l'imaginer d'abord. On a longtemps cru qu'il fallait un matériel spécial pour pouvoir se livrer à ce genre de transport, et que ce matériel ne pouvait être utilisé qu'une ou deux fois par semaine. Tout le reste du temps c'eût été un capital mort. De plus, les bœufs ne sont pas comme les voyageurs, qui vont et viennent; le train qui les a apportés s'en retourne toujours à vide, de sorte qu'il faut compter, dans les frais de chaque transport, le prix de l'aller et du retour.

Ce sont ces difficultés et ces frais qui expliquent pourquoi le transport des bestiaux par chemins de fer n'a pas encore été adopté universellement en Angleterre. Si l'on consulte, en effet, le tableau de la circulation des chemins de fer, tel qu'il a été publié par le Gouvernement anglais, on s'aperçoit que le nombre des bestiaux transportés de cette manière, quoique déjà très grand, n'est pas cependant aussi considérable qu'il devrait l'être ^h.

^g Des bœufs venant de la Dordogne (112 lieues en 13 jours) ont coûté 18 fr. 10 c. par tête. (Note de Tocqueville)

^h *Report of the officers, of the rail-way département 1843*. Ce document constate que, dans l'année 1843, le plus grand nombre des chemins de fer anglais a transporté des bestiaux. Sur le seul chemin de Londres à Birmingham, on voit figurer 10,578 bêtes à cornes, 64.304 moutons et 6.368 porcs. Tous ces ani-

En France, les bœufs ne sont encore transportés sur aucun chemin. Celui de Rouen n'amène guère à Paris que des veaux. Nous venons de voir que la Compagnie d'Orléans prépare en ce moment un matériel dont elle n'a pas encore fait usage. Elle ne commencera ses transports qu'à partir du 1^{er} décembre prochain.

Il y a lieu de penser que la Compagnie ne demandera pas, au début du moins, plus de 6 à 7 fr. par tête de bétail. ⁱ. Ainsi donc, en admettant que l'évaluation précédente de 22 fr 22c. soit exagérée, il resterait toujours certain que le transport par chemins de fer, placera sur la voie d'Orléans le commerce des bestiaux dans des conditions beaucoup plus favorables que celles où il a été jusqu'ici. ^j Or, c'est par Orléans, que passe une partie des bestiaux qui font concurrence aux nôtres. Si la possibilité de faire en railway 25 à 30 lieues, leur donne un notable avantage, que sera-ce quand ils en pourront faire 60, 80, 100 ou 120 ? qu'arrivera-t-il, lorsqu'à côté du chemin d'Orléans, ou s'embranchant sur lui, seront établis les trois autres chemins de Clermont, de Limoges et de Rennes, classés à la session dernière, et qui doivent aller chercher jusque dans le pays de production tous les bestiaux qui peuvent se rencontrer avec les nôtres sur les marchés de

maux ont voyagé avec la rapidité de 20 milles, ou 8 lieues à l'heure. (Note de Tocqueville)

ⁱ Cela est d'autant plus vraisemblable que les chemins de fer anglais, dont cependant les tarifs sont en général beaucoup plus hauts que les nôtres, ne demandent guère davantage. Nous avons sous les yeux le tarif de la ligne de Clochester; pour aller de Clochester à Londres (80 kil.), la Compagnie demande 6 fr. 80 c. par tête de bétail. (Note de Tocqueville)

^j Indépendamment de cette économie, il y a dans le transport par chemins de fer plusieurs autres avantages qu'il est impossible d'apprécier en argent, notamment ceux-ci:

Grâce aux chemins de fer, l'éleveur peut venir vendre lui-même ses bestiaux. On voit même par les comptes-rendus des chemins anglais, qu'en général le conducteur d'un troupeau ne paie rien pour lui-même.

Avec les chemins de fer, l'éleveur peut profiter de toutes les variations du marché, dès qu'il en a connaissance, et ne conduire ses bestiaux qu'au moment précis où il est à peu près sûr de les vendre avantageusement; ce qui lui est impossible quand il ne peut faire arriver ses bestiaux sur le marché que 10 ou 12 jours après avoir reçu la nouvelle de ce qui s'y passe. (Note de Tocqueville)

Paris? Le résultat d'une pareille révolution économique ne peut assurément que nous être très fatal.

M. le Ministre des travaux publics prononçait à la session dernière ces paroles :

« il ne faut pas traiter différemment diverses parties du territoire. Que nous conservions les inégalités naturelles, je le conçois; mais, qu'on fasse des inégalités factices, des inégalités aux dépens du budget, des inégalités que paieront ceux-là même qui en souffriront, je ne le conçois plus. »

Voilà qui est juste ; mais que fait-on autre chose en ce moment ?

Nos produits étaient naturellement placés à 70 lieues de Paris, et ceux de nos concurrents à plus de 100; ceux-ci parvenaient sur le marché qu'en 15 ou 20 jours, les nôtres en 10 ou 12. Les frais de transport étaient de part et d'autre en rapport avec la durée du voyage; mais voici que le Gouvernement, armé du budget, vient, à l'aide d'un procédé artificiel, bouleverser cet état naturel des choses. il met les produits de nos rivaux à 10 ou 12 heures de Paris, tandis que les nôtres n'arriveront pas plus vite sur le marché commun; ainsi, nous nous trouvons tout-à-coup relativement plus loin que ne nous avait placés la nature; nos concurrents beaucoup plus près. Non seulement on ne conserve pas les inégalités naturelles, mais on les remplace artificiellement par des inégalités en sens contraire; et c'est nous qui payons ces inégalités nouvelles ¹³⁷. »

c – Stratégie du discours, géopolitique et géostratégie

[Retour à la table des matières](#)

Si les députés bas-normands veulent avoir une chance d'être entendus, il leur faut être suffisamment intelligents pour mettre en avant l'intérêt absolu du projet pour la nation tout entière ainsi que Tocqueville le souligne dans son rapport de 1845 : « Rappelez-vous bien ceci, Messieurs : en continuant à se placer en votre nom au seul point de vue de l'intérêt général, vos Députés peuvent réunir trois

¹³⁷ O.C., X, pp. 625-633.

cents voix dans la Chambre ; du jour où ils ne sembleront plus représenter que des intérêts locaux, ils ne seront plus que huit ».

Seconde partie

Intérêt national engagé dans la question

« Le Conseil général a pu remarquer que jusqu'à présent nous n'avons raisonné que dans la supposition que le chemin de Paris à Cherbourg, semblable aux chemins de Paris à Rennes, de Paris à Limoges, de Paris à Clermont, n'aurait pour objet et pour effet que de favoriser les développements de la prospérité d'une région particulière de la France ou d'en empêcher la décadence, et au point de vue seul de la justice distributive et de l'égalité constitutionnelle des départements entre eux. Nous avons établi que ce qu'on a fait pour la Bretagne, le Limousin, l'Auvergne, le Nivernais, on ne pouvait se refuser à le faire pour nous.

Mais il y a plus, et il nous sera facile de prouver que le chemin de Paris à Cherbourg aurait sur tous ceux dont nous venons de parler, un avantage immense : celui de satisfaire, non seulement comme ceux-ci, des besoins locaux, mais encore de répondre à un grand et permanent intérêt national. »

La dimension géostratégique du projet : assurer la sûreté de la capitale en la dotant d'une liaison rapide avec un port en eau profonde.

« Ici, Messieurs, il y a un écueil à éviter, c'est l'exagération. Il faut être vrai, non seulement parce que la vérité est toujours respectable, mais encore parce que, dans cette question, elle fait notre force; en l'exagérant, nous diminuerions son effet. Nous nous sommes donc particulièrement appliqués à rechercher en quoi réellement un chemin de fer de Paris à Cherbourg pouvait être utile à la nation tout entière. Nous avons rejeté tous les faits qui nous paraissaient hasardeux ou problématiques; nous ne nous sommes tenus qu'aux faits qui nous paraissaient incontestables; tous nos efforts ont eu pour objet de discerner avec clarté quelle était, dans la gran-

de entreprise dont il s'agit, la part incontestable de l'intérêt général. Nous espérons l'avoir déterminée avec autant d'exactitude qu'auraient pu le faire des hommes désintéressés eux-mêmes dans la question qui s'agit.

À vrai dire, tous les avantages que le pays en général pourrait retirer de l'établissement d'un chemin de fer de Paris à Cherbourg se résument en ces mots:

Un tel chemin serait, en temps de guerre, nécessaire au commerce de tout le royaume et à sa défense.

On nous assure, il est vrai, que nous n'aurons plus la guerre, ou du moins que la guerre deviendra un fait tellement rare et passager, qu'il n'est pas sage d'agir en vue d'un pareil événement. Le spectacle de l'humanité dément une telle espérance. Si l'homme a changé de nos jours, en bien des points, la face extérieure du monde, rien ne fait voir qu'il se soit changé lui-même. Pourquoi donc les Gouvernements de notre temps auraient-ils des qualités, des lumières et des vertus que les simples citoyens ne montrent pas ? Pourquoi seraient-ils exempts des passions et des vices dont ceux-ci continuent à donner l'exemple ? Quand nous nous apercevons tous les jours que la paix est si difficile à maintenir entre les membres d'un même peuple, et sous l'empire des mêmes lois, on se flatterait de la faire régner éternellement parmi les nations indépendantes ? Ce sont là de puériles et dangereuses utopies.

Nous n'avons pas eu une seule guerre sur le continent, sans que bientôt nous n'ayons été engagés dans une lutte maritime avec l'Angleterre. Depuis deux siècles, nous avons combattu les Anglais pendant près de quatre-vingts ans. Voilà l'histoire; elle doit suffire. Les hommes sages n'ont pas besoin des secours de l'astrologie pour connaître l'avenir; ils le lisent dans le passé. Que signifieraient, d'ailleurs, tant de vastes travaux entrepris depuis quinze ans, pour augmenter notre puissance militaire? Que voudraient dire ces fortifications de Paris, le plus grand travail de défense auquel se soient livrés les hommes, depuis que les murailles de la Chine ont été bâties, si la nation ne savait pas que la guerre est un fait possible et probable ?

Raisonnons donc nous-mêmes dans cette hypothèse, en vertu de laquelle tous les pouvoirs de l'État agissent chaque jour, et tirons-en le plus fort argument dont nous puissions nous servir pour établir la nécessité du grand ouvrage que nous réclamons.

Les puissantes raisons qui firent désirer à Louis XIV d'avoir dans la Manche, un des principaux établissements militaires du pays, et qui portèrent Louis XVI à entreprendre ce gigantesque travail, sont bien connues, et nous n'avons pas l'intention d'y revenir. Ces raisons subsistent dans toute leur force; mais à celles-là s'en sont jointe, beaucoup d'autres que l'état nouveau du monde suggère, et que ni Louis XIV, ni Louis XVI, ni même Napoléon, n'avaient pas. Ce sont ces raisons nouvelles sur lesquelles nous croyons devoir insister en peu de mots.

Au moment où Louis XIV et Louis XVI songèrent à fonder un grand port militaire en face des côtes d'Angleterre, l'empire de la mer était plus partagé qu'il ne l'est aujourd'hui; l'Angleterre était encore loin du point de prépondérance maritime où nous la voyons parvenue. À côté de sa marine militaire, se plaçaient non seulement la nôtre, mais celles des Espagnols et des Hollandais. Ces marines, autrefois redoutables, sont aujourd'hui détruites; la marine anglaise a seule hérité de leurs dépouilles. En cas de guerre maritime ¹³⁸, l'Angleterre sera donc nécessairement non seulement notre adversaire principal, mais notre adversaire unique, et le port qui a été créé en vue de le combattre a gagné en importance tout ce qu'elle a gagné elle-même en pouvoir.

¹³⁸ L'argument appartient ici plus à la stratégie discursive qu'à la situation politique réelle. Contrairement au contenu du rapport qui utilise une anglophobie traditionnelle chez certains bas-normands (qui remonte dans les milieux maritimes à la guerre de course et aux rivalités concernant et les îles anglo-normandes et les zones de pêche et qui persiste aujourd'hui encore), Tocqueville craint moins un affrontement direct entre la France et l'Angleterre que d'éventuelles escarmouches ou frictions temporaires et il estime que la France doit tenir tête à l'expansionnisme britannique (O.C., XIV, p. 342), notamment en matière coloniale, c'est là la principale raison qui le fait défendre la colonisation en Algérie (au moins jusqu'en 1847). En 1844, lors de l'affaire Pritchard, il vote contre le gouvernement Guizot qui vote des dédommagements à l'Angleterre (O.C., XIV, p. 487).

À l'époque où Louis XIV et Louis XVI voulurent établir un port dans la Manche, cette mer était bien loin d'avoir acquis pour nous l'importance commerciale qu'elle a prise de nos jours. »

Il existe une autre forme de guerre : la guerre commerciale.

« Depuis cinquante ans, la Manche est devenue la grande mer commerciale de la France, le seul chemin que prennent les denrées exotiques pour arriver à Paris. Un signe évident le manifeste: ce signe est la prospérité du Havre. Le Havre n'était qu'une place de commerce très secondaire en 1789; il fait aujourd'hui, à lui seul, le cinquième du commerce de tout le royaume. Il a reçu dans ses bassins en 1842, dernière année connue, le quart des objets importés en France ^a.

Cet accroissement subit et inouï est dû à plusieurs causes, mais principalement à ces deux-ci:

- Au développement qu'a pris l'industrie en général, et en particulier l'industrie des cotons dans cette partie de la France qui avoisine la Manche;

- À la révolution industrielle qui a eu lieu dans Paris.

Depuis le commencement du siècle, mais surtout depuis la paix, les pays qui formaient la Haute-Normandie ont vu s'élever une multitude de manufactures qui n'existaient pas auparavant et, ce qu'il faut remarquer, la plupart de ces manufactures emploient comme matière première un produit étranger qui ne pouvait leur parvenir qu'à travers les mers, le coton.

La révolution qui a eu lieu à la fin du siècle dernier, dans l'industrie du coton, mérite d'être remarquée, au milieu même de ce siècle de révolutions, tant elle est unique dans l'histoire. Elle a exercé une action directe, si rapide et si irrésistible sur les destinées des plus grands empires, qu'il est singulier que les philosophes et les hommes d'État ne l'aient pas signalée. On peut dire que plusieurs des événements les plus mémorables qui se

^a Documents du ministère du commerce. (Note de Tocqueville)

sont accomplis depuis cinquante ans, et dont souvent ils cherchent bien loin les causes, ont eu le coton pour origine.

Si l'inventeur du métier à filer, ce barbier de village qui, en peu d'années, devint le plus riche particulier de l'Empire, Arkwright, n'avait pas fait sa découverte, l'Angleterre ne serait jamais arrivée au degré de force et de splendeur où l'empire la trouva et elle eût vraisemblablement été incapable de résister aux efforts de Napoléon.

Il y a soixante ans, l'industrie du coton n'existait pour ainsi dire pas en Angleterre. En 1841, la valeur totale des produits des manufactures de coton dans la Grande-Bretagne était évaluée à plus d'un milliard 167 millions.

Quoique les développements de l'industrie cotonnière parmi nous n'aient pas été ni aussi rapides, ni aussi grands qu'en Angleterre, ils ont suffi pour créer en peu d'années une industrie dont les produits représentent annuellement une valeur de 350 millions, à peu près.

Or, la presque totalité des manufactures de coton, construites depuis le commencement du siècle, fait venir par la voie de la Manche toutes les matières premières dont elles se servent.

Pendant que ces nouvelles manufactures s'élevaient de tous côtés, un changement analogue s'opérait dans Paris. Paris devenait lui-même l'une des villes les plus manufacturières de France. En 1842, Paris a exporté hors de France pour plus de 127 millions de marchandises, et, ce qu'il faut bien remarquer, toutes les matières premières qu'il consomme, même celles qui viennent des bords de la Méditerranée, arrivent à Paris par le canal de la Manche. La Manche est donc devenue comme un grand fleuve qui charrie incessamment vers nos rivages toutes les matières premières dont nos principales industries ont besoin.

On conviendra sans peine, Messieurs, que cette révolution commerciale donne une nouvelle et très grande importance au seul établissement mi-

litaire qui, en temps de guerre, puisse abriter et défendre notre commerce dans la Manche ^b.

Mais c'est surtout la découverte de la navigation à vapeur qui est venue donner au port de Cherbourg une valeur nouvelle et immense que Louis XVI et Napoléon lui-même n'avaient pas soupçonnée. On peut dire avec certitude que l'importance nationale de Cherbourg doit croître en proportion de l'importance même que prendra la navigation à vapeur dans les guerres maritimes.

Le Conseil général ne s'attend pas sans doute, qu'à propos d'un chemin de fer, on traite devant lui les vastes et difficiles questions que soulève l'application de la vapeur à la marine militaire: ce n'est ni le temps ni le lieu.

Tout ce qu'on veut dire ici, parce que cela rentre dans le sujet qui nous occupe, c'est que probablement les résultats de cette grande découverte seront bien plus favorables à la France qu'à l'Angleterre. Peu de mots suffisent pour l'expliquer:

Par nos richesses, nous sommes au premier rang des nations.

Par notre population maritime, nous sommes à peine au troisième.

^b Cherbourg s'est souvent flatté qu'il lui serait possible de détourner complètement le Commerce du Havre et de l'attirer même en temps de paix dans son sein. Sans vouloir discuter ici cette hypothèse, nous nous bornerons à dire, parce que cela est incontestable, qu'en temps de guerre le seul port de la Manche qui puisse fournir un asile à notre commerce et à celui des neutres, c'est Cherbourg; non seulement parce qu'il est le seul qu'il soit difficile de bloquer, mais encore parce qu'il est le seul où l'on ne puisse venir incendier les navires et les magasins de commerce. En temps de guerre, les vaisseaux n'auraient que fort peu de chances d'entrer au Havre ou d'en sortir sans être pris et de plus, ils ne seraient jamais sûrs de n'y être brûlés avec leur cargaison, à l'aide des moyens perfectionnés dont dispose aujourd'hui la marine militaire.

Si donc l'immense commerce qui se fait aujourd'hui par la. Manche, et qui nous est devenu si nécessaire, n'est pas complètement éteint pendant la guerre, on peut affirmer sans crainte qu'il ne pourra se continuer que par Cherbourg. Ainsi, en temps de guerre, le chemin de fer ne serait pas seulement un élément de défense nationale, mais encore un grand élément de commerce. Il économiserait à notre industrie une partie des délais et des frais dont une guerre maritime la menace. (Note de Tocqueville)

Avec notre argent, nous pouvons bâtir autant de vaisseaux que les Anglais.

Avec leurs matelots, ils peuvent en armer quatre fois plus que nous. »

La marine à vapeur change les rapports du faible au fort entre la très grande puissance maritime de l'Angleterre, et celle, bien plus médiocre de la France.

« Un système de navigation qui, pour le même nombre de navires, exige cinq fois moins d'hommes, doit donc, par conséquent, rétablir l'équilibre entre la France et l'Angleterre.

Or, telle est précisément la proportion qui se rencontre entre l'équipage d'un vaisseau à vapeur et celui d'un vaisseau à voiles. Un officier de marine distingué nous a assuré qu'il suffisait au Gomer de quarante bons marins des classes, tandis que le même bâtiment, transformé en frégate à voiles, en demanderait deux cent cinquante.

La découverte de la vapeur rend donc à notre marine militaire ce qui commençait à lui manquer, l'espérance. Elle appelle de nouveau, du côté de la mer, les regards du pays; elle donne dès aujourd'hui aux établissements sur lesquels se fonde notre grandeur maritime, et surtout à Cherbourg, une importance qu'il était impossible de prévoir après les désastres de la Révolution et de l'Empire.

Le vaisseau à vapeur pourra-t-il finir par se substituer entièrement aux vaisseaux à voiles dans les batailles navales ? On l'ignore encore.

Mais, ce que l'on sait déjà, c'est qu'il possède dès à présent deux avantages inappréciables dans les luttes maritimes:

Il peut, à un moment donné, transporter avec certitude la guerre sur un point du territoire ennemi qu'il est loisible de choisir à l'avance.

Plus que tout autre, il est propre à faire la course. La marine à vapeur, ne dût-elle pas acquérir avec le temps d'autres avantages, ceux-là lui suffiraient pour lui donner, à notre première guerre avec les Anglais, une face nouvelle.

« Maintenant, a dit un jeune Prince, qui a fait voir qu'il savait aussi bien faire la guerre qu'en parler, la lutte entre l'Angleterre et nous ne sera plus si inégale, parce que nous nous attaquerons à deux choses, également vulnérables: la confiance du peuple anglais dans sa position insulaire, et son commerce maritime. Une marine à vapeur nous permettra d'infliger à ses côtes des pertes et des souffrances inconnues à une nation qui n'a jamais ressenti tout ce que la guerre entraîne de misère. Les richesses accumulées dans ses ports cesseront d'être en sûreté, et par nos croisières nous agirons efficacement sur son commerce, répandu par toutes les mers. »

Il est évident, en effet, que la tactique de guerre la plus redoutable à employer contre les Anglais consisterait à gêner leur commerce, non seulement, comme on l'a dit si souvent, parce que ce commerce offre dix fois plus de prises que le nôtre et nous permet, par conséquent, de porter à l'Angleterre beaucoup plus de coups qu'elle ne peut nous en rendre, mais encore, ce qu'on n'a pas assez remarqué, parce que la prospérité de son commerce est bien plus nécessaire à l'existence même du peuple anglais, qu'elle ne peut l'être à la nôtre ou à celle d'aucun peuple.

L'industrie de la Grande-Bretagne, dans ses développements inouïs, a créé pour cette nation une situation si singulière par son éclat et ses périls, qu'elle est absolument sans exemple dans l'histoire. On a vu bien des peuples dont le commerce faisait la puissance ; mais, ce qui est nouveau, c'est un pays qui ne peut plus vivre qu'à la condition de faire le commerce de tout l'univers, et où les choses en sont arrivées à ce point qu'il lui faut être le plus riche du monde ou cesser, Pour ainsi dire, d'exister. Il tombe en révolution s'il est obligé de se restreindre. En détruisant le commerce de la France, on appauvrit le royaume ; en frappant l'Angleterre dans son commerce, on touche à sa vie.

Alors même que nous ne nous servirions pas de notre flotte à vapeur pour désoler, comme l'indique M. le Prince de Joinville, les côtes de l'Angleterre, nous pourrions du moins nous en servir pour empêcher qu'on ne pratique sur les nôtres de tels ravages. Tant que les Anglais sauront que nous avons dans nos mains une arme toute prête, à l'aide de laquelle nous pouvons aller, en quelques heures, insulter leurs rivages, ils ne viendront pas brûler Dunkerque, Boulogne, Calais et Le Havre, comme ils nous en

menacent sans cesse; on peut être sûr que plus on sera prêt à frapper, moins on aura à porter de coups. Une flotte à vapeur ne sera donc pas seulement un moyen d'étendre les maux de la guerre, mais de les prévenir; ici l'humanité, aussi bien que l'intérêt national, sont d'accord.

Or, cette flotte à vapeur, qui doit sans cesse menacer le littoral anglais ou couvrir le nôtre, où peut-elle se réunir, se préparer, se réparer, se pourvoir de soldats, sinon à Cherbourg ? De même, où peuvent s'armer, se réfugier, se concerter les croiseurs qui doivent gêner tous les arrivages du commerce anglais, sinon encore à Cherbourg ?

Nous ne pouvons avoir de guerre maritime sérieuse qu'avec l'Angleterre, et en cas de guerre avec l'Angleterre, il est incontestable que c'est à Cherbourg que la France doit concentrer presque toutes les ressources nouvelles que la vapeur lui donne. ¹³⁹

En cas de guerre avec les Anglais, Cherbourg n'est pas seulement le port le plus important du pays, c'est, pour ainsi dire, son seul arsenal. Cherbourg alors devient le bras de la France.

Si cela est vrai, Messieurs, et je pense que cela est rigoureusement exact, et ne peut être contesté par aucun homme pratique ni de sens, si depuis cinquante ans l'importance de Cherbourg n'a cessé de croître avec les progrès mêmes de la puissance anglaise, avec l'importance commerciale qu'a pris pour nous la Manche, avec les nouveaux moyens d'action que la découverte de la vapeur donne et promet à notre marine; si en effet, par le concours de toutes ces causes, Cherbourg est devenu le plus grand instrument de notre force maritime, la question qui nous occupe ne se trouve-t-elle pas, par cela même, tranchée ? Peut-on admettre un seul instant qu'un pays qui établit systématiquement et à grands frais un réseau de chemins de fer n'en construise pas un qui puisse conduire rapidement les choses et les hommes vers l'un des principaux centres de sa puissance ? Que fau-

¹³⁹ L'argument de Tocqueville est ici à double détente. Tocqueville, qui est anglophile - avec quelques nuances et réserves - grossit le trait vis-à-vis du pouvoir, et reproche à Louis-Philippe sa mollesse (comme dans l'affaire Pritchard) et vis-à-vis de l'opposition. La rivalité entre la France et l'Angleterre était d'ordre colonial et avait peu de chance de dégénérer en conflit armé en Europe même (affaire Pritchard – 1844 -, et Fachoda – 1898 -).

drait-il penser d'un peuple qui sacrifierait des millions pour faire arriver un rail-way dans des lieux qui ne mènent à rien, et pour placer à douze heures de Paris des villes qui n'ont qu'une importance locale, comme Clermont ou Limoges, tandis que les munitions ou les soldats qu'il faudrait diriger sans cesse sur Cherbourg, en temps de guerre, mettraient huit à dix jours à s'y rendre ? Un tel peuple mériterait assurément d'être la risée de l'Europe.

M. Ch. Dupin, dans son ouvrage sur la Grande-Bretagne, fait remarquer qu'une des causes des succès maritimes de l'Angleterre, c'est le peu de distance qui se rencontre entre Londres et les principaux ports militaires du royaume.

'Londres, envisagé comme centre d'une grande administration maritime, dit-il, est dans une position admirable. Quatre des grands arsenaux de la marine sont à moins de 60 minutes de l'amirauté. Le plus grand port militaire de l'Angleterre n'est qu'à vingt heures de Londres (il n'y avait pas encore de chemins de fer). Aucun ministre de la marine n'est mieux instruit ni mieux obéi.'

Nous pourrions aujourd'hui nous donner d'une manière artificielle ce grand avantage que la nature a accordé de tout temps aux Anglais, et nous y manquerions !

Voyons ce qui se passe en ce moment même. Un des premiers chemins de fer que les Anglais aient construits est celui qui conduit de Londres à Portsmouth, en passant par Southampton. Ce chemin, quoique très rapide, faisait un détour; aujourd'hui ils en établissent un autre, allant de même de Londres à Portsmouth, mais suivant cette fois la ligne directe, et pouvant faire communiquer, dans le plus court délai possible, la capitale et le principal établissement militaire. Et cependant, Messieurs, quelle différence dans la position relative de Portsmouth et de Cherbourg, de Londres et de Paris? Quoique l'importance militaire de Portsmouth soit très grande pour les Anglais en temps de guerre, on peut dire qu'elle ne pourrait en aucune manière se comparer à celle qu'aurait pour nous, dans les mêmes circonstances, Cherbourg, qui deviendrait alors, pour ainsi dire, notre seule place de guerre. De même, on ne saurait comparer l'importance qu'a Londres vis-à-vis du reste de l'Empire, à celle qu'avait Paris, quant à la défense na-

tionale, même avant que les fortifications eussent été élevées. Que sera-ce aujourd'hui ?

Cette dernière assertion, Messieurs, mérite une attention particulière. M. le Président du Conseil a déclaré à plusieurs reprises, en termes très explicites, que les fortifications de Paris n'avaient pas seulement pour effet de couvrir la capitale, mais de changer profondément tout le système de défense du royaume. Dans la pensée de M. le Maréchal Soult, pensée qui reçoit tous les jours des commencements de réalisation, Paris et ses environs vont devenir la résidence Permanente d'une grande partie de notre armée (50 à 60 mille hommes à peu près) et surtout, le centre de tous nos grands établissements militaires; on en fera de plus en plus le grand camp retranché de la France ; de telle sorte que c'est désormais de Paris que rayonnerait en tous sens la force militaire du royaume.

Nous n'avons pas à examiner, Messieurs, si cela est bon ou mauvais la loi a prononcé; il faut s'y soumettre.

Or, quelle est la conséquence, j'ose dire nécessaire, de ce nouveau système ? C'est d'ouvrir des voies rapides et faciles qui puissent permettre à cette force centrale de se répandre dans les extrémités de l'Empire où l'on doit d'ordinaire en faire usage. C'est ainsi qu'on a compris, dès qu'il s'est agi de chemins de fer, qu'il était indispensable de relier de cette manière Paris fortifié avec nos principales villes de guerre. Puisqu'on ne place plus comme jadis, d'une manière permanente, toutes les ressources militaires de la France sur Ses frontières, il faut au moins user des procédés les plus prompts Pour les y faire arriver au besoin à temps.

Dans ce but ont été votés, à la dernière session, le chemin de fer de Paris à Strasbourg et celui de Paris à Metz.

Que disait à cette occasion, le Rapporteur, parlant au nom de la Chambre ?

‘Quoique la paix paraisse certaine, la France doit s'assurer, sans plus attendre, des moyens de défendre son indépendance. Il faut que la France puisse porter rapidement sur Strasbourg ses moyens d'attaque et de défense; il faut que l'étranger ait la certitude de trouver sur notre sol une résistance immédiate, énergique, et cette certitude ne peut être plus efficace-

ment obtenue que par la confection d'une ligne de fer partant du boulevard du centre, pour aboutir au boulevard du Rhin, mettant en communication Paris et Strasbourg.'

Si cela était vrai, Messieurs, pour le chemin de Paris à Strasbourg, on peut affirmer que cela serait encore bien plus exact d'un chemin de Cherbourg à Paris. Car, en cas de guerre continentale, Strasbourg ne serait qu'un des points dont il faudrait s'occuper, tandis qu'en cas de guerre navale, Cherbourg serait le principal, et pour ainsi dire, le seul point d'attaque et de défense. De plus, ainsi que l'a remarqué M. le Général du Moncel dans un mémoire qu'il va publier sur Cette question, il est rare qu'une frontière de terre soit attaquée à l'improviste; une place maritime, au contraire, peut toujours l'être, et il importe particulièrement d'avoir toujours à sa portée des moyens propres à la secourir. Cette dernière idée mérite d'autant plus d'attirer votre attention, Messieurs, qu'indépendamment de l'autorité que lui donne le nom de notre honorable collègue, elle s'appuie encore sur l'opinion de tout le comité des fortifications. Nous croyons pouvoir affirmer, en effet, que l'avis unanime de ce comité est que l'introduction de la vapeur dans la marine de guerre menace des plus grands périls toutes nos villes du littoral, à moins qu'on ne prenne de nouvelles précautions pour les défendre. Quelle précaution plus efficace qu'un chemin de fer, toujours prêt à amener dans leurs murs une armée ?

Donc dire sans exagération que les chemins de fer sont, en quelque sorte, le complément nécessaire de la double révolution qui s'est opérée dans la marine militaire, par l'introduction de la vapeur, et dans le système général de la défense du royaume, par les fortifications de Paris. La première permet d'attaquer à l'improviste toute l'étendue de nos côtes, et la seconde fait de Paris le point rentraî dont. en cas d'attaque soudaine. tous les secours doivent être

La construction du chemin de fer de Paris à Cherbourg sera, dit-on, une charge pour le Trésor. Mais la France a prouvé, et elle prouve encore tous les jours sous nos yeux, qu'elle consent volontiers à faire de grands sacrifices pour relever sa puissance maritime. Après avoir dépensé trois cents millions à Cherbourg, dans le seul but de nous préparer à la guerre, il serait ridicule de reculer devant la dernière dépense qui mit cet immense

capital en valeur, et de nous arrêter au moment même où nous pouvons lui faire produire ce que depuis 60 ans nous attendons de lui.

Mais il y a plus, et en examinant de près les choses, on voit que la dépense serait moins grande qu'on ne le suppose.

Il est évident que si Cherbourg était placé à dix heures du grand foyer de notre puissance militaire, et pouvait recevoir de Paris, dans un court espace de temps, une armée pour le défendre, il serait inutile de donner à ses fortifications le développement qu'elles s'il fallait soutenir un siège en règle avant d'être secouru.

La même réflexion est applicable aux établissements qui ont pour objet le logement, la nourriture, en un mot, l'entretien habituel d'une garnison.

A ce sujet M. le Général du Moncel, déjà cité :

‘Cette communication rapide (le chemin de fer) donnerait la faculté de laisser habituellement à Cherbourg seulement la moitié de la garnison nécessaire à sa défense, parce qu'on pourrait toujours y envoyer, dans un très-court délai, le nombre des troupes nécessaires pour en faire lever le siège, avant que l'ennemi ait eu le temps d'incendier et de détruire l'immense matériel en vaisseaux, approvisionnements, artillerie, machines... renfermés dans ce grand arsenal. Des ouvrages de campagne d'un fort relief pourraient suffire Pour maintenir assez longtemps l'ennemi à distance, en attendant des secours qui arriveraient si vite. Rien ne peut même, sous ce rapport être aussi efficace. De bons forts détachés tiendraient sans doute l'ennemi éloigné de la place, mais ils ne l'empêcheraient pas à cause des terrains accidentés qui entourent la place, de faire, des batteries entre les forts pour lancer des projectiles dans le port : il réussirait d'autant mieux dans cette entreprise, que la marine ne voue à l'épreuve aucun de ses bâtiments, par économie, dit-on, et cela malgré les avis et les exemples du département de la guerre.’

Il résulte de ce passage deux choses: la première, c'est que, suivant M. le Général du Moncel, l'établissement d'un chemin de fer dispenserait d'élever des forts permanents autour de Cherbourg.

La seconde, c'est qu'on serait toujours sûr, grâce aux facilités que présenterait le chemin de fer, d'empêcher que l'ennemi ne bombardât la place; tandis qu'avec les forts détachés qu'il faudrait construire, si le chemin n'existait pas, il serait impossible de garantir de l'incendie l'arsenal et toutes les richesses qu'il renferme.

Quel serait le chiffre probable de l'économie annoncée par M. le Général du Moncel ? Celui-ci ne le dit pas, et on a lieu de le regretter, car nul plus que lui n'était, par ses lumières et par sa position, en état de nous fournir un argument si péremptoire. Toutefois, son affirmation nous donne, dès aujourd'hui, le droit de dire au Gouvernement.

Avant de vous récrier contre la dépense que nécessiterait le chemin de fer, songez d'abord à la dépense qu'il faudrait faire si le chemin n'existait pas.

Ainsi, Messieurs, ce rail-way que nous aurions tant de droits de réclamer dans notre intérêt, au nom de la justice, nous pouvons encore le demander au nom du salut public. En nous servant, il sert le pays tout entier, et nous devons autant le désirer comme Français que comme habitants du département de la Manche. Où l'intérêt national est si clair, on ne saurait comprendre que de nouveaux délais vinssent encore, cette année, tromper notre attente; espérons, Messieurs, qu'il n'en sera pas ainsi.

M. le Sous-Secrétaire d'État au ministère des travaux publics a l'honneur de représenter ce département ; mieux que personne, il est donc à même d'apprécier nos besoins, de connaître nos périls. Il ne peut ignorer quel coup funeste et peut-être irréparable, l'absence d'un chemin de fer porterait à nos principales industries, de quelle manière elle menacerait notre commerce, et nous devons croire qu'il considérera comme un devoir, de détourner, du département qui l'a choisi, de si grands malheurs.

Mais tout en faisant un appel à l'équité et à la sagesse du Gouvernement, il faut, Messieurs, ne l'oublions pas, nous aider nous-mêmes. »

Est-il possible de trouver une compagnie qui, moyennant une subvention, accepterait de réaliser la totalité de la ligne Paris-Cherbourg ?

« Le chemin que l'État refuserait de faire, une Compagnie peut l'exécuter Si nous pouvions nous présenter devant le pouvoir avec proposition sérieuse, émanant d'une Compagnie importante, il serait difficile qu'on n'écoutât pas nos plaintes. Travaillons donc à susciter cette Compagnie.

Peut-on espérer de la voir se former ?

Nous sommes autorisés à penser qu'il ne serait pas impossible d'y réussir ^c. Mais il faut se hâter d'y travailler. Un temps précieux a déjà été perdu.

Nous avons lieu de croire qu'en ce moment plusieurs Compagnies occupent de la portion du chemin de fer qui serait placée entre Caen et Paris, mais nous n'avons entendu parler de rien de semblable pour la partie du rail-way qui devait s'étendre de Cherbourg à Caen. Ceci, Messieurs, est une circonstance très grave. Il est évident que, de Caen à Cherbourg, le chemin de fer sera beaucoup moins productif que de Caen à Paris. Il pourrait se faire, cependant, qu'on rencontrât une Compagnie qui se chargeât des deux tronçons, les, grands profits de l'un compensant à ses yeux les faibles résultats de l'autre. Mais une fois que le chemin de Paris à Caen sera concédé à part, il deviendra très difficile, sinon impossible, de trouver une Compagnie pour le chemin de Caen à Cherbourg. Nous avons donc un immense intérêt à ce que les deux opérations puissent se faire en même temps.

Comment y parvenir ?

^c On ne trouvera là rien d'impossible, si l'on veut bien considérer l'ardeur avec laquelle les capitaux anglais se portent dans nos entreprises de chemins de fer. Les capitaux sont en ce moment si abondants chez les Anglais, que le moindre intérêt suffit Pour les attirer dans les affaires qui ont de l'avenir. Il y a en Angleterre des chemins de fer ni ne rapportent que 6 %. Eh bien! de nouvelles Compagnies se présentent pour obtenir l'autorisation d'établir des lignes parallèles qui, par conséquent, ne peuvent espérer qu'un intérêt de 3 %. Il y a dans ce moment-ci, devant le parlement 139 projets de chemins de fer. Ce qui n'empêche pas qu'il ne se présente des Compagnies anglaises pour soumissionner la plupart des rail-ways projetés en France. (Note de Tocqueville)

Pour qu'une Compagnie se forme, il faut, avant tout, qu'elle puisse se faire une idée approximative de la circulation du chemin, puisque l'activité plus ou moins grande de cette circulation fait les succès où les mécomptes de l'entreprise. Le chiffre probable de cette circulation est donc la première chose à rechercher.

De Cherbourg à Caen, nous ignorons absolument quel est le mouvement des hommes et des affaires, tandis que des études fort actives ont déjà été faites pour connaître la circulation entre Caen et Paris.

Des villes, telles que Rouen, Évreux... ont établi des comités chargés d'examiner cette partie essentielle de la question, dont, en général, les ponts et chaussées s'occupent peu.

Depuis plusieurs mois, une grande Commission, présidée par le Préfet de l'Orne et composée de membres du Conseil général, de chefs de service, de propriétaires et d'industriels, s'est réunie à Alençon. Les travaux de cette Commission (dont malheureusement nous ignorons les bases) paraissent avoir été très productifs, si l'on en juge par le rapport qu'a fait un de ses membres, M. le Marquis de Torcy, au Conseil général. ^d

C'est à des travaux de cette nature qu'il est très urgent de se livrer sur toute la route de Cherbourg à Caen. ^e

^d M. de Torcy établit, dans un intéressant travail, que la circulation depuis Cherbourg jusqu'au point de jonction de la route de Paris à Rennes, peut s'évaluer ainsi qu'il suit:

Roulage 77.530 tonnes.

Messageries 2.185

Bestiaux (évalués en tonnes) 9.433

Total 89.148

Voyageurs 111.690

Malheureusement le travail de M. de Torcy ne faisant pas connaître en détail les éléments de ses chiffres, ni les fragments de routes auxquels ils s'appliquent, nous est, à peu près, inutile. (Note de Tocqueville)

^e Voici la marche que suivait la Commission supérieure pour arriver à la connaissance de ces chiffres:

VOYAGEURS États des contributions indirectes.

Ces états portent le nombre des places de chaque voiture. On compte que le tiers de ces places est inoccupé.

À ces moyens, diverses localités ont quelquefois ajouté des procédés plus décisifs et plus prompts. Plusieurs villes ont garanti à des Compagnies un minimum d'intérêt pour une portion du chemin. D'autres ont offert des subventions. C'est ainsi que, quand il s'est agi d'obtenir le chemin de fer de Paris à Boulogne, les villes d'Amiens et de Boulogne ont été autorisées, par ordonnance du roi, à garantir l'intérêt d'une partie du capital nécessaire à 4 % pendant 15 ans. Le Conseil général du département de l'Aube vient également, avec l'autorisation du Gouvernement, de garantir un minimum d'intérêt de 4 % pour les trois premiers millions qui seront souscrits pour l'embranchement de Troyes à Montereau. Arras, Saint-Omer, Dunkerque, Calais suivent le même exemple.

Un spectacle analogue se fait déjà remarquer sur la ligne même qui nous occupe. On nous assure que pour faciliter la formation d'une Compagnie, Caen offre 500.000 fr., Alençon 150.000, Sées et Argentan 40 à 50.000fr. Nous n'avons pas mission de conseiller l'emploi d'un tel moyen, mais nous devons dès à présent le signaler et attirer sur lui l'attention spéciale et l'examen attentif de l'administration et des villes.

Pour les voyageurs en malle-poste, on peut consulter les tableaux annuels publiés par M. le Directeur général.

Pour ceux qui voyagent en poste, il convient de consulter les registres des maîtres de poste. On calcule qu'il y a 3 voyageurs par chaise. Les chiffres ainsi obtenus forment un minimum que l'établissement d'un chemin de fer a pour propriété de doubler au moins.

MARCHANDISES

La question est plus difficile pour les marchandises, cependant on peut arriver à une vérité approximative.

Par l'Administration des ponts et chaussées, on peut savoir le nombre des COLLIERS qui passent sur une route.

Pour connaître les chargements, on consulte les principaux expéditeurs roulage ordinaire, roulage accéléré, fourgons en poste. On interroge les représentants des principales industries du pays.

Nous tenons ces renseignements et plusieurs autres de l'obligeance de M. le comte Daru.

M. Daru est, comme chacun sait, une des plus grandes autorités qu'on puisse citer en matière de travaux publics, et, en particulier, de chemins de fer. il a étudié ces questions en homme politique, aussi bien qu'en économiste très habile (Note de Tocqueville)

En résumé, Messieurs, songeons-y bien, il ne s'agit point ici de garantir l'avenir d'une industrie ou le bien-être d'une classe de citoyens, mais d'assurer la prospérité de notre pays, pris en masse. Si nos concurrents ont des chemins de fer, tandis que nous en sommes privés, nous serons atteints, propriétaires, fermiers, industriels, commerçants; il faut s'y attendre. Dans cette question, l'intérêt particulier de chacun de nous est intimement lié à l'intérêt général. Associons-nous donc tous dans la même pensée et réunissons-nous tous dans le même effort ¹⁴¹. »

La désillusion et le nécessaire recours à l'État

En 1846, la loi relative aux chemins de fers de l'Ouest classait officiellement la ligne Paris Cherbourg mais seul le financement de la liaison Paris-Caen était prévu. La réalisation de la liaison Caen-Cherbourg était subordonnée à une étude préalable du Conseil général des ponts et chaussées. Cette étude n'ayant pas été réalisée, le ministre n'ayant pas soumis les plans au dit Conseil, la réalisation de la liaison Caen-Cherbourg restait en suspens et « de tous les travaux votés par la loi du 11 juin 1846, aucun n'[avait] été entrepris ». Le rapport du 22 septembre 1846 se termine par ce vibrant appel à l'État :

« En conséquence, votre Commission d'administration générale vous propose de prendre les résolutions suivantes:

1- Le Conseil général exprime le désir que le Gouvernement et les Chambres se maintiennent fermement dans le système de la loi du 21 juin 1846;

2- Il renouvelle de la manière la plus pressante le vœu que le chemin direct de Paris à Caen soit entrepris dans le plus court délai possible;

¹⁴¹ O.C., X, p. 634-647.

3- Il demande avec instance l'application de la loi de 1842 et l'ouverture immédiate d'un crédit pour la partie du chemin qui s'étend entre Caen et Cherbourg;

4- Le Conseil général a lieu de craindre que l'instruction relative à cette partie du chemin n'ait pas encore été complétée par l'avis du Conseil général des ponts et chaussées. Il exprime la surprise et la douleur que lui cause un retard si inexplicable, et prie instamment M. le Ministre des travaux publics de vouloir bien le faire cesser. »

En conséquence, dans son dernier rapport au conseil général de la Manche, avant de présenter sa démission, Tocqueville est conduit à faire voter le principe du transfert à l'État de la subvention initialement prévue pour inciter les compagnies privées à réaliser dans son intégralité la ligne Paris-Cherbourg, ce qui ne l'empêche pas de considérer qu'il s'agit-là, malgré tout d'une forme de contribution ou d'impôt supplémentaire qui revêt une forme d'inégalité par rapport à la Région qui est contrainte de payer une partie de son équipement ferroviaire.¹⁴²

« Messieurs, l'affaire qui nous occupe en ce moment est d'un intérêt immense pour nous; mais, au point de vue où en sont arrivées les choses, elle est très-simple et ne demande qu'un très-court exposé.

Assurément, ce serait perdre votre temps et le nôtre que de chercher de nouveau à démontrer qu'un chemin de fer nous est nécessaire. Cette vérité qui a été aperçue dès l'origine par tous les hommes qui ont l'habitude de réfléchir sur les causes de la richesse est aujourd'hui, je ne dirai pas seulement vue, mais sentie par la population tout entière. La gêne universelle de nos industries la découvre assez aux yeux les moins exercés, et s'il y a

¹⁴² Les données du problème sont identiques aujourd'hui, la Basse-Normandie a dû financer de façon importante la modernisation des lignes Paris-Cherbourg et Paris-Granville ainsi que des transports régionaux. Ceci n'empêche pas l'écart de se creuser avec d'autres régions ; ainsi, la liaison Paris-Cherbourg , si elle est désormais électrifiée est moins rapide que voici 30 ans lorsqu'elle était équipée de turbo-trains neufs, de même Granville est désormais à 3 heures de Paris... comme Marseille !

maintenant quelque chose à craindre, ce serait plutôt qu'on ne s'exagère l'effet que doit produire cette voie de communication si nécessaire. Notre devoir envers le pays que nous représentons est de le dire, l'établissement du chemin de fer que nous désirons ne détruira pas dans son entier le mal que les chemins de fer nous ont fait, nous ne serons jamais replacés dans les conditions où nous avons été. Le marché de Paris ne redeviendra jamais pour nous ce qu'il fut jadis. Des facilités nouvelles ont été acquises à nos concurrents; des concurrents nouveaux sont apparus, tout cela ne disparaîtra pas. Il y aurait non seulement erreur, mais danger à le croire. Le chemin de fer aidera sans doute notre département à reprendre sa première prospérité, croyez qu'il n'y suffira pas, à moins que notre industrie ne fasse de nouveaux efforts et ne trouve de nouveaux débouchés. Souhaitons donc avec ardeur le chemin de fer, mais ne nous endormons pas dans des espérances exagérées qui seraient déçues. Sachons bien qu'après tout, notre principale ressource est encore en nous-mêmes. Travaillons à perfectionner notre agriculture et à lui procurer de nouveaux marchés. Le chemin de fer favorisera de tels efforts, mais ne les suppléera jamais.

Vous savez, Messieurs, quel est l'état de la question.

Le chemin de fer de Paris à Cherbourg adopté en principe par la loi de 1846 était resté, depuis lors, à l'état de projet; nos réclamations étaient incessantes. Il y a deux ans encore, votre Président avait été chargé en votre nom et en votre présence de faire connaître vos plaintes et vos besoins à M. le Président de la République qui parcourait alors le département. M. le Président avait promis que votre désir serait rempli. L'an dernier, dans votre juste impatience, vous avez pris, à la suite du remarquable rapport de notre collègue, M. des Mares, une décision qu'il est nécessaire de remettre sous vos yeux. Par cette délibération, vous promettez une subvention d'un million à la compagnie qui se présentera avant le 1er septembre 1852 pour solliciter la concession du chemin de fer de Paris à Cherbourg; cette somme ne devra être attribuée aux concessionnaires qu'autant qu'ils l'emploieront sur le territoire du département de la Manche. Dans le même moment, les départements du Calvados, de l'Eure, prennent des déterminations analogues. Rien ne saurait mieux prouver, Messieurs, la vivacité de nos désirs et la grandeur de nos besoins que de pareils votes; je crois qu'ils sont sans

exemple dans l'histoire des chemins de fer français, jusqu'à présent, ces grandes voies ont été établies, soit aux frais de compagnies financières, soit aux frais du trésor public. Les départements n'ont point fourni de subvention et cela se comprend, si l'on songe que chaque Français contribuant par l'impôt qu'il paie à la construction des chemins de fer chez ses voisins a droit à voir ses voisins contribuer à leur tour à lui procurer cet avantage sans l'acheter par un prix particulier. C'est cependant ce que les trois départements dont je viens de parler ont consenti à faire; après avoir contribué par l'impôt à la confection de tous les chemins de fer français, ils ont offert une subvention spéciale pour qu'on fit celui de la Normandie.

Malgré ces avantages, les compagnies ne se présentèrent pas ou ne purent être admises.

Les conditions de l'entreprise la rendaient en effet presque inexécutable.

De Paris à Caen, ou pour parler plus exactement de Rosny à Caen, par la ligne directe, il y a à exécuter environ 173 kilomètres de chemin et la dépense paraît devoir s'élever à 52 millions. On évalue sur ce parcours le rapport brut à 28 000 Fr le kilomètre, ce qui donnerait pour la totalité du chemin entre Paris et Caen, environ 2 206 000 Fr de revenu net en comptant les frais à raison de 50%.

De Cherbourg à Caen on compte très approximativement, car les études sont loin d'être complétées, une longueur de 126 kilomètres, dont on évalue la dépense très approximativement aussi, à la somme de 40.000.000 ; le revenu brut à 12 000 Fr le kilomètre et le produit net à 2 000 Fr seulement, à cause des frais généraux qui pèsent d'autant plus lourdement sur une entreprise de chemin de fer que le parcours est moins long et moins suivi.

En résumé, la longueur totale présumée serait de 299 kilomètres.

La dépense de 92 millions.

Le produit net de 2 500 000 francs.

Ces chiffres ne sont pas certains, mais je crois qu'ils approchent de la vérité; je les ai puisés, tant dans les documents officiels que dans les sou-

venirs d'un de nos illustres compatriotes, plus compétent qu'aucun autre dans la matière, M. le comte Daru, qui, bien qu'éloigné des affaires publiques, ne s'en intéresse pas moins vivement au bien-être de ce département.

Le produit total du chemin dont je viens de parler étant donc de 2 500 000 Fr environ, ce qui correspond à 5% d'intérêt d'un capital de 50 millions, le maximum de la part d'intervention des compagnies est limité par là. On ne peut leur demander d'apporter à l'entreprise un capital de plus de 50 millions; c'est au trésor à fournir seul le reste, c'est-à-dire 42 millions.

On conçoit que l'État ait hésité longtemps devant une dépense aussi énorme. Aujourd'hui, il consent à se l'imposer; il nous le déclare officiellement dans une lettre de M. le Ministre des travaux publics que M. le Préfet a mise sous vos yeux et dont voici les termes:

« Paris, le 15 Mars 1852.

« Monsieur, le Gouvernement a résolu de concéder le chemin de fer entier de Paris à Cherbourg. Ce chemin empruntera, dans la première partie de son parcours, le chemin de fer de Paris à Rouen jusqu'à Rosny, et se dirigera de Rosny par Évreux, Serquigny, Bernay, Lisieux et Mézidon sur Caen. De Caen à Cherbourg, il suivra le tracé qui sera ultérieurement fixé par l'Administration.

« La section de Paris à Caen sera faite dans un délai de trois ans, à dater du décret de concession; celle de Caen à Cherbourg, dans le cours des trois années suivantes.

« Les subventions locales qui ont été conditionnellement votées, et qui vont être confirmées par les Conseils Généraux, demeureront acquises à l'État pour concourir à la subvention qu'il se propose d'accorder à cette ligne. »

Vous le voyez, Messieurs, le Gouvernement nous annonce que notre chemin de fer va être entrepris et, pour prix des sacrifices très grands que ce chemin va imposer au trésor, on ne nous demande que de transporter à l'État le million que nous avons offert, l'an dernier, à une compagnie.

Votre Commission me charge de vous dire, Messieurs, que cette nouvelle l'a remplie de joie et de gratitude, bien que ceux de nos compatriotes qui approchent le Pouvoir et dont l'intervention nous a été très utile dans cette grande affaire, nous eussent fait espérer un pareil résultat. Un avis officiel est un fait nouveau et définitif dont nous ne saurions trop nous réjouir.

Votre Commission, Messieurs, me charge de vous dire qu'à son avis, le meilleur moyen qu'ait le Conseil Général de témoigner son empressement à reconnaître le bon vouloir du Gouvernement et de l'y faire persévérer, c'est d'accorder immédiatement le million qu'on demande, sans chercher à y attacher aucune condition de tracés. Elle est convaincue que la volonté du Gouvernement est de trouver le tracé qui, tout à la fois, desserve la plus grande masse de population possible et présente le trajet le plus court, deux conditions qui peuvent être facilement remplies ici. Votre Commission pense que nous n'avons rien de plus utile à faire en ce moment que de nous en rapporter au Gouvernement pour la remplir. Écartant toute discussion de tracés, nous vous proposons donc de vous borner à voter, en principe, le million et à décider qu'il sera fourni au Gouvernement dès que les travaux du chemin seront commencés dans le département.

Nous ne doutons pas que nos populations ne supportent avec plaisir la charge que nous leur imposons, quelque lourde qu'elle soit, lorsqu'elles verront chaque jour, faire sous leurs yeux, un usage utile de l'argent qu'elles fournissent.

En conséquence, Messieurs, votre Commission m'a chargé de vous proposer la résolution suivante :

‘Le Conseil Général, voulant témoigner au Gouvernement par son empressement et sa confiance, les sentiments que lui inspire la détermination annoncée par la lettre du Ministre des travaux publics en date du 15 mars courant, déclare s'en rapporter à l'Administration du soin de choisir le tracé qui peut tout à la fois, desservir le plus grand nombre de populations et conduire par la ligne la plus courte, de Paris à Cherbourg, vote en principe la somme de un million, qui sera versée à l'État, suivant le mode ultérieu-

rement fixé, dès que les travaux du chemin de fer auront atteint le département de la Manche'¹⁴³. »

Cependant, si Tocqueville demandait que la participation financière permît d'achever la liaison Paris-Cherbourg, il devait s'opposer dans la séance de l'assemblée du 22 juin 1848, à ce qui pouvait être considéré comme une première tentative de nationalisation des chemins de fer. Il l'indique dans ses Souvenirs :

« Le gouvernement avait proposé de s'approprier par un rachat tous les chemins de fer. Montalembert s'y opposait; sa cause était bonne, mais son discours fut excellent; je ne crois pas l'avoir entendu parler si bien soit avant soit depuis, je pensais, à la vérité, comme lui, cette fois, mais je crois que, même aux yeux de ses adversaires, il se surpassa ¹⁴⁴. »

Le 6 septembre 1850, Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République était en visite officielle. Tocqueville, président du conseil général de la Manche depuis 1849, prononça un bref discours réitérant la demande de l'achèvement de la ligne Paris-Cherbourg. La liaison Paris Caen fut achevée en 1855 ; il fallut encore attendre trois ans pour que la ville de Cherbourg soit reliée à Paris par le rail. Le 28 juillet 1858 Alexis écrivait à son neveu Hubert : « Tout ce pays-ci est en l'air à cause des fêtes qui vont avoir lieu à Cherbourg. On ouvre notre chemin de fer.[...] Quant à moi, je ne verrai point toutes ces belles choses, ou je ne les verrai que de loin. Je n'ai pas besoin de t'en dire la raison ¹⁴⁵ ».

Tocqueville qui se considérait comme un « exilé de l'intérieur », refusait de participer à l'inauguration d'une ligne ferroviaire pour laquelle il avait beaucoup oeuvré. Sa dernière intervention publique avait été sa participation comme président à la courte session du conseil général en mars 1852, dans laquelle il avait présenté une nouvelle et dernière fois le dossier de la ligne Paris-Cherbourg. Le conseil général de la Manche avait vo-

¹⁴³ O.C., X, p. 721-725.

¹⁴⁴ Souvenirs, II, IX.

¹⁴⁵ O.C., XIV, p. 349.

té une subvention d'un million de francs pour inciter une compagnie à réaliser les travaux. Devant l'absence de réponse des compagnies privées, le conseil général décida de transférer cette somme à l'État qui assurerait l'achèvement de la liaison.¹⁴⁶ Au terme de la session du conseil général Tocqueville donna sa démission de son dernier mandat électif au moment où le pouvoir s'apprêtait à demander aux élus de prêter serment.

C – Les dimensions économiques du problème social des enfants trouvés et abandonnés

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville, notable de l'assemblée départementale de la Manche considère qu'il faudra arriver à une forme d'aide générale aux mères et aux enfants pauvres et que cette charité légale ne peut être mise en place que par une législation nationale.

La question des enfants trouvés et/ou abandonnés est intéressante à plus d'un titre. En effet, Tocqueville, notable de province, est ici confronté directement à la question sociale.

Peu partisan d'une forme de charité légale, et encore moins généralisée, fort de l'expérience qu'il a acquise au cours de ses deux premiers voyages en Angleterre, il se montre beaucoup plus timide et réservé, c'est-à-dire surtout socialement conservateur, dans la Manche qu'à Paris, affirme André Tudesq dans sa préface du tome X des œuvres complètes Correspondance et écrits locaux.

¹⁴⁶ Dans le dossier le problème du tracé du parcours restait posé. Une liaison par Vire était rejetée comme imposant un détour de 40 kilomètres, de même qu'un tracé de bord de mer passant par Isigny, ce qui aurait rendu la ligne vulnérable aux attaques d'une marine de guerre et aurait ruiné l'option stratégique mise en avant dans le premier rapport. Deux tracés restaient envisageables : l'un par Saint-Lô, qui imposait un détour de 20 kilomètres mais desservait le chef-lieu – Tocqueville et la commission s'étaient prononcés pour ce tracé dès 1845. L'autre trajet – qui correspond au tracé actuel – passait par Saint-Fromond. En 1852, la commission s'en remet à la volonté du Gouvernement de trouver le tracé qui, tout à la fois desserve la plus grande masse de population possible et présente le trajet le plus court.

La vérité nous semble un peu plus complexe et ambivalente ; Tocqueville ne voulant pas se mettre en porte à faux par rapport à son électorat excessivement conservateur est cependant soucieux de faire évoluer les prises de position de celui-ci comme il est possible de le découvrir en faisant une lecture très attentive des rapports successifs en n'oubliant pas la dimension diachronique de l'ensemble. Alors, et alors seulement, il apparaît clairement qu'il a fait évoluer non seulement la question, mais encore les mentalités et les votes, et qu'il a évolué lui-même.

En effet, une lecture minutieuse des quatre rapports sur cette question dont il fut le rapporteur au conseil général de la Manche, de 1843 à 1846, nous apprend, à condition d'étudier avec le plus grand soin le système énonciatif employé, qu'il convient de distinguer l'opinion globale des conseillers généraux qui forment la majorité de l'opinion de Tocqueville lui-même pour constater qu'il est beaucoup moins conservateur que ses compatriotes, même s'il recourt à la même terminologie moralisante, surtout en 1843, terminologie qui est celle de ses concitoyens et dont il est l'élu.

De 1843 à 1846, le cheminement est considérable. En 1843, il énonce le souci de la majorité du conseil de ne pas voir les enfants confiés aux nourrices mieux habillés que les enfants de celles-ci et du reste de la population, et le refus d'aide trop importantes aux mères célibataires qui accepteraient de garder leur enfant et qui pourrait passer pour une prime aux mauvaises mœurs.

Le ton évolue ensuite et se « gauchit » singulièrement, d'abord par le constat que c'est la situation de détresse et non l'égoïsme qui conduit à l'abandon, ensuite par l'hommage rendu aux mères qui ayant accepté de garder leur enfant et disposant, pour ce fait, d'une aide élèvent celui-ci avec tout l'amour maternel qu'il est en droit d'attendre.

Aider les mères à garder leur enfant, c'est donner à celui-ci son identité, son état social et civil ce qui, pour Tocqueville, arrière petit-fils de Malesherbes qui lutta pour donner un état civil aux protestants est un point capital. Le coût financier de l'opération garantit un bien moindre coût social puisque pour Tocqueville l'absence de filiation clairement établie est une plaie béante pour l'individu, et, partant, pour la société.

Les deux derniers rapports conduisent Tocqueville sur une position qui est globalement inverse de la majorité du conseil général en 1843. Certes, celui-ci

demandait la suppression des tours d'abandon, mises en place par un décret impérial en 1811, qui reconnaissait et légalisait en quelque sorte ce fléau social, mais cette suppression portait donc sur l'effet et non sur la cause. Morale en un sens, elle n'avait de valeur qu'à condition d'éviter le développement des infanticides en donnant aux mères les moyens de reconnaître et si possible d'élever leur enfant.

Il faut donc prendre en compte l'importance du phénomène, et Tocqueville, une nouvelle fois, comme dans la question pénitentiaire, se retrouve sur les mêmes positions que Villermé. Il établit la statistique des naissances illégitimes, environ 7,6% dont environ la moitié aboutissent à des abandons.¹⁴⁷ Les enfants abandonnés sont confiés aux institutions puis généralement à des nourrices, mais la mortalité qui les frappe est bien plus importante encore que dans le reste de la population : moins d'un enfant sur deux atteint le terme de sa première année, moins d'un sur trois atteint l'âge de douze ans.

Il faut donc que la collectivité fasse régresser ce fléau. Il faut donc aider les mères et, par conséquent, cette aide doit pouvoir durer pendant toute l'enfance, c'est-à-dire jusqu'à douze ans. Mais à quoi bon sauver un enfant de la mort si c'est pour le condamner à une mort civile – s'il n'a pas d'état civil –, à une mort sociale s'il ne peut acquérir aucune connaissance, aucun métier, s'il n'est pas scolarisé ! Il faut donc que l'aide aux mères prévoie de donner aux mères les subsides nécessaires à la scolarisation de leur enfant et que cette scolarisation soit effective.

Mais dans ce cas le problème économique, politique et social prend une ampleur nouvelle.

L'État n'a pas à se décharger de ce fardeau sur les départements parce que ceux-ci réagissent comme ils peuvent, de façon différente selon leurs richesses et le plus ou moins grand égoïsme des élus.

Le problème, de par l'ensemble de ses aspects : économique, social et politique doit donc être non pas l'objet d'une défausse du pouvoir central sur les collectivités locales, mais d'abord l'objet d'une loi nationale !

¹⁴⁷ 3.6% de 1824 à 1828 ; 3.7% de 1829 à 1833 (pour de plus amples développements sur le sujet, voir *Tocqueville moraliste*, Jean Louis Benoît, , p. 232-240).

Rapport au conseil général de la Manche en 1843

« L'Etat n'impose-t-il pas indûment aux conseils généraux des charges qui n'ont pas été fixées par la loi ?

M. le Préfet évalue, pour 1844, le nombre des individus qui devront être secourus sur le fonds des enfants trouvés, à 11578 et la somme qu'il faudra payer à 134,000 fr.; ainsi l'augmentation en une seule année aura été de 9,000 fr. ; mais le Conseil général verra que cette somme sera en réalité beaucoup plus forte si l'arrêté sur les vêtements est exécuté. Les causes de cette augmentation du chiffre des personnes à secourir viennent de l'assimilation qui est faite, pour la première fois, des orphelins pauvres aux enfants trouvés. Le Conseil général doit d'abord examiner si cette assimilation peut être admise. La question est très délicate et très difficile; elle engage l'avenir de nos finances plus encore que le présent. On ne saurait y donner trop de soin.

Nul doute que la société ne doive, dans certains cas prévus et avec certaines précautions indiquées par la loi, venir au secours des orphelins qui ne peuvent se passer absolument de son appui.

Mais les départements sont-ils dès à présent obligés de prendre cette charge ? L'État a-t-il le droit de s'en décharger sur eux ? Seraient-ils sages de la prendre ? Ceci est un point très contestable.

Les articles 1 et 6 du décret du 19 janvier 1811 mettent, il est vrai, les orphelins pauvres dans la même catégorie que les enfants trouvés et abandonnés; mais l'art. 12, § 11 de la loi du 10 mai 1838, qui place au rang des dépenses obligatoires les secours accordés aux enfants trouvés et abandonnés, ainsi qu'aux aliénés, ne dit rien des orphelins pauvres.

Or, vous n'ignorez pas, Messieurs, que dans l'économie de la loi de 1838, le cercle des dépenses obligatoires est absolument fermé au passé et ne peut s'étendre à l'avenir que par le fait du législateur lui-même; c'est ce qui résulte très clairement non seulement du texte de la loi de 1838, mais encore de ce passage du rapport qui l'a précédé; pesez-en, je vous prie, les termes :

La Commission indique qu'en dehors de la nomenclature de l'art. 12, il ne pourra être créé de nouvelles dépenses que par des lois à rendre. Elle consacre ainsi la radiation des dépenses qu'elle a retranchées de l'art. 12. Elle entend que cette nomenclature soit complète quant au passé et ne veut point qu'en vertu de lois antérieures on puisse grever le budget obligatoire.

Aujourd'hui, le Conseil d'Etat, procédant par voie d'induction et d'assimilation, est d'avis qu'il convient de placer, parmi les dépenses obligées, les secours aux orphelins pauvres. Mais le Conseil d'État, quelque haute et respectable que soit son autorité, ne peut faire par ses avis ce qui n'est permis qu'à la loi; il ne saurait introduire indirectement dans la première partie de notre budget un article nouveau qui, non seulement crée une dépense nouvelle, mais une dépense indéfinie dont la loi constitutive des attributions départementales n'a pas parlé. Le législateur seul aurait cette faculté, parce qu'en augmentant les charges il pourrait augmenter les ressources, et qu'en créant un nouveau droit onéreux au département, il pourrait indiquer les précautions à prendre pour que l'usage n'en dégénérait pas en abus.

On se plaint déjà de ce que les Chambres déchargent trop facilement le budget de l'État pour reporter le poids dont elles le délivrent, sur le budget départemental. Il faut du moins renfermer étroitement ce pouvoir dans sa sphère naturelle et ne pas laisser l'interprétation prendre la place de la loi.

Le Conseil général doit bien faire attention d'ailleurs à la voie dans laquelle on commence ici à s'engager.

Quel a été jusqu'à présent le caractère particulier de la charité légale en France? Quel est le trait qui la distingue de la charité légale, telle qu'on l'exerce en d'autres pays, notamment en Angleterre ? En France, notre principe général est que personne n'a droit au secours de l'État. La bienfaisance publique est essentiellement volontaire, de telle sorte que les familles doivent, avant tout, compter sur les efforts, l'industrie, le dévouement de leurs membres, et les individus sur eux-mêmes. Quand on a fait exception à cette règle, ç'a été en faveur de certaines misères qui, par leur nature, sont si irrémédiables et si bien définies, que l'exception est nécessairement renfermée dans des limites connues d'avance. C'est ainsi qu'on a im-

posé a', département l'obligation de secourir les enfants trouvés ou abandonnés. En général le législateur a évité, chez nous, avec s'in, de fonder le droit au secours sur la pauvreté de celui qui le réclame; car il n'y a rien de plus difficile à définir clairement et à bien prouver que la pauvreté; rien de plus facile et même de plus inévitable que le passage d'un cas de pauvreté à un autre.

Ici, par exemple, si le département est obligé de se charger de l'enfant que la perte de son père et de sa mère a réduit à l'indigence, pourquoi ne se chargerait-il pas de l'enfant que la mort de l'un de ses parents seulement place dans la même situation ? Comment même refuserait-il de venir au secours de celui aux besoins duquel les parents encore vivants sont incapables de pourvoir ? On ne peut se dissimuler qu'on fait ici un premier pas sur le champ sans limites que parcourt la charité légale en Angleterre.

Votre Commission, Messieurs, ne prétend pas, je le répète, que de telles misères ne doivent pas être soulagées; mais elle croit qu'il est bon de réfléchir encore avant de leur reconnaître un droit positif au secours du public. Elle estime qu'avant de se soumettre à cette nouvelle charge, le département doit attendre que la loi elle-même l'y oblige, et que le législateur, en fondant en faveur des enfants pauvres le privilège qu'on réclame, ait pris le soin d'indiquer les règles à suivre pour éviter, autant que possible, l'entraînement presque inévitable qui suivrait une pareille mesure. ¹⁴⁸ [...] Le nombre des enfants trouvés, et par conséquent le chiffre de la dépense qu'ils nécessitent, ont triplé en France depuis cinquante ans et doublé depuis vingt.

On compte aujourd'hui plus de 130,000 enfants trouvés et les sommes qu'on leur accorde s'élèvent à plus de 10,000,000 chaque année.

C'est là une progression assurément fort alarmante. Toutefois il faut reconnaître que, sous un certain rapport, le mal n'est pas tout à fait aussi grand qu'il semble être. L'augmentation qu'on remarque ne vient pas seulement de ce que les naissances augmentent, mais encore de ce que la moyenne de la vie des enfants déposés est plus haute. On n'en dépose pas

¹⁴⁸ O.C., X, p. 594-596.

beaucoup plus, mais il en meurt moins. Le résultat est le même pour les finances du département, mais non pour la morale publique et l'humanité.

Quoi qu'il en soit, un pareil état de choses appelle un prompt remède. [...]

Ce qui rend l'enfant trouvé redoutable, c'est son isolement.

L'enfant trouvé est un prolétaire qui ne possède même pas une famille. Il ne tient à rien dans le corps social; il ne s'y intéresse à rien; il ne s'y sait responsable de rien; comment en deviendrait-il un membre utile ?

Sa mère, en le rejetant du sein de la famille naturelle, et en perdant ses traces, a produit le grand mal; la société, en brisant les liens de la famille adoptive, rend ce mal irrémédiable. On ne saurait combiner d'une manière plus funeste un crime individuel et une erreur sociale. [...] »

Supprimer les tours d'abandon.

« Si la suppression est légale est-elle utile ?

Cette question a été, vous ne l'ignorez pas, souvent longuement et vivement débattue. Il est permis de dire qu'on a beaucoup exagéré les inconvénients et peut-être un peu grossi les avantages de la suppression. Il est bon de rétablir les choses dans leur véritable place.

La suppression des tours ne diminuera pas nos charges dans une proportion aussi énorme qu'on l'a souvent dit; car la principale cause de l'augmentation des enfants naturels n'est pas dans les tours, mais dans le relâchement des mœurs ; et, pour raffermir les mœurs, il faut d'autres remèdes que celui qu'on propose. Mais le résultat de la mesure sera assurément de diminuer notablement le chiffre de nos budgets, et surtout d'arrêter l'accroissement rapide et véritablement effrayant de nos dépenses; on en a pour preuve ce qui se passe dans les départements où le système des tours n'a jamais été admis. je citerai entr'autres le Bas-Rhin, où la dépense totale des enfants trouvés ne s'est élevée, en 1842, qu'à 59,000 fr., tandis qu'elle s'élevait à 125,000 fr. parmi nous. Indépendamment de ces effets économiques, la suppression des tours en produira d'autres qui ne sont pas moindres; on a remarqué cent fois qu'il n'y avait rien de plus profondé-

ment immoral que notre législation actuelle sur les enfants trouvés, puisqu'elle semble avoir eu pour objet d'offrir une prime normale à l'inconduite et à l'oubli des premiers devoirs.

Une honnête mère succombe à la misère, tandis qu'elle fait de vains efforts pour nourrir et élever de nombreux enfants; et, à côté d'elle, une femme sans mœurs échappe complètement, par sa faute même, à toutes les charges que la maternité impose. Voilà le spectacle odieux et démoralisant que la loi place tous les jours sous nos yeux. M. de Gerando l'a dit avec raison, nos tours peuvent se comparer à des écriteaux à l'aide desquels on fait savoir au public que les parents qui voudront se décharger sur la société de l'obligation sacrée de nourrir et d'élever leurs enfants, pourront le faire sans péril et sans honte.

Le dépôt dans le tour n'a pas seulement pour but de soustraire illégalement une mère aux charges de la maternité; il a encore pour résultat, ainsi que l'a remarqué très-justement un des membres de votre Commission, de priver à jamais l'enfant d'un des plus grands biens dont l'homme puisse jouir en société, de son état. Le Code met au rang des crimes la suppression d'état; il frappe sans pitié tous ceux qui y participent. Par quelle anomalie immorale et singulière la loi administrative viendrait-elle encourager et, en quelque sorte, appeler le crime que la loi pénale prend tant de soin de punir ?

Sous ces différents rapports, plus encore peut-être que sous le rapport financier, la suppression des tours est nécessaire ¹⁴⁹. »

La majorité du conseil général s'est opposée aux charges nouvelles – les layettes – imposées par le ministère de l'intérieur.

¹⁴⁹ O. C., X, p.600-603.

Rapport au conseil général de la Manche en 1844.

Layettes et vêtements

« Messieurs, l'année dernière, M. le Préfet avait soumis à vos et vêtements délibérations un nouveau règlement, relatif à la fourniture à faire par les hospices des layettes et vêtements. Ce règlement, rendu conformément aux prescriptions d'une circulaire ministérielle en date du 21 juillet 1843, aurait eu pour effet d'accroître du double, du triple et même du quadruple, les dépenses des hospices qui sont chargés de ce service.

Vous crûtes devoir, Messieurs, par une délibération formelle, réclamer, l'an dernier, contre les nouvelles dispositions prescrites par la circulaire en question.

Ce vœu n'a point été agréé par M. le Ministre de l'intérieur, qui, dans une lettre que M. le Préfet a mise sous nos yeux, engage de nouveau ce magistrat à se conformer à la circulaire précitée.

Votre Commission, Messieurs, ne croit pas que cette lettre de M. le Ministre de l'intérieur vous empêche de réitérer le vœu que vous aviez déjà exprimé. Votre résolution, en effet, avait été basée tout entière sur un fait dont M. le Ministre de l'intérieur n'a point contesté l'exactitude. Le vêtement qu'il faudrait donner aux enfants trouvés, si l'on suivait les prescriptions du Ministre, aviez-vous dit, est supérieur à celui que portent, dans le département de la Manche, la plupart des enfants légitimes qui appartiennent aux familles pauvres. Or, est-il sage, est-il raisonnable, est-il moral de traiter les premiers mieux que les seconds, et de leur fournir des commodités dont les autres se passent encore? Le contraire est de toute évidence.

Il semble donc qu'avant de décider que nous avons tort, il convenait d'examiner si le fait qui sert de base à toutes nos observations était fondé. Rien n'indique, Messieurs, que M. le Ministre de l'intérieur ait cru devoir se livrer à cette recherche préliminaire.

Il ne nous reste donc qu'à persister dans notre opinion précédente et à prier M. le Préfet d'en porter de nouveau l'expression à la connaissance du Gouvernement.

Les orphelins pauvres doivent-ils être assimilés aux enfants orphelins abandonnés, dans ce sens qu'ils aient le droit d'être secourus pauvres sur le budget départemental ?

La question s'était présentée, l'année dernière, et vous l'aviez résolue par la négative. Elle se représente; que devez-vous faire ?

Les termes du problème sont fort simples.

La société doit assurément venir au secours des orphelins pauvres, car il n'y a pas de misère plus considérable et plus respectable que la leur. Mais doit-elle pour cela puiser dans la caisse départementale ? Cette dépense est-elle pour nous obligatoire, comme M. le Ministre de l'intérieur et comme M. le Préfet le supposent ?

Il n'y a de dépenses obligatoires pour les départements que les dépenses spécifiées d'une manière formelle dans la loi. Voilà le principe. Or, il est constant qu'aucune loi n'impose formellement aux départements la charge des orphelins pauvres. Les souvenirs du décret de 1811, l'analogie peuvent porter à penser que cette dépense doit être assimilée à celle des enfants abandonnés et être faite de la même manière ; mais enfin la loi n'en parle pas et rien ne saurait suppléer à son silence.

Au fait, si la dépense actuelle que le département aurait à supporter aujourd'hui pour pourvoir aux besoins des orphelins pauvres est insignifiante, elle peut, elle doit même croître. Il y a des départements où le dernier rapport au Roi annonce qu'elle s'élève à 100,000 fr

Nous ne sommes pas seuls d'ailleurs à nous refuser à cette charge. Cinq autres départements ont agi de même que nous l'an dernier. »

La suppression des tours d'abandon ne provoque pas
l'augmentation des infanticides.

« Dix-neuf départements ont entièrement détruit les tours. ¹⁵⁰

Ainsi, cette institution a déjà cessé d'exister dans le quart à peu près de la France.

Or, que se passe-t-il dans cette vaste portion du territoire ?

Tous les renseignements que j'ai pu me procurer sur ce point au Ministère de l'intérieur indiquent que d'excellents résultats ont été obtenus.

Partout, le nombre des enfants naturels, confiés à la charité publique, a sensiblement diminué. Dans plusieurs départements, cette diminution et l'économie qui en est résultée ont été énormes. C'est ainsi que, dans le département de la Haute-Garonne, par exemple, le nombre des enfants abandonnés n'a pas été le quart de ce qu'il était avant la suppression des tours.

Cependant rien n'annonce que le nombre des infanticide se soit accru. Le contraire résulte même de tous les documents que j'ai pu consulter.

Le département sur lequel j'ai obtenu les renseignements les plus étendus et qui d'ailleurs par son importance mérite le plus de servir d'exemple, est le département du Nord. J'ai constaté que, dans ce département, en 1836, le nombre d'enfants déposés était de 3,291, et la dépense annuelle de 281,000 fr.

En 1842, le nombre des enfants abandonnés n'était plus que de 1,707, et la dépense était tombée de 281,000 à 128,000 fr.

Pendant la même période, le nombre des infanticides dans ce vaste département, qui contient un million d'habitants, a été ainsi qu'il suit:

¹⁵⁰ Tocqueville, dans des notes préparatoires à ce rapport qui sont aux Archives Tocqueville, énumère ces départements: Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ardennes, Doubs, Haute-Garonne, Isère, Jura, Lot-et-Garonne, Meurthe, Moselle, Nièvre, Nord, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Seine-et-Oise, Tarn-et-Garonne, Vosges (ce qui fait un total de 20 et non de 19). Il a consulté de plus près les statistiques des Hautes-Alpes, de la Haute-Garonne, du jura, du Lot-et-Garonne, de la Nièvre, du Nord et des Hautes-Pyrénées.

En 1835, 4 infanticides.

1836, 12.

Ce sont les dernières années de l'ancien système. Voici les années qui ont suivi la réforme:

En 1837, 6 infanticides. 1838, 6 1839, 6 1840, 3 1841, 6 1842, 5.

De pareils résultats dépassent assurément les espérances, Messieurs, et peuvent se passer de commentaire.

Votre rapporteur, Messieurs, n'a pas cru se borner à l'étude de ces faits. Le Conseil général, en adoptant la suppression des tours, avait voulu qu'on mît à leur place des bureaux d'admission. Il importait donc de rechercher à l'aide de quels moyens pratiques ces bureaux fonctionnaient. Les renseignements qu'il est possible de se procurer sur ce point sont fort incomplets. Voici cependant ce qu'on peut en conclure: les bureaux d'admission qui existent déjà dans le département sont dirigés par un employé des hospices ou par l'une des sœurs. On a remarqué, en général, que l'employé apportait plus de régularité et surtout plus de fermeté dans ses fonctions; la sœur, plus de discrétion et d'indulgence. L'un convient peut-être mieux à l'établissement définitif; mais l'autre est assurément plus propre à ménager la transition de l'ancien au nouveau système.

Les bureaux d'admission ne refusent point de recevoir les enfants dont on ne veut pas leur faire connaître l'origine; car, avant tout, il ne faut pas laisser périr le nouveau-né, mais le plus souvent on le leur déclare. Les enfants étant d'ailleurs apportés en plein jour, il est presque toujours facile à l'Autorité administrative qu'on doit aussitôt prévenir de remonter jusqu'à la mère. »

Secours aux filles-mères

« Lorsque, par la déclaration du déposant ou par les recherches que le département a fait faire, la mère est connue, on s'assure avec discrétion de sa moralité, de ses ressources, des raisons qui la portent à vouloir cacher les traces de sa faute et si, l'enfant peut lui être remis sans danger, il n'y a pas de motif suffisant pour que la société prenne l'éducation à sa charge;

on le lui rend. On comprend que, dans la prévoyance de cet événement, le dépôt n'a plus lieu que quand la nécessité d'y recourir est, en quelque sorte, irrésistible.

C'est en suivant cette marche que les 19 départements dont nous avons parlé sont parvenus à diminuer infiniment le nombre des abandons sans augmenter celui des infanticides. Votre Commission persiste à croire qu'il en serait de même parmi nous, et, en conséquence, elle vous demande de persévérer dans vos précédents vœux, et de réclamer de nouveau la suppression des tours et leur remplacement par des bureaux d'admission.

L'année dernière, le Conseil général s'en souvient, on avait laissé en suspens la question de savoir si, en même temps que les tours seraient supprimés, il ne conviendrait pas d'accorder aux filles-mères quelques légers secours à l'aide desquels elles fussent en état de garder leurs enfants près d'elles. Le Conseil général avait bien voulu me charger de réunir les documents nouveaux qui seraient propres à éclairer sa résolution définitive.

J'ai cherché, Messieurs, à m'acquitter de la tâche que vous m'aviez prescrite; mais, je regrette de le dire, le travail auquel je me suis livré a bien peu produit. À l'étranger, la question ne se présente guère; parmi nous, elle est encore mal étudiée; le Gouvernement lui-même ne possède à cet égard rien de détaillé ni de complet.

Chez la plupart des nations étrangères dont j'ai pu étudier la législation ou dont je connais les usages, les secours aux filles-mères n'occupent pas une place à part dans le budget de la charité publique. Les filles-mères sont secourues sur les mêmes fonds et de la même manière que les femmes et même les hommes mariés, qui ne peuvent élever leurs familles. On pourvoit aux besoins des enfants naturels de même qu'à ceux des enfants légitimes lorsque ces besoins sont constatés. Les bons et les mauvais effets que peut amener la charité légale se produisent donc ici comme dans tout le reste du système, et ce que nous pourrions dire à ce sujet n'aurait aucun rapport direct avec la matière spéciale qui nous occupe.

Quant à la France, les renseignements qu'on a pu me fournir au ministère de l'intérieur se réduisent à ceci :

Il est certain que, dans un grand nombre de départements, des secours sont distribués aux filles-mères sur le fonds affecté aux enfants trouvés.

Les rapports des Préfets indiquent que cette mesure est très efficace pour empêcher la mère de se séparer de son enfant. Il paraît certain que les départements qui suivent déjà ce système ont plutôt diminué qu'augmenté leurs dépenses, parce qu'en accordant une légère subvention à la mère, ils ont pu souvent échapper à l'obligation de pourvoir d'une manière complète à l'éducation de l'enfant. jusqu'ici le secours semble donc avoir été accordé avec précaution. À Paris, il est précédé de deux enquêtes, l'une faite par le préfet de police et l'autre par l'administration des hospices.

Partout le secours a été temporaire, et nulle part encore on ne voit qu'il ait dégénéré en une sorte de pension permanente. En général, il n'est accordé que pendant peu d'années.

Le département de la Seine se distingue par la modicité du secours qu'il accorde aux filles-mères. En moyenne, il ne s'élève qu'à 21 fr. par fille-mère. Rarement est-il accordé pendant plus d'un an. Cependant, chose singulière, cet appui si court et si faible que la société accorde ici à la mère obtient très souvent d'elle ce que la nature toute seule était impuissante à commander. Il la détermine à garder l'enfant dont elle allait se séparer pour toujours.

Mais de quelles manières et suivant quelles règles ces secours sont-ils distribués ? quelles impressions produisent-ils sur l'esprit de la population en général ? quels effets sur les mères ? Cette dépense, d'abord si modique, ne manifeste-t-elle pas déjà de la tendance à croître ? À ces questions et à plusieurs autres également importantes, je n'ai pas trouvé de réponse détaillée ni satisfaisante. Il faudrait se transporter dans chaque département en particulier pour en obtenir de telles.

Votre Commission, Messieurs, s'est donc vue dans une position peu différente de celle dans laquelle vous aviez été placés vous-mêmes, l'an dernier, et elle s'est partagée sur le point de savoir ce qu'il convenait de résoudre.

Plusieurs d'entre nous ont pensé que le principe du secours à accorder aux filles-mères devait être admis dès à présent.

La distribution du secours aux filles-mères, disaient-ils, est la conséquence naturelle et le complément nécessaire de la suppression des tours.

Quel est notre but en fermant les tours, sinon d'empêcher que l'enfant naturel ne soit séparé de sa famille et que les liens salutaires qui l'attachaient à ses parents venant à se briser, il ne reste isolé au milieu d'une société qui le craint et qu'il ne saurait aimer ? Or, pour préserver l'enfant de ce malheur et la société de ce péril, que pouvez-vous mieux faire que de venir au secours de la mère et de lui permettre de garder son fils près d'elle ?

En substituant les bureaux d'admission aux tours, vous empêchez qu'on ne mette sans nécessité à la charge du département les enfants naturels qui pourraient être élevés par leurs familles. En accordant un faible secours aux mères indigentes, vous donnez aux familles le moyen d'élever elles-mêmes leurs enfants. Ce sont des mesures différentes, mais qui tendent manifestement au même but. L'une et l'autre a pour résultat infaillible de diminuer le nombre des enfants abandonnés et d'arrêter l'extension illimitée de vos dépenses. Rien ne nous oblige d'ailleurs à entrer tout à coup très profondément dans la voie des secours. Il ne s'agit que d'un essai à faire. Si nous apercevons que ce nouveau système entraîne inévitablement, par la suite, à des dépenses excessives, ou même irrésistiblement aux abus qu'on veut prévoir, qui nous empêchera de nous arrêter dans cette carrière et même de revenir sur nos pas ? L'emploi du secours en lui-même est évidemment non seulement favorable aux enfants, mais bon pour nos finances; pourquoi y renoncer à l'avance sans nous être convaincus qu'il pouvait finir par nuire ? Faut-il dès à présent renoncer à l'usage d'une mesure utile de peur d'être entraînés plus tard à en abuser ?

Ceux de nos collègues qui ne pensaient pas qu'il fût prudent d'admettre, dès à présent, le principe du secours répondaient

Il est vrai qu'il existe un rapport naturel entre la suppression des tours et la distribution des secours aux filles-mères; mais il n'est pas exact de dire que l'une de ces deux mesures ne puisse être prise sans l'autre. Elles sont fort distinctes et souvent elles ont été adoptées séparément. En supprimant les tours, vous avez sans doute en vue, comme on l'a dit, d'empê-

cher que l'enfant ne soit séparé de sa famille, et, de ce côté, vous vous proposez précisément le même objet que le secours se propose; mais la suppression des tours a bien d'autres effets qui peuvent se produire, sans que la mesure du secours soit admise. Les tours détruits, la certitude du secret ne favorise plus l'inconduite; les enfants naturels, s'ils perdent encore quelquefois leur famille, ne perdent plus du moins leur état.

Un privilège aussi contraire à la morale publique qu'à l'intérêt de vos finances n'est point accordé au désordre des mères, et la fille-mère qui peut nourrir son fils n'est pas placée dans une situation meilleure que la femme honnête.

Voilà de grands résultats atteints, Messieurs, et ils peuvent tous l'être sans distribuer de secours.

Non seulement la distribution du secours est une mesure distincte de la fermeture des tours, mais, sous certains rapports, le secours à domicile accordé aux filles-mères est une mesure plus grave, un principe nouveau introduit dans la législation des enfants trouvés et dont on ne peut encore exactement mesurer la portée. Le décret de 1811 ni aucune autre loi n'a rien établi ni indiqué de semblable. Ce décret n'a eu pour objet que de prévoir un seul cas, celui où la société serait obligée de recueillir et d'élever l'enfant que ses parents auraient abandonné. Le Législateur en faisant dépendre le secours de l'abandon complet du nouveau-né, a dû croire que les sacrifices de l'État seraient limités par la dure condition qu'on imposait à ceux qui voulaient en profiter. C'était en renonçant à toutes les joies de la maternité que la mère naturelle pouvait se décharger sur le public du soin d'élever sa famille. Du moment où la fille-mère peut tout à la fois garder son fils et puiser dans le Trésor public, il est à croire que ses efforts pour lutter contre les difficultés de sa position, suite de sa faute, seront moins grands, que ses appels à la charité publique se renouvelleront sans cesse, qu'une sorte de droit s'établira bientôt en sa faveur et que le secours, aujourd'hui faible et rare, deviendra abondant et fréquent. C'est là une tendance naturelle et presque inévitable.

Il y a une autre conséquence non moins fâcheuse à craindre.

Aujourd'hui les mères de famille qui luttent contre le besoin n'ont de secours à demander qu'à des fondations privées ou aux bureaux de bienfaisance. Les ressources ne se présentent que sur quelques points du territoire, mais partout elles sont bornées et précaires. Les filles-mères seront au contraire secourues sur un fonds considérable et solidement constitué, dont la distribution se fera avec la régularité d'un grand service public et dans la proportion exacte des besoins.

Il en résultera nécessairement ceci: c'est que, dans un grand nombre de communes, on verra bientôt, à côté d'une fille-mère à laquelle la société vient apporter régulièrement son aumône, une mère légitime qui succombera sous le poids de sa misère ou qui ne sera secourue que d'une manière très irrégulière et très incomplète.

Un pareil spectacle pourra-t-il se supporter longtemps dans le sein d'une société civilisée, Messieurs ? Non sans doute : on peut l'affirmer à l'avance.

La société est donc condamnée, bon gré, mal gré à établir sous forme de charité légale, une aide à toutes les mères qui en ont besoin, ce qui implique à terme une décision du législateur.

« On en arrivera donc bientôt à l'une de ces deux choses:

On prendra sur le fonds des enfants trouvés, en le détournant de son emploi, de quoi secourir les femmes honnêtes et alors où s'arrêteront les sacrifices du département. Ceci n'est pas une vaine hypothèse. Je crois pouvoir affirmer au Conseil que, dans plusieurs départements, on s'est déjà laissé entraîner à commettre cette illégalité ruineuse.

Ou bien le Trésor public lui-même venant de son côté au secours des mères légitimes et complétant l'oeuvre bienfaisante que les départements ont entreprise, généralisera et rendra plus abondants les secours que les bureaux de bienfaisance distribuent.

Or, ceci est évidemment le dernier pas qui nous fait entrer dans le champ sans limites de la charité légale. Peut-être la société sera-t-elle obli-

gée de faire bientôt cette suprême et périlleuse démarche; mais pourquoi en prendrions-nous l'initiative? Pourquoi devancer dans cette voie les grands pouvoirs de l'État et les y entraîner en quelque sorte à notre suite ?

On veut, dit-on, ne faire qu'un essai; mais en pareille matière, tous les essais engagent toujours. Les commencements de la charité légale sont fort satisfaisants. Ce n'est qu'à la longue que les dangers se découvrent et alors il est trop tard pour reculer.

Ceux des membres de votre Commission qui tenaient ce langage, Messieurs, tout en admettant que les secours aux mères indigentes peuvent concourir efficacement à atteindre le but qu'on s'est proposé dans la destruction des tours, tout en reconnaissant les bons effets qu'ils produisent, quant à présent, dans les départements qui les distribuent, sans vouloir que notre département renonçât par avance à suivre cet exemple, sans condamner en un mot la mesure en elle-même, étaient cependant d'avis qu'il n'y avait pas encore nécessité de l'admettre et qu'il était sage d'attendre qu'un résultat mieux constaté eût fait connaître ce qu'elle pouvait produire. Ils demandaient en conséquence l'ajournement.

Vœu pour que le Gouvernement prépare et propose, dans le plus court délai, une réforme.

Votre Commission, après avoir mûrement examiné quelles étaient les mesures les plus propres à améliorer le service des enfants trouvés dans le département, n'a pas cru devoir en rester là et elle vous propose de former un vœu très-pressant pour que l'Administration supérieure et les Chambres elles-mêmes ne tardent pas plus longtemps à prendre dans leurs mains une affaire si vaste et si difficile.

Ne nous le dissimulons pas, Messieurs, l'œuvre que les départements sont contraints d'entreprendre aujourd'hui est naturellement placée au-dessus de leur sphère. Ce n'est pas seulement une oeuvre d'administration, c'est surtout une oeuvre de législation et de gouvernement. La charge que nous imposent les enfants trouvés est déjà immense. Elle s'accroît sans cesse; elle menace notre sécurité et nos finances. En présence d'un si grand mal et d'un mal qui grossit si vite, les Chambres se taisent, le Gouvernement hésite; rien n'annonce qu'un remède doive bientôt être appliqué ou

même qu'on le prépare. Réduits à nous-mêmes, il faut bien que nous cherchions par nos propres forces à nous frayer une voie. Si nous sortons ainsi de notre rôle, c'est malgré nous; nous sommes obligés d'agir parce que le Législateur sommeille. Il serait bien à désirer qu'il se réveillât enfin, Messieurs, car la question qu'il s'agit de résoudre n'est pas de celles qui puissent longtemps recevoir une solution partielle.

En matière d'enfants trouvés, toutes les parties du territoire sont solidaires. Supprimer par exemple les tours dans un département et les laisser subsister dans le reste du royaume, c'est inviter les habitants de ce département à transporter les enfants naturels dans le département le plus proche; c'est permettre que le fardeau des charges publiques, perdant son équilibre naturel, se déplace et que la portion des contribuables sur laquelle il doit naturellement peser s'en exonère pour le reporter sur une population voisine qui est forcée de la subir sans l'avoir accepté.

Il n'y a rien d'ailleurs qui touche plus directement au sort des citoyens, à leur situation, à leurs devoirs, à leurs droits, à leur vie que les lois relatives aux enfants trouvés et c'est en pareille matière qu'un peuple civilisé a toujours voulu que la législation fût une.

Non seulement la question est grande, mais on ne peut toucher par aucun point sans remuer des questions plus grandes encore.

Toutes les misères humaines, quelle que soit leur origine, sont sœurs. Elles se tiennent par la main, et la société ne peut offrir un asile à l'une d'entre elles sans attirer aussitôt toutes les autres à sa porte.

Vous prenez à votre charge l'enfant naturel que la fille-mère ne peut nourrir; pourquoi ne pas prendre aussi le fils de la veuve ? Pourquoi pas l'enfant que l'inconduite ou la misère de ses parents légitimes menacent de périr ? Vous soulagez la fille-mère, pourquoi laisser sans secours la femme honnête ? Vous soignez le malade, pourquoi abandonner le pauvre ?

Et qu'est-ce que tous ces secours que la société distribue à ceux qui souffrent, sinon les conséquences diverses d'une même idée, les portions détachées d'un seul et vaste système de législation qu'on nomme la charité légale; système dont toutes les parties se tiennent étroitement et se com-

mandent les unes les autres, de telle sorte qu'il est impossible de les développer ou de les restreindre séparément ?

Et que faisons-nous pourtant, Messieurs, si ce n'est nous livrer de toutes parts à ce dangereux travail ? Nous nous effrayons encore à ce terrible mot de la charité légale. Le nom nous fait peur et nous ne voyons pas que nous avons depuis longtemps la chose. Qu'est-ce que nos hôpitaux, nos hospices, nos bureaux de bienfaisance, nos ateliers de charité, nos salles d'asile, et tant d'autres moyens dont la société se sert déjà pour venir au secours de ses membres, sinon des applications diverses de la charité légale ?

La charité légale vous envahit de toutes parts, mais elle marche au hasard, faisant tantôt trop, tantôt trop peu; créant ici des habitudes qu'il faudra changer, ailleurs ne préparant pas aux habitudes qu'il faudrait prendre.

Vous avez la charité légale, Messieurs, moins les règles générales qui devraient harmoniser et régulariser toutes ses parties. Ces règles-là, il faut être placé au plus haut du corps social pour les voir et pour les combiner entre elles. Le Législateur seul le peut. C'est donc un grand malheur qu'il s'abstienne, et ce malheur ne tardera pas à être irréparable; car bientôt il se sera établi sans le concours du pouvoir législatif des usages et des mœurs qui le domineront lui-même ¹⁵¹. »

Tocqueville peut donc établir en 1846, pour les membres les plus réticents de l'assemblée départementale, un bilan social, moral et politique tout à fait satisfaisant de la charité légale quant il s'agit de l'assistance aux filles mères et aux femmes et aux familles dans le besoin ¹⁵².

¹⁵¹ O. C., X, p. 648-663.

¹⁵² Le lecteur pourra trouver l'intégralité de ce rapport dont je ne cite que les passages les plus significatifs in O.C., X, p. 685-691.

Rapport au conseil général de la Manche en 1846

Messieurs, cette année, la tâche du Rapporteur de votre Commission est aisée. Il n'a plus qu'à constater devant vous les excellents effets produits par les mesures que vous avez adoptées. Il peut le faire en très peu de mots.

La moyenne des enfants illégitimes, qui étaient abandonnés à la charité publique, avait été, durant les cinq années qui ont précédé la suppression des tours, de 365.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, depuis que les tours sont supprimés, 265 enfants seulement ont été déposés.

Voilà donc déjà 100 enfants qui, grâce à vous et dans l'espace d'une seule année, ont échappé au malheur irréparable de l'abandon. Mais ce n'est pas tout.

Sur les 265 qui ont été déposés, il y en a 163 dont l'origine est constatée et qui, par conséquent, connaissent leurs parents et jouissent de tous les droits que leur naissance peut leur conférer. Ainsi, sur ces 163, 31 ont pu être remis à la mère; ils s'élèveront donc entourés de ses soins, au lieu d'être livrés aux froides caresses de la charité publique.

Ainsi, dans une seule année, les effets bienfaisants produits par la mesure adoptée se sont étendus sur près de 300 enfants, dont tous vous doivent leur état et beaucoup la vie. [...]

Tous les dossiers ont passé sous nos yeux et presque tous ont été, de notre part, l'objet d'un examen détaillé et attentif. Voici la marche qui a été suivie uniformément dans toutes les affaires :

L'enfant présenté à l'hospice, de quelque manière qu'il y fût arrivé, y a été provisoirement reçu. Si la mère était inconnue, l'Administration s'occupait de la découvrir. Lorsqu'elle était connue, on recherchait si sa position et sa moralité permettaient qu'on lui rendît son enfant, et si sa pauvreté nécessitait qu'on lui accordât un secours. Cette enquête administrative a été faite par le maire du domicile et par le sous-préfet; ses résultats ont

passé sous les yeux de l'Inspecteur, qui les a appréciés. Ensuite, le Préfet a prononcé. Cette procédure simple et rapide nous a paru suffisante.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, sur 163 mères connues, 31 ont été jugées assez honnêtes pour être chargées de leurs enfants et assez pauvres pour qu'on vînt à leur aide.

Les secours qui leur ont été fournis ont uniformément été égaux aux prix des mois de nourrice, c'est-à-dire que chaque mère secourue a reçu 7 fr 50 c. par mois.

Tous ces secours n'ont été accordés que pour six mois. Plusieurs, il est vrai, au bout de ce temps, ont été alloués pour six mois encore. M. le Préfet, dans son rapport, nous assure qu'en aucun cas ils ne seront donnés pendant plus de deux ans. [...]

Les femmes auxquelles l'Administration a cru devoir accorder des secours nous ont paru toutes dignes de cette faveur, et les efforts généreux et souvent efficaces qui ont été faits pour relia, au moment où il allait se rompre, le lien fragile qui unissait le fils à la mère, nous a semblé mériter éloge.

Toutefois, nous avons besoin de constater ici et de bien établir qu'à nos yeux l'expérience n'est point encore complètement faite. Nous ne savons pas encore ce qui se passera à l'époque où viendra à cesser le secours. C'est là où se trouve cependant le point difficile et délicat du système. Il est à craindre que ces secours ayant été accordés suivant un taux et d'après une règle uniforme, de manière à représenter toujours exactement ce qu'on eût donné pour les mois de nourrice, les filles-mères, auxquelles on l'a accordé, ne se figurent qu'elles le perçoivent en vertu d'un droit qui subsistera aussi longtemps qu'aurait duré celui de la nourrice elle-même. Après avoir créé, entre deux positions aussi différentes que celles de la mère et de la nourrice, cette parfaite analogie, il sera peut-être difficile de se soustraire à ses conséquences.

Sans désapprouver donc ce qui a eu lieu jusqu'à présent, il est sage d'attendre une plus longue expérience du système, avant de s'engager définitivement à le suivre.

La Commission d'administration générale persiste à considérer ce qui se fait comme un essai; mais elle estime que cet essai doit être continué. [...] »

Il faudra donc prendre en charge la totalité des frais afférents à l'octroi d'une éducation véritable des enfants ce qui nécessitera des dépenses importantes.

« Il est donc encore loin d'être prouvé que, quant à ce qui concerne la vie matérielle, notre tarif ne puisse suffire. Je suis, pour mon compte, porté à croire qu'il répond aux besoins du premier âge, qui sont tout physiques. Mais je pense qu'il devient insuffisant lorsque l'enfant grandit.

Les rapports de M. l'Inspecteur des enfants trouvés, d'accord sur ce point avec les inspecteurs des écoles primaires, constatent que les enfants illégitimes placés dans les campagnes y manquent absolument d'instruction, et qu'ils s'élèvent dans une ignorance grossière des premiers éléments des lettres et même de la religion. Et pourquoi ne les envoie-t-on ni à l'école ni au catéchisme ? Parce qu'on les occupe à la maison et dans les champs. Ces petits services qu'on obtient sont la représentation de ce qui manque du côté des secours. Si on exigeait qu'ils occupassent leur temps d'une autre manière, le secours ne pourrait plus couvrir la dépense qu'ils occasionnent. La question d'argent est donc là, comme en beaucoup d'autres matières, la question mère.

M. l'Inspecteur, frappé avec raison de l'état inculte et presque barbare dans lequel il a trouvé l'esprit et l'âme de ces enfants, revient à l'idée exprimée déjà par lui l'an dernier. Il voudrait voir créer dans le département une colonie agricole, destinée à servir d'asile et de maison d'école aux enfants abandonnés aussitôt qu'ils sont sortis du premier âge. Cette idée n'ayant donné naissance à aucune proposition formelle, nous n'avons point à l'examiner; nous dirons seulement qu'il y a un moyen plus simple, plus économique et moins dangereux sous bien des rapports que celui-là. Faites dépendre le paiement des mois de nourrice de la présentation mensuelle d'un certificat d'études, vous atteindrez l'objet que vous avez en vue; mais il est vrai que, pour pouvoir imposer cette obligation nouvelle, il faudrait

d'abord accroître le tarif dans la partie qui concerne les enfants de la quatrième catégorie, c'est-à-dire ceux âgés de 7 à 12 ans ; car imposer la fréquentation de l'école sans augmenter le salaire de la famille adoptive, c'est vouloir se heurter le plus souvent contre un obstacle insurmontable; vos ordres resteront inexécutés, ou vous ne trouverez pas de nourrice.

Nous avons recherché dans quelle proportion une augmentation dans le tarif serait désirable ? M. l'Inspecteur estime qu'il suffirait d'élever d'environ six centimes par jour, cette partie du tarif qui concerne les enfants qui ont de 7 à 12 ans. Ils étaient au 1er janvier dernier au nombre de 413. ^a Six centimes de plus par jour accordés à l'éducation d'un homme, cela paraît bien peu de choses; répétée toute l'année pour 413 enfants, cette dépense accroîtrait cependant encore notre budget de plus de 9,000 fr.

Il est évident que nous ne pouvons en ce moment entrer dans une pareille voie; il faudra bien pourtant la prendre tôt ou tard et le plus tôt sera le mieux. À quelque point de vue qu'on se place, la chose paraîtra importante et urgente; quoi de plus dangereux en effet que de créer et de développer nous-mêmes au milieu de nous une population à demi sauvage. Il eût presque autant valu laisser mourir ces malheureux à la porte de nos hospices que de leur donner ainsi la vie sans les lumières et les principes qui font bien vivre.

Il est à espérer, du reste, que la décroissance qui se fait déjà remarquer dans le nombre des enfants abandonnés, venant encore à s'accroître, l'économie qu'on fera de ce côté permettra bientôt d'améliorer la condition de ceux qui resteront à notre charge; de cette manière, l'humanité et l'intérêt social pourront être satisfait sans que l'équilibre de nos budgets soit détruit. »

^a Enfants trouvés au 1er janvier 1846, par classe :
 1- De la naissance à un an : 192
 2- De un à quatre ans : 444
 3- De quatre à sept ans : 355
 4- De sept à douze ans : 413. (Note de Tocqueville)

Il convient donc que le législateur se saisisse du problème et fasse son travail : la loi est du ressort de l'Etat et non des collectivités locales qui peuvent être chargées de son application. Sur ce point comme sur celui de la mise en place des lignes de chemin de fer, comme sur bien d'autres points, Tocqueville considère qu'il ne convient pas de s'en remettre à l'initiative privée, ni même à la décentralisation ; c'est l'Etat qui doit être la maître d'œuvre des grandes réformes législatives qui touchent à l'économique, au social et au politique.

« Ceci, Messieurs ainsi que l'a déjà dit M. le Préfet, démontre de plus en plus la nécessité d'une prompte intervention législative.

Disons-le sans détour; l'immobilité dans laquelle se tient, jusqu'à présent, le Gouvernement en face de cette question, n'est pas seulement funeste, elle deviendrait bientôt coupable.

La question est difficile, j'en conviens, et je dois reconnaître qu'appor-
tée à la tribune, elle soulèvera des discussions très-vives ; mais à quoi ser-
vent les Gouvernements sinon à résoudre, par leur puissante initiative, des
questions de cette espèce ? C'est leur métier, Messieurs ce n'est pas le nô-
tre. Qu'on adopte pour système de ne tenter aucune innovation quelconque
en matière politique, cela peut encore se comprendre; mais quand il s'agit
de réforme administrative, le statu quo ne s'explique d'aucune manière. Il
est moins explicable ici que partout ailleurs; car il n'y a pas, j'ose le dire,
de question plus gouvernementale de sa nature que celle des enfants trou-
vés. Sa grandeur, sa généralité, les difficultés inouïes qu'elle présente, lui
donnent au plus haut point ce caractère. Abandonner plus longtemps enco-
re la solution d'une question pareille aux vues incomplètes et aux volontés
changeantes des localités; laisser les Conseils généraux errer péniblement
et comme au hasard dans un dédale de lois à moitié debout, à moitié tom-
bées; réduits à se heurter à chaque pas contre des obstacles que leurs attri-
butions mêmes leur ôtent la faculté de lever; permettre qu'il se crée ainsi
au sein d'une société si homogène une législation si disparate, qu'on appli-
que aux mêmes personnes des règles très-différentes, et qu'on modifie pro-
fondément la condition d'une multitude de citoyens sans que la législation
s'en mêle; fermer ainsi les yeux pour ne pas voir la révolution qui s'opère

dans cette importante partie de notre droit public, et renoncer à la diriger de peur d'être atteint par la responsabilité qu'elle entraîne, ce serait là, Messieurs, il faut le dire, assister au gouvernement de la société plutôt que le conduire.

Votre Commission d'administration générale, Messieurs, espère que le Gouvernement et les Chambres prendront bientôt dans leurs mains la direction de cette grande affaire et elle vous propose d'exprimer un vœu formel et pressant à cet égard ¹⁵³. »

¹⁵³ Après une brève discussion, les propositions de la commission sont adoptées par le Conseil général.

Deuxième partie : Économie et société

Chapitre III

Les données socio-économiques et politiques de la situation française de 1830 à 1848

[Retour à la table des matières](#)

L'attitude de Tocqueville vis-à-vis de la Monarchie de Juillet fut ambivalente ; en 1837, il refusa les appuis et propositions de Molé, son parent sur lequel il portait des jugements sévères, ce qui lui valut un échec. Élu en 1839, il se cantonna jusqu'à la révolution de 1848, dans ce qu'on pourrait appeler une opposition constructive en devenant l'homme des grands rapports, sur la réforme pénitentiaire, l'abolition de l'esclavage, l'Algérie. « Pourquoi s'est-il joint à la Gauche qu'il méprisait et s'est-il opposé à la droite à laquelle allaient ses sympathies ? » ; bref, pourquoi Tocqueville n'accepta-t-il pas l'invitation de Guizot (après celle de Molé) de se joindre à la majorité ? A cette question posée par Nassau Senior en 1861, Beaumont répond que la principale raison est sans doute la soumission de Guizot aux volontés royales.¹⁵⁴ Cette « servilité » lui interdisait de gouverner vraiment, c'est-à-dire d'entreprendre le courant de réformes dont la société française avait besoin. Et c'est cette demande de réforme, formulée par la bourgeoisie qui participe à la campagne des banquets, qui lance les journées révolutionnaires de 1848 que ne souhaitaient pas les organisateurs de cette campagne.

¹⁵⁴ Voir O.C., VI, 2, p. 513-516.

Les événements qui se déroulent du 27 février à la fin des journées de juin 1848 sont fortement marqués, pour Tocqueville comme pour Marx, par l'opposition de deux classes économiques, par l'affrontement de deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat.

1 – La division de la société en deux classes antagonistes

[Retour à la table des matières](#)

La Monarchie de Juillet a poursuivi volens nolens l'œuvre de la Révolution ; en 1847, dans un texte rédigé dans le contexte de la « jeune gauche » naissante ¹⁵⁵, intitulé De la classe moyenne et du peuple, Tocqueville considère, comme Marx, qu'il n'existe plus que deux classes qui vont s'affronter : la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire d'un côté les possédants – petits et grands – l'immense classe moyenne qui caractérise la société démocratique, de l'autre les non-possédants, le prolétariat.

Ce qui va être remis en question c'est, par conséquent le droit de propriété qui est à la société démocratique ce qu'étaient les privilèges à la société aristocratique.

« La révolution de 1830 a fait ce que la Restauration n'a pas pu ou n'a pas voulu faire : elle a achevé, socialement parlant, la révolution de 1789; elle a achevé de détruire sans retour toutes les classes qui partageaient le pays, pour ne former au-dessus du peuple qu'une seule classe presque homogène dans le sein de laquelle les intérêts sont presque identiques et au milieu de laquelle, par conséquent, il est à peu près impossible de faire naître et subsister de grands partis, c'est-à-dire de grandes associations politiques ayant des intérêts très distincts et voulant des choses très différentes. La singulière homogénéité qui règne entre tous les hommes qui sont placés au-dessus du peuple me paraît être la cause première de cette tié-

¹⁵⁵ Voir la première partie de cet ouvrage (IV – 2 – 3).

deur singulière, de cet alanguissement qui s'est fait voir tout à coup dans la vie publique de ce pays; du vide réel des débats parlementaires et de l'insignifiance des hommes politiques.

À tout prendre, il n'y a peut-être jamais eu dans aucun temps, ni dans aucun pays, en exceptant l'Assemblée Constituante, un parlement qui renferme plus de talents divers et brillants que le nôtre aujourd'hui. Le talent des orateurs est grand, l'effet produit par les discours est petit. D'où vient cela ? C'est qu'au fond ils diffèrent plus par les mots que par les idées et que, tout en montrant les inimitiés qui les divisent, ils ne font pas voir aussi clairement en quoi leurs actes seraient différents. Leur lutte ressemble plutôt à une querelle intestine dans le sein de la même famille qu'à la guerre permanente entre deux grands partis, ayant des intérêts très différents et par conséquent une conduite et des doctrines très diverses. [...]

Il ne faut pas que les propriétaires se fassent illusion sur la force de leur situation, ni qu'ils s'imaginent que le droit de propriété est un rempart infranchissable parce que nulle part jusqu'à présent il n'a été franchi, Car notre temps ne ressemble à aucun autre. Quand le droit de propriété n'était que le fondement de beaucoup d'autres droits, non seulement il ne courait pas le risque d'être atteint, mais il n'arrivait même pas qu'on le visât. Il était alors garanti et pour ainsi dire couvert. Mais lorsqu'au contraire, il n'apparaît plus que comme le dernier vestige d'un monde aristocratique détruit, quand il reste seul debout et isolé, c'est à lui seul de soutenir le choc des opinions démocratiques et pour la première fois on le discute et on l'attaque.

Il n'y a guère à douter qu'un jour c'est entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas que s'établira la lutte politique; que le grand champ de bataille sera la propriété et que les grandes questions politiques auront trait à des modifications plus ou moins profondes apportées au droit des propriétaires ¹⁵⁶. »

¹⁵⁶ O.C., III, 2, p. 739-740.

Ce n'est donc pas la qualité des hommes qui est en question, mais l'organisation même de la société et l'incapacité de la classe dirigeante à sortir de son égoïsme de classe pour envisager des réformes politiques et une amélioration de la situation économique du prolétariat.¹⁵⁷ Dans les *Souvenirs*, Tocqueville écrit :

« En 1830, le triomphe de la classe moyenne avait été définitif et si complet que tous les pouvoirs politiques, toutes les franchises, toutes les prérogatives, le gouvernement tout entier se trouvèrent renfermés et comme entassés dans les limites étroites de cette bourgeoisie, à l'exclusion, en droit, de tout ce qui était au-dessous d'elle et, en fait, de tout ce qui avait été au-dessus. Non seulement elle fut ainsi la directrice unique de la société, mais on peut dire qu'elle en devint la fermière. Elle se logea dans toutes les places, augmenta prodigieusement le nombre de celles-ci et s'habitua à vivre presque autant du Trésor public que de sa propre industrie. [...]

Dans ce monde politique ainsi composé et ainsi conduit, ce qui manquait le plus, surtout vers la fin, c'était la vie politique elle-même. Elle ne pouvait guère naître ni se soutenir dans le cercle légal que la constitution avait tracé; l'ancienne aristocratie était vaincue, le peuple était exclu. Comme toutes les affaires se traitaient entre les membres d'une seule classe, suivant ses intérêts, à son point de vue, on ne pouvait trouver de champ de bataille où de grands partis pussent se faire la guerre. Cette singulière homogénéité de position, d'intérêt et, par conséquent, de vues, qui régnait dans ce que M. Guizot avait appelé le pays légal, ôtait aux débats parlementaires toute originalité et toute réalité, partant toute passion vraie. J'ai passé dix ans de ma vie dans la compagnie de très grands esprits, qui s'agi-

¹⁵⁷ Il convient de noter cependant que dans les *Souvenirs*, l'appréciation globale change : Tocqueville considère alors, en 1850, que la situation du prolétariat n'était pas particulièrement dramatique en 1848 ; pour lui, le mouvement révolutionnaire n'est pas né de la misère mais de la campagne « bourgeoise » des banquets. Le mouvement ainsi lancé par les partisans de la réforme provoque la chute de la Monarchie de Juillet, mais il aboutit surtout à l'affrontement de deux classes, de deux conceptions de la société qui explique que surgisse alors « un combat de classe à classe, une sorte de guerre servile ».

taient sans cesse sans pouvoir s'échauffer et qui employaient toute leur perspicacité à découvrir des sujets de dissentiments graves sans en trouver.

D'une autre part, la prépondérance que [le roi Louis-Philippe] avait acquise dans les affaires en s'aidant des fautes et surtout des vices de ses adversaires, prépondérance qui faisait qu'il ne fallait jamais se laisser entraîner très loin des idées de ce prince, pour ne pas s'éloigner en même temps du succès, réduisait les différentes couleurs des partis à de petites nuances et la lutte à des querelles de mots. Je ne sais si jamais parlement (sans en excepter l'Assemblée constituante, je dis la vraie, celle de 1789) a jamais renfermé plus de talents variés et brillants que n'en contenait le nôtre durant les dernières années de la monarchie de Juillet. Cependant, je puis affirmer que ces grands orateurs s'ennuyaient fort à s'écouter entre eux, et, qui pis était, la nation entière s'ennuyait à les entendre. Elle s'habituaient insensiblement à voir dans les luttes des Chambres des exercices de l'esprit plutôt que des discussions sérieuses et, dans tout ce qui divisait les différents partis parlementaires, - majorité, centre gauche ou opposition dynastique, des querelles intérieures entre les enfants d'une même famille cherchant à se friponner les uns les autres sur la distribution du commun héritage. Quelques faits éclatants de corruption découverts par hasard lui en faisant supposer partout de cachés, lui avaient persuadé que toute la classe qui gouvernait était corrompue, et elle avait conçu pour celle-ci un mépris tranquille, qu'on prenait pour une soumission confiante et satisfaite.

Le pays était alors divisé en deux parts ou plutôt en deux zones inégales: dans celle d'en haut, qui seule devait contenir toute la vie politique de la nation, il ne régnait que langueur, impuissance, immobilité, ennui; dans celle d'en bas, la vie politique, au contraire, commençait à se manifester par des symptômes fébriles et irréguliers que l'observateur attentif pouvait aisément saisir ¹⁵⁸. »

¹⁵⁸ Souvenirs, I, 1.

2 – Les causes socio-économiques et politiques de la révolution de 1848

[Retour à la table des matières](#)

Les causes de la révolution sont donc multiples mais, d’abord, socio-économiques et politiques, comme Tocqueville l’indique dans les Souvenirs :

« La révolution de Février, comme tous les autres grands événements de ce genre, naquit de causes générales fécondées, si l'on peut ainsi parler, par des accidents; et il serait aussi superficiel de la faire découler nécessairement des premières, que de l'attribuer uniquement aux seconds.

La révolution industrielle qui, depuis trente ans, avait fait de Paris la première ville manufacturière de France, et attiré dans ses murs tout un nouveau peuple d'ouvriers, auquel les travaux des fortifications avaient ajouté un autre peuple de cultivateurs maintenant sans ouvrage; l'ardeur des jouissances matérielles qui, sous l'aiguillon du gouvernement, excitait de plus en plus cette multitude elle-même, le malaise démocratique de l'envie qui la travaillait sourdement, les théories économiques et politiques, qui commençaient à s'y faire jour et qui tendaient à y faire croire que les misères humaines étaient l'œuvre des lois et non de la Providence, et qu'on pouvait supprimer la pauvreté en changeant la société d'assiette; le mépris dans lequel était tombée la classe qui gouvernait et surtout les hommes qui marchaient à sa tête, mépris si général et si profond qu'il paralysa la résistance de ceux mêmes qui avaient le plus d'intérêt au maintien du pouvoir qu'on renversait; la centralisation qui réduisit toute l'opération révolutionnaire à se rendre maître de Paris et à mettre la main sur la machine toute montée du gouvernement; la mobilité enfin de toutes choses, institutions, idées, mœurs et hommes dans une société mouvante, qui a été remuée par sept grandes révolutions en moins de soixante ans, sans compter une multitude de petits ébranlements secondaires : telles furent les cau-

ses générales sans lesquelles la révolution de Février eût été impossible ¹⁵⁹. »

3 – Une victoire sans lendemain de la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

La révolution de 1848 est, d'abord, la victoire du monde ouvrier.

Dans les Souvenirs, Tocqueville souligne, au lendemain du 24 février, le caractère socialiste de la révolution.

« Je passai tout l'après-midi à me promener dans Paris. Deux choses me frappèrent surtout ce jour-là: la première, ce fut le caractère, je ne dirai pas principalement, mais uniquement et exclusivement populaire de la révolution qui venait de s'accomplir; la toute-puissance qu'elle avait donnée au peuple proprement dit, c'est-à-dire aux classes qui travaillent de leurs mains, sur toutes les autres. La seconde, ce fut le peu de passion haineuse et même, à dire vrai, de passions vives quelconques que faisait voir dans ce premier moment ce bas peuple devenu tout à coup seul maître du pouvoir.

Quoique les classes ouvrières eussent souvent joué le principal rôle dans les événements de la première République, elles n'avaient jamais été les conductrices et les seules maîtresses de l'État, ni en fait ni en droit; la Convention ne contenait peut-être pas un seul homme du peuple; elle était remplie de bourgeois et de lettrés. La guerre entre la Montagne et la Gironde fut conduite, de part et d'autre, par des membres de la bourgeoisie, et le triomphe de la première ne fit jamais descendre la puissance dans les seules mains du peuple. La révolution de Juillet avait été faite par le peuple, mais la classe moyenne qui l'avait suscitée et conduite, en avait recueilli les principaux fruits. La révolution de Février, au contraire, semblait faite entièrement en dehors de la bourgeoisie et contre elle.

¹⁵⁹ Souvenirs, II, 1.

Dans ce grand choc, les deux parties qui composaient principalement en France le corps social, avaient en quelque sorte achevé de se disjoindre, et le peuple, resté à part, demeurait seul en possession du pouvoir. Rien n'était plus nouveau dans nos annales; des révolutions analogues avaient eu lieu, il est vrai, dans d'autres pays et en d'autres temps, car l'histoire particulière d'une époque même de nos jours, quelque nouvelle et imprévue qu'elle paraisse aux contemporains, appartient toujours par le fond à la vieille histoire de l'humanité. Florence, notamment, vers la fin du moyen âge avait présenté en petit un spectacle très semblable au nôtre; à la classe noble avait d'abord succédé la classe bourgeoise, puis, un jour, celle-ci avait été chassée à son tour du gouvernement, et l'on avait vu un gonfalonier marcher pieds nus à la tête du peuple et conduire ainsi la république. Mais, à Florence, cette révolution populaire avait été produite par des causes passagères et particulières, tandis qu'ici elle était amenée par des causes fort permanentes et si générales qu'après avoir agité la France, il était à croire qu'elle remuerait tout le reste de l'Europe. Cette fois, il ne s'agissait pas seulement du triomphe d'un parti; on aspirait à fonder une science sociale, une philosophie, je pourrais presque dire une religion commune qu'on pût enseigner et faire suivre à tous les hommes. C'était là la partie réellement nouvelle dans l'ancien tableau.

Durant cette journée, je n'aperçus pas dans Paris un seul des anciens agents de la force publique, pas un soldat, pas un gendarme, pas un agent de la police; la garde nationale elle-même avait disparu. Le peuple seul portait les armes, gardait les lieux publics, veillait, commandait, punissait; c'était une chose extraordinaire et terrible de voir dans les seules mains de ceux qui ne possédaient rien, toute cette immense ville, pleine de tant de richesse ou plutôt toute cette grande nation; car, grâce à la centralisation, qui règne à Paris commande à la France. Aussi, la terreur de toutes les autres classes fut-elle immense; je ne crois pas qu'à aucune époque de la révolution, elle ait été aussi grande, et je pense qu'on ne saurait la comparer qu'à celle que devaient éprouver les cités civilisées du monde romain, quand elles se voyaient tout à coup au pouvoir des Vandales et des Goths.

Comme rien de semblable ne s'était vu jusque-là, bien des gens s'attendaient à des actes de violence inouïs. Pour mon compte, je ne partageai

jamais ces craintes. Ce que je voyais me faisait présager, dans un avenir prochain, des perturbations étranges, des crises singulières, mais je ne crus jamais au pillage des riches; je connaissais trop les hommes du peuple de Paris pour ne pas savoir que leurs premiers mouvements, en temps de révolution, sont ordinairement généreux, qu'ils passent volontiers les jours qui suivent immédiatement le triomphe, à se vanter de leur victoire, à faire acte de leur autorité et à jouer aux grands hommes, pendant ce temps-là, il arrive d'ordinaire qu'un pouvoir quelconque s'institue, la police revient à son poste et le juge à son siège ¹⁶⁰. »

4 – Ouvriers contre paysans

« Un combat de classe, une sorte de guerre servile. »
(Souvenirs, II, 9)

[Retour à la table des matières](#)

Cette expression devenue célèbre, issue des Souvenirs, décrit un système d'oppositions multiples : bourgeois contre prolétaires, propriétaires terriens grands ou petits contre ouvriers des ateliers nationaux, Province contre Paris.

« Me voici enfin arrivé à cette insurrection de Juin, la plus grande et la plus singulière qui ait eu lieu dans notre histoire et peut-être dans aucune autre : la plus grande, car, pendant quatre jours, plus de cent mille hommes y furent engagés et il y périt [cinq] généraux ; la plus singulière, car les insurgés y combattirent sans cri de guerre, sans chefs, sans drapeaux et pourtant avec un ensemble merveilleux et une expérience militaire qui étonna les plus vieux officiers.

Ce qui la distingua encore parmi tous les événements de ce genre qui se sont succédé depuis soixante ans parmi nous, c'est qu'elle n'eut pas pour but de changer la forme du gouvernement, mais d'altérer l'ordre de la so-

¹⁶⁰ *Souvenirs*, II, 2.

ciété. Elle ne fut pas, à vrai dire, une lutte politique (dans le sens que nous avons donné jusque-là à ce mot) mais un combat de classe, une sorte de guerre servile. Elle caractérisa la révolution, de Février, quant aux faits, de même que les théories socialistes avaient caractérisé celle-ci quant aux idées; ou plutôt elle sortit naturellement de ces idées, comme le fils de la mère; et on ne doit y voir qu'un effort brutal et aveugle, mais puissant des ouvriers pour échapper aux nécessités de leur condition qu'on leur avait dépeinte comme une oppression illégitime et pour s'ouvrir par le fer un chemin vers ce bien-être imaginaire qu'on leur avait montré de loin comme un droit. C'est ce mélange de désirs cupides et de théories fausses qui rendit cette insurrection si formidable après l'avoir fait naître. On avait assuré à ces pauvres gens que le bien des riches était en quelque sorte le produit d'un vol fait à eux-mêmes. On leur avait assuré que l'inégalité des fortunes était aussi contraire à la morale et à la société qu'à la nature. Les besoins et les passions aidant, beaucoup l'avaient cru. Cette notion obscure et erronée du droit, qui se mêlait à la force brutale, communiqua à celle-ci une énergie, une ténacité et une puissance qu'elle n'aurait jamais eues seule.

Il faut remarquer encore que cette insurrection terrible ne fut pas l'entreprise d'un certain nombre de conspirateurs, mais le soulèvement de toute une population contre une autre. Les femmes y prirent autant de part que les hommes. Tandis que les premiers combattaient, les autres préparaient et apportaient les munitions, et, quand on dut enfin se rendre, elles furent les dernières à s'y résoudre. [...]

On sait que ce fut la dispersion des ateliers nationaux qui fut l'occasion du soulèvement. N'osant licencier d'un seul coup cette milice redoutable, on avait essayé de la disperser en envoyant dans les départements une partie des ouvriers qui la composaient: ceux-ci refusèrent de partir. Le 22 juin ils parcoururent Paris en grandes bandes, ils chantaient en cadence et d'un ton monotone : « On ne partira pas, on ne partira pas... » Des députations d'entre eux vinrent faire des sommations hautaines aux membres de la Commission du pouvoir exécutif, et, ayant éprouvé un refus, se retirèrent en annonçant que le lendemain on aurait recours aux armes.

Tout, en effet, annonçait que la crise si longtemps attendue était arrivée ¹⁶¹. »

5 – Une vigoureuse condamnation du socialisme

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi une condamnation si féroce des mouvements socialistes ? Tocqueville est moins animé contre les chefs des différents mouvements socialistes qui apparaissent en ce moment de l'histoire ¹⁶², tout au plus en considère-t-il certains comme un peu, voire comme franchement fous. Il pense, quand il écrit ses *Souvenirs*, en 1850 et 1851, que le mouvement qui a échoué a éloigné pour longtemps les réformes véritables dont le pays avait besoin et que la République impuissante va passer la main à un régime despotique, méprisant des libertés dont il tentera, jusqu'au bout, d'empêcher la venue.

Il considère dans le même temps que les divers courants socialistes s'emparant du pouvoir auraient inéluctablement remis en question le droit de propriété, institué l'État comme entrepreneur privilégié, puis unique. Or il possède déjà la certitude absolue qu'un système politico-économique ne peut remettre en question la liberté de la propriété, y compris des moyens de production, sans remettre en question les libertés fondamentales. ¹⁶³

C'est cette quasi-certitude des dérives inéluctables de l'abolition de la propriété qu'il faut au contraire développer car elle implique liberté et responsabilité, qui

¹⁶¹ *Souvenirs*, II, 9.

¹⁶² Il porte une certaine sympathie (condescendante ?) à Enfantin dont il lit les textes ; de même lorsque, lors de la répression suivant juin 1848, Considérant sera obligé de s'exiler, il s'occupera de la défense de ses intérêts.

¹⁶³ Ces libertés fondamentales, celles issues de l'État de droit, que le marxisme qualifiera de bourgeoises et de formelles. Voir à ce sujet le livre de Blandine Kriegel, *L'État et les esclaves* (Calmann-Levy, 1979) qui, avant Furet, retrace les errances des avatars du marxisme sur cette question des libertés.

lui fait refuser, avec véhémence, l'inscription du droit au travail dans la constitution de 1848.¹⁶⁴

« Ce furent les théories socialistes, ce que j'ai déjà appelé précédemment la philosophie de la révolution de Février, qui allumèrent plus tard des passions véritables, aigrirent les jalousies et suscitèrent enfin la guerre entre les classes. Si les passions au début furent moins désordonnées qu'on aurait pu le craindre, il se manifesta, en effet, le lendemain même de la révolution, dans les idées du peuple une agitation extraordinaire et un désordre inouï.

Dès le 25 février, mille systèmes étranges sortirent impétueusement de l'esprit des novateurs, et se répandirent dans l'esprit troublé de la foule. Tout était encore debout sauf la royauté et le parlement, et il semblait que du choc de la révolution, la société elle-même eût été réduite en poussière, et qu'on eût mis au concours la forme nouvelle qu'il fallait donner à l'édifice qu'on allait élever à sa place; chacun proposait son plan; celui-ci le produisait dans les journaux; celui-là dans des placards, qui couvrirent bientôt les murs; cet autre en plein vent par la parole. L'un prétendait détruire l'inégalité des fortunes, l'autre l'inégalité des lumières, le troisième entreprenait de niveler la plus ancienne des inégalités, celle de l'homme et de la femme; on indiquait des spécifics contre la pauvreté et des remèdes à ce mal du travail, qui tourmente l'humanité depuis qu'elle existe.

Ces théories étaient fort diverses entre elles, souvent contraires, quelquefois ennemies; mais toutes, visant plus bas que le gouvernement et s'efforçant d'atteindre la société même, qui lui sert d'assiette, prirent le nom commun de socialisme.¹⁶⁵

¹⁶⁴ Voir à ce sujet, dans la première partie de cet ouvrage en IV – 1 -2, le texte et les commentaires sur la question du droit au travail, voir également l'ébauche du travail sur l'Inde (O.C., III, 1, p. 441-553), Tocqueville y souligne le lien existant entre la propriété privée et la liberté politique, deux facteurs conjoints des sociétés politiques occidentales qui ont donné naissance aux États de droit dans les monarchies de l'Europe de l'ouest.

¹⁶⁵ Voir les notes de Tocqueville sur le socialisme (O.C., III, 3, p. 189-192).

Le socialisme restera le caractère essentiel et le souvenir le plus redoutable de la révolution de Février. La république n'y apparaîtra de loin que comme un moyen mais non un but.

Il n'entre pas dans le dessein de ces Souvenirs de rechercher ce qui donna le caractère socialiste à la révolution de Février, je me borne à dire, qu'il n'était pas d'une nature à surprendre le monde autant qu'il l'a fait. Ne s'apercevait-on pas, depuis longtemps, que le peuple agrandissait et élevait sa condition sans cesse, que son importance, ses lumières, ses désirs, son pouvoir, s'augmentaient sans cesse ? Son aisance avait crû aussi, mais moins vite, et elle approchait du terme qu'elle ne dépasse guère dans de vieilles sociétés, où il se rencontre beaucoup d'hommes et peu de places. Comment des classes pauvres, inférieures et pourtant puissantes n'auraient-elles pas songé à sortir de leur pauvreté et de leur infériorité, en se servant de leur pouvoir ? Aussi y travaillaient-elles depuis soixante ans. Le peuple avait d'abord voulu s'aider en changeant toutes les institutions politiques, mais après chaque changement, il avait trouvé que son sort ne s'était point amélioré, ou ne s'améliorait qu'avec une lenteur insupportable à la précipitation de ses désirs. Il était inévitable qu'il finirait un jour ou l'autre par découvrir que ce qui le resserrait dans sa position, ce n'était pas la constitution du gouvernement, c'était les lois immuables qui constituent la société elle-même; et il était naturel qu'il serait amené à se demander s'il n'avait pas le pouvoir et le droit de changer aussi celles-là, comme il avait changé les autres. Et pour parler spécialement de la propriété, qui est comme le fondement de notre ordre social, tous les privilèges qui couvraient et qui, pour ainsi dire, cachaient le privilège de la propriété étant détruits, et celui-ci restant le principal obstacle à l'égalité parmi les hommes, et paraissant en être le seul signe, n'était-il pas nécessaire, je ne dis pas, qu'on vînt à l'abolir à son tour, mais du moins que la pensée de l'abolir se présentât à l'esprit de ceux qui n'en jouissaient pas ?

Cette inquiétude naturelle de l'esprit du peuple, cette agitation inévitable de ses désirs et de ses pensées, ces besoins, ces instincts de la foule formèrent, en quelque sorte, le tissu sur lequel les novateurs dessinèrent tant de figures monstrueuses ou grotesques. On peut trouver leurs oeuvres

ridicules, mais le fond sur lequel ils ont travaillé est l'objet le plus sérieux que les philosophes et les hommes d'État puissent regarder.

Le socialisme restera-t-il enseveli dans le mépris qui couvre si justement les socialistes de 1848 ? Je fais cette question sans y répondre. Je ne doute pas que les lois constitutives de notre société moderne ne soient fort modifiées à la longue, elles l'ont déjà été dans beaucoup de leurs parties principales, mais arrivera-t-on jamais à les détruire et à en mettre d'autres à la place ? Cela me paraît impraticable. Je ne dis rien de plus, car, à mesure que j'étudie davantage l'état ancien du monde, et que je vois plus en détail le monde même de nos jours ; quand je considère la diversité prodigieuse, qui s'y rencontre, non seulement parmi les lois, mais parmi les principes des lois, et les différentes formes qu'elles ont prises et qu'elles retiennent, même aujourd'hui, quoi qu'on en dise, le droit de propriété sur la terre, je suis tenté de croire que ce qu'on appelle les institutions nécessaires ne sont souvent que les institutions auxquelles on est accoutumé, et qu'en matière de constitution sociale, le champ du possible est bien plus vaste que les hommes qui vivent dans chaque société ne se l'imaginent ¹⁶⁶. »

6 – Les régimes démocratiques seront agités et conservateurs

[Retour à la table des matières](#)

La forme économique d'un régime conditionne sa vie politique : Tocqueville affirme, dès 1840, que, dans les régimes démocratiques, « les grandes révolutions deviendront rares ».

La révolution de 1848 permet à Tocqueville de justifier le justesse de l'analyse formulée neuf ans plus tôt dans la troisième partie de la seconde Démocratie. La société démocratique se constitue sur la revendication d'un toujours plus d'égalité qui explique que dans les périodes troublées la masse des petits possédants rallie

¹⁶⁶ *Souvenirs*, II, 2.

toujours, dans un premier temps, la demande égalitaire avant de basculer presque immédiatement vers un mouvement de repli, lorsque, effrayée des risques encourus, elle craint de perdre les avantages acquis et reconduit au pouvoir une majorité beaucoup plus conservatrice que la précédente. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le résultat des élections de 1848 préfigurait celui des élections de 1968, même si l'on peut considérer que la revendication de 1968 était, au moins dans ses débuts, plus libertaire qu'égalitaire.

Dès les élections d'avril 1848 la province, les campagnes, où les petits paysans s'étaient endettés pour acheter des terres, votent contre les révolutionnaires de Paris et des grandes villes. Le mouvement s'accroît à partir de mai ; en juin, la garde nationale et la garde civile choisissent la légitimité et la victoire du parti de l'ordre. ¹⁶⁷

« La peur, qui s'était d'abord arrêtée dans le haut de la société, descendit alors jusque dans le fond de la classe populaire, et une terreur universelle s'empara de tout le pays. C'est en cet état que je le trouvai, lorsque j'y arrivai vers le milieu de mars. Je fus frappé aussitôt d'un spectacle qui m'étonna et me charma. Une certaine agitation démagogique régnait, il est vrai, parmi les ouvriers des villes, mais dans les campagnes tous les propriétaires, quels que fussent leur origine, leurs antécédents, leur éducation, leurs biens, s'étaient rapprochés les uns des autres, et ne semblaient plus former qu'un tout; les anciennes haines d'opinion, les anciennes rivalités de caste et de fortune n'étaient plus visibles. Plus de jalousies ou d'orgueil entre le paysan et le riche, entre le gentilhomme et le bourgeois; mais une confiance mutuelle, des égards et une bienveillance réciproques. La propriété, chez tous ceux qui en jouissaient, était devenue une sorte de fraternité. Les plus riches étaient les aînés, les moins aisés les cadets; mais tous se considéraient comme des frères, ayant un même intérêt à défendre l'héritage commun. Comme la Révolution française avait répandu la possession du sol à l'infini, la population tout entière semblait faire partie de cette vaste famille. Je n'avais rien vu de pareil, et personne n'avait rien vu de

¹⁶⁷ Marx considère logiquement, dans la perspective qui est la sienne, qu'il s'agit-là de la trahison d'une partie de la classe ouvrière.

tel en France de mémoire d'homme. L'expérience a prouvé que cette union n'était pas aussi intime qu'elle en avait l'air, et que les anciens partis et les différentes classes s'étaient plutôt juxtaposés que confondus; la peur avait agi sur eux comme aurait pu le faire une pression mécanique sur des corps fort durs, qui sont forcés d'adhérer entre eux tant que celle-ci continue, mais qui se séparent dès qu'elle se relâche.

Du reste, dans ce premier moment, je ne vis point la moindre trace de ce qu'on doit appeler, à proprement parler, des opinions politiques. On eût dit que le gouvernement républicain était devenu tout à coup, non pas seulement le meilleur, mais le seul qu'on pût imaginer pour la France. [...]

Ce qui me frappa le plus après le spectacle que je viens de décrire, ce fut de voir la haine universelle mêlée à la terreur universelle qu'inspirait pour la première fois Paris ¹⁶⁸. »

7 – Les élections d'avril 1848 marquent la première défaite du courant révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

En démocratie, le brusque accès de fièvre révolutionnaire retombe en quelques semaines et les petits possédants, saisis un temps par la revendication, votent dès les élections qui suivent, en 1848 comme en 1868, l'élection d'une chambre beaucoup plus conservatrice encore que la précédente, parce que susceptible, pensent-ils de préserver au mieux leurs intérêts. Voici comment Tocqueville présente dans ses Souvenirs l'Assemblée Constituante élue en avril 1848 :

« Suivant les exemples du passé sans les comprendre, [les révolutionnaires de 1848] s'imaginèrent naïvement qu'il suffisait d'appeler la foule à la vie politique pour l'attacher à leur cause, et que pour faire aimer la république, c'était assez de donner des droits sans procurer des profits, ils oublièrent que leurs devanciers, en même temps qu'ils rendaient tous les

¹⁶⁸ Souvenirs, II, 4.

paysans électeurs, détruisaient la dîme, proscrivait la corvée, abolissaient les autres privilèges seigneuriaux et partageaient entre les anciens serfs les biens des anciens nobles, tandis qu'eux ne pouvaient rien faire de pareil. En établissant le vote universel ils crurent appeler le peuple au secours de la révolution, ils lui donnèrent seulement des armes contre elle. Je suis loin de croire pourtant, qu'il fût impossible de faire naître des passions révolutionnaires, même dans les campagnes. En France tous les cultivateurs possèdent quelque portion du sol, et la plupart d'entre eux sont obérés dans leur petite fortune; leur ennemi n'était plus le noble, mais le créancier, c'était à celui-ci qu'il convenait [de] s'attaquer. Il ne fallait pas promettre l'abolition du droit de propriété, mais l'abolition des dettes. Les démagogues de 1848 ne s'avisèrent point de ce moyen; ils se montrèrent beaucoup plus malhabiles que leurs devanciers sans être pour cela plus honnêtes, car ils furent aussi violents et aussi iniques dans leurs désirs que les autres l'avaient été dans leurs actes; mais pour faire des actes d'iniquité violente, il ne suffit pas à un gouvernement de le vouloir, ni même de le pouvoir, il faut encore que les mœurs, les idées et les passions du temps s'y prêtent.

Les élections furent donc en majorité contraires au parti qui avait fait la révolution et devaient l'être. Celui-ci n'en éprouva pas moins une surprise très douloureuse. À mesure qu'il voyait ses candidats rejetés, il entrait dans une grande tristesse et dans une grande colère, on l'entendait se plaindre tantôt tendrement, tantôt rudement de la nation qu'il traitait d'ignorante, d'ingrate, d'insensée, ennemie de son propre bien. [...]

L'Assemblée constituante avait deux autres aspects qui me parurent aussi nouveaux que celui-ci, quoique bien différents de lui. Elle renfermait infiniment plus de grands propriétaires et même de gentilshommes que n'en avait eu aucune des Chambres choisies dans les temps où la condition nécessaire pour être électeur et pour être élu était l'argent. Et l'on y rencontrait un parti religieux plus nombreux et plus puissant que sous la Restauration même, j'y comptais trois évêques, plusieurs vicaires généraux et un dominicain, tandis que Louis XVIII et Charles X n'avaient jamais réussi à faire élire qu'un seul abbé.

L'abolition de tout cens, qui mettait une partie des électeurs dans la dépendance des riches, la vue des périls de la propriété, qui portait le peuple à choisir pour représentants ceux qui avaient le plus d'intérêt à la défendre, sont les raisons principales qui expliquent la présence de ce grand nombre de propriétaires. L'élection des ecclésiastiques provenait de causes semblables et d'une cause différente et plus digne encore d'être considérée. Cette cause était un retour presque général et très inattendu d'une grande partie de la nation vers les choses religieuses ¹⁶⁹. »

8 – La fin du mouvement révolutionnaire : les paysans contre les ouvriers, la province contre Paris, la Garde Nationale choisit la légitimité

[Retour à la table des matières](#)

Pendant les journées de juin l'Assemblée nationale vote l'état de siège¹⁷⁰, et décide d'envoyer soixante membres dans Paris pour « annoncer aux gardes nationaux les différents décrets que venait de rendre l'Assemblée et ranimer la confiance de cette milice, qu'on disait incertaine et découragée ». Ce sont ces réactions que Tocqueville fait figurer dans le passage suivant extrait des Souvenirs :

« Je remarquai que quand on annonçait aux gardes nationaux que Paris était mis en état de siège, ils étaient contents, et que quand on leur disait que la Commission exécutive était renversée, ils poussaient des cris de joie. [...] »

¹⁶⁹ Souvenirs, II, 5.

¹⁷⁰ Tocqueville précise qu'il s'est élevé contre le paragraphe qui mettait Paris en état de siège, au nom de son mépris et de son horreur pour la tyrannie militaire, mais il ajoute : « *en ceci je fis une faute qui, heureusement, eût assez peu d'imitateurs* » (Souvenirs, II, 9).

Quand nous avons fini de parler, ces hommes nous entouraient; ils nous demandaient si nous étions bien sûrs que la Commission exécutive eût cessé ses fonctions; il fallait leur montrer le décret pour les satisfaire.

Ce que je remarquai surtout, ce fut l'attitude ferme de ces hommes; nous étions venus pour les encourager, et c'était plutôt eux qui nous encourageaient. «Tenez bon à l'Assemblée nationale, nous criaient ils, et nous tiendrons bon ici; courage, pas de transaction avec les insurgés! Nous viendrons à bout de cette émeute; tout ceci finira bien. » On n'avait jamais vu la garde nationale si résolue, et je crois qu'on aurait tort de s'attendre à la retrouver telle une autre fois, car son courage était celui de la nécessité et du désespoir et il tenait à des circonstances qui ne peuvent guère se reproduire ¹⁷¹. »

Il est intéressant de présenter l'analyse de Marx qui dénonçant ce qu'il considère la trahison du prolétariat par la garde mobile issue, selon lui, du sous-prolétariat :

« Il fallait donc [pour la société bourgeoise, en juin 1848] en finir avec les ouvriers. La révolution de Février avait rejeté l'armée hors de Paris. La Garde nationale, c'est-à-dire la bourgeoisie dans ses nuances variées, constituait l'unique pouvoir. Cependant, seule, elle se sentait inférieure au prolétariat. Au surplus, elle était obligée, non sans y opposer la résistance la plus acharnée, non sans susciter cent obstacles divers, d'ouvrir peu à peu ses rangs et, partiellement, d'y laisser entrer des prolétaires armés. Il ne restait donc qu'une seule issue : opposer une partie des prolétaires à l'autre partie. Dans ce but, le Gouvernement provisoire forma 24 bataillons de gardes mobiles, de 1000 hommes chacun, composés de jeunes gens de 15 à 20 ans. Ils appartenaient pour la plupart au *lumpenproletariat* qui, dans toutes les grandes villes, constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, un lieu de recrutement pour voleurs et criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rô-

¹⁷¹ Souvenirs, II, 9.

deurs, gens sans feu et sans aveu différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne démentant jamais le caractère de lazaroni. Étant donné que le Gouvernement provisoire les recrutait adolescents, ils étaient tout à fait influençables et capables des plus hauts faits d'héroïsme et de l'abnégation la plus exaltée, comme des actes de banditisme les plus crapuleux et de la vénalité la plus infâme. Le Gouvernement provisoire les payait à raison de 1,50 F par jour, c'est-à-dire les achetait. Il leur donnait un uniforme particulier, c'est-à-dire qu'il les distinguait extérieurement des gens en blouse. Comme chefs, ou bien on leur attachait des officiers pris dans l'armée permanente, ou bien ils élisaient eux-mêmes de jeunes fils de bourgeois dont les rodomontades sur la mort pour la patrie, et le dévouement à la république les séduisaient. C'est ainsi qu'il y avait face au prolétariat de Paris une armée tirée de son propre milieu, forte de 24000 hommes, jeunes, robustes, pleins de témérité. Le prolétariat salua de ses vivats la Garde mobile au cours de ses marches à travers Paris. Il reconnaissait en elle ses combattants d'avant-garde sur les barricades. Il la considérait comme la garde prolétarienne en opposition avec la garde nationale bourgeoise. Son erreur était pardonnable ».

(Marx, [*Les luttes des classes en France*](#), 1848-1850, éditions sociales, 1984, p. 100-101)

La province contre Paris : les journées de juin 1848 voient la mobilisation de la Province des bourgeois, des petits possédants, mais surtout des paysans se dresser contre Paris, les Paris du prolétariat en révolte; Tocqueville décrit dans les Souvenirs l'arrivée des provinciaux qui ont utilisé le chemin de fer qui joue ici, pour la première fois en France, un rôle stratégique de premier plan :

« Par tous les chemins que les insurgés ne commandaient pas, entraient alors dans la ville des milliers d'hommes accourant de tous les points de la France à notre aide. Grâce aux chemins de fer, il en venait déjà de cinquante lieues, quoique le combat n'eût commencé que la veille au soir. Il en vint de cent et deux cents lieues le lendemain et les jours suivants. Ces hommes appartenaient indistinctement à toutes les classes de la société ; il

y avait, parmi eux, beaucoup de paysans, beaucoup de bourgeois, beaucoup de grands propriétaires et de nobles, tous mêlés et confondus dans les mêmes rangs. Ils étaient armés d'une manière irrégulière et insuffisante, mais ils se ruaient dans Paris avec une ardeur sans égale ; spectacle aussi étrange et aussi nouveau dans nos annales révolutionnaires que celui offert par l'insurrection elle-même. Il était évident, dès lors, que nous finirions par triompher, car les insurgés ne recevaient pas de troupes fraîches, et nous, nous avions pour réserve toute la France ¹⁷². »

Mais à la fin de ce chapitre des Souvenirs qui marque la défaite des socialistes et du courant libertaire qui avait animé la France depuis des mois, Tocqueville marque son inquiétude devant les événements à venir ; il pressent que la république est prête à « se donner un maître », à abandonner ses libertés auxquelles elle tient moins qu'à son confort immédiat dans ce grand processus qui marque notre histoire depuis au moins 1789, cette alternance de régimes faibles et agités et de régimes forts peu soucieux des libertés.

« Moi, qui détestais les Montagnards et ne tenais guère à la république, mais qui adorais la liberté, je conçus, dès le lendemain de ces journées, de grandes appréhensions pour elle. Je considérai sur-le-champ le combat de Juin comme une crise nécessaire mais après laquelle le tempérament de la nation se trouverait en quelque sorte changé. À l'amour de l'indépendance allait succéder la crainte et peut-être le dégoût des institutions libres; après un tel abus de la liberté, un tel retour était inévitable. Ce mouvement de retraite commença, en effet, dès le 27 juin; d'abord très lent et comme invisible à l'œil nu, puis rapide, puis impétueux et irrésistible. Où s'arrêtera-t-il ? Je l'ignore ¹⁷³. »

¹⁷² *Souvenirs*, II, 9.

¹⁷³ *Souvenirs*, II, 10.

Deuxième partie : Économie et société

Chapitre IV

Économie et société dans les grands rapports de Tocqueville. *La question pénitentiaire et l'abolition de l'esclavage*

1 – Économie et système pénitentiaire, économie du système pénitentiaire.

Nous serons incontestablement les premiers pénitenciers de l'univers.

(Lettre de Gustave de Beaumont **Erreur ! Signet non défini.** à son frère Jules
le 16 septembre 1831)

A. Bilan d'un système en échec : Une faillite morale sociale et économique

Tout se passe comme si les prisons constituaient une zone d'ombre, un scandale ou un bas morceau, quelque chose d'insignifiant ou d'inavouable...

[...] Ce Tocqueville méconnu, oublié....
(Michelle Perrot., O.C., IV, 1, p. 44)

[Retour à la table des matières](#)

La criminalité et le système pénitentiaire sont étroitement liés à l'économie. Pour Tocqueville l'échec du système pénitentiaire provient d'une absence de volonté politique et d'une forme de connivence que la société et le législateur conservent vis-à-vis du crime puisqu'un crime peut en cacher un autre, qu'une délinquance peut, hier comme aujourd'hui en cacher une autre, si bien

qu'aujourd'hui comme hier, la France est incapable d'avoir une politique pénitentiaire cohérente.

En ce sens, la victoire de Tocqueville qui fit accepter son projet de loi, se transforma en défaite : la loi ne fut jamais appliquée. L'analyse de ce cas si singulier peut nous comprendre très exactement pourquoi les différentes politiques pénitentiaires sont condamnées, en France, à l'échec, pour longtemps encore.

« Nous demandons enfin qu'on nous explique comment il arrive que la France dépense tous les ans dans les maisons centrales 197 fr. 50 c. pour chacun des détenus dont pas un seul ne sort corrigé; tandis qu'à Auburn chaque délinquant ne coûte que 92 fr. 14 c. à l'État, et de plus, laisse 32 à parier contre un qu'il ne commettra pas de nouveaux délits.

Mais ces questions sont insolubles, si on ne consulte que les livres; quelques auteurs les posent, aucun ne les résout.

Nous avons reconnu que le système pénitentiaire en France exigerait dans le mode de construction des prisons de nombreux changements. Supposons que le gouvernement, craignant de s'engager dans une voie dispendieuse d'innovation, ne veuille point entreprendre ce remaniement général des prisons, faudrait-il en tirer la conséquence que toutes les recherches que nous sommes chargés de faire sur le régime pénitentiaire et sur les moyens de le mettre à exécution seraient inutiles? non sans doute.

En effet, en admettant, ce qui serait un grand mal, qu'on laissât subsister telles qu'elles sont toutes nos prisons, serait-ce un motif de continuer sur le même plan et d'après les mêmes principes la construction des prisons nouvelles qui s'établissent chaque jour? Depuis 1817 on a dépensé en France 28.000.000 pour cet objet.

Certes, si depuis quinze ans on avait voulu donner aux prisons actuelles la disposition qui leur est nécessaire pour recevoir le système pénitentiaire, cette somme de 28 000 000 aurait été plus que suffisante.

Quelle que soit la marche que le gouvernement juge convenable de suivre, nul doute qu'il n'y ait chaque année, sur le budget des dépenses de l'État, une somme destinée à l'amélioration des prisons. Jusqu'à présent

cette somme s'est perdue en vaines dépenses, parce qu'aucune pensée vraiment élevée n'a présidé à son emploi ; espérons que désormais des vues plus grandes domineront le système pénitentiaire, et que, si tout le bien qui est à faire ne s'exécute pas en un jour, du moins l'argent que la société consacre à cet objet ne sera pas employé à faire mal¹⁷⁴. »

Le sinistre bilan des récidives est la meilleure preuve que le (non-)système pénitentiaire français est totalement en échec.

« Nous disons, au contraire, que dans aucun pays le système pénitentiaire n'est aussi vicieux qu'en France. Quelques chiffres prouveront la vérité de cette assertion.

C'est un principe certain que le nombre des récidives ou le retour des condamnations des mêmes individus est toujours en proportion du vice de la discipline des prisons.

Or, en France, sur 100 condamnés libérés, il y en a 31, terme moyen, qui tombent en récidive ; et dans certaines prisons, à Soissons (Aisne), par exemple, il y a 62 récidives sur 100 : ainsi les récidives, dans les prisons de France, sont, terme moyen, dans le rapport de 1 à 3.

Les récidives sont infiniment moins nombreuses dans tous les pays soumis à un régime pénitentiaire.

En Angleterre, les prisonniers en récidive dans la maison de Newgate sont dans le rapport de 1 à 4,43/47 ou à peu près de 1 à 5. En Suisse, le pénitencier de Lausanne présente les récidives sous le rapport de 1 à 14.

Dans le pénitencier de Genève, les récidives sont dans la proportion de 1 sur 10.^a

Aux France, dans la prison d'Auburn, par exemple, elles sont dans le rapport de 1 à 32.^b

¹⁷⁴ O.C., IV, 1, p. 76-77.

^a Rapport du conseiller d'État Soulié au canton de Vaud. (Note de Tocqueville)

Ainsi dans aucun pays les condamnés libérés ne sont aussi prompts qu'en France à commettre de nouveaux crimes. Comment dire que notre système pénitentiaire est meilleur que celui des autres peuples, alors que ses résultats sont évidemment les plus mauvais de tous ?

Nous avons tort de dire qu'en France le système pénitentiaire est mauvais ; il serait plus juste de dire que ce système n'existe pas. »

L'existence de la récidive accroît mécaniquement le nombre des délinquants et l'importance de la délinquance.

« En 1828, les récidives de forçats libérés étaient dans la proportion de 27 à 100, tandis que, comme nous l'avons remarqué plus haut, celles des détenus dans les maisons centrales étaient dans la proportion de 31 à 100; résultat effrayant, si l'on songe à la différence qui existe en général entre la moralité de l'homme qui entre au bagne, et celle des condamnés qui vont peupler les maisons de correction.

Ainsi le détenu sort plus dangereux de la prison où il entrait meilleur; il sort plus corrigé du bagne où il était entré plus mauvais. Pourquoi cette différence? la réponse est dans les principes que nous venons d'exposer plus haut: les bagnes renferment un élément de réforme, l'intimidation; tandis que dans les maisons centrales le condamné ne trouve ni l'intimidation ni la régénération morale.

En résumé donc, pendant que la marche progressive de la civilisation tend sans cesse à augmenter le nombre des délinquants, la société reste immobile et ne fait rien pour combattre cette funeste influence. Point de mesure préventive, c'est-à-dire nul effort pour procurer du travail aux oisifs, de l'éducation à ceux qui ne peuvent en recevoir de leurs familles, des lumières et de l'instruction à tous. Point de mesure véritablement répressive. La peine qui devait corriger le coupable n'a d'autre effet que de le corrompre, et le crime trouve un auxiliaire dans le châtiment même institué

^b Rapport de M. Powers, surveillant de la prison d'Auburn. (Note de Tocqueville)

pour le détruire, Aucune institution sociale ne prévient les délits, et la seule qui existe pour les réprimer en augmente le nombre.

Chaque année les bagnes et les maisons centrales reçoivent environ 8 000 détenus; il en sort chaque année environ 7 000.

Or, le nombre des récidives en France s'élève déjà à près du tiers des condamnés (31 sur 100) ; ainsi chaque année les bagnes et les maisons centrales vomissent sur la société environ 2 000 malfaiteurs, dont les crimes sont certains avant d'être commis. Ce résultat, quelque effrayant qu'il soit, exprimé par ses chiffres, ne rend cependant que d'une manière imparfaite l'idée du mal réel. ^c

En effet, de ces 7 000 personnes rendues chaque année à la société, si 2 000, comme nous le disions tout à l'heure, sont assurées au crime, le reste appartient au vice. Ce sont donc 7 000 principes de crime ou de corruption répandus chaque année dans le corps social; et lorsqu'on songe que cette population croît sans cesse ¹⁷⁵. »

B – Les causes générales de l'échec du système pénitentiaire et les causes particulières qui lient ce phénomène à l'économie

[Retour à la table des matières](#)

La problématique de cet ouvrage portant sur les textes de Tocqueville ayant rapport à l'économie, rappelons simplement les causes non-économiques de l'échec du système pénitentiaire, celles-ci tiennent essentiellement à l'organisation même du système qui mélange petits délinquants, voire enfants innocents gardés « en placement » dans la prison, et criminels plus ou moins endurcis dans une promiscuité généralisée, tolérée, voire encouragée par l'administration pénitentiaire. En effet, alors que la prison est un lieu de violence sexuelle, celle-ci s'exerce avec la complicité du personnel de surveillance auquel

^c On comprend qu'un grand nombre de récidives échappent aux recherches de la justice. (Note de Tocqueville)

¹⁷⁵ O.C., IV, 1 , p. 62-63.

il arrive d'enfermer dans la même cellule ou le même cachot un adolescent et un criminel endurci et pervers.

Les prisonniers reconstituent au sein même de l'univers carcéral le système de hiérarchie et de domination du milieu criminel. Il existe surtout, pour Tocqueville une conception latine et catholique d'envisager le rapport au crime et au criminel qui considère celui-ci à la fois comme bouc émissaire et victime vis-à-vis de laquelle s'exerce une forme de sympathie alors que, à l'inverse, le système américain

L'échec du système pénitentiaire français provient et des principes qui président à sa mise en place et de la mentalité profonde qui lie le prisonnier à l'ensemble de la population. La France, en effet, n'a pu se débarrasser totalement de la conception médiévale qui liait et opposait le criminel à la société : victime expiatoire, bouc émissaire, il faisait encore partie, à sa façon, du tissu social. Le spectacle de la chaîne qui traversait la France, du Nord au Sud, pour conduire les prisonniers jusqu'au bagne de Toulon, restait très populaire. Il possédait la même vertu cathartique que les saturnales antiques, à un point tel qu'il fallut y renoncer après 1836.

Le condamné en situation de bouc émissaire était l'objet de sentiments et d'attitudes ambivalentes de la part de la population : coupable et victime à la fois, il bénéficiait d'attention et de sympathie ¹⁷⁶, comme Tocqueville le rappelle dans la première Démocratie :

« En Europe, le criminel est un infortuné qui combat pour dérober sa tête aux agents du pouvoir, la population assiste en quelque sorte à la lutte ¹⁷⁷. »

¹⁷⁶ Ce phénomène de curiosité, d'intérêt et parfois de sympathie dont bénéficiait Lacenaire se retrouve dans l'attitude d'une partie de l'opinion vis-à-vis des criminels comme Landru et Mesrine, mais également vis-à-vis de héros de fiction comme Arsène Lupin.

¹⁷⁷ O.C., I, 1, p. 96.

À cette complicité entre le peuple et les détenus s'ajoute une complicité de fait entre le pouvoir et une certaine illégalité qui lui sert et dont il se sert. Tocqueville entrevoit déjà que la réticence du pouvoir et de la société devant une véritable réforme est révélatrice d'un consensus profond dont Foucault analyse le mécanisme un siècle plus tard lorsqu'il écrit :

« Cet illégalisme [politiquement sans péril et économiquement sans conséquence concentré] contrôlé et désarmé est directement utile ¹⁷⁸. »

Ces pratiques sont hautement significatives d'une société qui est, à l'époque, celle de Lacenaire et de Vidocq ¹⁷⁹, qui n'a jamais pu rompre avec une criminalité - revers du tissu social - et qui rend finalement toute réforme sinon impossible, du moins inapplicable. Le système, tel qu'il existe, a renoncé à ce qui était l'un des objectifs affirmés : obtenir la réforme et l'amendement des détenus. La prison sert de sas entre le monde extérieur et le monde carcéral, de lieu temporaire dans lequel rien ne se passe, sauf l'aggravation de la délinquance, du fait même du système établi par une administration qui n'entend pas casser la délinquance mais vivre avec elle dans une forme de consensus. Mais cette attitude ambivalente est également celle du pouvoir et des citoyens qui réclament une sécurité et refusent les moyens et les principes qui permettraient de l'obtenir. ¹⁸⁰

En ce qui concerne la dimension économique, elle revêt plusieurs aspects différents qui ont en fait une même caractéristique : la société française, gouvernement, législateur, administration pénitentiaire et opinion publique veulent que le système coûte le moins cher possible. Mais ce moindre coût financier immédiat ne tient pas compte du coût social des ratés du système qui font que le coût financier est loin d'être le coût réel qui est véritablement le sien. ¹⁸¹

¹⁷⁸ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard 1975, p. 324-325.

¹⁷⁹ Vidocq avait exercé ses fonctions de 1811 à 1827 ; invité à se retirer, il avait été rappelé à la tête de la sûreté de mars à juin 1832, l'année même où Lacenaire est incarcéré à Poissy.

¹⁸⁰ L'analyse de la question pénitentiaire est traitée en détail dans mon *Tocqueville moraliste*, p. 149-202.

¹⁸¹ Il s'agit là d'une tradition française qu'on peut considérer comme un vice rédhibitoire auquel les rapports successifs de la Cour des Comptes est impuissante à porter remède. Il suffit pour s'en convaincre de lire les rapports annuels de cette Cour des Comptes, - la plus vieille institution française - , ou le livre de Jacques Marseille : *Le Grand Gaspillage*, Paris, Plon, 2002. La politique de

C – L'économie du système pénitentiaire

[Retour à la table des matières](#)

Les dépenses en personnel : une hiérarchie qui appartient à la grande bourgeoisie et méprise son emploi et des gardiens mal payés qui appartiennent finalement au même prolétariat et sous-prolétariat que les prisonniers.

Le cas du bagne de Toulon est significatif.

« La première cause des désordres qui se remarquent dans le bagne doit être attribuée à la manière même dont son administration est constituée. Il y a dans cette administration un défaut d'homogénéité frappant et qui tant qu'il existera rendra toute discipline impossible.

Le directeur de l'établissement est un homme du monde, un fonctionnaire élevé, qui jouit d'une position sociale honorée et touche de gros appointements; c'est un commissaire de la marine qui souvent a passé toute sa vie dans quelques directions importantes, qui n'aborde qu'avec dégoût le détail ignoble dont on le charge ^a et pour lequel son éducation ni ses habitudes ne l'ont pas [sic] rendu propre.

Entre ce directeur et ses agents il existe comme un gouffre sans fond que nul ne saurait franchir. Ceux-là occupent des places stigmatisées par l'opinion publique, et aussi peu rétribuées que peu honorées. Ils ont tous pris cette carrière comme un pis aller auquel la misère ou l'inconduite les a forcés de se restreindre. On les admet sans examen parce que les besoins

l'emploi (avec un recours immodéré à une immigration-exploitation très importante) et celle de l'aménagement du territoire en Île de France pendant les Trente Glorieuses, en sont deux exemples frappants qui ont abouti aux phénomènes de racisme, de rejet, de non-intégration que connaît aujourd'hui la société française, dont le coût humain, économique, social et politique est et va continuer d'être considérable.

^a C'est ce qui arrivait notamment pour M. petit lorsque j'étais à Toulon. Il était chargé des hôpitaux de la marine et on l'avait mis malgré lui à la tête du bagne. (Note de Tocqueville)

sont grands et le nombre de ceux qui se présentent pour y faire face fort restreint.

Quelle action le commissaire de bagne peut-il avoir sur de pareils instruments? Il est placé trop haut et eux trop bas. Il entre et demeure parfaitement étranger aux mœurs, aux habitudes, aux idées de ceux qu'il devrait sans cesse surveiller et diriger. Pour lui l'apparence extérieure des objets est tout. Il ne saurait percer la surface. Il n'a pas de moyens d'arriver jusqu'à la vérité.

On tombe ici dans l'excès opposé des maisons centrales. Dans celles-ci, les fonctions de directeurs sont peu honorées. L'opinion publique place l'homme qui les remplit presque au niveau du moindre de ses subordonnés. Il passe lui-même condamnation sur ce point ; il prend les habitudes et les manières de voir d'un géôlier et il n'y a guère d'espérance de faire jamais germer une idée généreuse ni même une pensée nouvelle dans son cerveau.

Le commissaire du bagne au contraire se trouve presque sali par les fonctions qu'on le force de remplir. il s'en éloigne avec dégoût et placé trop loin des ses inférieurs leur laisse en réalité la direction de l'établissement qui lui est confié.

Entre ces deux abus le dernier me paraît de beaucoup le moindre. C'est celui du moins dont on découvre le plus aisément le remède.

Le commissaire du bagne offre beaucoup de ressources à l'action d'un gouvernement éclairé.

Si, sans diminuer la considération qui entoure [es] fonctions de commissaire du bagne, sans même changer la nature [des] hommes qu'on en [a] chargés, on avait soin seulement de les choisir plus en état d'entendre la spécialité à laquelle on les attache, si on leur montrait le prix qu'on met à voir le bagne bien dirigé, bien discipliné, plus productif, si la publicité et des égards particuliers récompensaient leurs efforts, on tirerait assurément de ces fonctionnaires un bien plus grand parti que les directeurs des maisons centrales. Je voudrais surtout qu'on améliorât la position de ses agents inférieurs. il faut avant tout les rapprocher de lui mais pour cela il ne s'agit pas de faire descendre le commissaire au rang des gardes de

chiourmes, on doit au contraire élever ceux-ci et les placer ainsi moins loin de son niveau.

Le bagne de Toulon est confié à la garde de plus de 400 personnes. Il serait déjà difficile de rencontrer un pareil nombre d'hommes en état de remplir les délicates fonctions de gardiens lors même que les conditions de l'engagement seraient fort avantageuses. Mais pour embrasser un métier ignoble et dangereux, l'État n'alloue que 60 centimes par jour à celui qui s'y dévoue. Il serait surprenant que les sujets convenables se trouvassent en abondance. Si la prison était beaucoup moins peuplée, de telle sorte qu'une révolte fût moins formidable et la surveillance plus facile, si plus d'ordre et d'intelligence régnait dans la distribution des travaux et si une plus constante et plus vigilante discipline présidait à tous les mouvements des forçats on pourrait diminuer le nombre des gardiens, proportion gardée avec les détenus, de moitié, et tripler leur paye. L'État y gagnerait assurément ¹⁸². »

Pour que la prison fonctionne il faudrait un personnel estimé et donc estimable qui ne peut être recruté que s'il est convenablement payé.

« Il est enfin une dernière question que nous avons posée plus haut, et sur laquelle les ouvrages des écrivains ne jettent qu'une faible lumière: nous voulons parler du personnel de l'administration des prisons. Cette question est capitale : car, à vrai dire, les systèmes les plus sages dépendent essentiellement des hommes chargés de leur exécution.

Le pénitencier de Baltimore consacré aux femmes coûtait à l'État 27 000 fr. par an; en 1822, madame Rachel Peryo fut mise à la tête de l'établissement, et depuis, la prison, au lieu d'être une charge pour l'État, lui rapporte annuellement 12 000 fr., ce qui fait une différence de 39 000 fr.

Par quel art un établissement onéreux pour le gouvernement devient-il tout à coup une source de richesse ?

¹⁸² Description du bagne de Toulon (mai 1832), O.C., IV, 2, p. 48-49.

On nous répond qu'aux États-Unis le soin de diriger les prisons est ambitionné par les notabilités sociales et par les plus hautes capacités. Alors, d'où vient qu'en France une semblable tâche n'est confiée qu'à des hommes vulgaires, à des esprits étroits et bornés ?

Nous n'avons pas besoin sans doute d'aller en Amérique pour apercevoir la cause principale de cette différence.

La répugnance qu'éprouverait chez nous un homme distingué à se charger de la direction d'une prison tient surtout au régime lui-même auquel les prisons sont actuellement soumises. Aussi longtemps que dans une maison de détention on se bornera à élever de grands murs, à fermer des verrous et à faire travailler des bras, on ne trouvera que des geôliers et des spéculateurs. Le jour où l'on ne verra plus dans un détenu un homme à jamais pervers, mais seulement un être égaré, susceptible d'être ramené dans la bonne voie, dès qu'il s'agira moins d'enchaîner un méchant que de régénérer un coupable; lorsque enfin on trouvera dans les prisons un élément moral à travailler, des intelligences à conduire, des penchants à diriger, alors se présenteront pour administrer les prisons des hommes animés de sentiments généreux; alors, les prisons ne seront plus des foyers de vice, des établissements d'industrie; ce seront des maisons de pénitence, où le condamné puisera dans son esclavage la haine du crime, et dans son travail l'amour de la vertu.

Voilà sans doute la cause première de la considération qui s'attache aux États-Unis aux fonctions de directeurs de prisons ¹⁸³. »

¹⁸³ O.C., IV, 1, p. 72-73.

D – Un anticapitalisme carcéral ¹⁸⁴ : confier le travail des prisonniers à des entrepreneurs privés pervertit totalement le système et ruine toute tentative de remise en ordre moral des détenus

[Retour à la table des matières](#)

Dans les textes sur le système pénitentiaire, Tocqueville a recours au langage et aux marqueurs sociaux de sa classe et de son temps. Nul n'aurait l'idée aujourd'hui, même pas Tocqueville lui-même, de comparer la cellule des prisons suisses avec le boudoir d'une petite maîtresse, ni de s'offusquer que le prisonnier ait accès à la douche à fréquences régulières ; nous pensons au contraire que cet accès devrait pouvoir être journalier, et que la sanction pénale ne doit absolument pas porter sur ce point !

Cependant, en ce qui concerne le jugement que Tocqueville porte sur le travail carcéral, le jugement demande réflexion.

Un premier point tout d'abord, les renseignements fournis par Tocqueville qui était un observateur de terrain, attentif, précurseur du travail d'enquête des sociologues ou de Zola lorsqu'il fait un travail d'enquête journalistique, contredisent totalement, par exemple quant au bagne, les renseignements d'Hugo dans *Les Misérables* ; et si par goût de tête ou de cœur, nous étions tentés de donner foi à Hugo, la vérité est sans doute plus nuancée, voire contrastée. Tocqueville l'affirme haut et fort quand il souligne que, contre la doxa philanthropique du moment, il considère que la discipline de bagne est trop laxiste qui laisse le prisonnier au contact des ouvriers libres, qui le laisse libre de faire effectuer, s'il en a les moyens, son travail par un autre ou de partager des propos immoraux avec son gardien qui est en quelque sorte un alter ego.

Tocqueville considère en effet comme pervers un système qui permet au délinquant de vivre mieux en prison et de gagner plus d'argent que l'ouvrier libre.

¹⁸⁴ Je reprends ici la formule de Michelle Perrot qui définit très exactement la position de Tocqueville (introduction de O. C., IV, 1, p. 42).

Il est immoral que le prisonnier ait des conditions de vies meilleures que celle de l'ouvrier libre ; il ne craint plus la prison et ne redoute plus d'y revenir affirme Tocqueville dans les Notes sur le système pénitentiaire :

« Le prix du travail des détenus se divise en trois parts. La première appartient à l'entrepreneur; la deuxième est déposée à la masse, c'est-à-dire qu'elle ne doit être remise au détenu qu'à sa sortie de prison; la troisième lui est distribuée chaque semaine au fur et à mesure de son travail; cette remise se fait tous les dimanches le matin. Nous avons acquis la preuve que certains prisonniers touchent 5 ou 6 francs chaque semaine. Quelquefois même ils reçoivent une somme plus considérable; voici comment: l'entrepreneur qui fait valoir le travail des prisonniers vise à le rendre aussi productif que possible; il stimule donc le zèle des détenus en leur accordant des bénéfices extraordinaires, et ceux dont il est le plus satisfait reçoivent, à titre de gratification, outre le prix de leur travail hebdomadaire, une somme de 3 ou 4 francs. Voilà donc environ 10 sous qui tombent dans les mains d'un homme qui par sa position n'a aucun besoin à satisfaire; il arrivera nécessairement de trois choses l'une :

Ou le détenu aura la volonté de ne faire de cette somme qu'un usage utile et licite, et alors elle est trop considérable ;

Ou bien il l'amassera dans un but coupable ;

Ou bien encore il la dépensera d'une manière qui ne peut que le dépraver.

Prévoyant que ces deux dernières hypothèses sont les plus vraisemblables, l'administration a le soin de lui fournir les moyens les moins dangereux pour elle de dépenser son argent. En conséquence, tous les dimanches une cantine très bien fournie est ouverte dans la prison; des viandes de toute espèce, des mets recherchés sont mis à la disposition des plus riches. Doutant nous-mêmes qu'un pareil ordre de choses pût exister comme on le disait, nous avons pris la peine de nous transporter à Poissy un dimanche à l'heure du repas des détenus. Nous ne saurions rendre l'impression profondément pénible qu'a fait naître en nous la vue du réfectoire. Qu'on se figure plusieurs centaines d'hommes dont presque tous avaient les stigmates de

la corruption et du vice imprimés sur la face, occupés gaiement à manger et à boire, dans l'oubli grossier de leur position et de leur ignominie; on les voyait réunis par sociétés, autour de tables bien servies, paraissant avoir le vin à discrétion, tant les précautions sont mal prises pour en empêcher l'abus. Tous parlaient haut, riaient, fumaient et jouaient entre eux. On avait enfin sous les yeux le coup d'œil que présenterait un immense cabaret. La seule différence, c'est que ce lieu était peuplé de misérables, et que la joie, au lieu d'y être franche et naïve, y était contrainte et ordurière. Nous restâmes longtemps en contemplation devant ce spectacle; nous ne fûmes tirés des réflexions chagrines qu'il faisait naître en nous que par la voix de notre conducteur, qui, se méprenant sur la cause de notre silence, nous assura avec candeur qu'il n'existait pas à Poissy de maison bourgeoise où l'on fit de meilleurs dîners.

De cet état de choses envisagé froidement que résulte-t-il ? C'est que le détenu, recevant chaque semaine presque autant d'argent qu'il pourrait en gagner en liberté et n'ayant à pourvoir à aucun de ses besoins personnels non plus qu'à ceux de sa famille, se trouve par le fait cent fois plus riche, c'est-à-dire cent fois plus en état de satisfaire ses goûts et ses plaisirs, que s'il n'était pas en prison. Il s'accoutume donc à jouer, s'il aime le jeu; à faire bonne chère, si tel est son penchant. L'année s'écoule, le voilà libre. S'il continue à travailler, il gagne un peu plus qu'en prison, il est vrai; mais aussi mille besoins l'assiègent, et l'État n'y pourvoit plus. Il a contracté des habitudes de dépenses auxquelles son travail ne saurait désormais suffire. Si dans le lieu qui devait le corriger il n'a pas appris à voler de nouveau, il y a du moins acquis plusieurs passions capables de le Pousser énergiquement au vol.

C'est ainsi que le mauvais emploi du pécule détruit tous les bons effets du travail. C'est ainsi qu'un seul abus rend funeste une institution salubre.

Nous avons dit que la théorie du travail dans les prisons, bonne dans son principe, était vicieuse dans la pratique; nous croyons l'avoir démontré. [...]

Nous avons vu comment l'absence de toute classification parmi les prisonniers, l'entière liberté de communiquer entre eux, le défaut de discipli-

ne et d'instruction, et surtout l'abus du pécule, anéantissent les bons effets du travail des détenus. Il nous reste à jeter les yeux sur un vice plus grave encore, parce qu'il est en quelque sorte la cause première de tous les autres: nous voulons parler du système de l'entreprise adopté par le gouvernement pour le travail des détenus dans les maisons centrales. Voici en quoi consiste ce système:

L'État abandonne à un entrepreneur le produit du travail des détenus ; il lui adjuge de plus chaque jour une certaine somme qui doit servir à leur entretien; moyennant cet arrangement, l'entrepreneur paie le pécule des détenus, leur procure des instruments, et leur fournit tout ce qui leur est nécessaire, comme le coucher, la nourriture et le vêtement, et même les médicaments. Or, il est évident que de cette manière le détenu devient l'homme ou plutôt la chose de l'entrepreneur. Il est dit sans doute dans le marché que l'État conserve la direction de l'établissement ; et cette direction se borne en réalité à empêcher les évasions et les révoltes. Du reste, s'il est question d'introduire une amélioration dont l'expérience a démontré l'utilité, le gouvernement a les mains liées; l'entreprise s'y oppose, et elle a raison; car si c'est l'affaire du gouvernement d'assurer la sécurité de la société en améliorant le moral des détenus, l'affaire de l'entrepreneur est de gagner de l'argent; et le gouvernement, en traitant avec lui, a nécessairement soumis plus ou moins l'intérêt public à l'intérêt privé. S'agit-il, par exemple, d'acheter des livres ? les livres ne sont pas dans le marché; de prendre une heure pour une instruction morale ? chaque heure dérobée au travail est un vol fait à l'entreprise. Veut-on apprendre à lire aux prisonniers ? l'entrepreneur répondra, comme tout autre manufacturier, qu'il prend ses ouvriers pour lui et non pour eux, pour les faire travailler et non pour les instruire.

Il y a quelques années, un préfet de Seine-et-Oise eut la pensée d'introduire dans la prison quelques exercices de morale; il aurait voulu que trois fois la semaine un instituteur, attaché à l'établissement, eût fait entendre aux prisonniers des paroles propres à les éclairer sur les devoirs de l'homme envers la société. Ce projet n'eut aucune suite. On répondit au préfet : « Il faudrait, pour qu'un pareil changement se fit, consacrer au

moins une heure de la journée à cet objet; or cela ne se peut, parce que le temps des prisonniers appartient à l'entrepreneur. » ¹⁸⁵

Mieux vaudrait laisser moins d'argent à la disponibilité du prisonnier et grossir son pécule de sortie que de renforcer sa propension à retourner en prison si sa vie y est, somme toute, plus agréable que celle des ouvriers ainsi que l'écrit Tocqueville dans le compte rendu de la Visite à la centrale de Poissy :

« Ne sont-ils pas trop heureux ? », nous répétait sans cesse l'homme qui guidait nos pas. Et pour achever de nous démontrer leur bonheur, il nous apprit qu'une mesure récente du préfet de Seine-et-Oise avait fait disparaître les entraves qui gênaient la distribution du vin aux détenus. Nous passâmes dans une cour (celle de la cantine) et nous vîmes les prisonniers tenant à la main de grandes cruches et achetant du cantinier, 1, 2 et jusqu'à 3 litres de vin; chacun est censé n'en acheter qu'un pour lui mais cette présomption disparaît toujours devant le fait; il suffit de dire qu'on achète un litre pour soi et l'autre pour un camarade, ce vin est livré aussitôt; une minute après celui pour lequel on avait acheté un litre vient lui-même en demander un autre et on le lui donne sans difficulté.

Les peines les plus sévères sont infligées au détenu qui s'enivre; mais, comme on le pense bien, malgré cette sévérité, l'ivresse suit toujours la facilité de boire.

Nous ne comprenions pas comment un séjour de punition se trouvait transformé en un théâtre d'orgies et de réjouissances. Le règlement et les gardiens nous ont expliqué ce mystère.

Le prix du travail des détenus se divise en trois parts égales: la première appartient à l'entrepreneur ; le second tiers sert à composer une masse qui est donnée au détenu à l'expiration de sa peine, le jour où il est mis en liberté; enfin la troisième partie lui est payée chaque semaine au fur et à mesure. Ce paiement se fait chaque dimanche matin. Chaque détenu peut avoir à la fin de sa semaine 5 ou 6 francs; quelques-uns reçoivent une

¹⁸⁵ O.C., IV, 1, p. 58-62.

somme plus considérable et voici de quelle manière : l'entrepreneur qui fait valoir le travail des prisonniers a un grand intérêt à ce que ce travail soit le plus productif possible - il encourage donc le zèle des détenus en leur accordant des bénéfices extraordinaires. Ceux dont il est le plus satisfait reçoivent à titre de gratification, outre le prix de leur travail hebdomadaire, une somme de 3 ou 4 F; ce qui fait que souvent un prisonnier possède à la fin de la semaine 9 à 10 F.

Cette générosité de l'entrepreneur ne serait que louable et salubre, si en excitant les détenus au travail, elle profitait aussi à leur bien-être en améliorant réellement leur position.

Mais telle est la tolérance de la prison que l'argent est aussitôt dépensé que reçu, et qu'il se consomme en excès de nourriture et de boisson. Les repas du dimanche sont de véritables festins qui absorbent tout le profit de la semaine; et c'est ainsi que le travail des détenus n'a d'autre fruit que les habitudes de débauche qu'il leur donne.

Ces hommes que la prison n'a point corrigés ne se réformeront pas à leur retour dans la société. Quand ils rentreront dans la société, les prisonniers ne changeront pas leurs habitudes; comment donc pourront-ils les continuer ? Ne l'ayant pas [une somme suffisante], il la volera. Rien ne serait plus facile que de remédier à un tel inconvénient.

Pourquoi permettre aux prisonniers de faire des dépenses aussi exorbitantes et de se livrer à la débauche, dans un asile de pénitence ?

Est-il nécessaire de leur donner à la fin de chaque semaine la moitié de la somme qu'ils ont gagnée par leur travail ?

Ne serait-il pas beaucoup plus sage de leur donner pendant leur détention une somme très modique, et d'augmenter leur masse de tout ce qui serait réduit ?

En tout cas ne pourrait-on pas assurer leur économie, en les privant de tout moyen de dépense extraordinaire ?

Enfin dans le cas où on croirait qu'il est nécessaire qu'ils dépensent sans cesse le prix de leur travail, afin d'en sentir le bienfait, ne devrait-on

pas au moins veiller à ce que cet argent ne fût pas consommé en excès de tout genre ¹⁸⁶ ? »

Il est injuste que le salaire récompense l'habileté manuelle du prisonnier : le travail carcéral n'a pas pour fonction la productivité manufacturière mais la réinsertion de celui-ci dans la sphère du contrat social. Les criminels les plus dangereux peuvent être de bons ouvriers, dociles en prison et rester totalement imperméables à la sphère de la moralité : laisser le travail carcéral aux mains des entrepreneurs c'est faire passer l'intérêt immédiat de la fabrique avant la réforme morale des individus ; c'est donc une pratique immorale qui renforce la délinquance au lieu de la prévenir. Pour atteindre son but, le travail carcéral ne doit donc pas être envisagé sous le même angle que le travail dans la société libre car sa fonction est autre, il doit viser la restructuration et la réhabilitation de l'individu.

L'administration pénitentiaire est donc coupable de ne pas reconnaître la fonction propre du travail carcéral, mais à cette culpabilité sur le fond s'en ajoute une au moins aussi importante dans la forme de la rémunération. Le système du bagne souffre de défauts un peu différents, s'il possède l'avantage de ne pas avoir livré le travail à un entrepreneur ; cependant, la rétribution à laquelle il donne droit est là également faussée car elle s'opère selon les critères mêmes du travail libre : les bagnards sont payés selon leur aptitude professionnelle. Ce mode de paiement gratifie l'intelligence et le savoir-faire, mais absolument pas la volonté de bien faire du plus démuné ; aussi perd-il toute dimension morale parce qu'il n'atteint pas, ne cherche même pas à atteindre ce qui devrait être son objectif premier. Sa Description du bagne de Toulon évoque tous ces points :

« Un autre vice du bagne de Toulon qui n'est pas dans la nature des choses et que l'administration seule doit s'imputer, résulte de la manière injuste dont l'État distribue ses faveurs pécuniaires entre les détenus.

Il n'y a que les hommes sachant une profession qui reçoivent une légère rétribution pour leur peine. Le travail des autres n'est point appréciable et ne reçoit aucun salaire. Or, il arrive que le plus souvent ce travail non

¹⁸⁶ O.C., IV, 1, p. 456-457.

payé est de beaucoup le plus pénible. C'est ce qu'exprime le nom même de la classe, les hommes qui en font partie sont, dit-on, à la fatigue.

C'est une grande question que celle de savoir s'il est à propos de rétribuer d'une manière quelconque des condamnés. L'expérience a déjà prouvé qu'une discipline vigoureuse et soutenue n'avait pas besoin d'un pareil auxiliaire. Mais si on en appelle à un autre intérêt qu'à celui créé de la crainte, au moins faut-il le faire avec justice et il est souverainement injuste de rétribuer au bagne la science et non la volonté de bien faire. Un pareil état de chose crée chez ceux qui en sont les victimes une irritation profonde et souvent dangereuse ¹⁸⁷. »

Il n'y a que deux manières d'agir sur la volonté de l'homme :
la persuasion et la peur.

Réformer le système carcéral suppose donc une volonté politique qui implique de sortir d'un système qui ne résout rien, système pervers puisque le remède est parfois pire que le mal, investissement à fonds perdu puisque la délinquance en général et la récidive en particulier ne font et ne peuvent faire que croître. Pour pouvoir espérer casser la spirale de la délinquance, il faut changer véritablement le système carcéral, notamment en donnant une instruction et la connaissance d'un métier. Tocqueville ne pense pas que la scolarisation soit la condition suffisante pour résoudre le problème, il n'a pas l'optimisme simpliste de Victor Hugo qui affirme qu'ouvrir une école c'est fermer une prison, mais, contre ceux qui jugent que développer le savoir ne peut que renforcer les capacités criminelles, il juge que l'éducation est l'une des conditions nécessaires de la réforme carcérale.

¹⁸⁷ O.C., IV, 2, p. 52.

Réinsérer les délinquants dans la société.

« Aucune école n'est ouverte aux prisonniers pour leur enseigner les premiers éléments des connaissances humaines. » ¹⁸⁸

« Parmi les détenus il y en a 85 sur 100 qui manquent de quelques-uns des premiers éléments des connaissances humaines. » ¹⁸⁹

Il faut donc offrir au prisonnier les moyens de se réinsérer, notamment dans le tissu économique et social, en le scolarisant et en lui donnant une formation professionnelle. Dès la Note sur le système pénitentiaire ¹⁹⁰ qu'ils ont remis en 1831 au ministre pour appuyer leur demande d'aller étudier le système pénitentiaire des États-Unis, Tocqueville et Beaumont ont dénoncé l'absence d'école pour les détenus adultes et la misère de celle qui accueille les enfants mais ne dispose, en guise de bibliothèque, que de trois livres et, ironie de la situation, l'enseignement des enfants est assuré par l'un des prisonniers, un faussaire !

Aussi le texte de loi que Tocqueville fait adopter en 1844 comporte-t-il la création d'un nombre de postes d'enseignants pour assurer une véritable formation scolaire aux détenus ainsi que le stipulent les articles 27 et 29 de la loi de 1844 que Tocqueville fait adopter :

ART. 27. - Chaque condamné sera visité au moins une fois par semaine par le médecin et l'instituteur. [...]

ART. 29. - Deux heures au moins par jour seront réservées aux condamnés pour l'école, les visites ci-dessus indiquées, enfin pour la lecture des livres dont le choix sera déterminé par le préfet, sur la proposition de la commission de surveillance.

¹⁸⁸ *Ibid.*, IV, 1, p. 60.

¹⁸⁹ *Ibid.*, IV, 2, p. 230.

¹⁹⁰ *Ibid.*, IV, 1, p. 47-80.

La politique pénitentiaire doit donc rentrer dans l'économie réelle du pays ; les économies réalisées dans un premier temps sur la modernisation du système pénitentiaire du pays sont par nature contre-productives alors que, à l'inverse, l'investissement nécessaire à la réforme se révélera économiquement payant si l'on y met véritablement le prix.

Le système d'Auburn - travail en commun et en silence - coûte relativement cher sans donner de résultats véritablement probants. Tocqueville développe ses arguments en faveur de l'isolement cellulaire dans son rapport de 1843 :

« Parmi les rapports qui ont été soumis à notre examen, il en est plusieurs qui prouvent jusqu'à la dernière évidence que, malgré les progrès incontestables de la surveillance et de la sévérité de la discipline, il se passe dans les dortoirs des désordres dont la gravité ainsi que la fréquence doivent faire profondément gémir la morale et l'humanité.

Or, pour pourvoir de cellules les 20 000 détenus environ qui habitent ou qui doivent habiter les maisons centrales, et les 7 000 détenus qui occupent aujourd'hui les bagnes, il faudrait dépenser trente millions au moins.^a La chambre remarquera que, dans ce chiffre, ne figurent point les

^a Voici la manière dont ce chiffre a été établi, d'après le rapport des quatre architectes chargés, par M. le ministre de l'Intérieur en 1837, de visiter les maisons centrales, et d'étudier les questions relatives à la construction des pénitenciers, d'après le système d'Auburn.

Appropriation de dix-huit maisons centrales pouvant contenir, dans leur état actuel, 18 000 détenus :	13.351.221 f.
---	---------------

(Elles en ont réellement contenu moyennement, durant l'année 1842, 18616.)

Ainsi, appropriées, ces maisons ne pourront plus contenir que 14 179 détenus.

Reste 3 821 détenus, pour lesquels il faut bâtir des prisons nouvelles.

Ces prisons, dans le système d'Auburn, devant revenir suivant l'estimation des mêmes architectes, à 1 350 fr. par cellule, coûteraient :	5.158.350
--	-----------

Plus pour les 2 000 condamnés à plus d'un an qui restent, faute de place, dans les prisons départementales :	2.700.000
--	-----------

Plus pour les 7 000 forçats renfermés dans les bagnes :	9.450.000
	30.659.571

(Note de Tocqueville)

sommes nécessaires pour pourvoir de cellules les condamnés à moins d'un an qui restent dans les prisons départementales.

Les avantages qu'on peut raisonnablement attendre en France du régime du silence n'ont pas paru à la commission assez grands pour qu'on dût les payer si cher.

Restait le système de l'emprisonnement individuel, que le gouvernement vous propose d'adopter.

La commission en a fait aussi l'objet du plus sérieux examen.

Une première considération l'a frappée : la plupart de ceux qui ont reçu la mission d'aller aux États-Unis pour étudier sur les lieux l'état des prisons sont revenus partisans très zélés de l'emprisonnement individuel, bien qu'avant leur départ ils eussent conçu ou même exprimé publiquement une opinion qui lui était contraire.¹⁹¹

Le système d'emprisonnement individuel est celui qui est le plus profitable à l'économie du système pénitentiaire et de la société parce que son coût réel est finalement moindre que les autres dans la mesure où son coût social est inférieur : les peines de prison doivent se trouver raccourcies dans le temps, la récidive est moins importante et la réintégration des individus dans la société plus fréquente :

« Une prison où chaque détenu habite séparément, dans un lieu où il peut travailler et vivre pendant des années, sans que son existence soit compromise, une pareille prison doit coûter des sommes très considérables à bâtir.

L'entretien doit, de plus, en être fort onéreux au trésor, car une prison de cette espèce exige un grand nombre d'agents, et le travail des détenus y est peu productif.

À cela, on répond :

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 133-134. Tocqueville évoque ici sa propre expérience et celle de son ami Beaumont.

Une maison régie d'après le système de l'emprisonnement individuel coûte, en effet, plus cher à bâtir qu'une prison dirigée d'après l'autre système. Mais il est très douteux que le nombre des emplois y soit plus grand; car on a vu précédemment qu'à la terreur qu'inspirent dans les prisons américaines le fouet et l'arbitraire des gardiens, on ne pouvait substituer dans nos prisons qu'une surveillance de tous les instants, exercée par une multitude d'agents.

Il n'est pas certain non plus que, dans une prison cellulaire, le produit du travail soit moindre.

Cette question du travail des détenus dans l'emprisonnement individuel a tant d'importance, par rapport au trésor public et à l'avenir même de la réforme des criminels, que la chambre nous permettra de nous y arrêter un moment.

Au point de vue de la réforme, on dit: les professions exercées dans une prison cellulaire sont nécessairement en très petit nombre: or, il faut que les professions enseignées dans une prison soient très variées, afin que chaque détenu mis en liberté puisse trouver les moyens de vivre en travaillant.

Le nombre des métiers qui peuvent s'exercer dans la solitude est sans doute limité; mais c'est une erreur de croire qu'il est très petit. La commission a eu sous les yeux la liste d'un grand nombre de professions profitables et qu'un homme peut exercer étant seul. À mesure que la division du travail devient plus grande et que chaque détail du même produit est confectionné à part, le nombre de ces travaux solitaires augmente. On compte treize professions dans la seule prison de la Roquette, qui n'est habitée cependant que par des enfants.

Il ne faut pas s'exagérer, d'ailleurs, la nécessité qu'il peut y avoir à multiplier les métiers dans les lieux de détention, afin que tous les libérés qui en sortent puissent exercer au-dehors celui qu'ils y ont appris. Les comptes de la justice criminelle nous apprennent que plus du tiers des accusés appartient aux classes agricoles. L'agriculture est leur véritable industrie; il n'est pas désirable qu'ils la quittent pour entrer dans les carrières industrielles, déjà encombrées. Plus du cinquième ont des professions in-

dustrielles qu'ils peuvent reprendre à leurs sortie. Parmi le reste, les uns n'ont point de profession, et plusieurs n'ont pas besoin d'en avoir pour vivre, ou ne peuvent pas, à cause de leur éducation, vivre d'une profession manuelle. On voit donc que pour le plus grand nombre, la profession qui est apprise en prison est inutile en liberté, et pourrait peut-être devenir nuisible; et, quant aux autres, celle qu'on leur enseigne en prison peut leur suffire. Il est de notoriété parmi les hommes pratiques que même prisons est aussi aujourd'hui, où l'instruction professionnelle dans les variée qu'elle peut l'être, la grande majorité des libérés n'exerce point en liberté le métier qu'on leur a enseigné en prison. Il est cependant très nécessaire d'apprendre un métier aux détenus, non pas seulement afin de les mettre en état d'exercer ce métier au dehors, mais afin de leur donner au-dedans des habitudes réglées et laborieuses, et de leur faire sentir l'utilité du travail et son prix.

Au point de vue de l'intérêt financier, on ajoute: le nombre des métiers étant limité, l'administration ne sera pas libre de choisir les travaux les plus productifs. L'apprentissage qu'elle sera obligée de donner dans la solitude sera plus coûteux et plus long.

Il est vrai que l'administration ne sera pas toujours libre d'employer les détenus aux travaux les plus productifs; mais tous les détenus qu'elle emploiera travailleront beaucoup plus vite, beaucoup plus assidûment et beaucoup mieux dans la solitude.

C'est une grande erreur de croire que l'apprentissage sera plus long dans la solitude; il sera, au contraire, plus court, parce que toutes les forces de l'intelligence de l'ouvrier seront naturellement dirigées vers son travail.

Ces vérités n'avaient point été trouvées par la théorie; ce sont des expériences faites en Amérique, en Angleterre et en France, qui les ont mises en lumière. « Les entrepreneurs sont unanimes, disait M. le préfet de police dans son rapport de 1840, sur l'augmentation et la perfection du travail produit dans la prison de la Roquette, sur l'abrègement et la facilité de l'apprentissage dans l'état actuel. »

L'année dernière, des agents désignés par le président du tribunal de commerce de la Seine ont, sur la demande du préfet de police, visité la pri-

son de la Roquette. Voici la conclusion de leur rapport : 'Nous avons reconnu et constaté les immenses progrès que l'application du système cellulaire a apportés dans l'instruction scolaire et l'éducation professionnelle des enfants.'

En 1839, les inspecteurs-généraux des prisons, réunis en conseil sous la présidence de M. le directeur de l'administration départementale et communale, débattirent cette question si importante du travail. Le procès-verbal de ces séances a été mis sous les yeux de la commission.

Après de longues discussions, la grande majorité du conseil (sept contre deux) conclut:

1- Qu'il était possible de donner au détenu, dans l'emprisonnement individuel, un métier réel, d'un usage constant, et qui puisse lui servir après sa libération;

2- Que l'apprentissage d'un semblable métier peut avoir lieu dans l'emprisonnement individuel.

Il n'est donc pas certain que le produit du travail soit moindre dans une prison où l'emprisonnement est individuel, ni que, par conséquent, l'entretien d'une pareille prison soit beaucoup plus onéreux que l'entretien d'aucune autre. ^a

Il est vrai qu'à Philadelphie les produits de la prison ne couvrent pas ses dépenses, contrairement à ce qui se voit dans la plupart des prisons américaines, où le travail est commun. Mais cela peut tenir à beaucoup d'autres causes qu'au régime.

C'est ainsi qu'en Amérique même, la prison de Washington, qui est bâtie sur le plan d'Auburn, est très loin de couvrir ses dépenses. Qu'à Auburn même, en 1838, la recette était de plus de 200 000 fr. au-dessous des dépenses, tandis que, pendant les six premiers mois de cette année 1838,

^a À la Roquette, prison située à Paris, où rien n'a été disposé pour la vie cellulaire, où, par cette raison, l'éclairage, le chauffage, la surveillance coûtent plus cher qu'ils ne coûteraient ailleurs, le changement de système n'a amené qu'une augmentation de 7 centimes par journée de détenu. (Note de Tocqueville)

dans la nouvelle prison de New-jersey ^b, bâtie sur le plan de Philadelphie, les recettes excédaient les dépenses. il résulte d'un rapport fait en 1838 à M. le ministre de l'Intérieur, que, dans la prison de Glasgow, prison bâtie d'après le système de Philadelphie, et, de plus, dans une situation très défavorable, puisque les détentions y sont très courtes, le travail des détenus a couvert, pendant les années 1833, 1834, 1835, les 85 centièmes des frais de l'établissement: aucune prison d'Europe n'a encore obtenu un résultat si favorable.

La commission persiste toutefois à croire que si l'on met en ligne de compte l'intérêt des sommes employées à fonder les prisons nouvelles, l'on trouvera que l'entretien de chaque détenu coûtera plus cher à l'État dans l'emprisonnement individuel que dans le système actuel.

Mais il reste à savoir si la somme totale de la dépense que nécessitent les criminels ne finira point par être moindre.

La commission ne doute pas que l'emprisonnement individuel n'ait pour effet de rendre beaucoup plus rares les premiers crimes et les récidives, et, par conséquent, de diminuer les frais de justice criminelle.

En 1827, ces frais s'élevaient à 3 300 000 fr., en 1841 à environ 4 490 000 fr., c'est-à-dire que leur accroissement avait suivi à peu près les mêmes proportions que celui des crimes et des délits. Si, par suite d'un système d'emprisonnement plus répressif et plus réformateur, le nombre des crimes et délits était seulement resté stationnaire, ou qu'il n'eût cru que dans la proportion de la population, l'État aurait dépensé en 1841 environ 1 million de moins qu'il n'a fait.

L'emprisonnement individuel rendant les crimes plus rares, rendra les détenus moins nombreux. De plus, il permettra d'appliquer aux criminels des peines plus courtes, ce qui diminuera encore la population des prisons. Raccourcir d'un cinquième la durée des peines, c'est à la longue (le nombre de ceux qui commettent des crimes restant le même) diminuer du cinquième le nombre des détenus. Il est donc permis de croire que, sous le ré-

^b Cette prison n'a été habitée qu'à partir du 30 septembre 1837. (Note de Tocqueville)

gime de l'emprisonnement individuel, les prisons contiendront beaucoup moins de condamnés qu'aujourd'hui. Or, la dépense actuelle d'un condamné dans les maisons centrales s'élevant à 223 fr. à peu près, la chambre comprendra aisément quelle grande économie pourrait être obtenue sur ce point. Il en est un autre où l'épargne ne serait pas moindre. Dans la solitude, le détenu n'a pas besoin d'être excité à travailler, l'expérience l'a mille fois prouvé. Il n'est donc pas nécessaire de lui abandonner les deux tiers du produit de son travail, comme on le fait dans nos maisons centrales actuelles : un sacrifice moins grand peut suffire.

La commission, messieurs, a cru devoir s'étendre sur l'objection relative aux frais; mais elle sent le besoin de dire qu'en pareille matière une objection de cette nature, fût-elle en partie fondée, ne lui paraîtrait pas suffisante pour vous arrêter.

La grande question est de savoir, non pas quel est le système d'emprisonnement le moins coûteux, mais quel est celui qui réprime le mieux les crimes et assure le plus la vie et la fortune des citoyens. Une société intelligente croira toujours regagner en tranquillité et même en richesse ce qu'elle dépense utilement pour ses prisons ¹⁹². »

Ainsi, la réforme pénitentiaire est-elle non seulement un problème de société et un problème moral mais la dimension économique en est également incontournable parce qu'elle est nécessairement liée au politique. A la même époque, Tocqueville allait appliquer le même raisonnement et le même type d'analyse à la question de l'esclavage.

¹⁹² O.C., IV, 2, p. 136-139.

2 – Les dimensions économiques de l’esclavage et de l’abolition de l’esclavage

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne retiendrons pas ici tous les nombreux textes de Tocqueville concernant l’esclavage ¹⁹³, mais essentiellement ceux qui mettent en évidence sa dimension économique, aussi bien dans l’effet pervers d’un système qui dévalue le travail pour l’esclave comme pour le maître, que dans les implications économiques et les choix qui découleraient de l’abolition : convient-il ou non d’indemniser les colons propriétaires d’esclaves ? Pourquoi et comment convient-il de procéder à cette indemnisation ?

Dans le dernier chapitre de la première Démocratie, Tocqueville compare et oppose l’Ohio et le Kentucky et met en évidence le contraste existant entre deux Etats, l’un esclavagiste, l’autre non :

¹⁹³ Le lecteur trouvera les principaux textes de Tocqueville concernant l’esclavage dans l’édition des Oeuvres Complètes (O.C., III, 1, pp. 41-126), *Rapport fait au nom de la commission chargée d’examiner la proposition de Tracy relative aux esclaves des colonies, L’émancipation des esclaves* – articles publiés dans *Le Siècle* les 22 & 28 octobre, 8 & 21 novembre, 6 & 14 décembre 1843, *Intervention dans la discussion de loi sur le régime des esclaves dans les colonies* – le 30 mai 1845-. Mais il faudrait relire également , le chapitre X, sous-chapitre 3, de la seconde partie de la première *Démocratie* qui analyse la situation des noirs, et, partant, l’esclavage aux États-Unis, et lire les *carnets* concernant le voyage aux États-Unis (O.C., V, 1), la *Correspondance familiale* (O.C., XIV), particulièrement la lettre qu’il adresse à son père le 20 décembre 1831 (pp. 154-157), et l’intervention de Tocqueville le 20 avril 1839, à l’Académie des sciences morales et politiques (O.C., XVI, pp. 166-167) où il s’oppose très vigoureusement à la conception de l’esclavage de l’ultra-libéral Dunoyer. J’ai également traité, pour partie, ce sujet dans la communication que j’ai faite au symposium de la Liberty Fund – dirigé par Eduardo Nolla et Christine Henderson -à Saint Jacques de Compostelle en septembre 2008 : « *The Planned Extinction of the American natives and the Slavery of th African-Americans as the Main Issues of Tocqueville’s reflexions on a democratic Antinomy* ». Les textes de l’ensemble des communications devrait être publié rapidement par la Liberty Fund.

« Mais si la position relative des deux races qui habitent les États-Unis est telle que je viens de la montrer, pourquoi les Américains ont-ils aboli l'esclavage au nord de l'Union, pourquoi le conservent-ils au Midi, et d'où vient qu'ils y aggravent ses rigueurs ?

Il est facile de répondre. Ce n'est pas dans l'intérêt des Nègres ¹⁹⁴, mais dans celui des Blancs, qu'on détruit l'esclavage aux États-Unis.

Les premiers Nègres ont été importés dans la Virginie vers l'année 1621. ^a En Amérique, comme dans tout le reste de la terre, la servitude est donc née au Sud. De là elle a gagné de proche en proche; mais à mesure que l'esclavage remontait vers le Nord, le nombre des esclaves allait décroissant; ^b on a toujours vu très peu de Nègres dans la Nouvelle-Angleterre.

Les colonies étaient fondées; un siècle s'était déjà écoulé, et un fait extraordinaire commençait à frapper tous les regards. Les provinces qui ne possédaient pour ainsi dire point d'esclaves croissaient en population, en richesses et en bien-être, plus rapidement que celles qui en avaient.

Dans les premières, cependant, l'habitant était obligé de cultiver lui-même le sol, ou de louer les services d'un autre; dans les secondes, il trou-

¹⁹⁴ Tocqueville emploie indifféremment les termes « noirs » et « nègres » ; ce terme ne se différencie par une connotation très péjorative qu'à la fin du XIXe siècle.

^a Voyez l'Histoire de la Virginie, par Beverley. Voyez aussi, dans les Mémoires de Jefferson, de curieux détails sur l'introduction des Nègres en Virginie et sur le premier acte qui en a prohibé l'importation en 1778. (Note de Tocqueville)

^b Le nombre des esclaves était moins grand dans le Nord, mais les avantages résultant de l'esclavage n'y étaient pas plus contestés qu'au Sud. En 1740, la législature de l'État de New York déclare qu'on doit encourager le plus possible l'importation directe des esclaves, et que la contrebande doit être sévèrement punie, comme tendant à décourager le commerçant honnête. (*Kent's Commentaries*, vol. II, p. 206.) On trouve dans la Collection historique du Massachusetts, vol. IV, p. 193, des recherches curieuses de Belknap sur l'esclavage dans la Nouvelle-Angleterre. Il en résulte que, dès 1630, les Nègres furent introduits, mais que dès lors la législation et les mœurs se montrèrent opposées à l'esclavage. Voyez également dans cet endroit la manière dont l'opinion publique, ensuite la loi, parvinrent à détruire la servitude. (Note de Tocqueville)

vait à sa disposition les ouvriers dont il ne rétribuait pas les efforts. Il y avait donc travail et frais d'un côté, loisirs et économie de l'autre: cependant l'avantage restait aux premiers.

Ce résultat paraissait d'autant plus difficile à expliquer que les émigrants, appartenant tous à la même race européenne, avaient les mêmes habitudes, la même civilisation, les mêmes lois, et ne différaient que par des nuances peu sensibles.

Le temps continuait à marcher: quittant les bords de l'océan Atlantique les Anglo-Américains s'enfonçaient tous les jours davantage dans les solitudes de l'Ouest; ils y rencontraient des terrains et des climats nouveaux; ils avaient à y vaincre des obstacles de diverse nature; leurs races se mêlaient, des hommes du Sud montaient au Nord, des hommes du Nord descendaient au Sud. Au milieu de toutes ces causes, le même fait se reproduisait à chaque pas; et, en général, la colonie où ne se trouvaient point d'esclaves devenait plus peuplée et plus prospère que celle où l'esclavage était en vigueur.

À mesure qu'on avançait, on commençait donc à entrevoir que la servitude, si cruelle à l'esclave, était funeste au maître.

Mais cette vérité reçut sa dernière démonstration lorsqu'on fut parvenu sur les bords de l'Ohio.

Le fleuve que les Indiens avaient nommé par excellence l'Ohio, ou la Belle-Rivière, arrose de ses eaux l'une des plus magnifiques vallées dont l'homme ait jamais fait son séjour. Sur les deux rives de l'Ohio s'étendent des terrains ondulés, où le sol offre chaque jour au laboureur d'inépuisables trésors: sur les deux rives, l'air est également sain et le climat tempéré; chacune d'elles forme l'extrême frontière d'un vaste État: celui qui suit à gauche les mille sinuosités que décrit l'Ohio dans son cours se nomme le Kentucky ; l'autre a emprunté son nom au fleuve lui-même. Les deux États

ne diffèrent que dans un seul point: le Kentucky a admis des esclaves, l'État de l'Ohio les a tous rejetés de son sein. ^c

Le voyageur qui, placé au milieu de l'Ohio, se laisse entraîner par le courant jusqu'à l'embouchure du fleuve dans le Mississippi, navigue donc pour ainsi dire entre la liberté et la servitude; et il n'a qu'à jeter autour de lui ses regards pour juger en un instant laquelle est la plus favorable à l'humanité.

Sur la rive gauche du fleuve, la population est clairsemée; de temps en temps on aperçoit une troupe d'esclaves parcourant d'un air insouciant des champs à moitié déserts; la forêt primitive reparaît sans cesse; on dirait que la société est endormie ; l'homme semble oisif, la nature offre l'image de l'activité et de la vie.

De la rive droite s'élève au contraire une rumeur confuse qui proclame au loin la présence de l'industrie; de riches moissons couvrent les champs; d'élégantes demeures annoncent le goût et les soins du laboureur; de toutes parts l'aisance se révèle; l'homme paraît riche et content: il travaille. ^d

L'État du Kentucky a été fondé en 1775, l'État de l'Ohio ne l'a été que douze ans plus tard: douze ans en Amérique, c'est plus d'un demi-siècle en Europe. Aujourd'hui la population de l'Ohio excède déjà de 250 000 habitants celle du Kentucky ^e. 195 »

^c Non seulement l'Ohio n'admet pas l'esclavage, mais il prohibe l'entrée de son territoire aux Nègres libres, et leur défend d'y rien acquérir. Voyez les statuts de l'Ohio. (Note de Tocqueville)

^d Ce n'est pas seulement l'homme individu qui est actif dans l'Ohio; l'État fait lui-même d'immenses entreprises; l'État d'Ohio a établi entre le lac Érié et l'Ohio un canal au moyen duquel la vallée du Mississippi communique avec la rivière du Nord. Grâce à ce canal, les marchandises d'Europe qui arrivent à New York peuvent descendre par eau jusqu'à La Nouvelle-Orléans, à travers plus de cinq cents lieues de continent. (Note de Tocqueville)

^e Chiffre exact d'après le recensement de 1830: Kentucky, 688 844. Ohio, 937 679. (Note de Tocqueville)

195 O. C., I, 1, p. 359-362.

A. Une mauvaise querelle dans le goût de l'air du temps.

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage !

On peut être abolitionniste avec imprudence, en ignorant les considérations politiques. Faut-il en déduire qu'on peut être anti-abolitionniste avec raison ? Tocqueville n'irait peut-être pas jusque là. Mais [...] il ne se lasse pas d'affirmer qu'il ne faut procéder à l'abolition qu'en prenant toutes sortes de précautions, en faisant passer les anciens esclaves par des états intermédiaires entre la soumission et la liberté... ¹⁹⁶

Dans la session de 1841, il sera proposé un projet de loi qui fixera l'époque de l'abolition générale et simultanée de l'esclavage dans les colonies françaises. ¹⁹⁷

Arracher 250.000 de nos semblables à l'esclavage dans lequel nous les tenons contre tous droits. ¹⁹⁸

[Retour à la table des matières](#)

La mode est à la révision et au révisionnisme ; les bonnes âmes, ont tenu, sans doute au nom du politiquement correct à dénoncer les petits côtés de ceux qui ont tenu une place à part dans l'univers intellectuel et idéologique des citoyens. Aux États-Unis, le puritanisme des origines est resté obsédé de façon morbide et obsessionnelle par la sexualité. John Fitzgerald Kennedy, Martin Luther King et plus près de nous Bill Clinton ont vu dénoncer, mettre sur la place publique, clouer au pilori leur excès de sexualité, sexualité débordante, quittant la sphère familiale pour des amours extra-conjugales pour des relations adultères. L'Amérique bien pensante du procureur Kenneth Star s'est donc livrée à des attaques monomaniaques de ces personnages, obsessionnelle chasse aux sorcières qui oublie que l'essentiel n'est peut-être pas là, qu'il faut en toutes choses distinguer ce que Pascal appelle des ordres et qu'il convient d'accorder sa confiance à un homme « politique » en fonctions de ses capacités et ses choix politiques en non de son appétit, voire de ses goûts, sexuels.

¹⁹⁶ Tzvetan Todorov, *Tocqueville et la doctrine coloniale*, introduction à Alexis de Tocqueville, *De la colonie en Algérie*, Éditions complexe, 1988, p. 13-14.

¹⁹⁷ O.C., III, 1, p. 78.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p.110-111, article publié dans *Le Siècle* du 14 décembre 1843.

En France les activités sexuelles extraconjugales sont plutôt portées au crédit de nos hommes politiques ; dans notre imaginaire « qui peut le plus, peut le moins » ; reste à savoir où sont le plus et le moins. Mieux, ou pire, la vertu et le rigorisme, juif ou protestant, font effet de repoussoir.¹⁹⁹

Nos censeurs ont donc pris l'habitude, depuis quelques années de s'attaquer à quelques grandes figures, non pour leurs mœurs, mais pour dénoncer leur trahison, leur tartufferie, leurs mensonges. Ainsi Tocqueville est-il devenu, pour certains, le parangon du « nationalisme belliciste »²⁰⁰, du racisme, esclavagiste et colonialiste notoire.

Le présent ouvrage n'a pas pour fonction d'être le lieu de ce débat.²⁰¹ Nos vertueux censeurs oublient, tout simplement le contexte historique : Tocqueville et ses amis de la Société pour l'abolition de l'esclavage veulent faire voter, contre l'opinion de la majorité des députés et contre la volonté de Louis-Philippe une loi d'abolition de l'esclavage.

Est-il donc possible, stratégiquement parlant, d'espérer faire passer une loi qui ne prévoirait pas une indemnisation des colons propriétaires d'esclaves qui forment un groupe de pression bénéficiant de la sympathie de la majorité de l'Assemblée qui n'est pas prête à libérer les esclaves ? Ce que Tocqueville résume de la façon la plus nette dans le dernier article qu'il publie dans le journal *Le Siècle* :

¹⁹⁹ Qu'on en juge par les carrières politiques avortées ou au moins réduites de Mendès-France, Rocard ou Jospin et par les « réussites » des Pompidou, Giscard, Mitterrand, Chirac, ou mieux encore du très médiatique Sarkozy !

²⁰⁰ Voir l'article de G. Frederickson, *Les notions de race et d'empire dans la pensée libérale*, in *La Revue Tocqueville*, vol XXII, 2, p. 173-196. On pourrait objecter que l'auteur n'est pas français mais américain, enseignant à Stanford, mais tout son article s'appuie, essentiellement sur l'approche que certains – qu'il qualifie de post-modernes, mais on sait que cette étiquette à force de recouvrir tout, finit par ne plus rien dire – au premier rang desquels il place à juste titre Tzvetan Todorov.

²⁰¹ Le lecteur pourra se reporter à deux textes faisant en partie le point sur cette question à [l'adresse suivante](#).
 - "Tocqueville aurait-il enfin trouvé ses juges ?", *Res publica*, n°27, déc. 2001.
 - "Relectures de Tocqueville", *Le Banquet*, n° 16, déc. 2001.

« Il ne reste qu'une seule chose à décider : celle de savoir si pour conserver au pays des positions qui dominent une grande partie du commerce du globe, si pour arracher 250.000 de nos semblables à l'esclavage dans lequel nous les tenons contre tous droits ; enfin si pour rester fidèles à notre rôle et ne pas désertir les nobles principes que nous avons fait triompher nous-mêmes chez nos voisins ²⁰², c'est trop payer que d'inscrire six ou sept millions de plus au grand livre de notre dette. Il n'y a plus d'autre questions que celle-là ²⁰³. »

Il convient de ne pas oublier que l'engagement de Tocqueville et de Beaumont dans la lutte pour l'abolition est ferme et définitif dès leur retour des États-Unis. Que Tocqueville et Beaumont vont défendre sans relâche cette cause, ²⁰⁴ et que, au moment où aujourd'hui certains intellectuels français dénoncent la duplicité de Tocqueville, les défenseurs des droits de l'homme et des minorités, ceux qui luttent par exemple pour que les Indiens d'Amérique puissent faire valoir leurs droits légitimes s'appuient, justement, sur les textes de Tocqueville dénonçant la spoliation et le génocide des Indiens. ²⁰⁵

Enfin il ne faut pas oublier que pour Tocqueville, contrairement à bon nombre de ses contemporains, la condamnation de l'esclavage est absolue : rien ne peut justifier ni depuis la découverte et la conquête de l'Amérique, ni dans l'Antiquité une pratique infâme contraire à tous les principes de l'humanité et des droits de l'homme. Ainsi, Dunoyer ayant laissé entendre le 20 avril 1839, à l'Académie

²⁰² Tocqueville fait ici allusion aux Anglais qui ont déjà aboli l'esclavage, mais il fait, pour des raisons historiques, idéologiques et par stratégie argumentative, de l'idée d'abolition une idée française.

²⁰³ O.C., III, 1, p. 110-111.

²⁰⁴ À leur retour des États-Unis, Tocqueville et Beaumont ont mené une lutte très active pour l'abolition de l'esclavage. Beaumont publie sur le sujet un roman, *Marie ou l'esclavage aux États-unis, tableau des mœurs américaines*. Les anti-esclavagistes américains en appellent à Tocqueville qui publie un article dans *The Liberty Bell*, en 1856 (O.C., VII, p.163-164). Signalons également au passage que Harriet Beecher Stowe dédicace un exemplaire de *La Case de l'Oncle Tom* à Tocqueville.

²⁰⁵ Voir *La Revue Tocqueville/The Tocqueville Review*, Vol. XVII n°2, 1996, le texte de Tamara M. Teale intitulé "Tocqueville and American Indian legal studies : the paradox of liberty and destruction".

des sciences morales et politiques, qu'à une certaine époque la servitude avait pu être bonne et légitime, Tocqueville, qui n'aimait guère les discours improvisés, se lança malgré tout dans une riposte immédiate condamnant absolument l'esclavage sous toutes ses formes :

« Le programme que nous venons d'entendre renferme un certain nombre de principes auxquels, pour ma part, je ne puis associer mon nom. Je demande à l'académie la permission de lui faire connaître les motifs de ma répugnance. L'honorable auteur du programme, tout en condamnant l'esclavage moderne, nous a laissé entendre que, dans l'origine des sociétés, la servitude avait été utile à la vie de l'homme, nécessaire aux développements de l'industrie, et il a eu l'air de penser qu'en conséquence elle avait été, à une certaine époque, bonne et légitime.

Je m'élève de toutes mes forces contre cette doctrine, que je considère comme fausse et immorale. Je conteste les faits qui lui servent de base. Je sais que dans l'antiquité reculée on tuait le prisonnier fait à la guerre, et que, plus tard, en le rendant esclave on lui a sauvé la vie.

L'histoire nous dit cela; mais elle nous dit plus encore; elle nous apprend, qu'une fois l'esclavage établi dans les habitudes, un grand nombre de guerres meurtrières ont été entreprises pour se procurer des esclaves. L'esclavage, qui, dans le principe, a pu sauver la vie de quelques hommes en condamnant toute leur postérité à d'affreuses misères, a donc causé, par une conséquence indirecte, la mort d'une multitude d'autres.

On dit que sans l'esclavage, les hommes n'auraient jamais pu prendre l'habitude et le goût du travail, et que par conséquent la plupart des industries qui font notre richesse et notre gloire, ne seraient point nées. Rien encore ne me le prouve; rien dans les témoignages de l'antiquité ne me montre que l'industrie ne fût pas née de la même manière dont elle vit de nos jours, par un travail libre.

Je n'ai vu nulle part que le travail ait été mis en honneur par l'esclavage; mais j'ai vu par mes propres yeux, en Amérique, comment la présence de l'esclavage déshonorait et empêchait le travail. Dans les pays à esclaves du Nouveau Monde, j'ai vu les citoyens les plus intelligents et les plus

éclairés, c'est-à-dire le plus capables d'enrichir leur pays et eux-mêmes par l'industrie, imbus de ce préjugé ridicule et malfaisant, qu'il y avait dans l'oisiveté quelque chose de glorieux; dans le travail quelque chose de bas!... Pourquoi cela? Parce qu'en voyant sous leurs yeux dans tous les travailleurs des esclaves, ils avaient confondu dans une même honte et la servitude et le travail. Dans ces pays, l'esclavage n'a pu servir l'industrie; il l'a endormie, il l'a tuée !...

Je ne crois donc pas qu'à aucune époque l'esclavage ait été utile à la vie et au bien-être social. Je le croirais, que je n'irais pas encore jusqu'à en conclure qu'à aucune époque son institution a été bonne et légitime.

Je n'admettrai point qu'un acte injuste, immoral, attentatoire aux droits les plus sacrés de l'humanité, puisse jamais se justifier par une raison d'utilité. Ce serait admettre la maxime que la fin justifie les moyens, et c'est une maxime que j'ai toujours détestée, et que je détesterai toujours.

L'esclavage, eût-il en effet contribué à sauver la vie de quelques hommes et augmenté la richesse de quelque peuple, ce que je nie, n'en reste pas moins à mes yeux un horrible abus de la force, un mépris de toutes les lois divines et humaines, qui nous défendent de priver de la liberté notre semblable et de le faire servir malgré lui à notre bien-être.

Ces faits sont odieux de nos jours, ils ne l'étaient pas moins il y a trois mille ans ²⁰⁶. »

Mais on le voit, même si l'esclavage doit d'abord être combattu au nom des principes moraux et des droits de l'homme, il importe également, surtout pour qui veut de tenter de gagner ce combat en tâchant d'obtenir les suffrages d'une assemblée réticente, de souligner l'importance de l'aberration économique que représente l'esclavage.

²⁰⁶ O.C., XVI, p. 165-167.

***B – La condamnation de l’esclavage au nom
de l’argument économique. Les prédécesseurs
de Tocqueville ont déjà ouvert le débat***

[Retour à la table des matières](#)

Tocqueville qui a un sens averti de la stratégie politique sait, par instinct et par expérience, que la géométrie politique n’obéit pas aux lois de la géométrie euclidienne et que les chemins les plus rapides pour obtenir le vote d’une loi sont parfois ceux qui empruntent des voies dérivées. Pour obtenir l’abolition de l’esclavage dans les colonies françaises il faut d’abord prouver, en s’appuyant sur l’exemple américain, qu’une économie esclavagiste est une aberration économique, que l’esclavage conduit au déclin, à la pauvreté, à la ruine ; ²⁰⁷ Benjamin Franklin avait déjà souligné un siècle avant Tocqueville que « Les esclaves rendent mauvais les familles qui les utilisent ; les enfants blancs deviennent orgueilleux , perdent le goût du travail et, élevés dans la paresse, sont inaptes à gagner leur vie en travaillant. »

En économie, la dialectique du maître et de l’esclave ne conduit pas de la victoire du maître à une revanche de l’esclave grâce à la maîtrise que ce dernier acquerrait sur les objets, mais aboutit à la double aliénation du maître et de l’esclave et au déclin économique ; ainsi, les États esclavagistes du Sud, sont-ils conduits, nécessairement, à passer sous la domination du Nord parce que celui-ci s’enrichit et se peuple, tandis que celui-là s’appauvrit. Aussi, Tocqueville construit-il un argumentaire économique à double entrée : stratégie du discours et stratégie politique pour obtenir le vote du projet de loi.

²⁰⁷ Tocqueville reprend ici une critique formulée depuis près d’un siècle par les anti-esclavagistes, voir l’article *Esclavage* (*Dictionnaire d’éthique et de philosophie morale*, sous la direction de Monique Canto-Sperber, PUF, 1998, p. 521).

***C – L’esclavage ruine l’économie d’un pays :
l’exemple américain***

[Retour à la table des matières](#)

L’esclavage dénie au travail toute valeur morale et économique et conduit à la ruine.

Après avoir également condamné l’esclavage antique et l’esclavage moderne comme également immoraux, Tocqueville, dans le dernier chapitre de la première Démocratie dénonce le caractère éminemment plus pervers encore de l’esclavage moderne qui, fondé sur la race, aura beaucoup plus de mal à disparaître ; ainsi les États du Nord des États-Unis qui ont aboli l’esclavage sont-ils extrêmement inhumains avec les noirs parce que le racisme est passé totalement dans les mœurs :

« Ce qu'il y avait de plus difficile chez les Anciens était de modifier la loi; chez les Modernes, c'est de changer les mœurs, et, pour nous, la difficulté réelle commence où l'Antiquité la voyait finir.

Ceci vient de ce que chez les Modernes le fait immatériel et fugitif de l'esclavage se combine de la manière la plus funeste avec le fait matériel et permanent de la différence de race. Le souvenir de l'esclavage déshonore la race, et la race perpétue le souvenir de l'esclavage.

Il n'y a pas d'Africain qui soit venu librement sur les rivages du Nouveau Monde; d'où il suit que tous ceux qui s'y trouvent de nos jours sont esclaves ou affranchis. Ainsi, le Nègre, avec l'existence, transmet à tous ses descendants le signe extérieur de son ignominie. La loi peut détruire la servitude; mais il n'y a que Dieu seul qui puisse en faire disparaître la trace. [...]

Les Modernes, après avoir aboli l'esclavage, ont donc encore à détruire trois préjugés bien plus insaisissables et plus tenaces que lui: le préjugé du maître, le préjugé de race, et enfin le préjugé du Blanc ²⁰⁸. »

²⁰⁸ O.C., I, 1, p. 357.

L'esclavage source de ruine morale et économique

« Ces effets divers de l'esclavage et de la liberté se comprennent aisément; ils suffisent pour expliquer bien des différences qui se rencontrent entre la civilisation antique et celle de nos jours.

Sur la rive gauche de l'Ohio le travail se confond avec l'idée de l'esclavage; sur la rive droite, avec celle du bien-être et des progrès; là il est dégradé, ici on l'honore; sur la rive gauche du fleuve, on ne peut trouver d'ouvriers appartenant à la race blanche, ils craindraient de ressembler à des esclaves; il faut s'en rapporter aux soins des Nègres; sur la rive droite on chercherait en vain un oisif: le Blanc étend à tous les travaux son activité et son intelligence.

Ainsi donc les hommes qui, dans le Kentucky, sont chargés d'exploiter les richesses naturelles du sol n'ont ni zèle ni lumière; tandis que ceux qui pourraient avoir ces deux choses ne font rien, ou passent dans l'Ohio, afin d'utiliser leur industrie et de pouvoir l'exercer sans honte.

Il est vrai que dans le Kentucky les maîtres font travailler les esclaves sans être obligés de les payer, mais ils tirent peu de fruits de leurs efforts, tandis que l'argent qu'ils donneraient aux ouvriers libres se retrouverait avec usure dans le prix de leurs travaux.

L'ouvrier libre est payé, mais il fait plus vite que l'esclave, et la rapidité de l'exécution est un des grands éléments de l'économie. Le Blanc vend ses secours, mais on ne les achète que quand ils sont utiles; le Noir n'a rien à réclamer pour prix de ses services, mais on est obligé de le nourrir en tout temps; il faut le soutenir dans sa vieillesse comme dans son âge mûr, dans sa stérile enfance comme durant les années fécondes de sa jeunesse, pendant la maladie comme en santé. Ainsi ce n'est qu'en payant qu'on obtient le travail de ces deux hommes: l'ouvrier libre reçoit un salaire; l'esclave, une éducation, des aliments, des soins, des vêtements; l'argent que dépense le maître pour l'entretien de l'esclave s'écoule peu à peu et en détail; on l'aperçoit à peine: le salaire que l'on donne à l'ouvrier se livre d'un

seul coup, et il semble n'enrichir que celui qui le reçoit; mais en réalité l'esclave a plus coûté que l'homme libre, et ses travaux ont été moins productifs. ^a

L'influence de l'esclavage s'étend encore plus loin; elle pénètre jusque dans l'âme même du maître, et imprime une direction particulière à ses idées et à ses goûts.

Sur les deux rives de l'Ohio, la nature a donné à l'homme un caractère entreprenant et énergique; mais de chaque côté du fleuve il fait de cette qualité commune un emploi différent.

Le Blanc de la rive droite, obligé de vivre par ses propres efforts, a placé dans le bien-être matériel le but principal de son existence; et comme le pays qu'il habite présente à son industrie d'inépuisables ressources, et offre à son activité des appâts toujours renaissants, son ardeur d'acquiescer a dépassé les bornes ordinaires de la cupidité humaine: tourmenté du désir des richesses, on le voit entrer avec audace dans toutes les voies que la fortune lui ouvre; il devient indifféremment marin, pionnier, manufacturier, cultivateur, supportant avec une égale constance les travaux ou les dangers attachés à ces différentes professions; il y a quelque chose de merveilleux dans les ressources de son génie, et une sorte d'héroïsme dans son avidité pour le gain.

^a Indépendamment de ces causes, qui, partout où les ouvriers libres abondent, rendent leur travail plus productif et plus économique que celui des esclaves, il en faut signaler une autre qui est particulière aux États-Unis: sur toute la surface de l'Union on n'a encore trouvé le moyen de cultiver avec succès la canne à sucre que sur les bords du Mississippi, près de l'embouchure de ce fleuve, dans le golfe du Mexique. À la Louisiane, la culture de la canne est extrêmement avantageuse: nulle part le laboureur ne retire un aussi grand prix de ses travaux; et, comme il s'établit toujours un certain rapport entre les frais de production et les produits, le prix des esclaves est fort élevé à la Louisiane. Or, la Louisiane étant du nombre des États confédérés, on peut y transporter des esclaves de toutes les parties de l'Union; le prix qu'on donne d'un esclave à La Nouvelle-Orléans élève donc le prix des esclaves sur tous les autres marchés. Il en résulte que, dans les pays où la terre rapporte peu, les frais de la culture par les esclaves continuent à être très considérables, ce qui donne un grand avantage à la concurrence des ouvriers libres. (Note de Tocqueville)

L'Américain de la rive gauche ne méprise pas seulement le travail, mais toutes les entreprises que le travail fait réussir ; vivant dans une oisive aisance, il a les goûts des hommes oisifs; l'argent a perdu une partie de sa valeur à ses yeux; il poursuit moins la fortune que l'agitation et le plaisir, et il porte de ce côté l'énergie que son voisin déploie ailleurs; il aime passionnément la chasse et la guerre ; il se plaît dans les exercices les plus violents du corps; l'usage des armes lui est familier, et dès son enfance il a appris à jouer sa vie dans des combats singuliers. L'esclavage n'empêche donc pas seulement les Blancs de faire fortune, il les détourne de le vouloir.

Les mêmes causes opérant continuellement depuis deux siècles en sens contraires dans les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, ont fini par mettre une différence prodigieuse entre la capacité commerciale de l'homme du Sud et celle de l'homme du Nord. Aujourd'hui, il n'y a que le Nord qui ait des vaisseaux, des manufactures, des routes de fer et des canaux.

Cette différence se remarque non seulement en comparant le Nord et le Sud, mais en comparant entre eux les habitants du Sud. Presque tous les hommes qui dans les États les plus méridionaux de l'Union se livrent à des entreprises commerciales et cherchent à utiliser l'esclavage sont venus du Nord; chaque jour, les gens du Nord se répandent dans cette partie du territoire américain où la concurrence est moins à craindre pour eux; ils y découvrent des ressources que n'y apercevaient point les habitants, et se pliant à un système qu'ils désapprouvent, ils parviennent à en tirer un meilleur parti que ceux qui le soutiennent encore après l'avoir fondé.

Si je voulais pousser plus loin le parallèle, je prouverais aisément que presque toutes les différences qui se remarquent entre le caractère des Américains au Sud et au Nord ont pris naissance dans l'esclavage; mais ce serait sortir de mon sujet: je cherche en ce moment, non pas quels sont tous les effets de la servitude, mais quels effets elle produit sur la prospérité matérielle de ceux qui l'ont admise ²⁰⁹. »

²⁰⁹ O.C., I, p. 362-364.

L'esclavage est un mal absolu dont il faut obtenir l'abolition. Or, il est impossible de la voter avec une assemblée en grande partie hostile, sans prévoir, en même temps, pour tenter de lever les réactions conservatrices, un système d'indemnisation qui permette de venir à bout des réticences du lobby des colons.

Cette indemnisation est également absolument nécessaire à un autre titre : à quoi bon abolir l'esclavage si c'est pour laisser l'économie des Antilles en ruine, si les anciens esclaves ne peuvent plus, pour des raisons économiques, dans ce qui est pour eux, désormais, leur pays ? A quoi bon obtenir la liberté si c'est pour aboutir à la misère ; ce fut sans doute là la raison qui poussa Schœlcher à retenir les modalités d'indemnisation des colons prévues avant lui.

***D – L'indemnisation des colons obéit à un double objectif :
obtenir le vote du projet de loi et laisser un pays
économiquement viable***

[Retour à la table des matières](#)

L'émancipation doit être comprise comme un processus global qui tienne compte de l'histoire antérieure, des intérêts des esclaves affranchis comme des colons afin de laisser un pays économiquement viable ainsi que Tocqueville le souligne dans le Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de Tracy relative aux esclaves des colonies :

« Ici, d'ailleurs, se présentent, dans toute leur force, les objections générales déjà produites contre toute émancipation graduelle. Comment, au milieu des générations précédentes restées dans l'esclavage, obtenir le travail de la jeune génération affranchie ? Comment faire travailler les parents esclaves en présence de leurs enfants libres ?

Votre commission, Messieurs, étant ainsi demeurée convaincue que l'émancipation simultanée était, à tout prendre, le moyen le moins dangereux de détruire l'esclavage, ne s'est plus appliquée qu'à rechercher à quelles conditions générales et de quelle manière cette émancipation devait avoir lieu.

Votre commission a repoussé tout d'abord l'assimilation qu'on voudrait faire de la propriété de l'esclave aux autres propriétés que la loi protège. Elle n'admet pas que l'expropriation forcée pour cause d'utilité publique soit rigoureusement applicable au cas où l'État rend un nègre à la liberté. L'homme n'a jamais eu le droit de posséder l'homme, et le fait de la possession a toujours été et est encore illégitime.

Alors même, d'ailleurs, que les principes en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique seraient ici applicables, il est évident que le colon ne saurait, d'après ces principes, réclamer d'avance le remboursement de la valeur totale de son esclave; car, à la place de cet esclave qu'elle lui enlève, la loi lui offre un ouvrier libre. L'ouvrier libre ne sert, il est vrai, que moyennant salaire; mais l'esclave ne pouvait non plus servir qu'à la condition d'être acheté, nourri, soigné et vêtu : c'était encore le salaire sous une autre forme. Le colon ne serait donc attaqué dans sa fortune par le fait de l'émancipation, et n'aurait un droit rigoureux à une indemnité que si, par le résultat encore inconnu de cette même émancipation, les nègres refusaient de travailler, ou si le salaire qu'ils demandaient pour leur travail excédait la somme pour laquelle on pouvait se procurer leur coopération forcée du temps de l'esclavage.

Toutefois, Messieurs, votre commission a unanimement pensé qu'il ne serait ni humain, ni équitable, ni sage, de ne point venir au secours des colonies au moment où l'émancipation générale est prononcée, et pendant qu'elle s'opère.

C'est avec l'autorisation, c'est avec l'appui et le concours de la métropole, que les colons ont entrepris de cultiver la terre à l'aide d'esclaves. Dès 1679 ^a un arrêt du conseil accorda une prime de 13 livres par chaque tête de nègre importée dans les colonies. Des lettres patentes de 1696 et 1704 confirment ce privilège des vendeurs d'esclaves. Toute la législation relative aux colonies, pendant le XVIII^e siècle, est remplie d'encouragements semblables, et, cinq ans encore avant la Révolution, le 28 octobre 1784, un arrêt du conseil porte : « Les avantages faits aux armateurs qui s'occupent de la traite des nègres étant devenus insuffisants, et ces arma-

^a Arrêt du 25 mars 1679. (Note de Tocqueville)

teurs ne suivant pas le commerce de la traite avec autant d'activité que l'exigerait l'intérêt des colonies, Sa Majesté, toujours portée à donner à ses colonies et aux armateurs de son royaume des marques de protection, a bien voulu accorder de nouveaux encouragements à la traite. » Suit une longue énumération des nouveaux privilèges.

La France a donc favorisé de tout son pouvoir le trafic des esclaves pendant plus d'un siècle, et elle n'a cessé de le tolérer que depuis neuf ans ; aujourd'hui, plus éclairée et plus juste, elle veut substituer au travail forcé le travail libre. La science indique, et plusieurs expériences déjà faites dans l'intérieur même des tropiques ^b semblent prouver que la culture à l'aide des nègres affranchis peut devenir plus facile, plus productive et moins onéreuse que la culture à l'aide des noirs esclaves. Il est donc permis de croire que la révolution opérée dans nos îles serait heureuse pour les colons comme pour les nègres, et, qu'après qu'elle serait terminée, il en coûterait moins au propriétaire du sol pour cultiver ses champs avec un petit nombre d'ouvriers dont il paierait le salaire suivant le travail, qu'il ne lui en coûte aujourd'hui où il est obligé d'acheter et d'entretenir toute l'année autour de lui une multitude d'esclaves, dont une partie considérable reste toujours improductive.

Mais, d'un autre côté, il faut le reconnaître, le succès d'un si grand changement social est toujours accompagné d'incertitude; alors même que le résultat final de la grande expérience que nous allons tenter serait de nature à nous satisfaire, comme il y a tant de justes raisons de le croire, le passage d'un état à l'autre ne se fera jamais sans péril ; il sera accompagné d'un malaise inévitable; il amènera des changements d'habitude et de méthode toujours pénibles et souvent onéreux. Il est possible, il est probable même que, pendant un certain temps, jusqu'à ce que le nègre ait été amené par une législation nouvelle à des mœurs laborieuses, l'exploitation des terres dans les colonies sera moins productive et plus chère par le travail libre qu'elle ne l'est par le travail forcé; en d'autres termes, que les salaires s'élèveront plus haut chaque année que ne s'élèvent aujourd'hui l'achat et

^b Voyez notamment ce que dit Flinter sur la colonie espagnole de Porto-Rico. (Note de Tocqueville)

l'entretien des esclaves. Laisser courir aux colons seuls ces chances, serait une iniquité flagrante. Il est indigne de la grandeur et de la générosité de la France de faire triompher enfin les principes de la justice, de l'humanité et de la raison, qui ont été si longtemps méconnus par elle et par ses enfants d'outre-mer, aux dépens de ces derniers seulement; de prendre pour elle seule l'honneur d'une réparation si tardive, et de n'en laisser aux colons que la charge. Une grande injustice a été commise par les uns et par les autres : il faut que les uns et les autres contribuent à la réparer.

La commission a pensé, d'ailleurs, que, quand cette manière d'agir lie serait pas indiquée par l'équité, l'intérêt seul en ferait une loi.

Pour arriver sans trouble au résultat heureux que l'émancipation doit produire, il est nécessaire d'obtenir et de conserver l'actif concours des colons. On n'y réussirait point en les abandonnant à eux-mêmes et en ne les aidant point à traverser la crise qu'on aurait fait naître.

Il y a une vérité qu'on ne saurait méconnaître : l'émancipation sera d'autant plus facile, la transition d'un état à l'autre d'autant plus paisible et plus courte que les propriétaires du sol seront plus riches. Tout devient difficile si l'émancipation s'opère au milieu de leur gêne; tout devient périlleux si elle commence au milieu de leur ruine. Il n'y a qu'une société coloniale prospère qui puisse aisément supporter le passage de la servitude à la liberté.

Or il paraît certain que, dans nos colonies, surtout dans les colonies des Antilles, la situation pécuniaire des propriétaires est depuis longtemps fort gênée.

Des renseignements, que la commission a lieu de croire dignes de foi, portent les seules dettes hypothécaires contractées et non acquittées, depuis dix ans, à la Guadeloupe et à la Martinique, à 130 millions; c'est à peu près le quart du capital représenté par toutes les propriétés rurales de ces deux îles. ^c

^c La valeur des terres à la Martinique est évaluée à 330.385.450 fr.; la valeur des terres de la Guadeloupe à 268.371.925 fr. Voyez documents statistiques publiés par le Ministre de la Marine. (Note de Tocqueville)

L'intérêt de l'argent est à 16 pour 100 environ. ^d Avant de retirer au colon le travail forcé de ses esclaves, il est prudent de le mettre en état d'acheter le travail libre des ouvriers.

Votre commission a pensé que ces considérations seraient suffisantes pour déterminer la Chambre à la dépense qui sera nécessaire.

La France, Messieurs, ne veut pas détruire l'esclavage pour avoir la douleur de voir les blancs ruinés quitter le sol des colonies et les noirs retomber dans la barbarie. Elle n'entend pas seulement donner la liberté à des hommes qui en sont privés, mais constituer des sociétés civilisées, industrieuses et paisibles. Elle ne refusera pas à son Gouvernement les moyens d'y parvenir.

La France n'oubliera point qu'il s'agit ici de la liberté, du bonheur, de la vie de trois cent mille de nos semblables, qui tous parlent notre langue; obéissent à nos lois et tournent en ce moment vers nous leurs regards, comme vers leurs libérateurs ou leurs pères. Si la France croit que le moment est arrivé de régénérer et de sauver ces sociétés lointaines qui sont son ouvrage et dont elle a exposé l'avenir en introduisant dans leur sein la servitude, elle ne jugera pas qu'il convienne au rang qu'elle occupe dans le monde, de compromettre le succès d'une si glorieuse et si sainte entreprise par économie.

La commission, d'ailleurs, a pensé que l'émancipation pouvait être conduite de telle manière et accompagnée de telles mesures que le trésor lie fût appelé à faire qu'une avance, et que la nation pût se couvrir, par le produit du travail des affranchis, d'une portion des frais que La commission, d'ailleurs, a pensé que l'émancipation pouvait être conduite de telle manière et accompagnée de telles mesures que le trésor lie fût appelé à faire qu'une avance, et que la nation pût se couvrir, par le produit du travail des affranchis, d'une portion des frais que l'émancipation aurait amenés.

^d La commission a reconnu que cette situation fâcheuse était due en partie à ce que, dans les colonies des Antilles, l'expropriation forcée n'existait pas, et elle a accueilli avec reconnaissance l'assurance que lui ont donnée MM. les Ministres qu'à la session de 1840 un projet de loi ayant pour objet d'introduire la saisie immobilière dans nos Antilles serait présenté en temps utile. (Note de Tocqueville)

Ceci sera expliqué plus loin. La commission, Messieurs, a donc été d'avis unanime qu'on devait accorder aux colons une indemnité dont, quant à présent, le montant n'a pu être évalué par elle, mais dont la plus grande partie serait payée avant que l'émancipation ne fût accomplie ²¹⁰. »

À la fin du rapport Tocqueville commence à tracer les grandes lignes des modalités économiques d'intervention de l'État dans le processus d'abolition en proposant de tirer parti de l'expérience anglaise afin de tenter d'en éviter les maladresses :

« La commission, Messieurs, a pensé que l'apprentissage pouvait être conçu dans un autre esprit et mis en pratique d'une autre manière qu'il ne l'a été par les Anglais.

Un plan a été produit dans son sein : le moment n'est pas venu de le discuter, mais elle doit du moins en faire connaître les traits principaux à la Chambre.

Aussitôt après que l'esclavage serait aboli, toutes les anciennes relations entre les blancs et les noirs seraient substantiellement changées. Le lien qui existait entre l'un et l'autre serait entièrement détruit.

L'État seul deviendrait le tuteur de la population affranchie, et c'est lui qui concéderait suivant sa volonté, et à des conditions qu'il fixerait, les services des noirs aux colons, l'usage des moyens disciplinaires restant entre ses mains.

Ce travail ne serait plus gratuit.

Il y a environ 250.000 esclaves dans les colonies. Les deux tiers, ou 166.000, à peu près, sont âgés de quatorze à soixante ans, c'est-à-dire capables d'efforts habituels et productifs.

Les documents qui ont été soumis et les renseignements recueillis permettent de croire qu'en n'exigeant pour le travail de ces 166.000 ouvriers qu'un salaire modéré, l'État pourrait, non seulement couvrir l'intérêt

²¹⁰ O.C., III, 1, p. 53-57.

de l'indemnité et faire un fonds pour l'amortissement de son capital, mais abandonner chaque jour une portion du salaire au travailleur.

Celui-ci aurait, en outre, pendant l'apprentissage, l'usage du samedi et la possession d'une quantité de terre suffisante pour se nourrir; il vivrait à ces conditions avec aisance.

Quant aux enfants, le propriétaire continuerait à s'en charger moyennant un contrat d'apprentissage qui lui assurerait les services de ceux-ci jusqu'à l'âge de vingt et un ans.

Il aurait aussi le soin des vieillards et de ceux des ouvriers qui seraient malades. Des règlements établiraient sur ce point des habitudes uniformes. ^a

Ces mesures, qui satisferaient l'humanité, seraient favorable aux colons eux-mêmes; il est à croire qu'ils gagneraient en travail, en sécurité et en avenir, beaucoup plus qu'ils ne perdent d'argent.

La commission n'est point appelée à discuter les détails de ce plan ni à en proposer l'adoption à la Chambre; mais son devoir est de dire qu'elle en a unanimement approuvé les idées mères.

Dans le système anglais, c'était la loi qui avait fait de l'esclave l'apprenti de son ancien maître. Le maître perdait une partie de sa puissance, il conservait l'autre. Son pouvoir n'était pas emprunté, il continuait à l'exercer directement en vertu de son même droit; le Gouvernement n'intervenait que pour régler l'usage et empêcher l'abus de ce droit.

Une partie des embarras qu'a rencontrés l'apprentissage est sortie de cette source.

La commission a pensé qu'il serait infiniment plus conforme à l'intérêt des nègres, aussi bien qu'à celui des colons, de détruire d'un seul coup tous

^a Cette même obligation a été imposée aux maîtres par les règlements locaux d'Antigue. « Le gouvernement local d'Antigue, dit M. le capitaine Halley, dans son rapport du 13 décembre 1838, a adopté des mesures sages dictées par une humanité fort louable, relativement aux vieillards et à tous les gens infirmes qui sont dans l'impossibilité de pourvoir à leur subsistance. Il a arrêté que tous les individus placés dans ces catégories resteraient à la charge des anciens propriétaires. » (Note de Tocqueville)

les anciens rapports qui existaient entre le maître et son esclave, et de transporter à l'État la tutelle de toute la population affranchie. Cette manière d'agir a plusieurs avantages considérables.

Des gênes inévitables accompagnent le passage de l'esclavage à la liberté. Il faut éviter, autant que possible, qu'elles soient ou qu'elles paraissent imposées au nouvel affranchi par 'son ancien maître. En pareille matière, il est sage de laisser au Gouvernement toute la responsabilité, avec le pouvoir.

L'État devenant ainsi le tuteur des anciens esclaves, il se trouve en pleine liberté de prendre tous les moyens qui peuvent le mieux et le plus vite préparer ceux-ci à l'entier usage de l'indépendance. Il peut leur imposer les conditions qu'il juge indispensables, et leur faire subir les épreuves nécessaires avant d'achever de les livrer à eux-mêmes. Il est libre de prendre, suivant les cas, toutes les mesures qui doivent répandre l'instruction parmi eux, y régler les mœurs, y favoriser efficacement le mariage. Ces mesures, émanant de l'État et non de l'ancien maître, ne feraient pas naître entre les deux races ces sentiments de défiance et de haine dont on a vu les funestes effets dans les colonies britanniques; imposées au blanc comme condition du travail, au noir comme prix de l'indépendance, elles seraient facilement admises et exactement exécutées.

La commission a également approuvé l'idée du salaire.

Le salaire est une juste indemnité des sacrifices de l'État.

Il est utile au noir, car indépendamment de l'aisance qu'il lui donne, il lui fait sentir les avantages du travail; il réhabilite le travail à ses yeux. L'absence du salaire est le cachet de l'esclavage.

Le salaire, enfin, a cet avantage qu'il ôte tout prétexte aux défiances injustes que les colons ont quelquefois entretenues contre le Gouvernement de la métropole.

Par le salaire, l'intérêt pécuniaire de l'État est visiblement lié au maintien d'un travail productif dans les colonies, et le salaire forme, par conséquent, aux yeux de ces colonies, la plus puissante garantie des efforts que fera la métropole pour maintenir le travail.

La commission, Messieurs, est donc convaincue qu'un système d'apprentissage fondé sur les bases qu'on vient d'indiquer, pourrait concilier tout à la fois les droits du Trésor et les intérêts des colons. Elle y a vu surtout la plus heureuse combinaison qui se pût adopter en faveur des noirs, de cette race opprimée et déradée par l'esclavage, qu'il est de l'honneur et du devoir de la France de régler, d'éclairer et de moraliser, aussi bien que d'affranchir ²¹¹. »

Dans le dernier article, publié dans *Le Siècle*, Le 14 décembre 1843, Tocqueville indique les modalités économiques de l'émancipation des esclaves et l'indemnisation qui pourrait être versée aux anciens propriétaires.

Il est intéressant de noter ici comment Tocqueville envisage en politique la possibilité de lever une taxe qu'il veut, en partie au moins indolore, permettant à la fois de libérer les esclaves, de commencer à leur verser un salaire tout en indemnisant les colons. Il faut enfin noter ici que c'est justement la question financière qui fit échouer un projet que le roi et à sa suite Guizot jugeaient dispendieux. Ils le chiffraient à 220 ou 250 millions contre les 150 millions estimés par Tocqueville, mais n'était-ce pas là un moyen facile de refuser le projet ?

« Quelque respectable que soit la position des noirs, quelque sainte que doive être à nos yeux leur infortune, qui est notre ouvrage, il serait injuste et imprudent de ne se préoccuper que d'eux seuls. La France ne saurait oublier ceux de ses enfants qui habitent les colonies, ni perdre de vue sa grandeur, qui veut que les colonies progressent.

Si les nègres ont droit à devenir libres, il est incontestable que les colons ont droit à n'être pas ruinés par la liberté des nègres. Les colons ont profité, il est vrai, de l'esclavage; mais ce n'est pas eux qui l'ont établi : la métropole a pendant plus de deux cents ans favorisé de tout son pouvoir les développements de cette institution détestable, et c'est elle qui a inspiré à nos compatriotes d'outre-mer les préjugés dont maintenant l'impression nous étonne et nous irrite.

²¹¹ O.C., III, 1, p. 74-76.

Les injures et souvent les calomnies que les colons adressent ou font adresser tous les jours à tant d'hommes honorables ne doivent pas nous empêcher de voir ce qu'il y a de juste dans leurs demandes et de fondé dans leurs griefs.

La commission, examinant cette portion du sujet, n'a pas hésité à reconnaître que si la métropole devait aux esclaves des colonies la liberté, elle devait aux colons plusieurs garanties, qu'elle a résumées de cette manière :

D'abord un délai suffisant pour que les propriétaires coloniaux se préparent à subir la révolution qu'on a en vue et se procurent de quoi faire face aux nouveaux frais que la production du sucre par des mains libres doit leur occasionner.

Une de nos colonies vient d'éprouver un désastre il faut lui donner le temps de le réparer.

En ce moment d'ailleurs la propriété coloniale est partout obérée; on pourrait presque dire qu'elle n'existe pas, car la plupart des colons avant plus de dettes que de biens, nul ne sait précisément à qui appartiennent en réalité les terres qu'ils cultivent; il n'y a que l'introduction dans les colonies de l'expropriation forcée qui puisse amener la fin de ce désordre, liquider les fortunes et faire apparaître les propriétaires véritables. Alors seulement les colons possédant un capital ou un crédit pourront faire les avances que nécessitera la substitution du travail salarié au travail gratuit.

Un projet de loi ayant pour objet d'introduire l'expropriation forcée dans les Antilles est soumis en ce moment à l'examen des Chambres, et sera vraisemblablement adopté l'an prochain. Il est bon de laisser la nouvelle loi d'expropriation opérer pendant un certain temps avant d'abolir définitivement l'esclavage.

La seconde garantie que les colons, suivant la commission, ont le droit de demander à la mère-patrie, c'est un prix rémunérateur pour leurs sucres. L'émancipation, en effet, avec quelque ménagement qu'elle soit conduite, entraînera nécessairement, comme le dit le rapporteur, un certain degré de perturbation dans le travail colonial. Dans les premiers moments, la production sera nécessairement réduite. Si dans ce même temps le prix des

sucres ne s'élève point, à plus forte raison s'il vient à baisser, les colons, déjà gênés, souffriront dans leurs revenus une perte qui leur rendra difficile et peut-être impossible de faire face à leurs obligations nouvelles.

Un léger sacrifice imposé aux consommateurs suffirait ait ,contraire pour les tirer d'affaire et mener à bien l'entreprise. Quelques chiffres mettront ceci en évidence. Les colonies nous vendent aujourd'hui 80 millions de kilos de sucre à raison de 125 francs les 100 kilos; ce qui leur rapporte 100 millions de francs. Supposez qu'après l'abolition de l'esclavage, l'importation du sucre colonial tombe à 70 millions de kilos, et que, par suite de l'introduction du sucre étranger ou grâce à une faveur particulière accordée au sucre de betterave, le prix de vente reste à 125 francs les 100 kilos, le revenu des colons sera diminué de 12.500.000 francs, perte écrasante qu'il faudra répartir sur un très petit nombre de producteurs. Que le prix du sucre au contraire s'élève à 145 francs les 100 kilos, ce qui n'a rien d'extraordinaire et s'est vu plusieurs fois dans ces dernières années, les colons ne perdent rien et le consommateur ne paie la livre de sucre que deux sous de plus.

C'est précisément ce qui est arrivé en Angleterre. La production du sucre colonial a diminué d'un quart après l'émancipation, ainsi que nous l'avons vu. Mais grâce aux tarifs protecteurs, le prix du sucre colonial s'étant élevé par suite de la rareté même de la denrée, les colons n'ont pas reçu moins d'argent, ce qui leur a permis jusqu'ici de résister aux conséquences désastreuses de l'élévation des salaires.

Il est même arrivé cette circonstance bien remarquable que le Gouvernement ayant voulu a 1840 baisser de près de moitié le droit qui s'opposait à l'entrée des sucres étrangers, la Chambre des Communes, c'est-à-dire la tanche de la législature qui représentait le plus directement le consommateurs, s'y opposa et plutôt que de le souffrir aima mieux renverser le Ministère.

Ces considérations ont porté la commission des affaires coloniales à déclarer qu'à son avis il était nécessaire avant de procéder à l'émancipation d'établir l'égalité entre le sucre de betterave et le sucre colonial, et que tant

que durerait la crise produite par ce grand événement, il ne fallait pas abaisser le droit qui frappe à son entrée le sucre étranger.

La dernière garantie qu'il est équitable d'accorder aux colons, c'est une indemnité représente la valeur vénale des esclaves mis en liberté. Durant les dix ans qui, dans le système de la commission, s'écoulaient entre le moment où le principe de l'abolition de l'esclavage est adopté et celui où en fait l'esclavage est détruit, on prépare les esclaves à la liberté et on liquide la propriété coloniale. Durant cette période, les colons n'éprouvent aucun préjudice et conséquemment n'ont droit à aucune indemnité. Mais le jour où la servitude venant à cesser, le travail des nègres cesse d'être gratuit, la question de l'indemnité se présente. L'esclave est-il réellement une propriété ? De quelle nature est cette propriété ? À quoi l'État, qui la fait disparaître, est-il obligé en droit et en équité ? M. le duc de Broglie a traité cette partie si difficile et si délicate de son rapport en économiste, en philosophe et en homme d'État. C'est la portion la plus saillante de ce grand travail; nous voudrions pouvoir la mettre sous les yeux de nos lecteurs; mais les limites que nous devons nous imposer nous en empêchent. Nous nous bornerons donc à dire que la commission arrive à démontrer qu'il serait contraire à toutes les notions de l'équité et à l'intérêt évident de la métropole d'enlever aux colons leurs esclaves sans les indemniser de leur perte.

La commission, à la suite d'un long et consciencieux travail, a cru devoir fixer cette indemnité à 1.200 francs par tête de nègre. Les Anglais avaient acquitté l'indemnité de deux manières : au moment de l'abolition, ils avaient remis la moitié de la somme promise aux planteurs, et en outre ils leur avaient assuré pendant sept ans une partie du travail gratuit des affranchis. Ils avaient calculé que le prix de ce travail équivaldrait au bout de sept ans à l'argent qu'on ne payait pas. La commission a adopté une mesure sinon semblable, au moins analogue.

Le capital dû pour les 250.000 esclaves des colonies, à 1.200 francs par tête, étant 300 millions, la moitié, ou 150 millions, représentés par une rente de 6 millions à 4%, serait accordée aux colons et placée à leur compte à la caisse des dépôts et consignations. Par cette opération, la métropole s'acquitte de la moitié de sa dette et acquiert en conséquence le droit de re-

tirer aux colons la moitié du travail gratuit de leurs esclaves; au lieu de cela, elle continue à leur en laisser la jouissance entière pendant dix ans. Or, le prix du travail journalier d'un nègre peut être évalué à 50 centimes. C'est donc 25 centimes dont la métropole gratifie chaque jour le maître, et cet avantage, en se continuant pendant dix ans, équivaut précisément aux 150 millions qu'on ne donne pas.

Comme on le voit, les frais de l'émancipation se répartissent d'une manière qui semble équitable entre tous ceux qui ont intérêt au succès de la mesure : la moitié de l'indemnité est fournie par la métropole, l'autre par le travail des noirs, et l'élévation [du prix] de la main-d'œuvre est supportée par les colons.

En résumé, liberté simultanée accordée aux esclaves au bout de ces dix ans; d'ici là, un ensemble de mesures qui aient pour but de moraliser et de civiliser les nègres et de liquider la propriété des blancs. Après ce terme, une législation spéciale dont l'objet soit d'aider la société coloniale à se rasseoir; avec la liberté donnée aux esclaves, une indemnité suffisante accordée aux maîtres.

Tel est dans ses traits principaux le plan d'émancipation que la majorité de la commission propose. Il était difficile, ce semble, d'atteindre un plus grand but à moins de frais, et de mieux accorder ce que l'humanité et l'intérêt de la France exigent avec ce que la prudence commande.

Ce plan si laborieusement préparé par la commission, exposé avec tant de talent par M. le duc de Broglie, sera-t-il adopté sincèrement par le Gouvernement et sérieusement présenté par lui à l'adoption des Chambres ? Cela est fort douteux.

M. Guizot a l'esprit trop élevé pour être insensible à la beauté et à la grandeur de l'œuvre qu'on propose. Nous lui rendons cette justice de croire qu'il l'accomplirait s'il était libre de le faire. Mais qui ne sait que M. Guizot n'est pas le maître et que le rôle dont il se contente se borne à être le premier parmi ceux qui, obéissent ? ²¹² On peut croire que plusieurs de

²¹² C'est là, comme le confirment les discussions qui ont lieu au château de Tocqueville en 1861 lorsque Nassau Senior évoque avec Beaumont la question que se posait Guizot qui était de savoir pourquoi Tocqueville ne l'avait pas re-

MM. Les Ministres veulent l'émancipation, mais tous ceux qui voient de près les affaires savent bien que le Gouvernement n'en veut pas. Nous ne sommes pas dans le temps des entreprises généreuses, pas même dans celui des entreprises utiles, quand en même temps elles sont difficiles et grandes.

Il y a plusieurs manières de repousser l'émancipation. On peut maintenir hautement l'esclavage, comme l'avaient fait Napoléon et la Restauration. Mais cela n'est pas facile dans le temps de liberté démocratique où nous vivons, quand on représente une, révolution qui a été faite tout entière au nom de l'égalité, et dont ce glorieux principe fait le symbole et la force.

Sans maintenir l'esclavage, on peut du moins ne pas s'occuper de le détruire, Comme il est impossible d'émanciper les nègres sans que le Gouvernement ne se mette à la tête de l'entreprise, pour rendre tous les efforts des abolitionnistes inutiles, il n'a pas besoin de résister, il lui suffit de s'abstenir. C'est la politique qu'on suit depuis dix ans.

Un dernier expédient consiste à prôner l'émancipation, mais à en exagérer tellement les périls, les incertitudes et les frais devant les Chambres, que l'obstacle vienne d'elles. De cette manière, on garde l'honneur de ses principes sans mettre en péril son pouvoir, et l'on reste à la fois, chose difficile, libéral et ministre.

Il est à craindre que ce ne soit là la méthode que se propose de suivre le Ministère : quelques mots prononcés à la fin de la session dernière semblent l'indiquer. Interpellé sur les intentions du Gouvernement, M. Guizot protesta d'abord de son dévouement pour la grande cause de l'abolition ; puis il étala complaisamment devant l'Assemblée, en les exagérant immensément, les difficultés et les frais de la mesure. Il ne craignit pas, entre autres, d'annoncer officiellement que l'émancipation coûterait au trésor public plus de 250 millions, ce qui fit naître, comme il était facile de s'y attendre, les exclamations improbatives de la Chambre.

joint dans l'action politique de la Monarchie de Juillet ; Tocqueville reprochait à Guizot son absence de volonté et d'action politique, ce qu'il considérait comme une forme de servilité vis-à-vis de Louis Philippe.

Or, dans ce moment même, M. Guizot avait sous les yeux le rapport de M. le duc de Broglie, rapport qui montre jusqu'à l'évidence que 6 millions de rente au capital de 150 millions représentent à très peu près le chiffre total de la dépense. Que signifient donc de semblables paroles ? Doit-on les attribuer à l'ignorance ? Mais comment admettre l'ignorance du Gouvernement dans une affaire si grande et si connue ? Voulait-on indisposer par avance l'opinion publique et susciter des résistances salutaires ? C'est ce que la session prochaine fera bien voir.

Si le Ministère, montrant que nos soupçons étaient injustes, entre franchement dans la voie de l'émancipation, le devoir de l'opposition est de l'y soutenir de tout son pouvoir, car c'est de l'intérêt de la France, de sa grandeur, de son honneur, des doctrines que sa Révolution a fait prévaloir dans le monde et que l'opposition surtout se fait gloire de professer, qu'il s'agit ici. Mais que l'opposition prenne bien garde de se payer de vains mots ; qu'elle sache que, quand on lui parle désormais de nouveaux délais destinés à faire des études nouvelles, on la trompe ²¹³. »

3 – Les dimensions économiques de la colonisation en Algérie

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas question d'aborder ici l'ensemble du problème de la colonisation en Algérie, encore moins de prétendre présenter la position de Tocqueville face à cette colonisation. Cette question serait aussi pertinente que celle qui demanderait « Quelle était la position de de Gaulle sur l'Algérie ? »

Lorsqu'il prononce le discours de Brazzaville ? Le 8 mai 1945 lorsque l'armée française mûre dans le sang les mouvements du constantinois ? En 1958 lorsqu'il proclame « vive l'Algérie française » ? En 1960 lorsqu'il en appelle à la paix des braves ? En 1962 lorsque sont signés les accords d'Evian ?

²¹³ Lettre publiée dans *Le Siècle* du 14 décembre 1843 (O.C., III, 1, pp. 105-110). La fin de cette lettre est citée plus haut.

La vérité est qu'en un cas, comme dans l'autre, toute approche qui ne tient pas compte de la dimension diachronique est non-pertinente.

Dans les articles qu'il publie en 1837, Tocqueville affirme qu'il aurait souhaité que la colonisation se limitât à des comptoirs à partir desquels il eût été possible de commercer avec les indigènes, notamment les Kabyles. Jusqu'au bout il dénonce toute tentative d'implantation en Kabylie.

À partir de 1843, il se rallie à la colonisation pour des raisons géostratégiques et géopolitiques tout en dénonçant les maladroites d'une colonisation qui spolie les indigènes, il dénonce les méfaits d'une administration tatillonne qui entend imposer sans nuances les modalités de la France métropolitaine. Il s'oppose surtout, principalement en 1846 et 1847 aux vues de Bugeaud qui entend mettre en place une colonisation militaire et dénonce la dérive des actions de celui-ci qui s'oppose ouvertement aux volontés de la Chambre en se lançant, en défiant ouvertement Abd El Kadder, dans une expédition en Kabylie.

En 1847, il avertit les élus et l'opinion en précisant que si la colonisation se fait au profit d'une seule population et aux dépens de l'autre, l'Histoire aboutira nécessairement, un jour où l'autre, à une situation dramatique.

Pendant ces années, surtout à partir de son premier voyage en Algérie, en 1841, et jusqu'à son rapport de 1847, il tente de présenter les conditions nécessaires pour éviter les drames et aboutir à une colonisation réussie.

Ces conditions contiennent naturellement, entre autres choses, un volet économique.

La colonisation militaire, comme toute forme de colonisation assistée, ne saurait être que ruineuse et conduite à l'échec.

Une colonisation réussie est d'abord une forme de libre entreprise faisant à l'esprit pionnier, au risque assumé par les colons, à leur liberté de manœuvre et à leur responsabilité. L'intervention de l'Etat doit se limiter à la mise en place d'infrastructures dont les colons ont immédiatement besoin.

Ni phalanstères ni colonies militaires ; Tocqueville se prononce, dès son Travail sur l'Algérie de 1841 contre tout système de colonisation lourde dans lequel la dimension collective l'emporte sur la dimension individuelle :

Établissement des villages

« Voici enfin le gouvernement maître d'une grande partie du sol par droit de conquête, soit par achat volontaire, soit par expropriation forcée. Que va-t-il en faire et comment le peupler ?

Il y a [à] ce sujet plusieurs systèmes; mais tous s'accordent et doivent s'accorder en un point : savoir la nécessité de ne point laisser la population s'éparpiller dans la campagne et de la forcer d'habiter dans des villages que l'Etat fortifierait à ses frais et dont il confierait la défense à un officier de son choix. Tous, dis-je, s'accordent et doivent s'accorder sur ce point. Mais ils diffèrent sur tous les autres. J'ai entendu à ce sujet mettre en avant bien des théories.

Rien ne prouve mieux [que] la plupart d'entre elles l'espèce d'attrait irrésistible qui de notre temps et dans notre pays entraîne peu à peu l'esprit humain à détruire la vie individuelle, pour ne faire de chaque société qu'un seul être. En France, cette tendance a produit le fouriérisme et le saint-simonisme. Elle attire même à leur insu l'abbé Landmann et le général Bugeaud et tant d'autres qui ont écrit ou parlé sur la colonisation. Tous tendent à couvrir l'Algérie de véritables phalanstères soit théocratiques, soit militaires, soit économiques, en d'autres termes, tous veulent fonder de petites communautés où la propriété et la vie individuelle ne se trouvent point ou se trouvent peu, et dans lesquelles chaque citoyen travaille comme l'abeille suivant un même plan et un même but, non dans son intérêt particulier, mais dans celui de la ruche.

Il y a cependant cette différence entre le plan de M. Landmann et celui de M. Bugeaud, que le premier fait de la propriété et de la vie commune l'état permanent, tandis que, si je ne me trompe, le second n'en fait qu'un état transitoire. Les membres de sa colonie militaire qui sont d'anciens soldats commencent par cultiver en commun et suivant une direction commune, mais, au bout d'un certain nombre d'années, ils doivent, je pense, devenir propriétaires libres.

Tous ces plans peuvent réussir sur un point, dans un cas particulier et pendant un certain temps; on a vu des choses analogues en Amérique. L'abbé Landmann persuadera peut-être à un certain nombre de familles al-

lemandes de venir se grouper autour de lui et les tiendra unies par son zèle. Le général Bugeaud pourra peut-être trouver dans son armée assez d'anciens soldats consentants pour être en état d'en former une ou deux colonies et des officiers assez habiles pour les commander. Tout cela est possible. Mais ce qui est une pure rêverie, c'est de s'imaginer qu'à l'aide de l'une de ces méthodes exceptionnelles on parviendra à peupler le pays.

Tous ces beaux plans de sociétés manqueront de la condition première du succès : des hommes pour en faire l'épreuve.

Quant aux colonies militaires, je dirai d'abord qu'il faudrait ne les composer, d'abord au moins, que d'hommes non mariés. Ce qui est un inconvénient immense. C'est avec des familles et non des individus qu'on colonise. Je dirai ensuite que si l'on considère l'état de nos mœurs, l'aisance qui règne en France dans les classes agricoles d'où les soldats sont partis, l'amour que ceux-ci conservent presque toujours pour leur lieu natal, la haine qu'ils portent en général à l'Afrique et surtout l'horreur de la guerre, du commandement et de la discipline militaire qui fait de plus en plus le fond de leur caractère, il paraît bien déraisonnable de croire qu'on trouvera beaucoup de soldats qui, après leur service, veuillent rester en Algérie pour y cultiver la terre militairement en vue d'avantages éloignés et précaires. Vous n'en trouverez que peu ou point parmi les bons sujets surtout, et s'il vous viennent un moment, ils vous échapperont bientôt. C'est le sentiment de beaucoup d'hommes éclairés en Afrique. J'y adhère complètement. On ne fait des colonies militaires qu'à la condition d'y amener et d'y retenir de force les nouveaux habitants, c'est-à-dire qu'on ne fait de pareilles colonies que quand on peut les peupler de serfs.

Quant aux colonies religieuses ou économiques qui ont simplement pour moyen et pour but la vie et la propriété commune, je dirai à plus forte raison qu'il est déraisonnable de s'imaginer qu'un grand nombre d'hommes quitteront leur patrie et iront s'exposer aux misères ainsi qu'aux dangers de la colonisation en Algérie, pour arriver à quoi ? A n'être les maîtres ni de leurs personnes ni de leurs biens et pour trouver des limites fixes à toutes leurs espérances. Cela, je le répète, ne s'est jamais vu et ne se verra point, parce que pareilles manières d'agir sont directement contraires aux mouvements naturels du cœur humain.

Tous ces moyens artificiels et compliqués de peupler l'Afrique n'ont pu se présenter qu'à l'esprit d'hommes de théorie qui n'avaient jamais eu sous les yeux le tableau des sociétés coloniales. Ceux qui ont pu étudier pratiquement cette matière savent au contraire que, pour lutter contre les difficultés sans nombre d'un premier établissement, il ne faut rien moins que toute l'énergie des passions que la propriété individuelle fait naître; que, dans ce premier et rude travail, il est nécessaire de laisser les mouvements du colon aussi libres, et d'ouvrir à ses espérances un champ aussi vaste que possible. Il ne faut jamais perdre de vue, ainsi que je le disais plus haut, que les colons ne sont pas des serfs, mais des hommes indépendants et mobiles qui peuvent ne pas venir ou ne pas rester, suivant leur bon plaisir; qu'il ne s'agit donc pas de trouver a priori, et la plume à la main, le système le plus propre à faire prospérer la petite société dont ils doivent faire partie, mais le moyen le plus efficace d'attirer vers elle et de retenir dans son sein, par ses passions et par ses goûts, chacun des hommes qui doivent la composer.

Les colonies de tous les peuples européens présentent le même spectacle. La part de l'individu y est partout plus grande que dans la mère patrie au lieu d'y être plus petite. Sa liberté d'action, moins restreinte. Cela doit nous servir d'enseignement.

Je sais bien qu'en cette matière, comme en toutes les autres, beaucoup dépend des circonstances. Il est clair que le pouvoir social doit se mêler de plus de choses, commander et gérer plus souvent les individus dans une colonie comme celle d'Alger que dans aucune autre colonie que je sache. Que sa part doive être grande, je ne le conteste pas. Je veux seulement qu'on ne perde point de vue qu'il ne faut lui faire faire que ce qui est nécessaire et rien de plus et que c'est sur l'action libre, passionnée et énergique de chaque homme qu'il faut principalement compter pour le succès ²¹⁴. »

²¹⁴ O.C., III, 1, p. 249-252

Pour que la colonisation réussisse, il faut que l'Etat donne aux colons les moyens structurels et économiques de la réussite, c'est-à-dire qu'il facilite leur installation en évitant les lourdeurs et les brimades administratives et qu'ils leur donnent les moyens de développer leur entreprise au lieu de les enfermer dans l'irresponsabilité d'un système de subventions :

« Il faut faire un pont d'or à ceux qui vont en Afrique.

On se tourmente beaucoup l'imagination pour découvrir le moyen d'attirer et de fixer des cultivateurs en Algérie. Il y en a un auquel ces grands utopistes ne pensent point et qui vaut mieux que toutes les colonies militaires ou ecclésiastiques du monde, c'est de faire qu'on s'enrichisse en cultivant; et pour qu'on s'y enrichisse, il faut qu'on y vive à bon marché et y vende aisément et chèrement ses produits. Baissez les tarifs de manière à ce qu'on se procure à bas prix, fût-ce même des étrangers, la plupart des choses utiles ou agréables à la vie. Laissez entrer librement en France tous les produits de l'Algérie, surtout ceux qui naissent non de l'industrie indigène, mais de l'industrie coloniale. Par exemple, au lieu d'acheter le tabac qui vous manque en Amérique, achetez-le de préférence à Alger, où il croît à merveille et est excellent. L'appât du gain et de l'aisance attirera bientôt dans le Massif et dans la Mitidja autant de colons que vous pourrez en désirer ^a.

Je sais bien que le commerce et l'industrie de la métropole vont s'écrier qu'on les sacrifie; que les principaux avantages d'une colonie, c'est de fournir un marché avantageux à la mère patrie et de ne point lui faire concurrence. Tout cela peut être vrai en soi, mais ne me touche point. Dans l'état où en sont les choses, ce n'est pas d'un point de vue commercial, industriel, colonial qu'il faut considérer Alger; il faut se placer plus haut encore pour envisager cette grande question. Il y a ici en effet un grand intérêt politique qui domine tous les autres. Notre situation présente

^a Savoir exactement l'état des règlements de douane...

Tout ceci n'est qu'une idée mère qui ne deviendrait intéressante que si on pouvait y joindre le détail des faits que j'ignore. (Note de Tocqueville)

en Afrique est intolérable : elle est ruineuse pour le trésor, destructive de notre influence dans le monde et par-dessus tout précaire. C'est notre intérêt le plus pressant et, je dirai, le plus national de la faire cesser. Elle ne peut cesser que par l'arrivée d'une population européenne qui garde et assure le territoire que nous avons conquis. Il faut donc l'y amener à tout prix, dût-on pour cela nuire momentanément à nos différents producteurs. Je dis momentanément, car il est facile de voir que ce mal ne serait que passager; quand une fois l'Algérie contiendrait une grande population française, on y rétablirait, et avec un grand avantage, les tarifs protecteurs qui maintenant sont presque inutiles à nos producteurs puisque le pays est inhabité et ne fait point de demande.

Je répéterai ici ce que j'ai dit et dirai encore bien des fois tâchez que l'argent que vous coûte l'Algérie soit utilement employé, mais ne regardez pas à l'argent, car rien n'est plus coûteux et à la fois plus dangereux que le statu quo où nous sommes. Pour moi, je crois que si la France, en faisant comme on dit un pont d'or à ceux qui voudraient venir peupler l'Afrique, parvenait en peu d'années à y attirer une population nombreuse, elle aurait encore fait une excellente affaire, même à ne considérer que l'argent²¹⁵. »

À quelles conditions est-il possible de réussir une colonisation ? Faute de respecter les indigènes, le colonisateur condamne la colonisation à dégénérer et à aboutir au sacrifice d'un peuple, le colonisateur ou le colonisé ! Tocqueville annonce dès 1847 le devenir de l'Algérie coloniale si le colonisateur se refuse à reconnaître l'humanité et les droits du colonisé :

« Quel sera l'effet probable de la conduite que nous conseillons de tenir à l'égard des indigènes ? Où doit s'arrêter, en cette matière, l'espérance permise ? Où commence la chimère ?

Il n'y a pas de gouvernement si sage, si bienveillant et si juste, qui puisse rapprocher tout à coup et unir intimement ensemble des populations que leur histoire, leur religion, leurs lois et leurs usages ont si profondé-

²¹⁵ O.C., III, 1, p. 253-254.

ment divisées. Il serait dangereux et presque puéril de s'en flatter. Il y aurait même, suivant nous, de l'imprudence à croire que nous pouvons parvenir aisément et en peu de temps à détruire dans le cœur des populations indigènes la sourde haine que fait naître et qu'entretient toujours la domination étrangère. Il faut donc, quelle que soit notre conduite, rester forts. Ce doit toujours être là notre première règle.

Ce qu'on peut espérer, ce n'est pas de supprimer les sentiments hostiles que notre Gouvernement inspire, c'est de les amortir; ce n'est pas de faire que notre joug soit aimé, mais qu'il paraisse de plus en plus supportable; ce n'est pas d'anéantir les répugnances qu'ont manifestées de tous temps les musulmans pour un pouvoir étranger et chrétien, c'est de leur faire découvrir que ce pouvoir, malgré son origine réprouvée, peut leur être utile. Il serait peu sage de croire que nous parviendrons à nous lier aux indigènes par la communauté des idées et des usages, mais nous pouvons espérer le faire par la communauté des intérêts.

Déjà nous voyons en plusieurs endroits ce genre de lien qui se forme. Si nos armes ont décimé certaines tribus, il y en a d'autres que notre commerce a singulièrement enrichies et fortifiées, et qui le sentent et le comprennent. Partout le prix que les indigènes peuvent attendre de leurs denrées et de leur travail s'est beaucoup accru par notre voisinage. D'un autre côté, nos cultivateurs se servent volontiers des bras indigènes. L'Européen a besoin de l'Arabe pour faire valoir ses terres; l'Arabe a besoin de l'Européen pour obtenir un haut salaire. C'est ainsi que l'intérêt rapproche naturellement dans le même champ, et unit forcément dans la même pensée deux hommes que l'éducation et l'origine plaçaient si loin l'un de l'autre.

C'est dans ce sens qu'il faut marcher, Messieurs; c'est vers ce but qu'il faut tendre.

La commission est convaincue que de notre manière de traiter les indigènes dépend surtout l'avenir de notre domination en Afrique, l'effectif de notre armée et le sort de nos finances; car, en cette matière, les questions d'humanité et de budget se touchent et se confondent. Elle croit qu'à la longue un bon gouvernement peut amener la pacification réelle du pays et une diminution très notable dans notre armée.

Que si, au contraire, sans le dire, car ces choses se sont quelquefois faites, mais ne se sont jamais avouées, nous agissions de manière à montrer qu'à nos yeux les anciens habitants de l'Algérie ne sont qu'un obstacle qu'il faut écarter ou fouler aux pieds; si nous enveloppions leurs populations, non pour les élever dans nos bras vers le bien-être et la lumière, mais pour les y étreindre et les y étouffer, la question de vie ou de mort se poserait entre les deux races. L'Algérie deviendrait, tôt ou tard, croyez-le, un champ clos, une arène murée, où les deux peuples devraient combattre sans merci, et où l'un des deux devrait mourir. Dieu écarte de nous, Messieurs, une telle destinée ! »

Une colonisation prise en charge par l'Etat et ne faisant pas appel à la libre initiative et à la responsabilité individuelle ne peut être qu'ruineuse et condamnée à l'échec ; dans le rapport de 1847 sur le projet de loi portant demande d'un crédit de 3 millions pour les camps agricoles de l'Algérie Tocqueville dénonce l'échec des colonies militaires, gaspillage financier d'un système qui conjugue assistance et irresponsabilité économiques :

« Les villages ainsi fondés ²¹⁶ n'ont eu, en général, jusqu'à présent, qu'une existence très chétive et très précaire. Plusieurs ont été décimés et sont encore désolés par la maladie, presque tous par la misère. Encore aujourd'hui, le Gouvernement, après les avoir créés, est contraint de les aider à vivre. La plupart d'entre eux cependant ne disparaîtront pas. Déjà il s'y rencontre des germes très vivaces de population agricole. Dans ceux même qui vont le plus mal, il est rare qu'on n'aperçoive pas, au milieu d'une foule très misérable ou peu prospère, quelques familles qui tirent bon parti de leur position et ne se montrent pas mécontentes de leur sort.

Il serait, du reste, peu juste d'attribuer au système lui-même tous les malheurs individuels et toutes les misères publiques qui en sont sortis. Les

²¹⁶ Tocqueville évoque ici le cas des villages de colonisation de la Mitidja qu'il avait visités lors de son second séjour algérien, en 1846. Bussière, qui avait voyagé avec lui, fait part de ses impressions de voyage dans le récit dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er novembre 1853.

fautes de tous genres commises dans sa pratique entrent pour beaucoup dans les causes de ses revers.

Sur ce point, le Gouvernement de la métropole et l'administration de la colonie méritent également de sévères critiques.

Si l'on songe que les colons envoyés aux frais de l'Etat pour cultiver l'Afrique ont été rassemblés avec si peu de soin que beaucoup d'entre eux étaient absolument étrangers à l'agriculture ou formaient la partie la plus pauvre de notre population agricole, qu'après avoir attendu pendant des mois, et quelquefois des années, dans les rues d'Alger, la concession promise, livrés à tous les maux physiques et moraux que l'oisiveté, la misère et le désespoir engendrent, ces hommes si mal préparés ont été placés souvent dans des lieux mal choisis, sur un sol empesté, ou tellement couvert de broussailles qu'un hectare situé de cette manière devait coûter plus cher à défricher qu'il n'eût coûté en France à acquérir; si l'on ajoute enfin à toutes ces causes de ruine l'influence journalière d'une administration incohérente et, par conséquent, imprévoyante, tout à la fois inerte et tracassière, il sera permis de douter qu'à de telles conditions, on eût pu créer des villages prospères, non pas seulement en Algérie, mais dans les parties les plus fertiles de la France.

Il est incontestable que ces causes accidentelles ont contribué à la ruine d'un grand nombre de colons. Quelles sont maintenant les circonstances particulières qui ont produit la prospérité de quelques-uns ?

Une première remarque frappe d'abord. Nulle part le succès des colons n'a été en rapport avec les sacrifices que l'Etat s'est imposés pour eux, mais en raison de circonstances qui étaient presque étrangères à celui-ci, on qu'il n'avait fait naître qu'indirectement, telles que la fertilité particulière du lieu, des qualités rares chez les colons, le voisinage d'un marché, le passage d'une route... Parmi ces circonstances, la plus ordinaire et la plus digne d'être signalée a été la présence d'un capital suffisant, soit dans les mains du colon lui-même, soit dans celles de ses voisins.

Il y a des villages, tels que celui de Saint-Ferdinand, par exemple, où l'Etat a poussé si loin la sollicitude, qu'il a bâti lui-même au colon une demeure très supérieure à la maison de presque tous les cultivateurs aisés de

France; autour de cette habitation, il a défriché 4 hectares de terre fertile. Il a placé dans cette ferme une famille à laquelle il n'a imposé que l'obligation de lui payer 1.500 fr., dont même il n'a pas exigé le versement; il lui a donné des semences, il lui a prêté des instruments de travail. Qu'est-il advenu, Messieurs ? Aujourd'hui la plupart de ces familles ont été obligées de vider les lieux. Elles n'ont pas eu le temps d'attendre que la prospérité fût venue.

Comme, en donnant la maison et le champ, l'Etat ne leur avait point fourni les moyens d'y vivre, qu'elles n'avaient point par elles-mêmes de ressources et ne trouvaient autour d'elles aucun moyen de s'en procurer, elles ont languì et auraient fini par s'éteindre les mains encore pleines de tous les instruments de prospérité qu'on leur avait gratuitement fournis.

Presque tous les colons qui ont réussi ailleurs, étaient arrivés, au contraire, avec un petit capital, ou, s'ils ne l'avaient pas apporté eux-mêmes, ils sont parvenus à se le procurer en travaillant pour le compte de ceux qui déjà en possédaient un ²¹⁷. »

Tout système étatique qui exclut le risque et la responsabilité individuels sera par nature condamné à la stagnation ou, plus généralement à l'échec et la colonisation militaire sera beaucoup plus ruineuse encore que la colonisation civile !

« Qu'est-ce qu'un camp agricole, Messieurs ? sinon un village dans lequel l'Etat se charge, non seulement de faire les travaux qui ont un caractère public, mais encore de fournir aux particuliers toutes les ressources qui leur sont nécessaires pour faire fortune : maison, troupeaux, semences, un village qu'il peuple de gens dont la plupart étaient des journaliers en France, et qu'il entreprend de transformer tout à coup à ses frais, en Afrique, en chefs d'exploitation rurale. [...] »

Dans les villages militaires, dit-on, le colon aura originairement été mieux choisi que dans le village civil. Soit. Admettons qu'il soit plus vigoureux, plus intelligent, plus moral; mais, d'une autre part, il sera dans

²¹⁷ O.C., III, 1, p. 388-389.

des conditions économiques moins bonnes : il n'aura pas amené avec lui de famille, il sera placé plus loin des grands centres de colonisation qui existent déjà en Afrique, des grands marchés où le produit se vend cher, des populations agglomérées, où l'on peut se procurer la main-d'œuvre à bon marché.

Son établissement imposera à l'État une charge beaucoup plus grande, et, de plus, une charge dont on ne voit pas la limite.

La charge sera plus grande, car au colon civil on n'a accordé que des secours, tandis qu'ici l'Etat pourvoit à tout.

La charge sera moins limitée. Quand on a attiré une famille sur un sol nouveau, par l'attrait d'une subvention, il est bien difficile de cesser de lui venir en aide tant que ses besoins durent. Vous avez soutenu un homme jusqu'au milieu de la carrière, pourquoi ne pas le porter jusqu'au bout ? Quelle raison décisive de s'arrêter dans cette voie plutôt un jour que l'autre ? L'Etat vient encore aujourd'hui au secours des villages le plus anciennement fondés des environs d'Alger. S'il est difficile d'abandonner à lui-même un colon civil, qui n'a jamais rendu de service au pays, combien le sera-t-il davantage de délaisser un ancien soldat que le Gouvernement a empêché de retourner dans ses foyers pour le fixer sur le sol de l'Afrique ? Peut-on jamais abandonner à son sort et laisser languir ou mourir dans la misère un pareil homme ? [...]

Il existe, depuis plusieurs années, aux environs d'Alger, trois villages qui ont, en partie, une origine militaire : c'est Fouka, Mahelma et Beni-Mered. Le premier a été peuplé avec des soldats libérés, les deux autres ont été fondés exactement de la manière qu'indique l'exposé des motifs du projet de loi. Que faut-il conclure de cette triple expérience ?

Nous n'entrerons pas dans un examen détaillé de la condition de ces villages. Les éléments d'un pareil travail seraient très difficiles à rassembler et peu sûrs. Nous nous bornerons à dire d'une manière générale que les trois villages militaires dont nous venons de parler ont coûté beaucoup plus cher que les villages civils leurs voisins et n'ont pas produit un résultat différent. Ceux qui sont placés dans des conditions économiques médiocres ou mauvaises, comme Fouka ou Mahelma, languissent et se sou-

tiennent à peine. Le troisième, Beni-Mered, qui est placé dans une des parties les plus fertiles de la Mitidja, à une lieue de deux villes qui, jusqu'à ces derniers temps, étaient très prospères, Boufarik et Blidah, présente un aspect plus satisfaisant. Mais remarquez-le bien, cette sorte de prospérité dont il jouit n'est pas particulière à sa population militaire; dans ce même village de Beni-Mered, un certain nombre de familles civiles ont été placées. Le Gouvernement a beaucoup moins fait pour elles que pour les familles militaires qui les avoisinent; si l'on vient cependant à examiner l'état dans lequel se trouvent les unes et les autres, on voit que leur condition diffère très peu, et que, s'il existait entre elles une différence, c'est à l'avantage des premières qu'il faudrait la constater. »

Tocqueville amène donc la commission qu'il présidait à rejeter le projet de colonies militaires proposé par Bugeaud :

« L'ensemble de toutes les considérations qui viennent d'être successivement reproduites a convaincu, Messieurs, votre commission; le projet de loi ne lui a pas paru pouvoir être adopté dans la forme que le Gouvernement lui avait donnée. Cette résolution a été prise à l'unanimité des membres présents ²¹⁸.

**La démocratie au risque de son armée ²¹⁹ ;
économie civile et économie militaire !**

Dans la seconde Démocratie, Tocqueville consacre cinq chapitres aux risques que les démocraties courent du fait de leur armée. L'alternative est simple : armée de fonctionnaires ou armée de mercenaires ! En période de paix, l'armée devient une administration comme une autre ; le pouvoir

²¹⁸ O.C., III, 1, p. 397-399.

²¹⁹ J'ai développé ce thème dans la communication qui clôturait la seconde partie du colloque du bicentenaire qui se déroulait à la Beinecke Library de l'Université Yale de New Haven, colloque dont la première partie s'était déroulée au Centre Culturel de Cerisy la Salle, dont j'étais l'un des trois organisateurs avec Françoise Mélonio et Olivier Zunz.

s'acquiert à l'ancienneté, et, lorsqu'éclatent les conflits, les vieux généraux en chef conduisent leurs troupes à des revers initiaux, au moins jusqu'à ce que ceux-ci soient limogés ²²⁰ et remplacés par des commandants plus jeunes ! En période troublée, à l'inverse, l'armée veut jouer un rôle (ou s'emparer du pouvoir) politique. Tocqueville dénonce Bugeaud comme général potentiellement, voire comme véritablement factieux ! Il engage son armée en Kabylie contre le vote de la chambre, défiant ainsi le pouvoir en place qui ne sait que, comme plus tard les gouvernements de la Quatrième République, cautionner le coup de force, ne pas le désavouer pour ne pas être désavoué lui-même !

La paix existait en Kabylie, les Français commerçaient avec les Kabyles ; Bugeaud alla les défier, en véritables matamore, parce que la paix ne lui convenait pas et que seule la guerre capable d'assurer, son aura et son pouvoir. Ainsi, en démocratie, la nature d'une armée, son statut, son recrutement et son implication dans la vie du pays posent-ils au pouvoir politique le problème majeur de l'imbrication et de l'inter réaction de l'économie et du militaire et deux types d'économies ; dans l'une la prédominance revient à l'ordre civil, dans l'autre, à l'autre d'ordre militaire ²²¹ !

²²⁰ C'est là l'origine du verbe ; après les engagements malheureux d'août 1914, l'état-major expédia à Limoges l'encadrement ancien de notre armée en retard d'une guerre ; les officiers faisaient monter leurs troupes, baïonnette au canon, en pantalon garance à l'assaut des mitrailleuses qui défendaient les positions ennemies !

²²¹ Le problème de l'entrecroisement de ces domaines est posé par Tocqueville dans la seconde *Démocratie* et possède aujourd'hui un poids considérable. La course aux armements et le poids des budgets militaires a provoqué l'effondrement de l'Union Soviétique ; de même, les choix politiques en matière d'investissement militaire de l'Europe de des États-unis sont aujourd'hui quasi inconciliables et la politique de relance de l'économie américaine par une augmentation considérable des budgets militaires est nécessairement dangereusement et intrinsèquement belliciste et ne peut que poser à terme de très graves problèmes à l'échelle de la planète.

Deuxième partie : Économie et société

Chapitre V

Conclusion

Je vois de grands périls qu'il est possible de conjurer; de grands maux qu'on peut éviter ou restreindre, et je m'affermis de plus en plus dans cette croyance que, pour être honnêtes et prospères, il suffit encore aux nations démocratiques de le vouloir.

(O.C., II, 2, p. 339)

Je hais, pour ma part, ces systèmes absolus, qui font dépendre tous les événements de l'histoire de grandes causes premières se liant les unes aux autres par une chaîne fatale et qui suppriment, pour ainsi dire, les hommes de l'histoire du genre humain. Je les trouve étroits dans leur prétendue grandeur, et faux sous leur air de vérité mathématique.[...] Je crois que le hasard n'y fait rien qui ne soit préparé à l'avance.

(Souvenirs, L. II , ch. 1)

[Retour à la table des matières](#)

Si Tocqueville ne fut pas un économiste au sens premier du terme, un analyste de l'économie, la dimension économique tient un rôle essentiel aussi bien dans sa philosophie de l'Histoire que dans sa vision, sa réflexion et son action politiques.

Le processus historique qui conduit l'humanité des sociétés de castes et des sociétés aristocratiques est à la fois politique et économique. Pour lui, comme pour Marx, mais selon des modalités dont les différences restent à relever et à analyser, l'interpénétration de l'économique et du politique est si étroite qu'on ne peut aborder l'un sans aborder l'autre dans le même temps; les deux domaines sont en interréaction constante.

Le problème qui se pose alors est celui de la conception de l'Histoire et la place de l'homme, les limites de sa liberté et de sa responsabilité.

Accorder une primauté absolue et univoque à l'économie revient nécessairement à nier la place de l'homme dans l'Histoire et à privilégier une approche mécaniste, déterministe et matérialiste.

C'est là, pour Tocqueville, la maladie infantile du socialisme naissant, dans la mesure où opérant un effet de synergie avec les formes démocratiques elles-mêmes porteuses de maux et de biens, aboutira nécessairement à un abandon de la responsabilité et de la liberté.

Certes le déroulement de l'Histoire échappe en grande partie à l'homme, mais dans le même temps les hommes et les nations disposent d'une marge étroite mais bien réelle de liberté: le marin ne dispose ni de la violence du flot, ni du sens ni de la force des vents, mais il lui appartient de les utiliser, de « faire avec ».

C'est pourquoi il est impossible d'éluder la dimension économique des textes de Tocqueville, sauf à se condamner à n'en avoir qu'une vision partielle et partielle. Les facteurs économiques constituent une partie essentielle du développement historique et politique du monde. L'économie et le politique sont le fil et la trame de l'Histoire qui se fait et la compréhension du développement de l'Histoire passe nécessairement par l'analyse des processus économiques qui ont présidé ou participé à (et de) son développement comme le mettent en évidence l'introduction de la première Démocratie, l'Etat social et politique de la France, l'ancien régime et la Révolution.

Mais, dans le même temps, l'économie est l'élément cardinal par où la volonté politique dispose d'un moyen d'action, partiel mais réel, sur le monde.

Pour Tocqueville, la politique et l'Histoire ne se réduisent pas à l'économie, mais l'économie est le passage obligé de toute action politique et de la volonté qui la sous-tend : volontarisme politique ²²² dans et par lequel la liberté humaine peut agir, en quelque sorte, et au moins de façon restreinte, sur la destinée de l'humanité.

²²² Pour Tocqueville, le seul volontarisme politique qui vaille est dans le même temps un volontarisme éthique : pas de politique digne de ce nom qui ne soit en même temps l'expression d'une vision morale de l'homme et de l'Histoire.

C'est pourquoi l'ensemble des textes que nous avons retenus mettent en évidence la tension dialectique entre la liberté politique, qui suppose le droit de propriété (y compris des moyens de production) et la liberté d'entreprendre d'une part, et le rôle régulateur de l'État d'autre part.

Ainsi, il importe également que l'État garantisse la liberté du commerce et qu'il veille à ce que le développement tienne compte de l'aménagement du territoire et qu'il joue le rôle d'incitateur, voire d'acteur (sans devenir entrepreneur pour autant) si c'est nécessaire. Il appartient de même à l'État de définir une politique sociale dont les départements auront la charge de l'application, et non pas de se défausser, au nom du libéralisme, de ses obligations de législateur aux dépens des départements ! Soulignons enfin un point capital dont les politiques feraient bien de s'inspirer dans leur action: Tocqueville souligne toujours que les choix économiques n'ont de sens qu'à condition de distinguer le coût financier immédiat du coût réel à moyen et long terme ²²³, qui inclut en même temps le coût social, et ajouterions-nous aujourd'hui, le coût écologique.

Ainsi, le libéralisme économique absolu qui conduit à la concentration capitaliste des grandes multinationales aboutit, de facto, à la négation de la propriété individuelle et de la liberté effective d'entreprendre. Ce libéralisme là est tout aussi destructeur de la liberté réelle que ne l'était hier le collectivisme marxiste de l'Union Soviétique.

²²³ Voir Jacques Marseille, *Le grand Gaspillage*, Plon, 2002 ; ajoutons à ce sujet que rien n'a été plus stupide, économiquement, politiquement et stratégiquement que la reprise des essais nucléaires en 1995, sauf la baisse drastique du budget de la recherche, depuis 2002, qui peut laisser perplexe, même dans une économie libérale !

TEXTES ÉCONOMIQUES.
ANTHOLOGIE CRITIQUE.

BIBLIOGRAPHIE

Les textes

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque les volumes sont encore disponibles, les références des textes de Tocqueville sont issues de l'édition des Oeuvres Complètes (notées O. C. dans cet ouvrage) parue chez Gallimard depuis 1951. Nous avons fait usage des tomes suivants :

- I. De la Démocratie en Amérique (1 et 2)
- II. L'Ancien régime et la Révolution (1 et 2)
- III. Ecrits et discours politiques (1, 2 et 3)
- IV. Ecrits sur le système pénitentiaire en France et à l'étranger (1 et 2)
- V. Voyages (1 et 2)
- VI. Correspondance anglaise (2)
- VII. Correspondance étrangère
- X. Correspondance et écrits locaux
- XIII. Correspondance Tocqueville-Kergolay (1)
- XIV. Correspondance familiale
- XVI. Mélanges

Le tome XII, Souvenirs, n'est plus disponible dans cette édition. Nous signalons donc au lecteur le livre et le chapitre de l'extrait publié. Il pourra ainsi le retrouver dans l'une des éditions des Souvenirs encore accessibles comme celle de Claude Lefort (folio histoire, Gallimard, 1999) ou celle, plus récente encore, de Françoise Mélonio et Laurence Guellec (Quarto, Gallimard, 2003). Notons que ce dernier ouvrage contient également une remarquable sélection des lettres de Tocqueville.

Lorsque nous n'avons pas pu faire autrement, nous avons fait référence à l'édition des Oeuvres Complètes de Tocqueville réalisée par Gustave de Beaumont et Madame de Tocqueville (9 volumes, Michel Lévy frères, 1864-1866). Nous avons également eu recours à l'édition des Oeuvres de Tocqueville dans la bibliothèque de la Pléiade (Gallimard) qui se compose de deux tomes :

- I. (1991) *Voyages, Écrits politiques et académiques*
- II. (1992) *De la démocratie en Amérique*

Une publication qui rassemble les trois « grands » écrits de Tocqueville en un seul ouvrage extrêmement maniable mérite également d'être signalée : *De la Démocratie en Amérique, L'Ancien Régime et la Révolution, Souvenirs* (Bouquins, Robert Laffont, 1986).

Les deux Mémoires sur le paupérisme ont été publiés dans *Sur le paupérisme* (Allia, 1999). Certains textes sur l'Algérie ont été regroupés dans *Seconde Lettre sur l'Algérie* (Mille et une nuits, 2003)

Des morceaux choisis de l'œuvre de Tocqueville sont analysés et commentés par Jean-Louis Benoît dans *Alexis Tocqueville, Textes essentiels, Anthologie critique* (Pocket Agora, 2000).

Les études

Les études sur la pensée de Tocqueville sont assez nombreuses. Nous avons fait le choix de n'indiquer que les ouvrages qui sont facilement accessibles en librairie et/ou en bibliothèque et qui apportent une réelle analyse.

Antoine Agnès, L'impensé de la démocratie, Fayard, 2003 .

Aron Raymond, Les Etapes de la pensée sociologique, Gallimard, 1967 (réédition Tel, Gallimard, 1991).

Audier Serge, Tocqueville retrouvé, Vrin/Ehess, 2004.

Baehr Peter & Richter Melvin, Dictatorship in History and Theory, Bonapartism, Caesarism and Totalitarianism, Cambridge University Press, 2004.

Benoît Jean-Louis, Tome XIV des États-Unis de Tocqueville, Correspondance familiale, appareil critique, notes et introduction, éditions Gallimard, mai 1998, prix de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, décembre 1998

- Alexis de Tocqueville, Textes essentiels, Anthologie critique, éditions Pocket, collection Agora, Juin 2000, prix littéraire du Cotentin, novembre 2000

- Tocqueville moraliste, Champion, collection Romantisme et Modernités, mai 2004

- Comprendre Tocqueville, Armand Colin, collections Cursus, Août 2004

- Tocqueville, un destin paradoxal, Bayard, collection Biographies, mai 2005

- Tocqueville, notes sur le Coran et autres textes sur les religions, Bayard, février 2007

Boudon Raymond, Tocqueville aujourd'hui, Odile Jacob, 2005.

Brogan Hugh, Alexis de Tocqueville, a life, Yale University Press, 2006.

Coenen-Huther Jacques, Tocqueville, Que sais-je ?, PUF, 1997.

Coutant Arnaud, Une critique de l'aristocratie libérale, De la démocratie en Amérique d'Alexis de Tocqueville, Mare & Martin, 2007.

Furet François, Penser la Révolution française, Gallimard, 1978 (réédition folio/histoire, Gallimard, 1989).

Gannett Robert. T. Tocqueville Unveiled, The University of Chicago Press, 2003.

Guellec Laurence, Tocqueville, l'apprentissage de la liberté, Michalon/Le bien commun, 1996.

Jardin André, Alexis de Tocqueville, Pluriel, Hachette, 1984.

Jaume Lucien, Tocqueville, Fayard, 2008.

Keslassy Eric, Le libéralisme de Tocqueville à l'épreuve du paupérisme, L'Ouverture Philosophique, L'Harmattan, 2000.

Lamberti Jean-Claude, Tocqueville et les deux démocraties, PUF, 1983.

Manent Pierre, Tocqueville et la nature de la démocratie, Julliard, 1982 (puis Fayard, 1993).

Melonio Françoise, Tocqueville et les français, Aubier Histoires, 1993.

Pitts Jennifer, A Turn to Empire, Princeton University Press, 2005.

Pozzi Regina, Tocqueville e i dilemmi della democrazia, Plus Pisa University Press, 2006.

Welch Cheryl, De Tocqueville, Oxford University Press, 2001.

Reading Tocqueville, from Oracle to Actor, Palgrave/Macmillan, 2007, edited by Raf Geenens and Annelien De Dijn.

Les lecteurs pourront trouver une bibliographie plus détaillée sur :

http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/tocqueville_biblio/toc_biblio.html

et sur : <http://faculty.law.lsu.edu/ccorcos/resume/tocquebib.htm>.